

La Fédération Française  
des  
Travailleurs du Livre

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

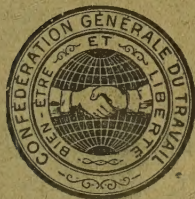
soutenue devant la

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

*Le Mardi 22 Novembre 1904, à 2 heures*

PAR

**Henri FACDOUEL**



LYON

IMPRIMERIE NOUVELLE LYONNAISE

(COOPÉRATIVE OUVRIÈRE DE PRODUCTION)

3, Rue Sainte-Catherine, 3

1904











Digitized by the Internet Archive  
in 2026



**LA FÉDÉRATION FRANÇAISE**

**DES**

**Travailleurs du Livre**





UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

---

La Fédération Française  
des  
Travailleurs du Livre

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue devant la

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

*Le Mardi 22 Novembre 1904, à 2 heures*

PAR

Henri FACDOUEL



LYON

IMPRIMERIE NOUVELLE LYONNAISE

(COOPÉRATIVE OUVRIÈRE DE PRODUCTION)

3, Rue Sainte-Catherine, 3

—  
1904

# UNIVERSITÉ DE LYON

---

## FACULTÉ DE DROIT

---

MM.

CAILLEMER (E.), C. ✱, I. ✱, doyen, professeur de Droit civil, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I. ✱, professeur honoraire.

GARRAUD, I. ✱, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ✱, professeur de Droit romain.

FLURER, I. ✱, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

THALLER, I. ✱, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ✱, professeur honoraire.

COHENDY, ✱, I. ✱, professeur de Droit commercial.

PIC, I. ✱, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), A. ✱, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. ✱, professeur d'Histoire du droit.

BOUVIER, A. ✱, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, A. ✱, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSEMAND, A. ✱, professeur de Droit civil.

BROUILHET, A. ✱, professeur d'Economie politique.

HUVELIN, professeur de Droit romain.

LÉVY, A. ✱, agrégé (Droit privé et Droit criminel).

GONNARD, agrégé (Sciences économiques).

BECC, I. ✱, secrétaire.

---

### Jury de la Thèse :

|                        |                      |
|------------------------|----------------------|
| MM. PIC, professeur,   | <i>Président.</i>    |
| BROUILHET, professeur, | } <i>Assesseurs.</i> |
| LÉVY, agrégé,          |                      |

---



## INTRODUCTION

---

Le syndicat constitue, en quelque sorte, la cellule de l'organisation ouvrière. C'est la première forme de groupement adoptée pour la défense des intérêts des travailleurs d'une profession dans une localité. Mais, de même que les ouvriers ont senti, longtemps avant la reconnaissance par le législateur du droit d'association, le besoin de s'unir pour chercher à améliorer leur condition économique, de même les syndicats du même métier, isolés et disséminés sur tous les points du territoire, ont constaté l'impuissance à laquelle ils étaient fatalement voués s'ils ne cherchaient, en s'associant étroitement entre eux, le moyen d'acquérir la puissance indispensable pour leur permettre d'exercer une action commune efficace.

En effet, le syndicat isolé ne comprenait souvent qu'un nombre très restreint de membres. Comment lui était-il possible, dans ces conditions, de posséder une autorité suffisante pour imposer le respect aux patrons et de constituer une réserve assez forte pour opposer une digne résistance en cas de conflit ? Seuls quelques groupes, établis dans de grandes agglomérations, pouvaient, en raison du prestige que leur conférait la masse de leurs adhérents, obliger les industriels à discuter avec eux les conditions du travail. Mais ces groupes constituaient évidemment l'exception et pres-

que tous les syndicats auraient été bien vite condamnés à disparaître, en raison de leur impuissance s'ils étaient demeurés dans leur isolement.

D'autre part, une profession, un genre quelconque d'industrie comprend, en général, des établissements répartis dans les différentes villes du pays. Or, les intérêts des ouvriers de cette profession sont partout les mêmes, en quelque lieu qu'on les considère.

Il était donc inévitable que, pour la défense de ces intérêts communs, et sans perdre pour cela leur entière autonomie, les syndicats cherchassent à s'unir de manière à accroître, en proportion de leur nombre, l'efficacité de leur action.

En outre, la plupart des syndicats locaux avaient cherché de bonne heure à organiser, dans leur sphère respective, des services mutualistes destinés à venir en aide à ceux de leurs membres qui tombaient dans l'infortune. Mais, on conçoit facilement les difficultés auxquelles se heurtait le fonctionnement de ces services ; le taux des secours alloués variait naturellement d'une ville à l'autre, suivant la richesse des caisses syndicales et aussi suivant les charges qui incombaient normalement à chaque groupe. Ici, par exemple, la quantité de travail était toujours à peu près la même ; là, au contraire, de longues périodes de chômage succédaient presque régulièrement à des époques de surmenage. Enfin, les statuts des syndicats étaient très différents et se montraient plus ou moins exigeants, plus ou moins rigoureux sur les conditions requises de leurs adhérents pour avoir droit aux secours. En l'absence de contrats de réciprocité, relativement à ces services mutualistes, entre les différents groupements appartenant à la même profession, il y avait donc des ouvriers plus favorisés que d'autres.



De plus, l'industrie a subi d'une manière générale, par suite des inventions mécaniques, une transformation profonde qui a bouleversé complètement les conditions de production. En face de ces perturbations, souvent aussi violentes que soudaines, le syndicat isolé était incapable, pour sauvegarder les intérêts des travailleurs, d'accomplir ce qu'une vaste organisation professionnelle permet seule de tenter.

Enfin, pour intervenir avec quelques chances de succès auprès des pouvoirs publics, pour appeler leur attention sur la nécessité d'une mesure législative ou gouvernementale, pour leur signaler les avantages ou les inconvénients d'une réforme soumise aux délibérations du parlement, les ouvriers d'une profession ont d'autant plus de force qu'ils agissent au nom d'un plus grand nombre de syndicats.

Pour toutes ces raisons, avant même que la promulgation de la loi de 1884 eût consacré leur existence légale, les différents groupements corporatifs avaient adhéré soit à des unions de syndicats des divers métiers (*Union fédérative*), soit à des fédérations purement professionnelles (*Union Métallurgique du Nord*, *Fédération française des Travailleurs du Livre*, etc.).

La reconnaissance des unions ou fédérations, consacrée dans le projet de loi sur les syndicats professionnels adopté par la Chambre des députés, rencontra au contraire, au Sénat, une opposition très vive. La haute assemblée redoutait en effet de voir, dans l'avenir, les associations ouvrières grouper un nombre d'adhérents tellement considérable qu'il pût, à un moment donné, constituer un danger pour la paix sociale. Elle craignait surtout de voir l'*Union fédérative*, qui était le groupement des chambres syndicales collectivistes, étendre de jour en jour son rayon d'action et convertir progressivement les travailleurs à des théories qu'elle

#### IV

considérerait comme subversives et dangereuses. Aussi, en première délibération, rejeta-t-elle la disposition du projet de loi qui autorisait les unions de syndicats.

Pourtant, à ce moment même, diverses fédérations professionnelles, celles, par exemple, que nous venons de mentionner et qui groupaient au total plus de cent cinquante chambres syndicales, avaient des principes absolument différents de ceux de l'Union fédérative, non seulement en repoussant la révolution violente comme moyen, mais encore en n'acceptant pas la théorie collectiviste comme base de leurs revendications.

En fait, en dépit du vote émis par le Sénat, diverses fédérations et unions de syndicats fonctionnaient depuis plusieurs années et, comme le fit remarquer M. Tolain au cours de la discussion de la loi, «il était dès lors beaucoup plus politique et plus prudent de les reconnaître en les réglementant, que de les pousser, par une persécution maladroite, dans la voie révolutionnaire» (1). De l'aveu même des administrateurs des fédérations alors existantes, «si l'on continuait à refuser aux travailleurs les moyens efficaces de lutter pour le maintien de leurs salaires et l'amélioration de leur condition sociale, si on leur défendait de s'unir, de solidariser leurs intérêts....., il pouvait alors se faire une réaction dans l'esprit des nombreux ouvriers qui n'avaient pas adhéré aux doctrines révolutionnaires. Il paraissait surtout utile d'accorder aux chambres syndicales le droit de s'occuper des intérêts généraux intéressant l'ensemble d'une profession.....» (2).

Ces considérations prévalurent et entraînèrent enfin le vote de la haute assemblée.

---

(1) Pic. *Traité de législation industrielle*, 2<sup>e</sup> édition, 1903, page 309.

(2) Extrait d'un rapport adressé aux députés et déposé le 21 février 1883 par une délégation du Comité central de la Fédération du Livre, à la commission chargée d'examiner le projet de loi sur les syndicats professionnels.

*La Typographie Française*, n° 34, du 1<sup>er</sup> mars 1883.



Maintenant que vingt années se sont écoulées depuis la promulgation de la loi de 1884, on peut apprécier la valeur des craintes manifestées par le Sénat et examiner l'orientation générale qu'a prise, durant cette longue période, le mouvement fédératif.

Ce mouvement a revêtu une double forme; d'une part, celle de fédérations purement professionnelles; de l'autre, celle de groupements locaux, régionaux ou même nationaux de syndicats des divers métiers (*Unions de syndicats, Bourses du travail*). D'ailleurs, cette dernière forme a pris une extension beaucoup plus considérable que la première et a rendu possible la création de la *Confédération générale du travail*, qui englobe, en principe, les syndicats et fédérations de toutes les professions, jusqu'à la Fédération nationale des Bourses du travail.

Le résultat produit par cette prédominance des groupements de syndicats des diverses branches d'industrie sur les fédérations simplement professionnelles est que les questions purement techniques, « où la compétence des gens du métier est indispensable » (1), ont été nécessairement reléguées au second plan pour faire place à des problèmes d'ordre général intéressant l'ensemble du prolétariat français et faisant l'objet des revendications des travailleurs de toutes les professions (journée de huit heures, etc.); les théories socialistes ont pris alors une importance considérable dans ces groupements qui ont souvent dévié, par suite, du terrain économique sur le terrain politique.

Les associations professionnelles de syndicats n'ont pas pour cela disparu; en effet, en outre de la Fédération française des Travailleurs du Livre, qui fait l'objet de notre étude, il existe à l'heure actuelle, dans notre

---

(1) Pic. Op. cit., page 308.

pays, un certain nombre d'autres grandes fédérations professionnelles qui, tout en manifestant des tendances nettement socialistes, cherchent surtout à faire converger leur efforts sur les questions techniques ou d'ordre général qui intéressent spécialement leur métier.

Il eût peut-être été préférable que le mouvement ouvrier, comme cela s'est pratiqué dans plusieurs pays étrangers, prît d'abord la forme de groupements professionnels régionaux ou nationaux qui auraient eu ainsi beaucoup plus de compétence et d'autorité pour discuter avec les patrons les problèmes spéciaux à chaque branche d'industrie; ce mode d'association n'aurait d'ailleurs pas empêché les fédérations d'adhérer à des organisations plus vastes telles que les bourses du travail et la Confédération générale du travail, susceptibles d'apporter en temps de crise, aux ouvriers en conflit, l'appui moral considérable que donne le nombre.

Nous allons nous efforcer d'énumérer les importants avantages que peut procurer aux ouvriers d'un métier l'organisation d'une fédération professionnelle nationale et les résultats pratiques que cette fédération peut atteindre pour l'amélioration de la condition économique de ses membres, tout en s'efforçant de tenir compte, dans la poursuite de ses revendications, de certains tempéraments nécessités par les conditions générales propres à toute une industrie ou spéciales à une ville ou à une région.

Tout d'abord, l'organisation d'une fédération professionnelle de syndicats rend possible la création de grands services de mutualité, capables de soulager efficacement les infortunes qui sévissent parfois si lourdement sur les travailleurs et de permettre à ces derniers de traverser, sans trop souffrir, des périodes de crise ou de mauvaise chance; d'ailleurs, un des effets les plus immédiats du développement de ces services



(secours de route pour les voyageurs en quête de travail, indemnités en cas de chômage pour manque de travail et maladie, placement des membres, etc.) est d'attirer aux organisations qui les ont établis la plus grande partie des ouvriers de la profession. L'exemple des fédérations étrangères est probant à cet égard.

De plus, indépendamment de toute idée de solidarité, les avantages accordés par une fédération à ses membres empêchent ceux-ci de servir inconsciemment d'instruments d'avilissement des salaires, car, en l'absence de tout secours, l'ouvrier chômeur et chargé de famille, par exemple, pourrait se trouver obligé, par la misère, d'accepter du travail à n'importe quel prix. En lui fournissant le moyen d'attendre, en lui facilitant la recherche d'un emploi, la fédération contribue par là même au maintien des salaires dans la corporation.

Ce mode de groupement permet également, par l'étude minutieuse de tous les problèmes qui intéressent une profession, de prévoir les conflits, de déterminer à l'avance les cas dans lesquels les fédérations doivent intervenir pour donner à leurs membres leur appui moral et financier et d'exercer, par suite, une action identique dans tous les établissements industriels où elles comptent des adhérents. Certaines questions, d'ailleurs, spéciales à un métier sont, nous l'avons dit plus haut, beaucoup mieux traitées et résolues par une organisation purement professionnelle qu'elles ne pourraient l'être par une association comprenant des syndicats de différentes industries qui est obligée, précisément en raison de la diversité des conditions particulières à chaque corporation, de ne poursuivre que les revendications générales communes à tous les travailleurs.

Par l'action incessante qu'elles exercent, les fédérations professionnelles parviennent à maintenir une

## VIII

grande homogénéité entre les syndicats qu'elles groupent et une certaine unité de vues entre leurs membres en même temps qu'elles jouissent d'une autorité d'autant plus considérable qu'elles interviennent auprès des patrons au nom des ouvriers de toute une industrie.

D'autre part, par la substitution du contrat collectif au contrat individuel de travail, par l'établissement de tarifs, les fédérations professionnelles peuvent unifier, dans une certaine mesure, les salaires dans leurs corporations, empêcher par ce moyen l'émigration du travail d'une ville à l'autre et limiter la concurrence qui s'exerce entre patrons d'une même industrie, et qui est causée surtout par la différence dans les prix de main-d'œuvre.

La connaissance approfondie des questions spéciales à chaque profession pousse les fédérations de métiers à se montrer conciliantes dans leurs réclamations ; ainsi que nous aurons l'occasion de le démontrer dans le cours de notre étude, au lieu d'être uniquement, comme certains patrons se plaisent à le répéter, des instruments de discorde, des associations de révoltés intransigeants, certaines d'entre elles réclament la création de commissions mixtes chargées de trancher les différends collectifs. Nous sommes donc loin, sur ce point, de l'appréhension manifestée par le Sénat, au cours de la discussion de la loi de 1884, de voir le parlement, en autorisant les unions de syndicats, fournir aux travailleurs des armes pour la révolution sociale.

Il est vrai que ces commissions mixtes ne peuvent donner encore tous les résultats qu'on est en droit d'attendre de leur fonctionnement. Cela tient, d'une part, à ce que si les ouvriers d'une profession sont parfois suffisamment organisés pour pouvoir traiter au nom de toute leur corporation, certains qu'ils sont de voir exécuter les décisions prises, il n'en est pas de même en ce qui concerne les patrons.

Pour que ces rouages mixtes puissent remplir entièrement la mission qui leur est dévolue, il faudrait que les organisations professionnelles patronales acquièrent la même homogénéité et la même puissance que les fédérations ouvrières similaires. Il est hors de doute que si de vastes associations nationales professionnelles ouvrières et patronales se trouvaient en présence, permettant aux commissions mixtes d'arbitrage de produire tout leur effet, alors la concurrence, actuellement si âpre, si acharnée, serait réduite à son strict minimum et ne pourrait plus s'exercer que par des moyens basés sur les différences relatives soit à la qualité des produits, soit aux progrès de l'outillage, et, au lieu d'assister comme aujourd'hui à la décadence de l'art dans certaines professions, on verrait au contraire le niveau de la capacité industrielle se relever en même temps que la solution des questions générales serait rendue plus facile.

L'influence des fédérations professionnelles se ferait donc sentir au triple point de vue de la paix sociale, de l'amélioration de la condition économique des travailleurs et du relèvement de l'industrie.

Pourquoi le mouvement ouvrier n'a-t-il pas adopté de préférence la forme des fédérations professionnelles ? Indépendamment des questions politiques qui ont parfois primé les problèmes économiques et entraîné les travailleurs dans une autre direction, le développement des fédérations, dans le sens que nous venons d'indiquer, rencontre un très grand obstacle ; cet obstacle est constitué par les importants sacrifices pécuniaires que nécessitent l'organisation des divers services fédératifs et la création d'une puissante caisse de résistance.

L'ouvrier français est, en général, hostile aux fortes cotisations. Et pourtant, les groupements professionnels étrangers, dont la puissance est considérable, font sup-



porter à leurs membres des charges fort lourdes, qui s'élèvent parfois jusqu'à 2 francs par semaine ; il est même à remarquer qu'en Allemagne et en Amérique, où les versements des ouvriers sont très élevés, le nombre des adhérents aux fédérations professionnelles s'est accru dans une plus forte proportion que partout ailleurs et que plus les sacrifices consentis par les travailleurs ont augmenté d'importance, « plus ces derniers se sont montrés disposés à rester fidèles à l'association qui les avait exigés » (1). Nous aurons l'occasion de démontrer dans la suite, par l'exemple de la Fédération française des Travailleurs du Livre, l'exactitude de cette assertion.

Nous avons divisé notre étude en trois parties. Dans la première, nous exposons, d'une façon aussi complète que possible, l'organisation administrative de la Fédération française des Travailleurs du Livre ; dans la seconde, nous plaçons cette association professionnelle en face des plus importants problèmes de législation ouvrière et nous mentionnons les solutions auxquelles elle s'est arrêtée ; dans la troisième, enfin, nous indiquons les rapports de la Fédération du Livre avec les autres groupements ouvriers français (Confédération générale du travail) et les organisations typographiques étrangères (Secrétariat typographique international).

Notre travail est forcément incomplet sur bien des points ; quelques inexactitudes de détail s'y sont certainement glissées, mais nous nous sommes efforcés de traduire, d'une façon aussi fidèle que possible, le sentiment de la Fédération du Livre à l'égard des principales questions qui intéressent la corporation typographique et qui touchent à la législation industrielle.

---

(1) Finance, *Les Syndicats ouvriers aux Etats-Unis*.

PREMIÈRE PARTIE

---

**L'Organisation Administrative**

de la

**Fédération Française**

des

**Travailleurs du Livre**





## CHAPITRE PREMIER

# Fondation et Organisation de la Fédération des Travailleurs du Livre.

---

### SECTION I

#### La Fondation de la Fédération du Livre.

L'idée de réunir en un seul faisceau toutes les forces de la typographie française fut émise de bonne heure par les compositeurs parisiens. Ils avaient compris depuis longtemps que les luttes isolées pour la défense des intérêts professionnels aboutissaient presque fatalement à des défaites et que seule, l'union de leur Société avec les divers groupements typographiques de France pouvait faire « un corps solide de tous ces membres épars (1) », et procurer à la corporation tout entière des résultats avantageux.

Mais la législation restrictive qui régissait alors le droit d'association ne permettait guère de réaliser cette union. Une tentative fut cependant faite en 1861 par M. Gauthier, président de la Société typographique parisienne (2). Ce dernier avait, en effet, conçu le projet de créer une *alliance des Sociétés de secours mutuels*

---

(1) Discours de M. Tousez, président de la Société typographique parisienne, au banquet du 2 octobre 1880. *La Typographie Française*, n° 2, du 25 octobre 1881.

(2) Cf. Radiguer. *Maîtres imprimeurs et ouvriers typographes*, pages 279 et suiv.

*Associations professionnelles ouvrières typographiques*, pages 28 et suiv., et 129 (extrait de la publication de l'*Office du Travail*: *Les Associations professionnelles ouvrières*, tome I. Paris, 1899.)

*de l'imprimerie française*, et, dans ce but, de fonder des sociétés de ce genre dans toutes les villes qui n'en possédaient pas encore, de les unir ensuite de manière à garantir à leurs membres la faculté de passer d'une société dans l'autre, en cas de déplacement, sans être obligés d'acquitter un nouveau droit d'affiliation et sans perdre les droits acquis par les versements effectués à la société que le départ les obligeait à quitter. De plus, des secours de route devaient être accordés aux ouvriers passagers membres d'une société de secours mutuels, munis d'un livret attestant leur qualité de sociétaires et au pair de leurs cotisations.

L'assemblée générale des typographes parisiens autorisa M. Gauthier à réaliser cet important et difficile projet, qui comprenait 483 villes réparties en 15 régions; mais le seul résultat appréciable de la propagande entreprise pour l'exécution de ce vaste plan fut la création, dans un certain nombre de villes, de sociétés semblables à celle de Paris et l'établissement de relations avec cette dernière.

Les choses étaient en cet état lorsque, à propos d'un relèvement de tarif, éclata la grande grève des typographes parisiens de 1878. A ce moment les événements, mieux que la plus active propagande, se chargèrent de démontrer l'urgente nécessité de grouper en un seul bloc les diverses sociétés disséminées dans le pays. Les maîtres imprimeurs de Paris n'hésitèrent pas, en effet, à recruter la main-d'œuvre en province et à s'adresser à leurs confrères des départements pour faire exécuter les travaux urgents (1) ; aussi, malgré les sommes d'argent dépensées, malgré les lourds sacrifices que s'imposèrent, pour venir en aide aux grévistes, un grand nombre de typographes qui travaillaient, la grève se termina par la défaite retentissante des ouvriers.

---

(1) Ce fut là une des principales causes d'échec de la grève.

C'est alors que le Comité parisien songea à organiser la Fédération pour reconquérir son influence amoindrie. D'ailleurs, la situation politique était devenue plus favorable; la République, « jusque-là de couleur si pâle, était devenue moins timide (1) » et usait d'une large tolérance envers les associations professionnelles ouvrières. On profita de cette tolérance pour reprendre l'étude du projet de Fédération.

Une proposition de Congrès ayant été émise par la section du Mans, le Comité parisien consulta aussitôt plusieurs villes de France sur l'opportunité de cette mesure. Les encouragements affluèrent de toutes parts et les sociétés consultées acquiescèrent avec empressement. Un projet de statuts, élaboré par une commission d'études nommée par la Société des compositeurs parisiens, fut adressé à toutes les Sociétés de typographes et un certain nombre d'entre ces dernières adhéra à la proposition de Fédération.

C'est alors que fut convoqué le Congrès typographique qui se tint à Paris, salle de la Redoute, rue Jean-Jacques-Rousseau, du 30 août au 3 septembre 1881. Les délégués s'occupèrent exclusivement de la discussion des statuts de la Fédération, à laquelle ils donnèrent le titre de *Fédération typographique française et des industries similaires* (2), et dont le but fut défini dans l'article 1<sup>er</sup>. Cet article a été modifié, remanié et complété bien des fois par les différents Congrès typographiques tenus depuis 1881; mais, ainsi que le fait remarquer M. Radiguer (3), « l'esprit en est resté le même, sauf le paragraphe touchant les sociétés de production qui a été supprimé ». Il est actuellement ainsi conçu :

---

(1) *La Typographie Française*, n° 5, du 15 décembre 1881.

(2) Ce titre a été modifié par le Congrès de 1885. Il est devenu le suivant : *Fédération française des Travailleurs du Livre et des industries similaires*.

(3) Radiguer. Op. cit., page 282.



Article premier. — La Fédération française des Travailleurs du Livre, dont le siège est fixé jusqu'au prochain Congrès à Paris, a pour but :

1° De resserrer les liens de fraternité et de solidarité qui existent déjà dans la grande famille typographique ;

2° De maintenir les prix de main-d'œuvre dans les villes régies par un tarif et dans celles où il n'existe que les us et coutumes, et de chercher par tous les moyens légaux à les améliorer en se prêtant un mutuel appui tant moral que financier ;

3° D'établir un tarif type pour toute la France, en laissant aux sections, d'accord avec le Comité central, le soin d'établir le prix de base *sur la moyenne des salaires de la section*, afin d'éviter l'émigration du travail d'une ville à une autre, émigration produite par les énormes différences des tarifs existants ;

4° De combattre l'avisement des salaires, en favorisant l'application du système commanditaire, et, à son défaut, en cherchant à faire prévaloir le mode de travail *en conscience*, de préférence au travail *aux pièces* ;

5° De provoquer la création de conseils de prud'hommes dans les villes où il n'en existe pas et de mettre à la disposition des groupes les renseignements nécessaires pour la fondation de cette institution ;

6° D'engager les sections à prendre l'initiative de convoquer les syndicats ou organisations ouvrières de leurs localités respectives afin d'arriver à la constitution de fédérations locales, régionales et internationales et d'organiser ainsi un mouvement général de propagande, dans le sens de la diminution des heures de travail ;

7° D'obtenir une limitation raisonnable du nombre des apprentis, c'est-à-dire un apprenti, au maximum, par *cinq ouvriers*, en exigeant qu'ils aient au moins 13 ans et obtenu leur certificat d'études ; de veiller, par l'intervention éventuelle des chambres syndicales et, au besoin, de celle des prud'hommes, à ce que leur éducation professionnelle soit sérieusement dirigée, grâce à l'établissement du contrat légal d'apprentissage et de cours professionnels syndicaux, de façon à ce qu'ils soient à même de vivre de leur

travail, après un apprentissage dont la durée sera conforme à la réglementation adoptée par le Congrès patronal de Bordeaux (1899) et par le Congrès ouvrier de Paris (1900);

8° D'écarter, par tous les moyens légaux, la femme de l'atelier de composition, où elle n'entre point comme auxiliaire, mais bien comme concurrente, sa présence y constituant un danger permanent d'avisement des prix de main-d'œuvre. Cependant, toute femme appartenant à un syndicat similaire sera admise dans la Fédération au même titre que l'homme, c'est-à-dire avec les mêmes devoirs et les mêmes droits;

9° De mettre en œuvre tous les moyens dont on pourra disposer pour augmenter le nombre des syndicats typographiques et les engager à s'opposer à l'application du système des adjudications au rabais ou, tout au moins, à réclamer, près de qui de droit, que les travaux d'impression de la commune, du département et de l'Etat soient exécutés suivant les prescriptions des décrets du 10 août 1899;

10° De constituer une solidarité entre toutes les sociétés typographiques françaises et étrangères, afin que le sociétaire trouve aide et protection dans toutes les sections.

En conséquence, des secours de route, de grève, de chômage seront délivrés aux sociétaires en règle et dans les conditions prévues dans les articles reproduits plus loin;

11° D'aider les syndicats typographiques et similaires à réclamer énergiquement auprès des pouvoirs constitués la mise en vigueur des règlements d'hygiène et de salubrité, et une application rigoureuse des lois sur le travail des femmes et des enfants et sur les accidents du travail par une plus active intervention de l'inspection. — De revendiquer également la représentation des syndicats ouvriers dans les diverses commissions où les intérêts ouvriers peuvent être défendus. — De s'opposer à toutes sortes d'amendes ou de retenues sur le salaire et à toute responsabilité en cas de déchets ou de dégâts involontaires dans le travail;

12° D'obtenir que la marque syndicale soit apposée sur tous les imprimés confectionnés par les ouvriers syndiqués appartenant à la Fédération et d'aider toutes les autres corporations dans l'application de leurs marques syndicales respectives.

La dernière séance du Congrès de 1881 fut levée aux cris de « Vive la Fédération typographique européenne ! », non sans que de nombreux discours eussent été prononcés, tous empreints d'un profond sentiment de la solidarité ouvrière.

La nouvelle de la création de la Fédération fut accueillie avec enthousiasme dans le plus grand nombre des sociétés de province : « Nous avons formé, écrivait un sociétaire de Charleville (1), un pacte qui rappelle, en quelque sorte, cette fameuse journée de la Fédération de 1790, où tous les citoyens se donnaient rendez-vous sur un même point pour prêter un serment solennel sur l'autel de la patrie.

« Nous aussi, nous faisons le serment de nous soutenir mutuellement, de défendre nos intérêts, de réformer les abus et d'arriver insensiblement à élever la position du travailleur..... Loin de nous les idées utopistes ; marchons dans la voie du progrès réalisable, pratique ; laissons de côté les théories malsaines..... Unissons-nous dans une même et grande famille. »

---

(1) *La Typographie Française*, n° 3, du 15 novembre 1881.



## SECTION II

### L'Organisation de la Fédération du Livre.

L'organisation de la Fédération est réglée, d'une manière complète, par les statuts fédératifs.

#### § I. — Conditions d'admission.

Toutes les sociétés et syndicats typographiques et des industries similaires peuvent faire partie de la Fédération, à la condition d'adhérer à ses statuts. Dans les localités où il existe plusieurs branches de l'industrie du Livre, constituées chacune en syndicat (typographes, conducteurs, fondeurs, etc.), toutes ces branches peuvent faire partie de la Fédération. Mais il ne peut être reconnu dans chaque ville qu'un syndicat pour chaque spécialité, et une seule section par ville (art. 2 et 11). Tout fédéré doit faire partie du syndicat de la profession qu'il exerce. Après deux années d'apprentissage, les apprentis peuvent demander à entrer dans le syndicat afférent à leur profession (art. 3). Lorsque des typographes ou similaires sont isolés, c'est-à-dire travaillent dans une localité où il n'existe pas de syndicat, ils font partie de droit de la section ou sous-section la plus rapprochée (art. 15).

Pour être admis dans la Fédération, tout syndicat doit adresser au Comité central une demande écrite accompagnée d'un état indiquant sa situation financière, et justifier qu'il compte au moins trois mois d'existence (art. 8).

Chaque section ou sous-section qui a adhéré à la Fédération conserve son entière autonomie; cependant, ses statuts sont communiqués au Comité central, qui examine s'ils ne contiennent rien de contraire aux statuts fédératifs (art. 9).

Lorsqu'un typographe ou similaire demande à entrer dans un syndicat fédéré, le bureau de ce syndicat doit faire connaître au Comité central les nom et prénoms du candidat et le lieu de son apprentissage. Ces renseignements sont publiés sous la rubrique *Demandes d'admission*, dans le journal *La Typographie Française*. Lorsque ces formalités ont été remplies, l'admission est définitive un mois après la publication, si aucun renseignement défavorable n'a été fourni à la section dans laquelle se présente le postulant, par les sections françaises ou les fédérations étrangères. Lorsqu'un fédéré a subi deux radiations, il ne peut être admis de nouveau qu'après avoir accompli un stage d'une année; tant que ce délai n'est pas expiré, il ne peut pas bénéficier des avantages accordés par la Fédération (art. 10) (1).

*Radiations.* — Les fédérés peuvent être radiés par le bureau du syndicat auquel ils appartiennent, soit pour manquement aux devoirs corporatifs, soit pour défaut de paiement de leurs cotisations. Depuis longtemps déjà les radiations sont publiées, avec le motif qui les a entraînées, dans *La Typographie Française*.

*Le livret fédératif.* — Le Comité central a établi « un livret uniforme pour tous les sociétaires, destiné à recevoir : page 1, le matricule, les nom et prénoms, la profession et la date à laquelle le livret a été délivré; page 2, l'état civil et la date d'admission; pages 3 6, les extraits des statuts fédératifs intéressant les voyageurs (indemnités de voyage, de grève, de chômage);

---

(1) Viaticum, secours de grève et de chômage.

pages 7-10, les notes relatives au viaticum et au fédéré; pages 11-17, la date de l'arrivée et du départ des voyageurs; pages 18-19, l'indication des cotisations versées par le sociétaire qui quitte la section; pages 20-26, l'inscription du viaticum délivré au voyageur en règle; pages 27-32, l'inscription des secours de chômage versés au fédéré » (art. 13).

Les sections sont munies de livrets en nombre suffisant pour les besoins du service. Elles sont chargées, sous leur responsabilité et sous le contrôle du Comité central, de mentionner sur le livret toutes les indications nécessaires. Tant que les fédérés travaillent dans une localité, leur livret demeure déposé entre les mains des fonctionnaires de la section. Ce n'est qu'en cas de départ qu'il leur est remis, car il est destiné à attester aux syndicats des villes que son détenteur visitera, outre la qualité de fédéré, la situation du voyageur par rapport à ses cotisations, ainsi que la quotité des secours déjà touchés à titre de viaticum ou pour chômage. Nous indiquerons, dans la suite de cette étude, l'importance considérable qui est attachée à l'exécution de ces formalités.

## § II. — Administration de la Fédération.

*Le Comité central. — Sa composition.* — La Fédération du Livre est administrée par un Comité central dont le siège actuel est à Paris, 20, rue de Savoie. Par raison d'économie, ce siège, qui avait été jusque-là fixé rue de Savoie, 15, fut transféré, en 1893, à l'annexe A de la Bourse du Travail, rue Jean-Jacques Rousseau, 35; mais à la suite des événements qui motivèrent la fermeture de la Bourse du Travail, le Comité central alla s'établir, quelques mois après, au numéro 20 de la rue de Savoie, dans un local qu'il n'a pas quitté depuis lors.

D'après les statuts adoptés en 1881, le Comité central était nommé tous les ans par la *section centrale*(1). Il comprenait : un président, un vice-président, un trésorier, trois secrétaires et cinq assesseurs, et procédait lui-même à l'élection de son bureau. Le président ne pouvait rester en fonctions deux années consécutives. En outre de ces onze membres, et dans le cas où le siège de la section centrale serait Paris ou Lyon, chacun des syndicats similaires de ces villes, adhérents à la Fédération, devait désigner l'un de ses membres pour faire partie du Comité central.

La création de la présidence donna lieu à une chaude discussion; certains délégués au Congrès considéraient, en effet, cette fonction « comme dangereuse, reste de fétichisme rappelant le régime disparu de la monarchie ». Le Congrès de 1885 supprima ce poste et décida que le bureau de la Fédération ne comprendrait plus désormais qu'un secrétaire général, délégué permanent, un trésorier, un comptable et trois secrétaires adjoints.

Depuis cette époque, l'organisation du Comité central n'a pas varié. M. Keufer, secrétaire général actuel, est en fonctions depuis le 18 décembre 1884 et a été constamment réélu depuis cette époque. Cependant, à différentes reprises, l'élément collectiviste du Comité central, tout en reconnaissant que son délégué s'était brillamment acquitté de sa mission, proposa de pourvoir à son remplacement, le principe démocratique s'opposant à ce que les mêmes fonctions soient toujours remplies par le même homme. Mais cette proposition fut repoussée, fort heureusement à notre avis, car nous estimons que c'est en grande partie grâce aux longues années de gestion de M. Keufer que la Fédération du Livre est parvenue à des résultats presque

---

(1) La section centrale est constituée par le syndicat typographique établi dans la ville où siège le Comité central. Ce siège peut être modifié par les Congrès typographiques. En fait, il n'a pas été changé depuis 1881.



uniques dans l'histoire des organisations ouvrières françaises.

*Son mode de nomination.* — Pendant les premières années du fonctionnement de la Fédération, les groupements de province ne participaient pas à la nomination des membres du Comité central qui, nous l'avons dit plus haut, étaient élus, tous les ans, par la section centrale.

Le Congrès de 1885 décida qu'à l'avenir le Comité central comprendrait : 1° Onze membres nommés par le syndicat typographique du siège de la Fédération, deux membres désignés par chacun des syndicats similaires de la section centrale, et quinze membres élus par les sections de province.

En 1889, le Congrès établit le suffrage universel typographique; il stipula que le Comité central se composerait désormais de vingt-cinq membres élus par toutes les sections, et de deux membres choisis par chacun des syndicats similaires adhérents à la Fédération. Les élections devaient avoir lieu tous les deux ans. Ce mode de nomination n'a pas varié depuis; la seule modification apportée aux statuts sur ce point concerne la durée du mandat des administrateurs; en effet, les élections n'ont lieu actuellement que tous les cinq ans, dans la première quinzaine de décembre.

Le vote a lieu au scrutin de liste, dans chaque section. « Est éligible tout fédéré au pair de ses cotisations syndicales et fédératives, ayant trois ans de syndicat et un passé typographique irréprochable. » (Art. 58.)

*Ses attributions.* — Le Comité central tient une séance ordinaire par semaine. Il a pour mission de « veiller à l'exécution des statuts, aux intérêts moraux et matériels de la Fédération, aussi bien qu'aux mesures à prendre pour leur défense; faire tous ses efforts, de concert avec les bureaux régionaux, pour le place-

ment des fédérés sans travail et principalement des grévistes ; tenir la comptabilité de la caisse fédérale ; établir un bilan trimestriel qui est publié par *La Typographie Française* ; fixer la date et l'ordre du jour des Congrès. Il est responsable de tous ses fonctionnaires » (art. 62).

Les attributions du Comité central sont nombreuses et variées et la lecture de l'article des statuts qui les concerne n'en donne qu'une idée très imparfaite. En effet, en outre de l'importante besogne matérielle de correspondance quotidienne avec les sections, en outre de la préparation des solutions à apporter aux incidents journaliers qui sont soumis à l'examen du Comité central, le délégué permanent, qui est la cheville ouvrière de la Fédération, doit remplir de multiples occupations dont l'accomplissement ne lui laisse pas un instant de répit.

Tous les fédérés français sont unanimes à louer le zèle désintéressé et le dévouement de leur distingué secrétaire général, M. Keufer, qui, depuis 1884, a mis tout ce qu'il avait d'intelligence, de force et d'énergie au service de la Fédération. Délégations incessantes dans tous les coins de la France pour rallier des timides, des ignorants ou des hésitants à l'idée syndicale ou pour empêcher la naissance de conflits toujours regrettables, participation à des Congrès ouvriers nationaux et internationaux ou à des conférences internationales, démarches sans cesse renouvelées auprès des ministres compétents, dans le but d'appeler leur attention sur l'opportunité de mesures à prendre, rapports documentés sur des questions de législation ouvrière ou d'économie sociale, rien ne lasse l'infatigable activité de M. Keufer, à laquelle un grand nombre de maîtres imprimeurs se plaisent eux-mêmes à rendre hommage. Nous aurons d'ailleurs l'occasion, dans le cours de cette étude, de revenir à différentes reprises sur les heureux résultats obtenus par la Fédération du Livre, grâce à son délégué permanent.

*Délégations des membres du Comité central.*— Une des plus importantes attributions des membres du Comité central consiste à remplir des délégations. Dès qu'un conflit grave paraît imminent dans une ville et que les démarches du syndicat local n'ont pu aboutir à une solution satisfaisante, le Comité central, sur la demande de la section et s'il le juge utile aux intérêts fédératifs, désigne l'un de ses membres pour se rendre sur les lieux avec mission d'aplanir, si c'est possible, toutes les difficultés. Ces délégations ont souvent été vues d'un très mauvais œil par les patrons. En 1885, lors d'une grève qui avait éclaté au Mans, le *Gutenberg-Journal*, organe des maîtres imprimeurs, disait : « On peut se demander à bon droit ce que M. le délégué vient faire dans ce débat tout local, où les ouvriers du Mans auraient certainement pu se défendre eux-mêmes. Il nous semble que cette institution de *missi dominici* par la Fédération, loin d'éviter les grèves menaçantes, est de nature à les faire éclater, car tous les patrons ne supporteraient pas volontiers chez eux des ambassadeurs prenant le verbe haut, parlant et discutant au nom d'intérêts qui ne sont pas les leurs (1). » A quoi le Comité central répondit qu'il n'intervenait jamais qu'après une demande formelle des ouvriers de la localité où surgissait un conflit : « Les intérêts des travailleurs, ajouta-t-il, sont solidaires, qu'ils se trouvent lésés à Bordeaux, à Lille ou à Paris. Les patrons ne sont pas toujours tendres pour ceux qui osent affronter la discussion et défendre leur salaire, et c'est pour assurer la sécurité des ouvriers d'une maison, en même temps que pour affirmer la solidarité qui unit tous les membres de la Fédération que le Comité central envoie un délégué, avec mission de défendre les intérêts des fédérés, tout en s'efforçant d'amener la conciliation entre les deux parties. » Nous

---

(1) *La Typographie Française*, n° 102; du 1<sup>er</sup> janvier 1886.

insisterons plus longuement, dans la suite, sur le rôle joué par le Comité central dans les conflits entre le capital et le travail.

Un grand nombre de délégations ont pour but la propagande. Les Congrès typographiques ont affirmé, à plusieurs reprises, la nécessité de ces sortes de délégations qui sont destinées à provoquer la fondation de syndicats dans les localités où il n'en existe pas encore en même temps qu'elles contribuent à maintenir une certaine homogénéité entre les diverses sections.

Lorsque les groupes régionaux eurent été créés, plusieurs grandes sections, celle de Lille notamment, émirent l'avis, dans un but d'économie, de voir substituer aux délégations du Comité central celles des bureaux des sections chefs de groupe. Cette proposition est passée en partie dans la pratique. Actuellement, les délégations sont remplies concurremment par les membres du Comité central et par ceux des bureaux régionaux (1).

Depuis quelques années surtout, de véritables tournées de propagande ont été organisées par le Comité central et par quelques bureaux régionaux. A ce point de vue, il convient de louer la Fédération du Livre d'avoir compris toute l'importance de la propagande syndicale dans les nombreuses sections de province où il n'y a pas de membres assez instruits ou assez dévoués pour faire avec succès du prosélytisme. Les résultats obtenus jusqu'à ce jour, à la suite de cette incessante propagande, sont très satisfaisants. Malheureusement, malgré toute la bonne volonté déployée, il reste actuellement encore beaucoup à faire. De nombreux typographes demeurent réfractaires à l'idée syndicale. Ainsi *La Typographie Française* constatait

---

(1) Nous indiquons plus loin les attributions confiées aux bureaux régionaux par les statuts fédératifs et les cas dans lesquels doit s'exercer leur action.



récemment (1) que dans 153 villes de France, comprenant 627 imprimeries, il n'existait pas de syndicat.

*La Commission de contrôle.* — A côté du Comité central se trouve une Commission de vigilance ou de contrôle, composée de sept membres élus par tous les fédérés français, en même temps et de la même manière que le Comité central, et d'un membre de chacun des syndicats similaires.

« Les attributions de la Commission de contrôle se bornent à la surveillance de la gestion financière. » (Art. 64.)

### § III. — La Cotisation fédérative.

Lors de la fondation de la Fédération, la cotisation fédérale fut fixée à 0 fr. 35 par mois et par membre ; elle était recouvrée par les sections et adressée directement, chaque trimestre, au trésorier du Comité central. Les syndicats fédérés étant autonomes, demeuraient libres de faire payer à leurs membres des cotisations supérieures à cette somme, et, en fait, un certain nombre d'entre eux possédaient des sociétés de secours mutuels ou d'autres services alimentés par les versements de leurs adhérents. Le viaticum avancé par les sections et les frais de grève étaient répartis ensuite, chaque trimestre, par les soins du Comité central, entre tous les fédérés.

Ce versement mensuel était insuffisant, eu égard surtout aux sacrifices pécuniaires consentis par les membres des fédérations voisines dans le but de constituer de puissantes caisses de résistance. Aussi le Comité central soumit-il aux fédérés une proposition d'augmentation de la cotisation. Mais les sections mirent peu d'empressement à répondre à cette importante question. L'obstacle principal à cette augmenta-

---

(1) *La Typographie Française*, n° 490, du 1<sup>er</sup> mars 1902.

tion, indiqué par M. Keufer dans un rapport présenté au Congrès national typographique de 1887 (1) était « le préjudice causé aux caisses des sections par la mutualité, les charges occasionnées par la maladie et quelquefois par la caisse de chômage. Toujours, disait-il, nous avons considéré cette adjonction de la mutualité au syndicat comme un sérieux obstacle au développement des sociétés de résistance. La faculté de n'appartenir qu'au syndicat nous semble nécessaire. Il est du devoir de tous les fédérés de suppléer à l'absence d'un fort capital par de solides qualités morales, en s'inspirant de la nécessité d'une résistance allant jusqu'au sacrifice pour défendre avec énergie un salaire bien modeste, mais de plus en plus contesté et menacé ». A la suite d'une longue discussion, au cours de laquelle fut émise l'idée, souvent reprise depuis, d'établir une cotisation proportionnelle basée sur le pourcentage du salaire, un délégué proposa la suppression du viaticum et la fixation d'un versement mensuel de 0 fr. 60 par membre. Mais le Congrès refusa de se ranger à cet avis ; il porta simplement la cotisation de 0 fr. 35 à 0 fr. 40 et le *statu quo* fut maintenu.

Un impôt annuel de 0 fr. 50 par fédéré, destiné spécialement à solder les frais de délégation des sections aux Congrès typographiques, fut également voté.

Le Congrès de 1892 se prononça négativement sur une augmentation de la cotisation, les administrateurs de la Fédération devant trouver des ressources dans la répartition trimestrielle des frais de grève et de viaticum.

Puis, lorsque le Secrétariat typographique international eut été définitivement fondé, au cours d'un Congrès tenu à Berne du 25 au 27 août 1892, le Comité central consulta les sections et leur demanda de se prononcer : 1° pour ou contre l'adhésion de la Fédéra-

---

(1) IV<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris, 1887. Brochure de 32 pages.

tion au Secrétariat international ; 2° sur la cotisation mensuelle de 0 fr. 05 ou de 0 fr. 10 par fédéré, nécessitée par le fonctionnement de ce nouveau service.

4,125 fédérés seulement prennent part au vote

3,136 se prononcèrent pour l'adhésion.

852 contre.

1,391 pour la cotisation mensuelle de 0 fr. 05.

1,706 pour la cotisation mensuelle de 0 fr. 10 (1).

Le Comité central, eu égard au nombre considérable des abstentionnistes, résolut de laisser au Congrès de 1895 le soin de trancher définitivement cette question ; mais il prit néanmoins la décision de respecter scrupuleusement les engagements que la Fédération avait contractés à la suite des Congrès internationaux de 1889 et 1892 et de prélever sur la caisse fédérale la contribution destinée à couvrir les frais d'administration du Secrétariat international (2).

D'autre part, les statuts qui réglementaient les cas de grève étant trop restrictifs, le Comité central se trouvait insuffisamment armé en face de toutes les éventualités qui surgissaient chaque jour. Il ne pouvait soutenir pécuniairement, d'après les statuts fédératifs, que les conflits occasionnés par une tentative de baisse des salaires. Par suite, toutes les autres combinaisons patronales qui tendaient à réduire, d'une façon plus ou moins déguisée, le prix de la main-d'œuvre ouvrière, échappaient à son action.

Les redoutables problèmes de l'envahissement de l'imprimerie par la femme et les enfants demeuraient sans solution et, la machine à composer se perfectionnant de plus en plus, le moment paraissait proche où elle deviendrait un danger pour la corporation typographique. Le Congrès de 1895 allait donc être obligé d'augmenter le nombre des cas statutaires de conflits. Il en résulterait fatalement un surcroît de charges

---

(1) *La Typographie Française*, n° 278, du 1<sup>er</sup> mai 1893.

(2) *La Typographie Française*, n° 296, du 1<sup>er</sup> février 1894.

nécessitant, de la part des fédérés, de nouveaux sacrifices pécuniaires (1).

En outre, un projet de création d'une caisse fédérative de chômage devait être porté également à l'ordre du jour du Congrès; s'il était sanctionné, il fallait trouver les ressources nécessaires à l'organisation et au fonctionnement de cet important service.

Le VII<sup>e</sup> Congrès typographique, qui se tint à Marseille en 1895 (2), vota l'adhésion de la Fédération du Livre au Secrétariat typographique international; il adopta, en outre, un projet de caisse de chômage dont les frais, évalués à 0 fr. 25 par fédéré et par mois, devaient être répartis trimestriellement entre tous les adhérents, comme les frais de grève et de viaticum. Mais il décida que ces deux votes seraient soumis à la ratification des sections et ne deviendraient définitifs que s'ils réunissaient au moins les deux tiers des votants. La consultation du suffrage universel typographique ne donna pas les résultats espérés et les choses restèrent en l'état (3).

Cependant, une campagne active fut menée, dans les colonnes de *La Typographie Française*, pour démontrer aux fédérés l'urgente utilité de ces deux mesures, et, au mois de décembre 1899 (4), en attendant que le Congrès de 1900 eût définitivement élaboré les statuts de la caisse de chômage, le Comité central invita les sections à se prononcer sur une augmentation mensuelle de cotisation de 0 fr. 25 ou de 0 fr. 50, destinée à constituer un capital de réserve pour secourir les fédérés chômeurs. Cette fois, l'augmentation de 0 fr. 50 fut votée à une immense majorité et commença à être perçue à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1900.

---

(1) *La Typographie Française*, n° 325, du 16 août 1895.

(2) VII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Marseille, 1895. Brochure de 208 pages.

(3) *La Typographie Française*, n° 347, du 16 mars 1896.

(4) *La Typographie Française*, n° 437, du 15 décembre 1899.



Le Congrès, réuni à Paris du 27 août au 1<sup>er</sup> septembre 1900, organisa le fonctionnement de la caisse de chômage pour maladie et manque de travail. Puis, dans un but de simplification des écritures et pour obtenir plus de régularité dans les versements à effectuer par les sections, il supprima la répartition trimestrielle des frais de grève et de viaticum et porta la cotisation mensuelle à 1 fr. 25 (1).

Il vota également le principe de l'adhésion de la Fédération du Livre au Secrétariat typographique international et chargea le Comité central d'adresser à ce sujet une circulaire aux sections en les invitant à sanctionner sa décision. A la suite d'une active propagande, l'adhésion fut votée par 8,177 oui contre 784 non, sur 9,081 votants et 11,484 fédérés inscrits (2).

Mais le fonctionnement de la caisse de chômage causa des mécomptes. Le rapport de M. Guénard, trésorier de la Fédération, constatait que, pendant le premier trimestre 1901 (3), le total des indemnités payées s'était élevé à.....Fr. 20.656 70  
alors que l'augmentation de la cotisation  
avait produit seulement une somme de... 14.634 50

Il en résultait donc un déficit de.....Fr. 6.022 20  
et la cotisation mensuelle avait été insuffisante de  
0 fr. 205 par fédéré.

Pendant les trimestres suivants, la situation ne s'améliora pas et les déficits continuèrent :

Deuxième trimestre 1901, déficit 2,384 fr. 65. Insuffisance de la cotisation mensuelle, 0 fr. 08 par fédéré.

Troisième trimestre 1901, déficit 9,281 fr. 15. Insuffisance de la cotisation mensuelle, 0 fr. 312 par fédéré.

Quatrième trimestre 1901, déficit 2,529 fr. 40. Insuffisance de la cotisation mensuelle, 0 fr. 081 par fédéré.

---

(1) VIII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris, 1900. Brochure de 224 pages.

(2) *La Typographie Française*, n° 518, du 1<sup>er</sup> mai 1903.

(3) *La Typographie Française*, n° 474, du 1<sup>er</sup> juillet 1901.

Le déficit total pour l'année 1901 s'éleva à 20,217 fr. 40, faisant ressortir l'insuffisance de la cotisation mensuelle à 0 fr. 168 par fédéré (1).

Dans ces conditions, une augmentation de 0 fr. 25 paraissait donc absolument indispensable. Aussi, dès les premiers jours de l'année 1902, le Comité central s'empessa de consulter les fédérés sur ce point et leur proposa de porter la cotisation mensuelle de 1 fr. 25 à 1 fr. 50 (2). Sur 10,713 fédérés inscrits, 8,113 prirent part au vote et 6,509 acceptèrent l'augmentation de 0 fr. 25 dont le point de départ fut fixé au 1<sup>er</sup> avril 1902.

En dépit de ce nouveau sacrifice, les rapports du trésorier de la Fédération sur le fonctionnement des indemnités de chômage, accusèrent un déficit de 20,508 fr. 65 pour 1902 et de 22,431 fr. 20 pour 1903. Le Comité central ouvrit alors les colonnes de *La Typographie Française* à toutes les sections et à tous les fédérés et les pria de faire connaître leur opinion et de signaler les mesures qui leur paraîtraient susceptibles de mettre fin à cette ruineuse situation. En effet, il fallait à tout prix « garantir l'équilibre des dépenses et des recettes pour chômage et maladie ; combler le déficit creusé dans la caisse fédérale ; assurer la progression de l'avoir de la Fédération » (3). Dans ce but, le Comité central adressa un appel aux sections et les invita à supprimer par un vote les indemnités de maladie ou bien à porter la cotisation de 1 fr. 50 à 2 francs, avec cette restriction que l'augmentation serait purement provisoire et que le dernier mot sur ce point appartiendrait au Congrès de 1905. A une grosse majorité (6,339 oui contre 1,865 non, sur 9,414 votants et 11,456 inscrits), les fédérés ont accepté l'augmentation de 0 fr. 50 qui leur était

---

(1) *La Typographie Française*, n° 485, du 16 décembre 1901.

(2) *La Typographie Française*, n° 487, du 16 janvier 1902.

(3) *La Typographie Française*, n° 535, du 16 janvier 1904.

proposée (1); et la cotisation mensuelle est actuellement de 2 francs.

Les apprentis, qui sont admis à faire partie de la Fédération, effectuent un versement de 0 fr. 50 par mois, sur lequel 0 fr. 40 doivent être adressés au Comité central.

**§ IV. — L'organe de la Fédération : « La Typographie Française ».**

Le Congrès de 1881 créa un organe « chargé de soutenir les droits et les intérêts de tous », auquel il donna pour titre : *La Typographie Française, organe officiel de la Fédération des ouvriers typographes français et des industries similaires*. Ce titre a été modifié en même temps que celui de la Fédération elle-même, et est devenu le suivant : *La Typographie Française, organe officiel de la Fédération des Travailleurs du Livre*.

*La Typographie Française* paraît tous les quinze jours, les 1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois. Son format a varié plusieurs fois. Les statuts actuellement en vigueur stipulent que le journal « n'aura que quatre pages. Les annonces pourront y être insérées. Si le Comité central le juge nécessaire et si le rapport des annonces le permet, il pourra contenir huit pages » (art. 84). En fait les numéros sont, en général, de six ou huit pages.

L'organe fédératif renferme les extraits des procès-verbaux des séances et les communications diverses du Comité central, des bureaux régionaux et des sections, des articles techniques et économiques, ces derniers rentrant dans le cadre des revendications ouvrières (art. 83). Il mentionne également toutes les mutations dans le personnel de la Fédération, demandes d'admission, radiations, décès. Les demandes et

---

(1) *La Typographie Française*, n° 538, du 1<sup>er</sup> mars 1904.

offres de travail des fédérés y sont insérées gratuitement. Il publie en outre, tous les trimestres, le bilan financier ainsi qu'un rapport sur le fonctionnement des secours de chômage et, deux fois par an, la liste et l'adresse des membres de toutes les sections préposés à la délivrance du viaticum.

Tous les fédérés reçoivent *La Typographie Française*, le prix de l'abonnement étant compris dans la cotisation.

La collection de ce journal reflète en quelque sorte la vie de la Fédération depuis sa fondation et constitue le document le plus intéressant pour quiconque veut connaître la marche de cette importante association professionnelle.

#### § V. — Les Bureaux régionaux.

Dès 1886, le Comité central demanda aux fédérés leur opinion sur un projet de division de la Fédération du Livre en un certain nombre de groupes régionaux. Ce projet, qui était l'œuvre d'une commission intérieure dudit Comité, avait pour but « d'établir entre les sections adhérentes d'un groupe régional, une correspondance hebdomadaire indiquant la situation typographique de leur localité (abondance ou pénurie de travail), et de faire converger leurs efforts afin d'arriver, par les moyens persuasifs, visites, conférences, etc., à rallier au drapeau fédératif les villes et les confrères qui, souvent par pure indifférence, n'avaient pas encore pris place dans les rangs des fédérés » (1).

Au Congrès de 1887, fut adoptée la proposition suivante présentée par la section de Douai (2) : « La Fédération sera divisée en régions ; chaque région désignera

---

(1) *La Typographie Française*, n° 123, du 16 novembre 1886.

(2) IV<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris, 1887. Brochure de 32 pages, citée supra.

*La Typographie Française*, n° 144, du 1<sup>er</sup> octobre 1887.



une section dont le Comité centralisera les renseignements pour le travail et le placement des fédérés, fera de la propagande fédérative, par voie de conférence ou autre, après en avoir obtenu l'autorisation du Comité central.

« Les sections voteront pour ou contre cette proposition ; dans le cas où celle-ci serait adoptée, le Comité central nommera une commission pour en étudier les conditions d'application et surtout pour bien définir les attributions des groupes régionaux. »

Le 16 septembre 1888, *La Typographie Française* publia la division de la Fédération en douze groupes, dans chacun desquels une section serait choisie comme siège du bureau régional. Il était indiqué que chaque mois les sections devraient adresser, au bureau de leur groupe, une correspondance lui faisant connaître la situation morale de la typographie dans leur localité, le nombre des chômeurs, l'état du travail, etc. Lorsqu'un emploi serait disponible et que la section n'aurait pas de chômeurs, le secrétaire aviserait de cette vacance le bureau régional ; dans le cas où ce dernier ne pourrait y pourvoir, il s'adresserait alors au Comité central. Chaque bureau régional devait, en outre, provoquer une active propagande personnelle dans le but de créer de nouveaux syndicats. Mais, en aucun cas, cette modification dans l'organisation administrative de la Fédération ne devait porter atteinte aux attributions du Comité central (1).

Un peu plus tard, le rôle des bureaux régionaux s'étendit aux trois objets suivants : propagande, délégations en cas de conflits, placement des fédérés (2).

Les plus importantes sections de province, qui étaient en même temps chefs de groupe (Lille, Lyon, Marseille, etc.) et qui avaient à leur tête des hommes

---

(1) *La Typographie Française*, n° 167, du 16 septembre 1888.

(2) Article de M. Keufer ; *La Typographie Française*, n° 185, du 16 juin 1889.

aussi compétents que dévoués, s'attachèrent à remplir, au mieux des intérêts de la Fédération, la nouvelle mission qui leur était confiée. Mais la plupart des autres groupes fonctionnèrent peu et d'une manière très irrégulière. Aussi, au Congrès de 1892, une longue discussion s'éleva sur les attributions des bureaux régionaux et une nouvelle délimitation fut reconnue nécessaire (1).

Puis, peu à peu, au fur et à mesure des progrès de la Fédération, le nombre des groupes régionaux augmenta ; il est actuellement de dix-sept. L'article 12 des statuts, modifiés par le Congrès de 1900, en règle les attributions de la manière suivante :

La ville où siège le bureau est désignée, tous les trois ans, par un vote des sections qui constituent le groupe....

Le bureau régional a pour mission : d'entretenir des correspondances régulières avec les sections du groupe, de prendre l'initiative de la propagande syndicale dans la région, par visites ou conférences ; du placement des fédérés, grévistes et chômeurs, et de dresser une liste d'ancienneté à cet effet.

Dans un conflit quelconque ou pour la formation des syndicats et assurer leur affiliation à la Fédération, les bureaux régionaux peuvent désigner un délégué qui sera chargé de défendre les intérêts de la section menacée ou de faire de la propagande.

Un Congrès régional pourra avoir lieu tous les ans aux frais des sections. Les questions administratives, de propagande, de placement, et la réglementation des secours de chômage y pourront être discutées.

Le bureau régional désignera l'un de ses membres..... pour visiter toutes les sections au moins une fois l'an ; il prendra, autant que possible, l'avis des bureaux des sections pour fixer la date des voyages de propagande.

Les Comités de région feront de la propagande dans les villes où ils croiront que leur action suffira sans l'intervention du Comité central.

---

(1) VI<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris, 1892. Brochure de 103 pages.

Les frais de cette propagande seront supportés par la caisse fédérale après production des pièces justificatives, dûment signées par le bureau.

A défaut d'un délégué de la région, le bureau régional peut en demander un au Comité central.

Les sections, de leur côté, devront fournir régulièrement aux bureaux régionaux les renseignements statistiques sur les salaires, les chômeurs et leurs aptitudes spéciales, les offres de travail et les besoins de la propagande.

Il sera établi, par les soins du Comité central, un bulletin de travail passe-partout, que les sections devront adresser à tous les groupes de leur région et au bureau régional chaque fois que se produira une offre de travail ou un cas de chômage. Les bureaux des sections informeront les patrons que ce service fonctionne régulièrement et chercheront à obtenir qu'ils leur adressent leurs demandes d'ouvriers. Le bureau régional assurera ce service, dont il aura la surveillance, et tiendra soigneusement à jour tous les renseignements et la liste d'ancienneté dont il est chargé.

A leur tour, les bureaux régionaux transmettront tous les mois, au Comité central, la statistique des demandes et offres d'emploi.....

Le bureau régional devra adresser un rapport annuel sur son administration à toutes les sections de la région ; ce rapport sera lu en assemblée générale des sections.

Les dispositions finales de cet article concernent tout spécialement le service du placement des fédérés chômeurs, que nous allons exposer dans le paragraphe suivant.

Signalons toutefois que, malgré la bonne volonté du Comité central, le fonctionnement des bureaux régionaux se heurte encore trop souvent à la négligence regrettable d'un grand nombre de sections.

En revanche, certains groupes se sont efforcés de mettre en pratique les prescriptions des statuts fédératifs, et des Congrès régionaux ont été tenus à Bordeaux (juin 1902), Lyon (septembre 1902), Limoges (septembre 1903), Alençon (octobre 1903), etc., dont les travaux ont présenté un vif intérêt.

## § VI. — Le placement des Fédérés chômeurs.

Le service du placement, dans la Fédération du Livre, est de création récente. Il a pour double but, d'abord celui tout fraternel de venir en aide aux fédérés en leur facilitant la recherche du travail, ensuite de diminuer, dans la mesure du possible, les dépenses de la caisse de chômage.

Mais, longtemps avant l'établissement de la caisse fédérative de chômage, la question du placement avait été agitée, et *La Typographie Française* renferme à ce sujet de nombreux documents.

Dès 1886, la section d'Angoulême avait proposé que le syndicat, dans la circonscription duquel une vacance viendrait à se produire, en avertit immédiatement les sections voisines, de manière à aider au placement des sociétaires et à réduire les frais de viaticum (1).

Plus tard, la section de Lille résolut d'adresser une circulaire aux maîtres imprimeurs de la région, afin de centraliser les offres et les demandes d'emploi. Le Comité central approuva cette mesure et décida que la Fédération en supporterait les frais d'application (2).

La création des bureaux régionaux semblait devoir faciliter le placement des chômeurs. Il n'en fut rien cependant et, à part quelques exceptions, ce service ne fonctionna pas. Le délégué permanent de la Fédération, que sa situation mettait en relations constantes avec de nombreux patrons, s'efforça bien de procurer des emplois au plus grand nombre possible de fédérés, mais il ne pouvait pas faire sur ce point ce qu'un service bien organisé permet seul d'accomplir.

---

(1) *La Typographie Française*, n° 119, du 15 septembre 1886.

(2) *La Typographie Française*, n° 174, du 1<sup>er</sup> janvier 1889.



Aussi le Comité central, en attendant que le placement eût fait l'objet d'une réglementation complète, invita les bureaux des sections à lui indiquer « le nombre des chômeurs, leurs aptitudes réelles, les fonctions professionnelles qu'ils étaient en mesure de remplir ainsi que les places disponibles dans la circonscription de chaque syndicat. L'inscription régulière de ces renseignements devait permettre, disait-il, de rendre de grands services aux ouvriers et aux patrons » (1).

Le Congrès de 1900 jeta les bases d'une organisation définitive du placement et inséra à cet effet, dans les statuts fédératifs, des dispositions assez complètes que nous avons reproduites (2).

Il restait à faire passer ces prescriptions du domaine de la théorie dans celui de la pratique. C'était le rôle du Comité central. Celui-ci se mit résolument à la besogne : « La retraite, l'invalidité, le décès du mari ou de la femme, est-il dit dans *La Typographie Française* (3), sont des circonstances redoutables dans la vie du prolétaire et où l'aide des camarades devient précieuse. Ce sont là encore des mesures de prévoyance que nous projetons, dans l'espoir que l'avenir nous donnera le moyen de les réaliser. Mais avant de passer à l'exécution de tels projets, il y a une besogne urgente qui s'impose, c'est le placement des fédérés.

« Le service des secours de chômage, la perturbation que peut jeter dans nos rangs la machine à composer nous oblige à nous occuper d'organiser méthodiquement le service du placement. Il importe de provoquer l'initiative de nos correspondants, de faire sortir de leur décourageante inertie les intéressés eux-mêmes. Il faut que les sections rivalisent de zèle pour nous

---

(1) *La Typographie Française*, n° 443, du 15 mars 1900.

(2) VIII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris, 1900. Brochure citée supra.

(3) *La Typographie Française*, n° 465, du 16 février 1901.

aider dans l'organisation de ce service indispensable ; le Comité central devra être informé promptement, non seulement des places disponibles, mais aussi des emplois occupés par les fédérés que nous aurons avertis. A ces renseignements, il sera très utile de joindre l'indication des aptitudes exigées et des salaires accordés. Nous nous proposons de soumettre un projet de circulaire signalant la nature des indications à fournir par les sections. »

Après une minutieuse étude, le Comité central adopta les mesures suivantes, qui sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1902 (1) :

Afin d'organiser dans toutes les sections un service régulier d'informations rapides, chaque syndicat doit avoir un livre spécial sur lequel sont inscrits : le nom des chômeurs, leur profession, le salaire offert par les patrons et l'indication que l'emploi est définitif ou temporaire. Les mêmes renseignements sont envoyés au bureau régional, qui les groupe sur un registre spécial à chaque section.

Dès qu'une offre d'emploi est adressée à un syndicat, le plus ancien chômeur est désigné pour prendre la place. En cas de refus de sa part et si les motifs qu'il fournit ne sont pas acceptables, il perd son rang et se trouve privé des secours de chômage. Si la section n'a pas de chômeurs, le fonctionnaire préposé au placement transmet l'offre au bureau régional qui opère de la même manière. Si ce dernier n'a pas de chômeur disponible et si, par suite, il ne peut fournir l'ouvrier demandé, il doit s'adresser aussitôt au bureau régional le plus voisin ou au Comité central.

Afin d'assurer la transmission exacte de tous les renseignements, la formule ci-dessous doit être remplie et adressée tous les quinze jours par le comité de section au bureau régional de son groupe.

---

(1) *La Typographie Française*, n° 494, du 1<sup>er</sup> mai 1902.

.....° Groupe régional

**SYNDICAT TYPOGRAPHIQUE** de .....

.....° Section

**Situation du travail le** ..... **190**

CALME.      NORMAL.      ABONDANT.

| PROFESSION                        | NOMBRE DE CHOMEURS |  |  |
|-----------------------------------|--------------------|--|--|
| Compositeurs.....                 |                    |  |  |
| — minervistes.....                |                    |  |  |
| Conducteurs { machine simple..... |                    |  |  |
| — double.....                     |                    |  |  |
| Margeurs-Pointeurs.....           |                    |  |  |
| Minervistes.....                  |                    |  |  |
| Divers (indiquer).....            |                    |  |  |

| PLACES DISPONIBLES                | en pied | en coup de main | salaires syndical ou normal (1) |
|-----------------------------------|---------|-----------------|---------------------------------|
| Imprimerie..... à .....           |         |                 |                                 |
| Compositeurs.....                 |         |                 |                                 |
| — minervistes.....                |         |                 |                                 |
| Conducteurs { machine simple..... |         |                 |                                 |
| — double.....                     |         |                 |                                 |
| Margeurs-Pointeurs.....           |         |                 |                                 |
| Minervistes.....                  |         |                 |                                 |
| Divers (indiquer).....            |         |                 |                                 |

(1) Indiquer le salaire aux pièces ou à la journée. (La durée de la journée est de dix heures.)

Pour renseignements complémentaires, s'adresser au confrère :

..... rue ..... n° ..... à .....

Le ..... 190

LE PRÉPOSÉ :

Une autre formule est destinée à faire connaître à la section qui a offert l'emploi s'il est ou non occupé.

Au Congrès régional de Lyon (26-27 septembre 1902) (1), les rapports présentés sur la question du placement ont conclu à la création d'une *permanence*, tout au moins dans les grandes sections chefs de groupes régionaux, en raison du travail assez long nécessité par la centralisation des formules. Un délégué a signalé également un point sur lequel le fonctionnaire préposé au placement, dans chaque section ou dans chaque groupe régional, devait concentrer toute son attention : celui de satisfaire, quant aux capacités professionnelles, les patrons qui, en demandant des ouvriers au syndicat typographique, exigent certaines aptitudes spéciales. Il est nécessaire, en effet, que le placement ne soit effectué qu'à bon escient, car il suffit souvent d'un bon début pour que les imprimeurs prennent l'habitude de s'adresser au syndicat lorsqu'ils ont besoin d'ouvriers.

Mais, en dépit de ces minutieuses prescriptions, le service du placement ne fonctionne pas au gré du Comité central, en raison de l'indifférence et de l'inertie de certaines sections. Dans quelques groupes régionaux, au contraire, le placement s'effectue d'une manière très régulière (tel le 3<sup>e</sup> groupe régional, dont le siège est à Dijon). Il est à souhaiter que tous les bureaux régionaux suivent cet exemple, car la Fédération du Livre a le plus grand intérêt à diminuer, précisément par le moyen du placement, « le nombre des professionnels du trimard, véritables sangsues attachées à la caisse fédérale, ne payant jamais de cotisations (ce qui est absurde, puisqu'elle est exigée des chômeurs et malades) et qui, toujours par routes et par chemins, cherchent du travail mais prient Dieu de n'en pas trouver (2).

---

(1) Congrès régional tenu à Lyon les 26 et 27 septembre 1902. Brochure de 40 pages, pages 30 et suiv.

(2) *La Typographie Française*, n° 537, du 16 février 1904.



Enfin, les sarrasins (1) et les non sociétaires seraient fortement atteints par le service du placement, surtout s'il y avait entente presque complète sur ce point entre les patrons et les syndicats ».

Ajoutons que la Fédération du Livre s'est associée, en ces dernières années, à la campagne menée par la Confédération générale du Travail contre les bureaux de placement et a promis à ce sujet son concours moral et financier.

## VII. — Les Congrès typographiques nationaux.

Le premier Congrès typographique de 1881 avait décidé qu'une assemblée générale des membres de la Fédération aurait lieu tous les deux ans, dans la ville où siégerait le Comité central. Il avait repoussé une proposition fixant, pour les assemblées générales futures, et dans le but d'éviter que les syndicats importants ne fussent dominés par les petits, un nombre de délégués proportionnel à celui des membres de chaque section (2).

Conformément aux statuts votés en 1881, le deuxième Congrès typographique se tint à Paris, les 23 et 24 août 1883. Un grand nombre de sections n'ayant pas envoyé de délégués, le Congrès vota la représentation obligatoire, avec cette réserve que les frais de voyage des délégués seraient supportés par la caisse fédérale, tandis que l'indemnité de séjour demeurerait à la charge des sections. Un pas fut fait également dans la voie de la représentation proportionnelle. Une modification

---

(1) « Au cours d'un banquet typographique, vers 1843, un typographe poète, nommé Supernant, compara, dans une chanson, les sociétaires de Paris aux chevaliers combattant pour la foi contre les infidèles et les *sarrasins*. Ce mot de *sarrasins*, répété à chaque couplet, passa dans le langage des ouvriers typographes, pour désigner ceux d'entre eux qui violaient les règles du tarif. » *Associations professionnelles ouvrières typographiques*. Op. cit., page 16.

(2) *La Typographie Française*, n° 1, du 16 septembre 1881.

apportée à l'article 14 des statuts stipula, en effet, que chaque section disposerait d'une voix jusqu'à concurrence de 500 membres, et de deux au-dessus de 500, mais sans pouvoir dépasser ce chiffre (1).

Le Congrès de 1885 (2), « considérant que si la situation de la caisse fédérale ne lui permettait pas de prendre intégralement à sa charge les frais occasionnés par le voyage des délégués au Congrès, il n'était pas moins vrai que certaines sections, obérées elles-mêmes, s'imposaient pourtant de réels et lourds sacrifices pour se faire représenter », décida que la Fédération entrerait pour moitié dans les frais de voyage des délégués et les sections pour l'autre moitié.

Il adopta, en outre, les résolutions suivantes :

« Les sections ne pouvant pas se faire représenter, auront le droit d'envoyer leur vote écrit. Pour qu'un Congrès soit régulièrement constitué, il faut que la majorité des sections y soit représentée. »

D'autre part, jusqu'alors, il n'y avait pas de règle fixe pour la détermination de l'ordre du jour des Congrès. Les propositions émanant soit de l'initiative des fédérés, soit de celle du Comité central, devaient-elles être portées à l'avance à l'ordre du jour, de manière à pouvoir être soumises à l'examen des sections avant le Congrès, ou pouvaient-elles être portées directement devant l'assemblée générale typographique ?

Le Comité central avait bien décidé, le 5 mars 1885, qu'une commission de cinq membres serait chargée de rédiger, avant le 1<sup>er</sup> mai, un questionnaire adressé aux sections et destiné à préparer les travaux du prochain Congrès. Mais il fallait prévoir le cas où des questions non portées à l'ordre du jour seraient soumises à l'assemblée. Aussi, le Congrès de 1885 adopta une disposition ainsi conçue : « Toute proposition présentée directement à l'assemblée générale sera, si elle est

---

(1) *La Typographie Française*, n° 46, du 1<sup>er</sup> septembre 1883.

(2) *La Typographie Française*, n° 96, du 1<sup>er</sup> octobre 1885.

prise en considération, soumise à la discussion et au vote des sections, qui feront parvenir leur avis au Comité central.

« Toutes les questions à l'ordre du jour seront arrêtées un mois à l'avance et communiquées aux sections, qui devront être réunies pour les discuter. »

En 1887, le Congrès (1) apporta quelques modifications aux mesures précédemment prises. Voici les plus importantes : « Chaque section nommera un délégué pour la représenter au Congrès..... Les sections qui ne pourront se faire représenter donneront des avis consultatifs sur les questions à l'ordre du jour.

« Les fédérés ont accès au Congrès. Ils n'ont ni voix consultative, ni voix délibérative. Quel que soit le nombre des sections représentées, le Congrès sera régulièrement constitué.

« Chaque fédéré devra verser une somme de 0 fr. 50 par an, destinée spécialement à couvrir les frais de délégation. Les bureaux des sections seront chargés de percevoir cette taxe et de la transmettre directement au Comité central, au commencement de chaque année. »

Le produit de cette cotisation devait servir seulement à payer les frais de chemin de fer des délégués, à l'aller et au retour.

L'ordre du jour du V<sup>e</sup> Congrès typographique (Paris), 15, 16, 17, 18 juillet 1889) (2) était très chargé et renfermait des questions d'une importance capitale pour la corporation. D'autre part, il devait précéder immédiatement un Congrès typographique international. Aussi, le Comité central insista-t-il auprès des sections pour les engager à se faire représenter soit *par un de leurs membres*, soit *par un délégué d'une autre section* qu'elles mandateraient à cet effet.

En outre, jusqu'alors, les Congrès s'étaient succédé

---

(1) IV<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris 1887. Brochure de 32 pages, citée supra.

(2) *La Typographie Française*, n<sup>o</sup> 190, du 1<sup>er</sup> septembre 1889.

de deux ans en deux ans. Mais, en présence des frais considérables qu'ils occasionnaient, il fut décidé, en 1889, que les assemblées générales de la Fédération ne se tiendraient plus que tous les trois ans.

Le 16 mars 1892, le Comité central consulta les sections sur le mode de représentation à adopter pour le prochain Congrès (1). Celles-ci acceptèrent le premier des deux projets qui leur étaient soumis et qui portait : « Chaque section nommera un délégué; Paris seul en aura deux. Chaque délégué aura droit à *une indemnité de 6 francs par jour* (pendant six jours) *et aux frais de voyage, pris sur la caisse fédérale*. Aucune section de province ne pourra se faire représenter par un délégué habitant Paris. *Les délégués devront être des membres actifs des syndicats représentés par eux.* » A partir de cette époque, les frais de délégation furent supportés entièrement par la Fédération.

Le Congrès de 1892 (2) désigna Marseille comme siège de l'assemblée générale statutaire de 1895 (3).

Mais ces réunions corporatives, à intervalles si rapprochés, dont l'utilité n'était certes pas contestable au point de vue de la défense des intérêts professionnels, entraînaient des dépenses énormes. Le Congrès de Marseille coûta 18,000 francs. Or, la cotisation annuelle de 0 fr. 50 par fédéré avait produit pendant trois ans, à raison de 7,000 fédérés environ, une somme de 10,500 francs. Il en résultait donc un déficit de 7,500 francs, qui avait dû être prélevé sur la caisse fédérale (4). Dans ces conditions, il paraissait nécessaire de séparer les Congrès par des intervalles plus longs et de modifier le mode de représentation en res-

---

(1) *La Typographie Française*, n° 251, du 16 mars 1892.

(2) VI<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris, 1892. Brochure de 103 pages, citée supra.

(3) VII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Marseille, 1895. Brochure de 208 pages, citée supra.

(4) *La Typographie Française*, n° 374, du 1<sup>er</sup> mai 1897 et n° 385, du 16 octobre 1897.



treignant le nombre des délégués. Comme le prochain Congrès devait, d'après les statuts, se tenir en 1898, le Comité central consulta les sections, qui se prononcèrent en majorité pour l'ajournement du Congrès jusqu'en 1900, mais pour la représentation effective de chaque section.

Le VIII<sup>e</sup> Congrès typographique eut lieu à Paris du 27 août au 1<sup>er</sup> septembre 1900 (1). Nous reproduisons ci-après les principales dispositions des statuts fédératifs actuels, modifiés par ce Congrès et concernant la date, le mode de représentation et la fixation de l'ordre du jour des assemblées générales typographiques.

« Un Congrès ordinaire aura lieu tous les cinq ans... Les délégués seront nommés à raison d'un par section. Le délégué de chaque section aura droit à un nombre de voix proportionnel au nombre de sociétaires qu'il représente : Pour 1 à 100 membres, une voix ; pour 101 à 200 membres, deux voix ; pour 201 à 500 membres, trois voix ; pour 501 à 1,000 membres, quatre voix ; pour 1,001 à 2,000 membres et au delà, cinq voix.

« L'indemnité de séjour à payer aux délégués sera fixée au moment du Congrès par le Comité central, qui se basera sur les ressources dont il disposera à cette époque.

« Toute proposition émanant d'une section devra, pour être soumise au Congrès, parvenir au Comité central à la date fixée par lui pour qu'il puisse la faire figurer à l'ordre du jour publié par le journal.

« Toutes les questions à l'ordre du jour seront arrêtées deux mois à l'avance et soumises aux sections et sous-sections, qui devront être réunies pour les discuter.

« Les frais résultant des Congrès seront supportés intégralement par la caisse fédérale (art. 65 à 75 des statuts). »

---

(1) VIII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris, 1900. Brochure de 224 pages, citée supra.

Le IX<sup>e</sup> Congrès typographique se tiendra à Paris dans le courant de l'année 1905, et le Comité central va commencer, dès maintenant, à mettre à l'étude les questions destinées à figurer à l'ordre du jour.

Ces différentes assemblées ont eu un grand retentissement dans le monde de l'imprimerie, aussi bien à l'étranger qu'en France. Par l'importance des sujets traités, par l'ampleur des discussions, elles constituent de véritables assises typographiques. Nous aurons l'occasion, dans les chapitres suivants, en examinant les différents problèmes dont la Fédération du Livre poursuit la solution, de revenir sur les principales décisions prises par chacune d'elles.

#### **§ VIII. — La gestion financière de la Fédération du Livre.**

« Les cotisations sont perçues directement par les fonctionnaires des sections et adressées, à la fin de chaque trimestre au plus tard, au délégué permanent du Comité central. Pour le paiement de leurs cotisations, les sections doivent se baser sur le nombre total de leurs syndiqués inscrits, à l'exception des fédérés voyageant pour chercher du travail et des réservistes.

« Le produit de ces cotisations est destiné aux impressions, frais généraux, de poste, de délégation, de service du journal à tous les fédérés et à soutenir les grèves déclarées suivant les prescriptions statutaires. » (Art. 76 et 77 des statuts.)

Ainsi que nous l'avons exposé plus haut, le viaticum était, autrefois, avancé par les sections et réparti ensuite entre elles, proportionnellement à leur effectif, en même temps que les secours de grève.

Le Congrès de 1900, en portant la cotisation mensuelle à 1 fr. 25, supprima cette répartition dans un but de simplification et de régularité. A l'heure actuelle, les frais de chômage et de viaticum déboursés par les

sections pendant un trimestre, sont déduits des cotisations qu'elles doivent faire parvenir au Comité central. Quant aux secours de grève, ils sont supportés par la caisse fédérale. « Cependant, ajoute l'article 79, en cas de conflit grave et si les ressources fournies par les cotisations étaient insuffisantes pour couvrir les charges qui incomberaient à la Fédération, le Comité central serait autorisé à prélever un impôt exceptionnel. »

Un rapport financier, signé du délégué permanent, du comptable et du trésorier, est établi tous les trois mois et porté à la connaissance des fédérés par la voie de *La Typographie Française*.

Le tableau ci-dessous indique la situation financière de la Fédération du Livre depuis le 31 décembre 1884 jusqu'au 31 décembre 1903 :

|            |                                                |            |
|------------|------------------------------------------------|------------|
| Année 1884 | Restait dû par la Fédération au 31 décembre... | 4.383 74   |
| — 1885     | Avoir réel au 31 décembre.....                 | 12.868 98  |
| — 1886     | — — — .....                                    | 24.384 84  |
| — 1887     | — — — .....                                    | 28.830 01  |
| — 1888     | — — — .....                                    | 35.541 56  |
| — 1889     | — — — .....                                    | 38.459 47  |
| — 1890     | — — — .....                                    | 46.401 44  |
| — 1891     | — — — .....                                    | 50.603 02  |
| — 1892     | — — — .....                                    | 54.127 25  |
| — 1893     | — — — .....                                    | 75.244 10  |
| — 1894     | — — — .....                                    | 87.659 49  |
| — 1895     | — — — .....                                    | 83.180 89  |
| — 1896     | — — — .....                                    | 92.398 61  |
| — 1897     | — — — .....                                    | 110.577 87 |
| — 1898     | — — — .....                                    | 128.868 36 |
| — 1899     | — — — .....                                    | 146.466 35 |
| — 1900     | — — — .....                                    | 197.403 74 |
| — 1901     | — — — .....                                    | 200.022 22 |
| — 1902     | — — — .....                                    | 201.260 49 |
| — 1903     | — — — .....                                    | 194.923 58 |

Les premières années d'existence furent pénibles. Jusqu'en 1884, en l'absence d'un système de compta-

bilité permettant un contrôle sérieux et efficace (1), aucun bilan financier n'avait pu être établi. D'autre part, les différents services fonctionnaient d'une manière très imparfaite; aussi, à la suite de nombreuses réclamations et même de plusieurs menaces de séparation de certaines sections, le Comité central dut procéder à une réorganisation administrative totale de la Fédération. Le premier bilan complet fut établi à la fin de l'année 1884; il se soldait, d'après le tableau qui précède, par un déficit de 4,383 fr. 74.

Depuis 1885, l'avoir de la Fédération a suivi une marche ascendante. Cependant, un mouvement de baisse s'est produit, tout récemment, causé par le fonctionnement de la caisse de chômage. La réserve constituée en vue de ce service par l'impôt de 0 fr. 50 perçu en 1900 a été épuisée dans le courant de 1903 et, à la fin de l'année dernière, il avait dû être prélevé sur la caisse fédérale une somme de 9,463 fr. 75 (2). Ce déficit va commencer à être amorti à partir du 2<sup>e</sup> trimestre 1904, grâce à l'augmentation de la cotisation, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril. Le Congrès national de 1905 devra prendre les dispositions nécessaires pour équilibrer définitivement ce chapitre du budget fédéral.

#### **§ IX. — Les progrès de la Fédération du Livre depuis sa fondation.**

La Fédération des Travailleurs du Livre, qui ne comptait, au 1<sup>er</sup> novembre 1882, que 26 sections comprenant un total de 5,946 membres a, depuis cette date, doublé son effectif de fédérés et presque décuplé le nombre de

---

(1) *La Typographie Française*, n° 70, du 1<sup>er</sup> septembre 1884.

(2) Rapport de M. Guénard, trésorier de la Fédération du Livre, inséré dans *La Typographie Française*, n° 545, du 16 juin 1904.



ses sections. L'active propagande faite par les membres du Comité central au cours des multiples délégations qu'ils ont eu à remplir dans toutes les régions de la France, a produit sur ce point d'excellents résultats.

Le tableau suivant fait connaître la statistique des fédérés depuis 1882 jusqu'à 1903 (1) :

|                  |                        |        |
|------------------|------------------------|--------|
| 3 novembre 1882  | Nombre de fédérés..... | 5.946  |
| 31 décembre 1884 | — — .....              | 6.103  |
| — 1885           | — — .....              | 6.158  |
| — 1886           | — — .....              | 5.739  |
| — 1887           | — — .....              | 5.270  |
| — 1888           | — — .....              | 5.337  |
| — 1889           | — — .....              | 4.878  |
| — 1890           | — — .....              | 4.987  |
| — 1891           | — — .....              | 5.410  |
| — 1892           | — — .....              | 5.665  |
| — 1893           | — — .....              | 5.719  |
| — 1894           | — — .....              | 6.683  |
| — 1895           | — — .....              | 7.163  |
| — 1896           | — — .....              | 6.898  |
| — 1897           | — — .....              | 8.030  |
| — 1898           | — — .....              | 8.255  |
| — 1899           | — — .....              | 9.605  |
| — 1900           | — — .....              | 9.328  |
| — 1901           | — — .....              | 10.447 |
| — 1902           | — — .....              | 10.778 |
| — 1903           | — — .....              | 11.104 |

Au 31 mars 1904, la Fédération comprenait les sections suivantes, avec un nombre total de 11,006 fédérés (2) :

---

(1) Ces renseignements ont été puisés dans *La Typographie Française*.

(2) *La Typographie Française*, n° 546, du 1<sup>er</sup> juillet 1904.

| NUMÉROS | VILLES                         | NOMBRE<br>DE<br>FÉDÉRÉS | NUMÉROS<br>DES SECTIONS | VILLES                    | NOMBRE<br>DE<br>FÉDÉRÉS | NUMÉROS<br>DES SECTIONS | VILLES                      | NOMBRE<br>DE<br>FÉDÉRÉS | NUMÉROS<br>DES SECTIONS | VILLES                      | NOMBRE<br>DE<br>FÉDÉRÉS |
|---------|--------------------------------|-------------------------|-------------------------|---------------------------|-------------------------|-------------------------|-----------------------------|-------------------------|-------------------------|-----------------------------|-------------------------|
| 1       | Angers.....                    | 107                     | 53                      | <i>Report.....</i>        | 7. 508                  |                         | <i>Report.....</i>          | 9. 825                  |                         | <i>Report.....</i>          |                         |
| 2       | Avignon.....                   | 26                      | 54                      | Vesoul.....               | 21                      | 109                     | Laon.....                   | 13                      |                         | Laon.....                   | 13                      |
| 3       | Besançon.....                  | 106                     | 55                      | La Roche-sur-Yon.....     | 22                      | 110                     | Mont-de-Marsau.....         | 13                      |                         | Mont-de-Marsau.....         | 13                      |
| 4       | Béziers.....                   | 14                      | 56                      | Toulouse.....             | 248                     | 111                     | Calors.....                 | 12                      |                         | Calors.....                 | 12                      |
| 5       | Bordeaux.....                  | 339                     | 58                      | Chartres.....             | 43                      | 112                     | Poitiers.....               | 58                      |                         | Poitiers.....               | 58                      |
| —       | Bordeaux-Conducteurs.....      | 30                      | 59                      | Niort.....                | 68                      | 113                     | Pau.....                    | 42                      |                         | Pau.....                    | 42                      |
| 6       | Brest.....                     | 13                      | 60                      | Pithiviers.....           | 29                      | 114                     | Guéret.....                 | 9                       |                         | Guéret.....                 | 9                       |
| 7       | Charleville.....               | 40                      | 61                      | Evreux.....               | 25                      | 115                     | Villefranche-sur-Saône..... | 18                      |                         | Villefranche-sur-Saône..... | 18                      |
| 8       | Constantine.....               | 34                      | 62                      | Perigueux.....            | 40                      | 116                     | Bayonne-Biarritz.....       | 36                      |                         | Bayonne-Biarritz.....       | 36                      |
| 9       | Dijon.....                     | 125                     | 63                      | Oyonnax-Saint-Claude..... | 10                      | 117                     | Cherbourg.....              | 14                      |                         | Cherbourg.....              | 14                      |
| 10      | Grenoble.....                  | 108                     | 64                      | Rodez.....                | 18                      | 118                     | Quimperlé.....              | 10                      |                         | Quimperlé.....              | 10                      |
| 11      | Le Havre.....                  | 86                      | 65                      | Narbonne.....             | 6                       | 119                     | Aix-en-Provence.....        | 21                      |                         | Aix-en-Provence.....        | 21                      |
| 12      | Le Mans.....                   | 91                      | 66                      | Nantes.....               | 154                     | 120                     | Alençon.....                | 79                      |                         | Alençon.....                | 79                      |
| 13      | Lille.....                     | 372                     | 67                      | Villeneuve-sur-Lot.....   | 5                       | 121                     | Montbéliard.....            | 19                      |                         | Montbéliard.....            | 19                      |
| 14      | Lyon.....                      | 349                     | 68                      | Beaune.....               | 16                      | 122                     | Thonon-les-Bains.....       | 16                      |                         | Thonon-les-Bains.....       | 16                      |
| 15      | Marseille.....                 | 268                     | 69                      | Belfort.....              | 23                      | 123                     | Alberville.....             | 18                      |                         | Alberville.....             | 18                      |
| 16      | Montpellier.....               | 83                      | 70                      | Cognac.....               | 17                      | 124                     | Soissons.....               | 31                      |                         | Soissons.....               | 31                      |
| 17      | Nancy.....                     | 248                     | 71                      | Alger.....                | 142                     | 125                     | Tulle.....                  | 12                      |                         | Tulle.....                  | 12                      |
| 18      | Nevers.....                    | 60                      | 72                      | Châlons-sur-Marne.....    | 41                      | 126                     | Perpignan.....              | 27                      |                         | Perpignan.....              | 27                      |
| 19      | Nîmes.....                     | 126                     | 73                      | Versailles.....           | 107                     | 127                     | Montargis.....              | 16                      |                         | Montargis.....              | 16                      |
| 20      | Macon.....                     | 36                      | 74                      | Toulon.....               | 61                      | 128                     | Calors.....                 | 26                      |                         | Calors.....                 | 26                      |
| 21      | Paris-Compositeurs.....        | 3. 012                  | 75                      | Arras.....                | 54                      | 129                     | Auch.....                   | 39                      |                         | Auch.....                   | 39                      |
| —       | Paris-Fondeurs.....            | 210                     | 76                      | Semur.....                | 8                       | 130                     | Fougères.....               | 11                      |                         | Fougères.....               | 11                      |
| —       | Paris-Imprim.-Conducteurs..... | 113                     | 77                      | Châteauroux.....          | 76                      | 131                     | Thouars.....                | 16                      |                         | Thouars.....                | 16                      |
| —       | Paris-Correcteurs.....         | 27                      | 78                      | Moulins.....              | 25                      | 132                     | Chauny.....                 | 12                      |                         | Chauny.....                 | 12                      |
|         |                                |                         |                         | Rennes.....               | 136                     | 133                     | Privas.....                 | 19                      |                         | Privas.....                 | 19                      |

|    |                        |     |     |                        |        |     |                        |    |
|----|------------------------|-----|-----|------------------------|--------|-----|------------------------|----|
| 22 | Rouen-Elbeuf.....      | 162 | 78  | Rennes-Conducteurs ... | 30     | 134 | Albi.....              | 20 |
| 23 | Saint-Brieuc.....      | 45  | 79  | Epinal.....            | 60     | 135 | Avanches.....          | 16 |
| 24 | Sens.....              | 20  | 80  | Le Puy.....            | 34     | 136 | Langres.....           | 11 |
| 25 | Troyes.....            | 27  | 81  | Vendôme.....           | 23     | 137 | Caen.....              | 33 |
| 26 | Valence.....           | 69  | 82  | Douai.....             | 23     | 138 | Cannes.....            | 16 |
| 27 | Auxerre.....           | 80  | 83  | Oran.....              | 49     | 139 | Roubaix.....           | 54 |
| 28 | Bourges.....           | 31  | 84  | Orléans.....           | 96     | 140 | Quimper.....           | 10 |
| 29 | Clermont-Ferrand.....  | 71  | —   | Orléans-Conducteurs... | 19     | 141 | Nîmes.....             | 23 |
| 30 | Saint-Nazaire.....     | 11  | 85  | Gray.....              | 9      | 142 | (Châteaufortant.....   | 14 |
| 31 | Bourg.....             | 40  | 86  | Vannes.....            | 17     | 143 | Beauvais.....          | 22 |
| 32 | Dole.....              | 15  | 87  | Saint-Malo.....        | 9      | 144 | Grasse.....            | 26 |
| 33 | Cette.....             | 12  | 88  | Lagny-Thorigny.....    | 36     | 145 | Dinan.....             | 14 |
| 34 | Lons-le-Saunier.....   | 20  | 89  | Saint-Quentin.....     | 59     | 146 | Brive.....             | 9  |
| 35 | Gap.....               | 10  | 90  | Saint-Lô.....          | 3      | 147 | Remiremont.....        | 9  |
| 36 | Rorhefort sur-Mer..... | 35  | 91  | Lorient.....           | 20     | 148 | Buzauçais.....         | 20 |
| 37 | Bar-le-Duc.....        | 21  | 92  | Tours.....             | 75     | 149 | Château-Thierry.....   | 13 |
| 38 | Libourne.....          | 18  | 93  | Tunis.....             | 16     | 150 | Boulogne-sur-Mer.....  | 36 |
| 39 | Reims.....             | 107 | 94  | Epervay.....           | 17     | 151 | Saumur.....            | 13 |
| 40 | Chambéry.....          | 30  | 95  | Montreuil-sur-Mer..... | 6      | 152 | Roanne.....            | 44 |
| 41 | Chalon-sur-Saône.....  | 58  | 96  | Laval.....             | 24     | 153 | Cambrai.....           | 27 |
| 42 | Limoges.....           | 101 | 97  | Meaux.....             | 46     | 154 | Issoudun.....          | 17 |
| —  | Limoges-Conducteurs..  | 24  | 98  | Dunkerque.....         | 31     | 155 | Senlis.....            | 20 |
| 43 | Montauban.....         | 37  | 99  | Blois.....             | 26     | 156 | Etampes.....           | »  |
| 44 | Bône.....              | 6   | 100 | La Rochelle.....       | 27     | 157 | Vire.....              | 10 |
| 45 | Amiens.....            | 138 | 101 | Valenciennes.....      | 46     | 158 | Arcis-sur-Aube.....    | 7  |
| 46 | Saint-Etienne.....     | 120 | 102 | Vichy.....             | 21     | 159 | Raon-l'Etape.....      | 16 |
| 47 | Annecy.....            | 20  | 103 | Châteaudun.....        | 10     | 160 | Fontenay-le-Comte..... | 16 |
| 48 | Aurillac.....          | 37  | 104 | Melle.....             | 10     | 161 | Tarbes.....            | 35 |
| 49 | Salins.....            | 6   | 105 | Nîmes.....             | 26     | 162 | Lure-Luxeuil.....      | 14 |
| 50 | Agen.....              | 23  | 106 | Morez-du-Jura.....     | »      | 163 | Chaumont.....          | 22 |
| 51 | Angoulême.....         | 75  | 107 | Pontardier.....        | 6      | 164 | Meulan.....            | 7  |
| 52 | Saint-Germain.....     | 13  | 108 | Montluçon.....         | 54     |     |                        |    |
|    |                        |     |     | <i>A reporter.....</i> | 9,825  |     |                        |    |
|    |                        |     |     | <i>A reporter.....</i> | 7,508  |     |                        |    |
|    |                        |     |     | <i>Total.....</i>      | 11,006 |     |                        |    |

Pendant les premières années, l'essor aurait été assez rapide si des dissensions intestines n'avaient bientôt surgi. Le syndicat parisien, qui avait eu le grand honneur de fonder la Fédération, prit en effet, à l'égard de cette dernière, une attitude nettement hostile. Il comprenait dans son sein trois écoles différentes (1) : les coopérateurs, qui voyaient dans le développement des sociétés de production le seul moyen de parvenir à la suppression du patronat; les collectivistes révolutionnaires, qui préconisaient uniquement la fondation de puissantes fédérations nationales et internationales, et les partisans de l'idée syndicale pure. Le délégué permanent de la Fédération du Livre, M. Keufer, fut le chef de cette troisième école, qui voyait dans le syndicat le moyen d'entretenir « des relations régulières entre ouvriers et patrons et de discuter avec ceux-ci les conditions du travail », alors que les coopérateurs et les collectivistes se déclaraient les irréductibles adversaires du patronat.

La lutte éclata entre les deux premières fractions, alors que la troisième s'efforça de servir, pour ainsi dire, de trait d'union entre les deux autres.

Un groupe de collectivistes ayant fondé, le 14 février 1883, un *Cercle typographique d'études sociales* dont la déclaration de principes, qui se recommandait de la formule du socialisme scientifique, parlait d'entreprendre l'étude de toutes les questions politiques et économiques et d'indiquer désormais leur ligne de conduite « aux hommes qui brigueraient les suffrages de leurs confrères » pour faire partie des différentes chambres syndicales de la Fédération typographique, ceux qui ne partageaient pas les théories collectivistes créèrent immédiatement, le 23 mars 1883, un autre groupe auquel ils donnèrent le nom d'*Union typographique* et qui reçut pour mission « de combattre énergiquement

---

(1) Cf. *Associations professionnelles ouvrières typographiques*. Op. cit., pages 150 et suiv.



l'introduction, même par voie détournée, de *toute question politique* dans les délibérations des conseils élus par le suffrage universel typographique ».

Le *Cercle* eut pour organe *Le Réveil typographique* dont le premier numéro parut le 25 février 1884, et l'*Union* publia également, à partir du 1<sup>er</sup> juin 1885, un journal mensuel, *Le Ralliement*.

« Comme les collectivistes du *Cercle* étaient les plus chauds partisans de la Fédération, les *Unionistes* prirent en aversion l'œuvre qu'ils avaient fondée eux-mêmes » (1), et comme, d'autre part, ces derniers étaient en majorité au Comité syndical, la lutte s'engagea bientôt entre les administrateurs de la Chambre syndicale des typographes parisiens et le Comité central.

A la suite de divers incidents, dans le détail desquels nous n'entrerons pas, parce qu'ils sortiraient du cadre de notre étude et dont le plus grave fut une déclaration de grève en violation flagrante des statuts fédératifs, les *Unionistes*, après avoir vainement tenté de séparer le syndicat parisien de la Fédération, se décidèrent à abandonner le syndicat lui-même.

D'un autre côté, l'association coopérative fondée en 1880 pour l'impression du *Journal Officiel*, grâce à l'appui du Syndicat des typographes parisiens, se composait de vingt-huit actionnaires qui, peu à peu, étaient arrivés à se considérer, en quelque sorte, comme de véritables patrons et ne cherchaient qu'un motif pour renier l'autorité du syndicat et s'affranchir de sa tutelle (2). L'occasion s'offrait trop belle pour la laisser échapper. Prenant comme prétexte les dissentiments qui s'étaient produits à l'occasion de la grève que nous venons de rappeler, ils donnèrent leur démission de syndiqués et formèrent aussitôt entre eux un syndicat

---

(1) *Associations professionnelles ouvrières typographiques*. Op. cit., page 55.

(2) *La Typographie Française*, n° 121, du 16 octobre 1886.

nouveau, sous le titre d'*Alliance typographique*. Ils mirent ensuite leurs collègues de l'atelier en demeure d'opter, sous peine de renvoi, pour le nouveau groupe qu'ils venaient de fonder et, à la suite de cette pression, 77 démissions furent adressées au Comité parisien.

Pendant ce temps, les *Unionistes* continuaient leurs agissements et, à la fin de l'année 1886, ils créèrent, rue Saint-Sauveur, un syndicat dissident qui prit le nom de *Société typographique parisienne* et dans lequel vint se fondre l'*Alliance typographique*. Au 1<sup>er</sup> janvier 1887, 405 démissions avaient été enregistrées au Comité syndical.

Le Comité central rappela aux fédérés que les statuts de la Fédération ne reconnaissant, dans chaque ville, qu'un syndicat pour chacune des branches du métier, il ne pouvait considérer comme syndicat typographique, à Paris, que celui dont le siège était rue de Savoie, 15, et qu'il invitait en conséquence tous les compositeurs à se mettre en garde contre les manœuvres des dissidents. La campagne menée par ces derniers prit un caractère ardent « sous le souffle haineux de certains séparatistes parisiens qui, non contents d'avoir scindé le syndicat de la rue de Savoie, voulaient à tout prix, et par tous les moyens, détacher les sections de la Fédération » (1).

Mais la plupart des groupements de province votèrent des ordres du jour de blâme à l'adresse de ces séparatistes et manifestèrent leur inébranlable attachement à la Fédération (Orléans, Valence, Versailles, Vichy, etc.).

Au 1<sup>er</sup> janvier 1888, le syndicat dissident, dont le siège était alors rue de Bailleul, 1, comprenait 552 membres, tandis que celui de la rue de Savoie en comptait 1,666.

A partir de cette époque, la lutte perdit de son acuité

---

(1) *La Typographie Française*, n° 132, du 1<sup>er</sup> avril 1887.

et les rivalités allèrent en s'affaiblissant. Les partisans de l'idée syndicale pure, défenseurs zélés de la Fédération, manifestaient le plus grand désir de voir cesser cette regrettable division, qu'ils considéraient comme préjudiciable aux intérêts corporatifs, et ils déclaraient que, pour établir « une certaine unité de vues parmi les travailleurs, il fallait bien se garder de former autant de groupes syndicaux qu'il y avait de manières de concevoir la question sociale » (1).

A la suite de nombreuses tentatives de rapprochement, la fusion des deux syndicats fut consacrée le 24 mai 1894, par un vote dans les ateliers et à une énorme majorité. D'ailleurs, *Le Ralliement* et *Le Réveil* avaient cessé de paraître et le *Cercle typographique* ne tenait plus de réunions.

Le siège unique conservé fut celui de la Chambre syndicale, rue de Savoie, 20. Un banquet en l'honneur de la fusion des deux syndicats eut lieu le 21 juillet et, au mois de février 1895, le nombre des adhérents à la Chambre syndicale typographique parisienne était de 2,951.

Depuis cette date mémorable, le nombre des fédérés n'a fait que s'accroître (2). La création de la caisse de chômage a contribué, pour une large part, à ces progrès. Quelques défections seulement ont été enregistrées, causées par l'augmentation de la cotisation (3). L'admirable organisation de la Fédération du Livre lui attirera sans doute, dans l'avenir, la plus grande partie du personnel typographique français. Mais beaucoup de réfractaires ou d'indifférents devront être

---

(1) Paroles de M. Keufer à l'assemblée générale des typographes parisiens du 8 juin 1890.

(2) En 1900, quelques typographes de l'Imprimerie Nationale essayèrent de fonder un syndicat dissident. Cette tentative avorta.

En 1902, la Fédération du Livre comptait près de 54 % des ouvriers typographes français.

(3) Le Syndicat des margeurs-pointeurs de Paris s'est, en effet, pour ce motif, séparé de la Fédération à la fin de l'année 1900.

préalablement convertis ; c'est là la tâche réservée au Comité central et, si l'on peut en juger par le dévouement incessant apporté dans l'exécution de leurs fonctions par les hommes éminents qui ont l'honneur d'administrer la Fédération, il est probable que le succès couronnera ses efforts.

---

## CHAPITRE II

### Les grands services mutualistes de la Fédération des Travailleurs du Livre.

---

#### SECTION I

#### Le Viaticum.

La typographie est une des rares professions qui aient conservé l'usage d'accorder des secours aux ouvriers voyageant pour se procurer du travail : « Le viaticum, ou secours donné aux voyageurs en quête de travail, fut toujours pratiqué parmi les typographes. Au XVIII<sup>e</sup> comme au XIX<sup>e</sup> siècle, on pourrait citer de nombreux exemples de compositeurs ou de pressiers recueillant dans les ateliers d'une ville une collecte pour leur permettre de continuer leur route » (1).

Les statuts de la plupart des sociétés de secours mutuels typographiques qui existaient en province avaient organisé le viaticum, dont le taux variait par suite d'une ville à l'autre, et le projet de M. Gauthier, en 1861, de créer une *alliance des sociétés de secours mutuels typographiques de l'imprimerie française*

---

(1) Radiguer. Op. cit., page 291.



n'avait pas d'autre but que de généraliser et de régulariser ce service. Nous avons dit plus haut que cette tentative avait échoué. Le défaut d'uniformité dans l'allocation des secours avait été un des plus grands obstacles à surmonter. Quelques contrats de réciprocité furent cependant conclus entre les sociétés de certaines villes à l'égard de leurs adhérents respectifs.

Le Congrès de 1881, qui créa la Fédération, lui donna pour mission « de constituer une solidarité entre toutes les sociétés typographiques françaises et étrangères, afin que le sociétaire trouve aide et protection dans toutes les sections de la Fédération ». Il stipula, en outre, que « Paris étant essentiellement une ville de séjour où les typographes se rendaient de toutes parts, le viaticum ne saurait y être établi, et qu'il ne serait accordé, dans les sections provinciales, qu'au fédéré parfaitement en règle avec sa dernière section, et une seule fois dans la même année » (Art. 1<sup>er</sup>, §5, des statuts).

Les frais de viaticum avancés par les sections devaient être répartis ensuite entre tous les syndicats adhérents à la Fédération, proportionnellement à leur effectif. Au fur et à mesure de leur admission, les sections devaient mettre, sur ce point, leurs statuts en harmonie avec ceux de la Fédération. Elles étaient, d'ailleurs, parfaitement libres d'accorder le viaticum à des voyageurs non fédérés ; mais, dans ce cas, le montant des secours alloués demeurait à leur charge exclusive.

En 1883, la question du viaticum occupait tout particulièrement l'attention du Comité central et des sections. C'est que le fonctionnement en était très défectueux ; il n'y avait pas de base certaine, déterminant le taux des secours qui, par suite, étaient très variables. Aussi l'idée fut-elle émise de créer une caisse centrale, dont les fonds seraient affectés exclusivement à ce service (1).

---

(1) *La Typographie Française*, n° 37, du 15 avril 1883.

D'autre part, le défaut de dispositions bien arrêtées déterminant les cas dans lesquels le viaticum devait être délivré par les sections, provoquait de nombreuses réclamations.

Pour mettre fin aux abus dénoncés, le Congrès de 1883 prit les mesures suivantes : « Le viaticum ne sera accordé, dans les sections provinciales, qu'aux fédérés et d'après un tarif basé sur 0 fr. 05 par kilomètre parcouru depuis la section la plus voisine ou depuis la frontière française, et avec un maximum de 200 kilomètres.....

« De plus, un noviciat fédératif de trois mois sera nécessaire pour avoir droit au viaticum. Ces secours ne seront accordés que sur le vu du livret, constatant que le porteur a quitté la section pour *manque de travail*, avec la signature du président, du vice-président ou du secrétaire. » Pour permettre l'application de ces dispositions, une carte kilométrique devait être dressée par les soins du Comité central et envoyée aux sections :

En ce qui concerne la cotisation des voyageurs, le Congrès décida que « tout fédéré voyageur ne devrait jamais avoir d'interruptions dans le versement de ses cotisations et que cette cotisation, fixée à 1 fr. 50 par mois, serait retenue sur le viaticum par la dernière section dans laquelle passerait le voyageur, dans la deuxième quinzaine de chaque mois.

« Dans le cas où le voyageur arriéré trouverait du travail dans une section, sa cotisation serait doublée jusqu'à extinction de la dette ; toutefois, les sections seraient juges de prolonger la durée de l'acquittement de l'arriéré, suivant la situation de certains confrères » (1).

Mais le Comité central, qui avait été chargé de dresser la carte kilométrique, rencontra de grandes difficultés dans l'exécution de ce travail, et la commission

---

(1) *La Typographie Française*, n° 46, du 1<sup>er</sup> septembre 1883.

nommée dans son sein pour étudier la question du viaticum disait, par l'organe de son rapporteur, qu'il était très difficile de dresser à Paris un tableau exact des distances entre chaque ville, d'un département à l'autre; chaque section, au contraire, était beaucoup mieux placée pour établir un petit tableau kilométrique qui contiendrait les distances séparant les principales villes de son rayon.

En ce qui concerne le taux du viaticum, le rapport s'exprimait ainsi : « Le chiffre de 0 fr. 05 ne paraît pas exagéré. Il serait désirable qu'on pût l'élever, si l'on songe que ceux à qui on donne le viaticum sont souvent dans une grande gêne. Mais il faut aussi penser aux économies et constituer une réserve. Le viaticum, jusqu'à ce jour, a épuisé la caisse de plusieurs sections. L'uniformité du chiffre kilométrique rétablira un peu d'équilibre, et les sections visitées par beaucoup de voyageurs seront dédommagées par la répartition.....

« D'autre part, si des sections assez riches trouvent ce chiffre de 0 fr. 05 trop modeste, elles seront libres de l'augmenter, mais cette augmentation sera à leur charge. Ce cas s'est déjà présenté. La section de Clermont-Ferrand, en vertu d'une décision prise en réunion générale, paie totalement le viaticum de sa caisse, sans exiger aucun remboursement..... » (1).

En même temps, le Comité central recommandait aux syndicats adhérents de délivrer le viaticum aux voyageurs faisant partie d'organisations typographiques étrangères qui usaient de réciprocité à l'égard des fédérés français.

Mais de nouvelles plaintes surgirent de tous côtés. Le viaticum, calculé d'après le tarif kilométrique fixé par le Congrès de 1883, écrasait littéralement certaines sections; aussi les unes menaçaient-elles de se séparer de la Fédération, tandis que d'autres demandaient la

---

(1) *La Typographie Française*, n° 66, du 1<sup>er</sup> juillet 1884.

suppression pure et simple de ces secours. De toute façon, d'ailleurs, l'expérience avait démontré que le système en vigueur était trop onéreux, en raison de l'insuffisance des ressources des sections et de celles de la Fédération.

En présence du grand nombre de réclamations qui lui étaient adressées, le Comité central remit la question à l'étude ; il fit appel à la sagesse des sections et nomma une commission chargée d'examiner de nouveau cet important service.

Cette commission déclara tout d'abord que la suppression du viaticum constituerait la mesure la plus néfaste pour l'avenir de la Fédération. Puis elle proposa diverses modifications dont voici le texte (1) :

« Le viaticum, basé sur le tarif kilométrique, devra désormais se régler d'après le mode ci-après. Chaque voyageur recevra, pour toute distance de 40 kilomètres et au-dessous, un premier secours de 1 fr. 50. Toute distance au-dessus de 40 kilomètres donnera droit à une subvention de 0 fr. 50 par fraction de 20 kilomètres, jusqu'à concurrence de 200. Une feuille type, prouvant que le fédéré s'est rendu dans tous les ateliers typographiques de la localité, lui sera remise à son arrivée par le secrétaire de la section et devra faire retour à ce dernier avant que le visa de départ ne soit apposé sur le livret du fédéré. Cette feuille devant servir de contrôle pour les frais de viaticum, le Comité central devra en faire parvenir le modèle à toutes les sections et sous-sections dans le plus bref délai.

« La commission est d'avis que toutes les dispositions réglementaires contraires soient abrogées ainsi que le dernier alinéa du § 5 des statuts, lequel établit que le fédéré se verra refuser les secours de route s'il vient à se présenter dans les sections avant qu'une année ne se soit accomplie depuis son dernier passage,

---

(1) *La Typographie Française*, n° 78, du 1<sup>er</sup> janvier 1885.

car la feuille type mettra fin aux abus qui avaient inspiré cette restriction.

« Il se peut que le viaticum soit, en certains cas, insuffisant; mais nous sommes convaincus que la bonne confraternité typographique ne fera pas défaut aux confrères en détresse. »

Les sections, consultées par le Comité central, acceptèrent en majorité ces propositions.

Le Congrès de 1885 (1), appelé à se prononcer sur le nouveau mode de fonctionnement du viaticum, adopta les résolutions suivantes :

1° Un contrôle sévère devra être exercé à l'égard du viaticum par les confrères chargés de le délivrer;

2° La dernière solution prise par le Comité central à ce sujet est maintenue comme *statu quo*;

3° Le noviciat ne pourra être exigé, pour le droit au viaticum, dans le cas de grève se produisant avant l'expiration réglementaire dudit noviciat;

4° Toutes les sections dresseront une carte kilométrique ou, à son défaut, un indicateur afin d'éviter les erreurs de distance qui pourraient se produire.

Le représentant de la Fédération allemande, présent au Congrès, indiqua, à titre de renseignement, la manière dont le viaticum fonctionnait en Allemagne. Il expliqua qu'il y avait dans ce pays deux degrés de viaticum : le premier, de 1 fr. 25 par jour, applicable aux voyageurs ayant versé des cotisations pendant cinquante-deux semaines ; le deuxième, de 0 fr. 95 par jour, applicable à ceux n'ayant cotisé que pendant treize semaines, la durée des secours étant de 280 jours. Il signala également les contrats de réciprocité conclus au sujet du viaticum par la Fédération allemande avec les organisations similaires d'Alsace-Lorraine, du sud de l'Autriche, du Luxembourg, de la Suisse allemande, de la Serbie, du Danemark, de la Suède et Norvège et de l'Italie, et il formula le vœu de voir une convention

---

(1) *La Typographie Française*, n° 96, du 1<sup>er</sup> octobre 1885.



analogue se conclure entre les fédérés français et allemands.

Afin d'assurer un contrôle efficace, le Congrès décida que le livret de tout voyageur devrait être déposé, contre récépissé, entre les mains des fonctionnaires dès l'arrivée dans une section, pour n'être remis à son titulaire que lors du départ et en échange du récépissé.

Mais toutes ces prescriptions ne furent pas appliquées. Certaines sections, par négligence, commirent des infractions graves aux statuts fédératifs et il arriva souvent que la somme allouée aux voyageurs, à titre de viaticum, dépassa de beaucoup celle qui aurait dû leur être régulièrement délivrée.

Aussi, le Comité central déclara-t-il qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1886, toutes les sommes payées en violation des dispositions statutaires seraient laissées à la charge des sections contrevenantes. Il ajouta que le viaticum ne devrait être délivré que dans le cas où le fédéré se mettrait en route pour *manque de travail*, et insista sur l'importance qu'il y avait pour les fonctionnaires des syndicats fédérés d'inscrire sur le livret, au moment du départ, l'une des deux mentions : *Parti faute de travail* ou *parti volontairement*, car le viaticum devait être rigoureusement refusé à tout confrère qui quitterait une ville dans laquelle il aurait du travail.

En outre, certaines sections regrettaient que le viaticum soit trop souvent délivré « à des trimardeurs, tristes sires qui ne savent que viatiquer et quémander auprès des confrères. Si, sur la recommandation de ces derniers, ils sont occupés pendant quelques jours, histoire de les aider à aller plus loin, ils ne se font aucun scrupule de tromper ceux qui ont eu un semblant de confiance en eux, d'escamoter quelques sous à droite et à gauche, puis de filer sans bruit, laissant à la gargotte un loup qui pourra hurler quand ils seront loin..... » (1).

---

(1) *La Typographie Française*, n° 111, du 16 mai 1886.

En effet, la corporation des typographes compte un certain nombre de membres qui ont la manie du voyage et qu'une place stable et rémunératrice ne saurait retenir plus de quelques mois; nous avons eu souvent l'occasion d'entendre de fervents syndiqués formuler des plaintes semblables à celle que nous venons de reproduire et déplorer que l'institution du viaticum ne serve trop souvent, hélas, qu'à faire vivre des oiseaux de passage qui préfèrent l'air pur des champs à celui de l'usine et le sol de la route nationale à celui de l'atelier de composition et qui passent leur existence à parcourir la France dans tous les sens. Heureusement, le soin méticuleux avec lequel le Comité central s'efforça de fixer, dans ses plus minimes détails, le mode de fonctionnement du viaticum, permettait d'apporter un contrôle sévère dans la délivrance de ce dernier et de réduire les abus.

Une nouvelle difficulté fut causée par la réciprocité accordée aux organisations typographiques étrangères. Comment fallait-il procéder pour reconnaître que le voyageur étranger possédait un livret régulier et avait droit au viaticum à son passage dans les sections françaises? Réciproquement, il importait de garantir aux fédérations étrangères visitées par des voyageurs français que ceux-ci étaient en règle avec leur association nationale. Dans certains pays, on employait une marque de connaissance, sorte de cachet mobile qui était apposé sur le livret du fédéré au moment où il passait la frontière et qui attestait la régularité de sa situation. La commission du viaticum du Comité central, après s'être entourée de renseignements sur ce point, proposa de demander aux fédérations étrangères en réciprocité avec la Fédération française un certain nombre de marques de connaissance qui seraient mises à la disposition des sections frontières pour être apposées sur les livrets des fédérés se rendant à l'étranger. Cette proposition fut adoptée et mise en vigueur à

partir du 1<sup>er</sup> octobre 1886. De son côté, le Comité central adressa aux groupements des autres pays un certain nombre de cachets mobiles français (fond rouge, avec ces mots au-dessus de deux mains enlacées : marque de connaissance). Il invita en conséquence les sections à ne plus payer désormais le viaticum aux voyageurs étrangers dont le livret ne serait pas muni du cachet mobile (1).

Puis, pour renforcer le contrôle, des carnets à souche furent créés et adressés à toutes les sections et sous-sections. Toute somme payée à titre de viaticum dut, à l'avenir, figurer sur une feuille détachée d'un carnet, et ces feuilles furent envoyées, à la fin de chaque trimestre, au Comité central, à l'appui des dépenses de viaticum.

Jusqu'alors, les statuts fédératifs ne prévoyaient pas le chiffre maximum qu'un voyageur pouvait toucher comme secours de route dans un laps de temps déterminé. Le Congrès typographique de 1887 trancha cette question (2). Voici la résolution qu'il adopta à cet effet : « Tout fédéré ne pourra recevoir plus de 150 fr. de viaticum dans trois ans. Passé cette somme, il devra s'écouler dix-huit mois avant qu'il n'ait droit au viaticum, à moins qu'il n'ait quitté sa place pour cause de mise-bas..... Les sommes versées aux voyageurs devront être totalisées à la fin du livret pour faciliter le contrôle. Le viaticum ne sera délivré aux fédérés voyageurs que lorsqu'il y aura au moins dix-huit mois qu'ils seront passés dans la section où ils se présenteront de nouveau. » Le Congrès porta également de trois à six mois le noviciat exigé des fédérés avant qu'ils

---

(1) Les statuts fédératifs actuels n'exigent plus le cachet mobile. L'article 25 dispose simplement que « le viaticum doit être rigoureusement refusé à tout confrère venant de l'étranger et dont le livret ne contiendra pas une mention qui établira la régularité de la situation de l'intéressé ».

(2) IV<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris, 1887. Brochure de 32 pages, citée supra.

ne fussent autorisés à toucher le viaticum. Afin d'assurer une sanction aux dispositions précédentes, le Comité central obligea les voyageurs qui auraient perçu indûment les secours de route à les rembourser aux sections qui les réclameraient, en les avertissant que tout refus de restituer entraînerait leur radiation (1).

A ce moment, la Fédération typographique italienne régla, elle aussi, la question du viaticum. Il est intéressant de faire connaître, dans ses grandes lignes, la manière dont elle organisa ce service (2). « Tous les sociétaires voyageant, faute de travail, reçoivent une indemnité de 0 fr. 07 par kilomètre, qui est accordée du point de départ à la section la plus rapprochée dans la direction que suit le sociétaire. Pour les sociétaires allant à l'étranger, le viaticum s'arrête à la frontière italienne. Les fédérés étrangers ne peuvent toucher le viaticum accordé aux sociétaires italiens *s'ils ne connaissent pas les langues italienne et française*, afin de pouvoir travailler dans les deux langues. Dans le cas contraire, ils ne reçoivent qu'un subside de 2 francs. Les sociétaires étrangers qui voyagent doivent avoir leur *livret en règle* et muni de *la marque de connaissance*. »

Le tarif kilométrique était donc supérieur au tarif français; d'autre part, la condition exigeant la connaissance, par le fédéré voyageur, de la langue du pays vers lequel il se dirigeait, était importante à signaler, car elle a été reprise plus tard, dans le sein de la Fédération du Livre, en vue de diminuer les charges du viaticum. Nous la retrouverons plus loin.

L'institution du viaticum allait en se développant et en se précisant. Cependant, pour rendre le contrôle plus efficace et éviter les abus toujours possibles ou même les simples négligences, il était nécessaire de

---

(1) *La Typographie Française*, n° 165, du 16 août 1888. Cette mesure a été sanctionnée par le Congrès de 1889.

(2) *La Typographie Française*, n° 168, du 1<sup>er</sup> octobre 1888.

perfectionner encore le système établi par la longue série des mesures que nous avons rapportées. Dans ce but, le Comité central fit confectionner deux sortes de cachets portant, l'un la mention *parti faute de travail*, l'autre la mention *parti volontairement*, les fit parvenir à chaque section et en décréta l'usage obligatoire à partir du 15 février 1889.

Le Congrès typographique de 1889 ratifia les décisions prises antérieurement par le Comité central (1). Il ajouta le paragraphe suivant à l'article des statuts relatif au viaticum : « Chaque fois qu'un confrère, manifestement ou d'une façon préméditée, se sera mis dans son tort par abandon volontaire de travail ou inconduite notoire, la mention *parti faute de travail* devra lui être rigoureusement refusée. Pour les autres cas, les sections seront juges de la mention à porter sur le livret. — Les sections ne doivent pas négliger de mettre la date sur le livret chaque fois qu'elles délivrent le viaticum. »

En même temps, la question du viaticum au point de vue international, avait été mise à l'ordre du jour du Congrès typographique international qui se tint à Paris, à la Bourse du travail, du 18 au 21 juillet 1889. Chaque pays ayant son système propre, il en résultait que les avantages accordés par une fédération ne l'étaient pas par d'autres. Ici, les secours étaient fixés et calculés d'après l'importance de la ville ; ailleurs, le viaticum était basé sur la distance kilométrique, mais d'après des tarifs qui variaient naturellement suivant la richesse des caisses fédérales ; ailleurs encore, nous l'avons dit plus haut, les étrangers n'étaient admis à recevoir l'indemnité intégrale qu'à la condition de justifier de leur connaissance de la

---

(1) *La Typographie Française*, n° 190, du 1<sup>er</sup> septembre 1889.



langue du pays (1). Aussi une proposition fut soumise au Congrès, tendant au remboursement annuel et réciproque entre les différentes fédérations, des secours de viaticum perçus par leurs membres respectifs en pays étranger. Le Congrès rejeta cette proposition et se borna à conserver la réciprocité pure et simple ; il adopta, en outre, la création d'un livret fédératif uniforme pour les divers pays d'Europe et émit un vœu invitant les sections de toutes les fédérations à prêter secours aux voyageurs étrangers qui tomberaient malades dans une localité.

Cependant les sections négligeaient trop souvent d'appliquer strictement les prescriptions statutaires ; aussi, comme le viaticum constituait une lourde charge, des mécontentements ne pouvaient pas manquer de se produire. En effet, la section de Lille, l'une des plus importantes après celle de Paris, tant par le nombre de ses membres que par la compétence et le zèle éclairé de ses fonctionnaires, accusa le viaticum de ruiner peu à peu la Fédération (2), et elle proposa, dans une circulaire, de supprimer le viaticum comme service fédéral et de le laisser à la charge des sections, qui l'organiseraient comme elles l'entendraient, déclarant que le viaticum

---

(1) En Espagne, le viaticum n'était délivré qu'aux fédérés justifiant avoir du travail certain dans la localité vers laquelle ils se dirigeaient, ou bien se rendant dans une section où il n'y avait pas de chômeurs. A titre de réciprocité, la Fédération française n'accordait naturellement les secours aux fédérés espagnols que dans les conditions ci-dessus.

D'autre part, le Congrès typographique, tenu à Louvain (Belgique) les 25-28 mai 1889, avait décidé qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1889, le viaticum étant supprimé comme service fédératif, serait délivré aux voyageurs étrangers par les sections, à leurs risques et périls. Le Comité central de la Fédération du Livre s'était vu obligé de prendre les mêmes dispositions à l'égard des fédérés belges voyageant en France.

Ajoutons d'ailleurs qu'au Congrès de Liège de 1891, la Fédération typographique belge rétablit le viaticum et qu'à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1891, la réciprocité fut accordée par la Fédération française aux voyageurs belges.

(2) *La Typographie Française*, n° 241, du 16 octobre 1891.

donnait lieu à de perpétuels abus et que, sur 100 voyageurs, il y avait « 5 nécessaires et 95 carottiers ».

C'est alors qu'une vive et ardente campagne fut menée dans l'organe fédératif entre partisans et adversaires du viaticum, en vue du prochain Congrès qui allait se tenir à Paris en 1892. Le secrétaire de la section de Lille préconisait la suppression du viaticum et son remplacement par une caisse fédérale de chômage. Voici les raisons qu'il donnait à l'appui de sa thèse (1) : « Les partisans du viaticum se placent au point de vue humanitaire pour le défendre; je vais me placer sur le même terrain pour le combattre et préconiser son remplacement par les secours de chômage.

« Je n'entrerais dans aucun détail relatif aux abus qui se commettent, et je supposerai pour un instant que tout est pour le mieux et que le viaticum n'est délivré qu'à ceux qui le méritent et qui sont victimes de la stagnation des affaires. A qui sert le viaticum ?

« A ceux qui sont libres, qui n'ont ni femme, ni enfant, qui peuvent par conséquent aller chercher du travail dans une autre ville lorsque le chômage se manifeste dans celle qu'ils habitent. Voilà à qui sert le viaticum. Eh bien ! et ceux qui ont charge de famille et qui ne peuvent se déplacer et courir avec leur suite les hasards de la route, y avez-vous songé à ceux-là ? Ne méritent-ils pas plus d'intérêt que les premiers ? Et pourtant, s'ils font partie d'une section qui ne délivre pas les secours de chômage, la Fédération ne leur vient pas en aide. Que doivent-ils donc faire alors ? Changer de profession, devenir homme de peine dans une fabrique ou balayeur des rues pour donner un morceau de pain à leurs enfants.

« Nous avons pensé, nous, qu'il y avait lieu de supprimer le viaticum et d'accorder les secours de chômage à tous les confrères fédérés qui seraient victimes du

---

(1) *La Typographie Française*, n° 252, du 1<sup>er</sup> avril 1892.

manque de travail, et qu'au lieu de les laisser courir les rues, nous devons les placer. Nous avons également pensé qu'il fallait, par une nouvelle réglementation, donner plus de force aux bureaux régionaux et arriver à l'établissement d'une vaste organisation de bureaux de placement dont Paris serait le centre, les Comités de région les centres régionaux, et les sections autant de succursales.

« Une circulaire du Comité central informerait MM. les imprimeurs de cette organisation en les invitant à s'adresser à nous pour le recrutement de leur personnel et, par une réglementation sévère du service de chômage, nous viendrions en aide aux véritables nécessiteux et nous supprimerions les parasites. »

Ces motifs paraissaient assez impressionnants, mais le viaticum comptait de chauds partisans et d'énergiques défenseurs qui s'empressèrent de répondre à cette proposition de suppression et s'efforcèrent de ruiner la valeur des arguments qui précèdent : « ....A qui sert le viaticum ? Il est facile de répondre à cette question. Non seulement le viaticum est utile aux *confrères célibataires* qui se déplacent facilement, mais il l'est encore autant, sinon plus, aux *confrères mariés*, car c'est le viaticum qui facilite le déplacement des confrères « sans charges » pour laisser le travail à ceux qui ont une famille et peuvent difficilement se déplacer. Ainsi, par le viaticum, par le départ des célibataires, les fédérés mariés trouvent plus facilement du travail.....

« Si on en revient au régime des collectes, cela coûtera plus cher et l'on n'aura même pas l'assurance que le confrère secouru aura toujours rempli ses devoirs corporatifs. Un autre bienfait du viaticum, c'est sa contribution au maintien du salaire.

« Qu'arriverait-il si, ne pouvant profiter des facilités qu'il donne à ceux qui veulent voyager, les nombreux apprentis qu'on a l'habitude de faire en province res-

taient éternellement dans leurs localités d'origine? Encombrement, d'où fatalement baisse du salaire pour ceux que la famille a rendus sédentaires.

« Le viaticum fait encore plus : il entretient, dans la grande famille typographique, par le passage continuél de confrères ayant travaillé dans de nombreuses villes, les idées de conservation des usages les plus généralement répandus et fait apparaître les différences souvent considérables d'une ville à l'autre.

« Les confrères voyageurs rendent souvent des services importants dans les ateliers où ils passent, car, n'étant attachés par aucun lien aux endroits où ils travaillent, ils sont toujours les premiers à résister aux baisses de salaires et combattent continuellement pour le maintien des tarifs.

« Que la création d'une caisse de chômage soit chose utile, nous sommes les premiers à le reconnaître; mais les deux institutions doivent marcher de pair et se compléter pour ainsi dire.

« Je suis persuadé qu'avec une légère augmentation de la cotisation fédérale, on pourrait arriver à ce but et je crois que ma manière de voir sera partagée par un grand nombre de fédérés » (1).

Sans nier les abus auxquels donnait lieu la délivrance du viaticum, ses défenseurs ajoutaient que, très souvent, ces abus étaient imputables à la négligence des fonctionnaires des sections et se produiraient tout aussi bien dans le fonctionnement de la caisse de chômage.

La question du viaticum donna lieu, au Congrès de 1892, à des discussions magnifiques (2). Le service fut maintenu à l'unanimité, moins 1 voix, et la presque totalité des délégués déclarèrent que supprimer le viaticum ce serait « décapiter la Fédération ».

---

(1) *La Typographie Française*, n° 256, du 1<sup>er</sup> juin 1892.

(2) VI<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris, 1892. Brochure de 103 pages, citée supra.

M. Hamelin avait présenté, au nom du Comité central, un rapport très documenté dans lequel il démontrait, avec chiffres à l'appui, qu'il était faux de prétendre que les secours étaient presque toujours distribués à des voyageurs de profession.

Pendant l'année 1891, un total de 349 voyageurs avaient présenté 3,091 demandes de viaticum.

|            |                               |     |                   |               |  |
|------------|-------------------------------|-----|-------------------|---------------|--|
| 96         | avaient touché moins de 5 fr. | 309 |                   |               |  |
| 65         | — de 5 à 10 fr.               | 13  | avaient touché de | 60 à 70 fr.   |  |
| 37         | — 10 à 15 fr.                 | 9   | —                 | 70 à 80 fr.   |  |
| 26         | — 15 à 20 fr.                 | 7   | —                 | 80 à 90 fr.   |  |
| 24         | — 20 à 25 fr.                 | 3   | —                 | 90 à 100 fr.  |  |
| 22         | — 25 à 30 fr.                 | 2   | —                 | 100 à 110 fr. |  |
| 19         | — 30 à 40 fr.                 | 2   | —                 | 110 à 120 fr. |  |
| 9          | — 40 à 50 fr.                 | 2   | —                 | 130 à 140 fr. |  |
| 11         | — 50 à 60 fr.                 | 2   | —                 | 140 à 150 fr. |  |
| <u>309</u> |                               |     | TOTAL...          | <u>349</u>    |  |

Pour répondre aux arguments de ceux qui prétendaient que le viaticum causait la ruine de certaines sections, il avait établi également un relevé des charges incombant par semaine à chaque fédéré dans les diverses fédérations européennes.

|                | Par membre et par semaine<br>(Centimes) | Nombre<br>d'adhérents |
|----------------|-----------------------------------------|-----------------------|
| France .....   | 2.92                                    | 5.351                 |
| Suède .....    | 5.02                                    | 1.325                 |
| Norvège.....   | 6.06                                    | 405                   |
| Suisse.....    | 6.61                                    | 1.140                 |
| Autriche.....  | 8.56                                    | 4.483                 |
| Danemark.....  | 11.25                                   | 1.045                 |
| Allemagne..... | 13.42                                   | 15.377                |

Le chiffre de 2 cent. 92 par semaine représentait une charge annuelle de 1 fr. 52 à supporter par chaque fédéré français.

Aux dispositions statutaires réglementant le viaticum, le Congrès ajouta les suivantes :



« Les sections publieront dans *La Typographie* le nom et le matricule des confrères ayant touché les 150 fr. de viaticum, avec la date à laquelle ils auront de nouveau droit aux secours de route. Le Comité central et les sections en prendront note sur un registre spécial.....

« La situation de gréviste reconnu donnera un nouveau droit au viaticum aux voyageurs ayant touché les 150 francs depuis moins de dix-huit mois. »

Il y avait également, dans les statuts fédératifs, un article que beaucoup condamnaient et considéraient comme injuste. C'était celui qui obligeait les voyageurs à payer leurs cotisations, et d'après lequel le préposé au viaticum de la dernière section visitée par le voyageur dans la deuxième quinzaine du mois, se trouvait dans la pénible obligation de retenir la cotisation du fédéré bien que ce dernier, faute de travail, fût forcé de continuer sa route. Le Congrès remplaça cet article par un paragraphe ainsi conçu :

« Le viaticum sera refusé au confrère dont la dette sera supérieure à trois mois de cotisation, dette contractée pour *d'autres motifs que le chômage ou la maladie*. » Cette mesure d'équité constituait un progrès très sensible sur l'état de choses antérieur. Elle fut complétée par une autre qui prescrivit aux fonctionnaires des sections de spécifier sur le livret la nature de la dette du voyageur. Enfin Paris, qui jusqu'alors avait été considéré comme une ville de séjour, dans laquelle le viaticum n'était pas délivré bien que les fédérés parisiens contribuassent aux frais de ce service, fut soumis à la règle commune.

Pour assurer le respect des dispositions relatives aux mentions à inscrire sur les livrets au moment du départ des fédérés voyageurs, le Congrès de Marseille de 1895 (1) décida que « le fonctionnaire ayant porté,

---

(1) VII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Marseille, 1895. Brochure de 208 pages, citée supra.

par complaisance, la mention « parti faute de travail », serait l'objet d'un blâme du Comité central dans *La Typographie* et qu'en cas de récidive, le retrait d'emploi du fonctionnaire serait exigé ». Puis, dans le but d'empêcher la fraude de la part des voyageurs, il adopta une proposition d'après laquelle « Tout syndiqué qui aurait touché frauduleusement le viaticum serait tenu de le rembourser, sous peine de radiation et privé du viaticum pendant un an. En cas de récidive, il serait radié ».

A la fin de l'année 1895, le Comité central conclut avec la Fédération lithographique française une convention de réciprocité applicable à partir du 1<sup>er</sup> avril 1896, aux termes de laquelle le viaticum serait délivré respectivement aux membres des deux fédérations en règle, d'après les règles prescrites par la Fédération du Livre. Cette convention, plusieurs fois renouvelée, est toujours en vigueur (1).

Nous devons également signaler la création, par la Chambre syndicale typographique parisienne, de la caisse du *sou des passagers*, alimentée par un versement facultatif de 0 fr. 05 par semaine, en vue de permettre au délégué du syndicat d'assurer à chaque voyageur deux jours de logement et de nourriture (2).

La question du viaticum a été discutée de nouveau au Congrès de 1900 (3). L'Exposition universelle avait attiré en France un grand nombre d'ouvriers étrangers et un délégué citait le cas de la section de Soissons où 61 fédérés étrangers étaient passés dans le même trimestre : « Loin de chercher du travail, disait-il, ils viennent plutôt faire un voyage d'agrément à l'Exposition. » Aussi, il demanda au Comité central de prendre des mesures à cet égard.

---

(1) *La Typographie Française*, n° 341, du 16 décembre 1895.

(2) *La Typographie Française*, n° 373, du 16 avril 1897.

(3) VIII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris, 1900, Brochure de 224 pages, citée supra.

Mais, en présence des conventions qui liaient la Fédération française aux groupements typographiques étrangers et qui ne prévoyaient pas ce cas, le Comité central ne pouvait refuser de payer le viaticum aux voyageurs étrangers.

Un autre délégué demanda « que les confrères qui ne connaissent pas la langue française et qui, par là même, sont incapables de travailler, n'aient pas droit au viaticum ». Mais sur l'observation que cette situation exceptionnelle était imputable à l'Exposition et ne se renouvellerait pas de sitôt, le *statu quo* fut maintenu sur ce point.

Il fut proposé, en outre, d'augmenter le taux des secours alloués aux voyageurs à titre de viaticum (0 fr. 05 par kilomètre pour une distance quelconque, ou 0 fr. 05 par kilomètre jusqu'à concurrence de 140 kilomètres, au maximum), « eu égard à ce que les voyageurs avaient été les propagateurs de l'idée syndicale et les défenseurs des tarifs ».

Au nom du Comité central, M. Keufer déclara qu'il fallait éviter d'augmenter les charges de la Fédération. Il proposa, néanmoins, d'allouer 2 francs au lieu de 1 fr. 50 pour les 40 premiers kilomètres parcourus, et 0 fr. 50 ensuite par fraction de 20 kilomètres et jusqu'à concurrence de 200. Cette proposition fut adoptée et le taux qu'elle établit est actuellement en vigueur.

D'autre part, en raison de la création de la caisse fédérative de chômage, le maximum de viaticum à recevoir fut abaissé de 150 à 100 francs (1)

Le fonctionnement du viaticum n'a pas subi de nouvelles modifications depuis le Congrès de 1900. Cependant, lors de la conférence internationale qui a eu lieu à

---

(1) D'après les statuts fédératifs actuels, lorsqu'un fédéré voyageur a touché un maximum de 100 francs, il ne peut avoir droit de nouveau au viaticum qu'après l'expiration d'un délai de dix-huit mois, sauf s'il est *reconnu gréviste*; dans ce cas, en effet, il a droit immédiatement aux secours de route.

Strasbourg, le 14 avril 1903 (1), M. Keufer, qui représentait la Fédération française du Livre, se fit le porte-parole des nombreuses sections qui se plaignaient de payer le viaticum à des étrangers ne connaissant pas la langue (2).

Au nom du Comité central français, il demanda que le viaticum ne fût délivré qu'aux voyageurs parlant la langue du pays visité, ou tout au moins capables d'y travailler.

En présence des protestations des autres délégués, dont l'un disait que si cette mesure était adoptée, elle constituerait une « colossale rétrogradation », M. Keufer retira sa proposition.

Loin d'apporter des restrictions dans la délivrance du viaticum, la conférence internationale de Strasbourg a adopté une formule de contrat de réciprocité qui fixe les obligations des fédérations respectives. D'après ce texte, chaque fédération doit conclure une convention de réciprocité avec les autres organisations adhérentes au Secrétariat typographique international, pour les diverses institutions qui fonctionnent chez elle (3).

(1) *La Typographie Française*, n° 519, 520, 521, des 16 mai, 1<sup>er</sup> et 16 juin 1903.

(2) Le viaticum au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 1903. Rapport de M. Guénard, trésorier de la Fédération.

Pendant les trois derniers mois de l'année 1903, le viaticum a été délivré à :

|                                            |          |
|--------------------------------------------|----------|
| 121 fédérés français pour une somme de.... | 1.562 25 |
| 89 — étrangers — — — — —                   | 835 50   |

Ces fédérés étrangers se répartissent comme il suit :

| Fédération<br>d'origine. | Nombre de<br>voyageurs. | Sommes<br>versées. | Fédération<br>d'origine | Nombre de<br>voyageurs. | Sommes<br>versées. |
|--------------------------|-------------------------|--------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------|
| Allemagne.....           | 51                      | 383 50             | <i>Report....</i>       | 68                      | 444 50             |
| Alsace-Lorraine..        | 2                       | 29 50              | Italie.....             | 7                       | 89 50              |
| Autriche.....            | 9                       | 68 »               | Serbie.....             | 1                       | 13 »               |
| Belgique.....            | 2                       | 5 »                | Suède.....              | 1                       | 8 »                |
| Bohème.....              | 1                       | 3 »                | Suisse allemande.       | 6                       | 81 50              |
| Danemark.....            | 1                       | 24 »               | — romande...            | 4                       | 54 50              |
| Hongrie.....             | 2                       | 31 50              | — italienne...          | 2                       | 44 50              |
| <i>A reporter...</i>     | 68                      | 444 50             |                         | 89                      | 835 50             |

*La Typographie Française*, n° 543, du 16 mai 1904.

(3) *La Typographie Française*, n° 543, du 16 mai 1904.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1904, la Fédération du Livre a signé une convention de réciprocité avec les organisations similaires des pays suivants : Allemagne, Alsace-Lorraine, Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Hongrie, Italie, Roumanie, Serbie, Suède, Suisse allemande, Suisse romande, Suisse italienne, Luxembourg, Finlande, etc.

Voici le texte de la partie de cette convention qui est relative au viaticum : « a) *Viaticum*. Tout membre de l'une des fédérations contractantes qui voyage sur le territoire de l'autre y reçoit, s'il peut prouver avoir versé au moins vingt six cotisations (six mois), le même secours de route que celui qui est accordé aux propres fédérés. »,

Tel est le viaticum typographique, service essentiellement humanitaire, qui entraîne certes des charges assez lourdes pour les salaires ouvriers, surtout si on les joint à celles qui sont destinées au fonctionnement d'autres rouages non moins importants. Cette institution, qui fait le plus grand honneur à la typographie, a été bien souvent décriée; elle l'est même encore quelquefois. Mais il appartient aux sections de se montrer très vigilantes dans la délivrance du viaticum et d'obéir strictement aux prescriptions des statuts fédératifs; c'est la manière la plus sûre de mettre un terme aux abus tant de fois dénoncés.

---



## SECTION II

### La caisse fédérative de chômage.

A part les équipes qui sont occupées à la confection des journaux quotidiens et dont le travail régulier est assuré, l'imprimerie est une industrie presque saisonnière où des temps d'arrêts, parfois prolongés, sur-nommés *calences* dans l'argot du métier, succèdent à des périodes de surmenage. Dans certaines maisons, le chômage est pour ainsi dire périodique.

Les ouvriers typographes, dont les salaires, en général, permettent bien juste de subvenir aux besoins indispensables de la famille et qui, par suite, ont beaucoup de peine à constituer des économies, devaient songer de bonne heure à introduire, dans les statuts de leur association professionnelle, des dispositions relatives au chômage.

Avant la fondation de la Fédération, quelques sociétés typographiques accordaient des secours à leurs membres quand le travail, et par suite le salaire, venait à leur faire défaut. Depuis 1881, comme le lien fédératif laissait subsister l'entière autonomie des sections, ces secours ne disparurent pas ; mais, trop peu nombreuses étaient les sociétés dont les caisses étaient assez riches pour organiser le fonctionnement de ce service et, la plupart du temps, le viaticum seul permettait à l'ouvrier chômeur de diriger ses pas vers des localités plus privilégiées au point de vue du travail. De plus, le typographe qui avait fondé un foyer et était chargé de famille se trouvait dans l'impossibilité d'émigrer. Il était donc presque toujours condamné à souffrir pendant tout le temps que durait le

chômage. Aussi l'idée de la création d'une caisse fédérative destinée à venir en aide aux chômeurs fut-elle émise dès 1882 et, sous le titre *Projets d'avenir* (1), un typographe, plaignant celui

Que le chômage un jour a jeté sur la route,  
Demandant à tout prix du travail et du pain,

préconisait la fondation d'une caisse centrale de secours.

Par contre, les diverses sociétés constituées avant la fondation de la Fédération, sous la forme de sociétés de secours mutuels, avaient depuis longtemps réglémenté le chômage par maladie. Mais il existait des différences énormes dans la durée et la quotité des secours accordés. A Gray, les malades recevaient une indemnité pendant trois mois; à Dijon, pendant six mois; à Paris, pendant un an. Les allocations journalières variaient également de 1 franc à 2 fr. 50. A Bordeaux, Nice, Troyes, Rouen, etc., les statuts ne prévoyaient pas de secours en cas de maladie. En outre, la réciprocité n'était pas établie entre les sections dans lesquelles ce service fonctionnait. Aussi commençait-on déjà à recommander, dans l'organe fédératif, la centralisation des secours de maladie (2).

---

(1) *La Typographie Française*, n° 8, du 1<sup>er</sup> février 1882.

(2) *La Typographie Française*, n° 16, du 1<sup>er</sup> juin 1882. Ce projet, porté à l'ordre du jour du Congrès de 1883, ne reçut pas de solution, et fut renvoyé à l'assemblée suivante.

Un autre projet soumis aux Congrès de 1887 et de 1889, consistait à établir une cotisation unique de 0 fr. 50 par semaine, qui devait produire, pour 6,000 fédérés, une somme de 156,000 francs par an, à diviser cette somme en cinq parts de 31,200 francs et à attribuer à chacune d'elles les destinations spéciales suivantes :

1<sup>o</sup> Constitution d'une caisse de retraites destinée à secourir les vieux typographes, les veuves et orphelins des fédérés;

2<sup>o</sup> Secours aux malades et nécessiteux;

3<sup>o</sup> Frais de grève et de viaticum;

4<sup>o</sup> Frais d'administration, d'impression, de délégation, etc.;

5<sup>o</sup> Acquisition et non fondation d'imprimeries, au fur et à mesure que le capital le permettrait.

Le Congrès de 1889, après avoir entendu le rapport présenté sur cette proposition, ne prit aucune décision à son sujet et se contenta de passer à l'ordre du jour.

- Mais l'idée émise ne fit que des progrès très lents ; la raison en est que le viaticum occasionnait des charges déjà fort lourdes pour les fédérés, et qu'une proposition d'augmentation de la cotisation, en vue d'organiser des services nouveaux, aurait été fort mal accueillie dans la corporation.

Un essai fut tenté par la Chambre syndicale typographique parisienne, qui créa, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1891, une caisse de chômage facultative avec une cotisation de 0 fr. 25 par semaine. Mais cette caisse ne groupa qu'un petit nombre d'adhérents et cessa de fonctionner en 1895 ; son avoir s'élevait alors à la faible somme de 452 fr. 50 (1). Un peu plus tard, en 1892, la section de Lille soumit au Congrès un projet, dont nous avons indiqué plus haut les dispositions principales, et qui comportait la suppression du viaticum considéré comme indemnisant la partie la moins intéressante de la corporation, et son remplacement par une caisse fédérative de chômage permettant aux victimes du manque de travail, que leurs charges de famille empêchaient d'émigrer, de faire face aux exigences de la vie en attendant des jours meilleurs. D'après l'opinion du rapporteur au Congrès, l'adoption de ce projet ne devait pas entraîner un chiffre de dépenses supérieur à celui qui était occasionné par le viaticum. Il établissait une cotisation annuelle de 1 franc par fédéré et prévoyait une indemnité de 1 fr. 50 par jour, soit 9 francs par semaine, avec un maximum de 72 francs par an (2).

Le Comité central n'était pas opposé en principe à la création d'une caisse de chômage, mais il demandait le maintien du viaticum. Dans ces conditions, avant de songer à créer des services nouveaux, il fallait de toute nécessité que le Congrès discutât préalablement

---

(1) *La Typographie Française*, n° 232, du 1<sup>er</sup> juin 1891.

(2) Cf. *Histoire d'une caisse de chômage*. Monographie professionnelle, 1902, Brochure de 32 pages.

la question d'augmentation de la cotisation. C'était là, en effet, le prélude nécessaire à un changement d'orientation de la Fédération (1). Or, le Congrès refusa bien de supprimer le viaticum, mais il repoussa aussi, à une forte majorité, l'augmentation de la cotisation. Il rejeta la proposition de la section de Lille et se contenta d'inviter le Comité central à mettre à l'étude l'organisation d'une caisse de chômage.

Depuis ce moment, les fédérés s'occupèrent activement de cette question. Partisans et adversaires des secours de chômage publièrent leurs opinions dans *La Typographie Française*. En faveur de la création de la caisse, on insistait sur « l'importance du chômage, par suite des progrès du machinisme qui rejette sur l'imprimerie la femme et les apprentis ». On rappelait, en outre, que les secours de chômage pour maladie et manque de travail fonctionnaient admirablement dans les Fédérations voisines (Suisse, Autriche, Allemagne, Angleterre, Amérique, etc.).

En ce qui concerne plus particulièrement les secours de maladie qui étaient prévus par les statuts d'un grand nombre de sections, on faisait valoir des arguments très impressionnants qui s'appuyaient surtout sur le défaut de réciprocité. Un typographe faisait, par exemple, partie d'une section dans laquelle les secours de maladie étaient délivrés; pour être admis à jouir, à l'occasion, de cet avantage, il avait versé des cotisations relativement élevées. Mais s'il se trouvait obligé de quitter sa section pour aller travailler dans une autre où le service mutualiste n'existait pas, il perdait le droit aux secours. Un autre typographe, à la recherche d'une place stable, pouvait travailler trois mois dans une ville, six mois dans l'autre, payer régulièrement ses cotisations et ne pas recevoir d'indemnité en cas de maladie, si les statuts des syndicats locaux n'accordaient les secours qu'après quinze ou dix-huit mois de

---

(1) *La Typographie Française*, n° 259, du 16 juillet 1892.

présence dans la section. Au contraire, tous ces inconvénients disparaissaient si le service devenait fédératif au lieu de demeurer isolé.

Le projet de création d'une caisse fédérative de chômage fut porté à l'ordre du jour du Congrès de Marseille de 1895 (1). Le délégué de la section parisienne (compositeurs) présenta, à ce sujet, un remarquable rapport qui concluait à l'établissement de secours pour *manque de travail, maladie et décès*. Il expliqua que le chômage dont souffrait tant la corporation typographique allait être encore augmenté par l'introduction du machinisme dans la profession.

« Jusqu'à ce jour, déclara-t-il, la typographie a été préservée, en France du moins, des atteintes de la machine, ce qui, par contre, a déterminé chez nous un afflux considérable de bras ne trouvant pas à s'employer dans les autres corporations. Des renseignements que nous avons recueillis, il résulte que nous allons avoir nous aussi à lutter, dans un avenir très rapproché, contre la machine à composer pour laquelle il est fait en ce moment, à Paris, une réclame effrénée. Des pourparlers ont même été engagés entre un journaliste bien connu et les dépositaires de la « linotype », pour la confection d'un organe quotidien. »

Pour attirer l'attention des typographes qui considéraient cette invention comme peu redoutable, il cita l'exemple de l'Amérique où, dans les plus grandes villes, les principaux travaux du livre étaient exécutés déjà par des machines. Il manifesta la crainte de voir l'introduction en France de la machine à composer, en outre du chômage inévitable auquel elle réduirait les ouvriers dont elle exécuterait le travail, provoquer l'exclusion des typographes fédérés du fonctionnement des appareils que les patrons hostiles aux syndiqués ne manqueraient pas de confier à des femmes ou des jeunes gens.

---

(1) VII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Marseille, 1895. Brochure de 208 pages, citée supra.



Il fallait donc que les fédérés français, de même que leurs confrères d'Amérique, fissent tous leurs efforts pour attirer aux syndicats la presque totalité des membres de la corporation, de manière à canaliser en quelque sorte à leur profit les inventions nouvelles. Or, les avantages résultant du fonctionnement de la caisse de chômage ne pouvaient manquer de rallier à la Fédération des adhérents nouveaux et d'empêcher les défections des confrères que le manque de travail et la misère rejettent chaque jour dans les rangs des incrédules qui ont perdu leur foi en l'idée syndicale.

« On peut du reste, ajouta-t-il, se faire une idée exacte de l'action bienfaisante qu'exercent les services de chômage et de maladie dans toutes les fédérations où ils fonctionnent, par l'augmentation incessante que nous relevons, dans les organisations typographiques suivantes, au cours des dix années qui viennent de s'écouler :

|                                                    | 1885   | 1894   | Augmentation. |
|----------------------------------------------------|--------|--------|---------------|
| Fédération d'Alsace-Lorraine .                     | 349    | 491    | 40 %.         |
| — danoise . . . . .                                | 365    | 558    | 52 1/2 %.     |
| — allemande . . . . .                              | 11.423 | 17.574 | 54 %.         |
| — de la Suisse allemande . . . . .                 | 860    | 1.332  | 54 %.         |
| Société des compositeurs de Londres . . . . .      | 6.435  | 10.011 | 55 %.         |
| Association des typographes de Bruxelles . . . . . | 674    | 1.077  | 59 %.         |
| Fédération de la Suisse romande . . . . .          | 309    | 541    | 75 %.         |
| Fédération anglaise . . . . .                      | 6.551  | 12.544 | 91 %.         |
| Fédération américaine-allemande . . . . .          | 563    | 1.273  | 126 %.        |

« Quant à notre Fédération, le chiffre de ses adhérents qui s'élevait, en 1885, à 6,259, est aujourd'hui, d'après le bilan du 1<sup>er</sup> trimestre 1895, de 7,006, soit une augmentation de 12 % (1). Aussi satisfaisante que

---

(1) Cf. Finance. *Les Syndicats ouvriers aux Etats-Unis* (cité dans le rapport du délégué de la section parisienne) : « A mesure que les syndicats américains se sont fortifiés, ils ont joint à la défense et à la protection des conditions du travail — leur première et principale préoccupation — des services de secours

soit cette situation, nous sommes loin, vous le voyez, des résultats magnifiques obtenus chez nos confrères de l'étranger qui ont pu, grâce à leur cohésion, obtenir de notables augmentations de salaires en même temps que la diminution des heures de travail....

« Et ce n'est pas seulement chez les typographes que nous trouvons cet état prospère, mais dans toutes les professions où il existe des caisses de chômage et de maladie. » Il mentionnait, par exemple, la Fédération des cigariers américains et celle des charpentiers du même pays. Il rappelait encore que, dans sa dernière session, le Conseil supérieur du travail avait chargé M. Keufer de préparer un rapport sur les moyens les plus efficaces de venir en aide aux ouvriers chômeurs ; que Berne, Bâle, Saint-Gall venaient d'instituer, dans leurs cantons respectifs, des caisses d'assurance contre le chômage et qu'une caisse obligatoire d'assurance contre la maladie fonctionnait en Allemagne.

Mais le grand obstacle auquel allait encore se heurter le projet qui précède, était l'augmentation de la cotisation. En effet, il prévoyait une cotisation hebdomadaire de 0 fr. 75 qui devait suffire, d'après les calculs établis, à assurer tous les services fédératifs, y compris les secours de chômage et de maladie et les indemnités de décès ; et il rappelait, à ce sujet, que la Fédération française était alors une des organisations typographiques d'Europe où les cotisations étaient le moins élevées. Voici, en effet, le tableau comparatif des cotisations payées à cette époque dans les divers pays (1).

---

aux chômeurs et aux malades et des assurances en cas d'accident, d'invalidité, de décès.....

« Les syndicats américains ont aussi passé par la période des faibles cotisations et ce n'est que peu à peu qu'ils ont reconnu la nécessité d'en élever le taux pour faire œuvre utile ; plus les sacrifices ont été grands, plus les membres se sont montrés disposés à rester fidèles à l'association qui les a exigés. »

(1) *La Typographie Française*, n° 331, du 16 juillet 1895.

|                                   | Cotisations hebdomadaires. |
|-----------------------------------|----------------------------|
| Fédération autrichienne ..... Fr. | 1 71                       |
| — d'Alsace-Lorraine.....          | 0 75                       |
| — allemande .....                 | 1 37                       |
| Typographenbund.....              | 1 »                        |
| Société de Londres.....           | 1 25                       |
| Fédération anglaise.....          | 0 55                       |
| — de la Suisse romande ...        | 0 90                       |
| Association de Bruxelles.....     | 0 58                       |
| Fédération française.....         | 0 17 (1)                   |

La plupart des délégués au Congrès avaient reçu mandat de leur section respective de s'opposer à toute augmentation de la cotisation. Aussi déclaraient-ils que si cette dernière était adoptée, beaucoup de syndicats seraient obligés d'abandonner la Fédération. Quelques-uns demandaient que l'adhésion à la caisse de chômage demeurât facultative pour les sections et les fédérés (2). Après une longue discussion, le principe de la création d'une caisse fédérative de chômage fut voté par 73 voix contre 8 et 1 abstention. Puis, par 53 voix contre 23 et 8 abstentions, le Congrès décida que l'adhésion à cette caisse serait obligatoire.

Une commission de cinq membres fut ensuite nommée pour examiner les différents projets déposés et arrêter un texte qui serait ensuite soumis au Congrès. Elle écarta le projet présenté par la section parisienne et se rallia, en le modifiant, à celui de la section de Lille ; elle rejeta donc les secours de chômage pour

---

(1) En y comprenant les frais de grève et de viaticum provenant de la répartition.

(2) Les secours de maladie, qui étaient prévus par les statuts d'un grand nombre de syndicats typographiques, rencontraient surtout une vive opposition parce que, en outre du double emploi qui résulterait inévitablement de la création de la caisse fédérative de maladie, les secours payés aux malades par les caisses locales étaient presque tous supérieurs à ceux proposés par la section parisienne. La section de Lille avait soumis également, au Congrès de 1895, un projet qui excluait le cas de maladie.

maladie. Les conclusions de son rapport furent adoptées par 72 voix contre 10 abstentions (1).

Mais, en présence des menaces de défection qui avaient été proférées au cours de la discussion et surtout de l'importance des sacrifices pécuniaires que ce nouveau service ne manquerait pas d'occasionner, le Congrès renvoya le projet au vote des sections et stipula qu'il n'entrerait définitivement en vigueur que s'il réunissait au moins les deux tiers des votants.

Le vote eut lieu dans les premiers mois de l'année 1896 ; il donna les résultats suivants : votants, 5,546 ; pour l'adoption : 3,480 ; contre : 1,949. Le projet fut donc repoussé à 200 voix de minorité environ (2).

Tous les efforts déployés avaient abouti à un échec, qui fut qualifié, par le Comité central, de *déplorable défection* et attribué « aux suffrages de ceux dont la situation était stable, le salaire assuré et le travail régulier et qui, par suite, se croyaient à l'abri du chômage » (3).

Malgré cette défaite, les partisans des secours de chômage continuèrent une active propagande dans *La Typographie Française*. Le président de la section de Lille proposa même de demander aux fédérés leur adhésion, sur les bases indiquées par le Congrès de Marseille (deux tiers des votants), pour faire fonctionner la caisse de chômage pendant un an, à titre d'essai (4). Un membre du syndicat parisien s'attacha, de son côté, à démontrer les inconvénients des caisses de chômage locales et l'égoïsme qui en résultait à son

---

(1) Voici les dispositions principales du projet adopté :

L'indemnité accordée aux chômeurs en règle était de 1 fr. 50 par jour ou 9 francs par semaine pendant cinq semaines, soit 45 francs au maximum. Tout fédéré ayant touché le maximum n'avait droit de nouveau aux secours qu'après un intervalle d'une année. Les frais de chômage devaient être répartis trimestriellement entre tous les fédérés, comme ceux de grève et de viaticum.

(2) *La Typographie Française*, n° 347, du 16 mars 1896.

(3) *La Typographie Française*, n° 349, du 16 avril 1896.

(4) *La Typographie Française*, n° 357, du 16 août 1896.

avis (1) : « Dans telle ville qui possède une caisse de chômage et où il y a un chômeur, la venue du trimardeur plonge les administrateurs du syndicat dans une angoisse terrible.....

« Alors la perfidie commence ; le viaticum que tous les fédérés paient lui est immédiatement offert : « Partez de suite, on doit embaucher dans la ville voisine ». Le confrère est parti. Demain, le chômeur aura peut-être de la besogne et la caisse locale y gagnera ; quant au camarade fédéré qui ne travaillera pas du mois, les secours alloués lui sont payés par tous.

« Supposons que Paris ait une caisse de chômage fonctionnant à ravir. Le délégué, soucieux des deniers syndicaux, place les inoccupés au fur et à mesure des demandes d'ouvriers, et fait tous ses efforts pour en caser le plus possible. Mais alors que fera-t-on des fédérés venant de Lille, Bordeaux, Marseille ou Nantes ? Ceux-là, pourtant, sont aussi intéressants et ont droit à la sollicitude de tous. En serré dans l'intérêt personnel, le délégué se dira : tant pis pour les intérêts de Carpentras, Limoges, Montpellier ! Moi d'abord, les autres ensuite.

« Ne pouvant alors compter sur la Fédération, livré à lui-même, le chômeur étranger à Paris ne pourra avoir de l'ouvrage que grâce au rabais. »

En présence de cette proposition de soumettre le projet repoussé à un nouveau vote des fédérés, le Comité central estima qu'il ne devait pas se laisser impressionner par des considérations purement sentimentales, car sa responsabilité était engagée, et que, si le Congrès de Marseille avait estimé à 0 fr. 25 par mois, en plus de la cotisation courante, les charges qui devaient résulter du fonctionnement de la caisse de chômage, il demeurerait persuadé, quant à lui, que le produit de cette cotisation supplémentaire serait insuffisant pour secourir les chômeurs et que la caisse fédérale devrait

---

(1) *La Typographie Française*, n° 358, du 1<sup>er</sup> septembre 1896.



ainsi supporter toute la différence. La question demandait donc à être examinée de très près (1).

En 1899, le délégué du syndicat parisien adressa une lettre au Comité central pour appeler de nouveau son attention sur l'urgence qu'il y avait de prendre une détermination au sujet de la caisse de chômage, car le danger d'introduction, en France, de la machine à composer, qu'il avait signalé dans son rapport au Congrès de Marseille de 1895, commençait à devenir menaçant. La machine s'implantait en effet à Paris et paraissait appelée à y faire de rapides progrès. Il fallait aviser au plus vite; aussi concluait-il en s'associant à la demande formulée trois années auparavant par la section de Lille de soumettre le projet d'établissement de la caisse de chômage, à titre d'essai, à un vote des sections (2).

Le 12 août 1899, l'assemblée de la section parisienne adopta le principe des secours fédératifs de chômage et nomma une commission de quinze membres pour en étudier les détails d'application.

En présence du mouvement d'opinion qui se dessinait de tous côtés et surtout de la gravité de la situation créée par la machine à composer, le Comité central décida la création de la caisse fédérative de chômage et de maladie; au mois de décembre 1899, il adressa un appel aux sections et leur demanda, en attendant les décisions du Congrès de 1900, de verser un impôt exceptionnel en vue de constituer un capital de réserve destiné à secourir les chômeurs (3). Ils les invita à décider, par un vote, si cet impôt serait de 0 fr. 25 ou de 0 fr. 50 par mois et par membre. La cotisation de 0 fr. 50 fut votée à une forte majorité et perçue à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1900 (4). Quelques sections seulement

---

(1) *La Typographie Française*, n° 367, du 16 janvier 1897.

(2) *La Typographie Française*, n° 417, du 15 février 1899.

(3) *La Typographie Française*, n° 436, du 1<sup>er</sup> décembre 1899.

(4) *La Typographie Française*, n° 439, du 15 janvier 1900.

avaient fait entendre des protestations et blâmé le Comité central de son initiative.

Celui-ci expliqua que le versement anticipé des cotisations de 0 fr. 50 n'impliquait nullement le fonctionnement immédiat de la caisse de chômage, qu'il avait voulu simplement consacrer le principe de sa création et, parla constitution d'un fonds de réserve, assurer son *fonctionnement ultérieur*. Il appartenait seulement au Congrès de 1900 d'en discuter le règlement et de fixer la date de sa mise en vigueur.

Au Congrès de 1900 (1), M. Keufer soutint, dans un rapport, le projet de règlement élaboré par le Comité central. Il s'attacha à démontrer l'urgente nécessité de l'organisation du service du chômage en présence de l'invasion rapide du « compagnon en fer », selon la pittoresque expression des typographes américains, car, dit-il, « quels que soient les avantages qui puissent résulter pour les ouvriers de l'emploi des machines, il y aura toujours une époque de transition douloureuse à traverser.

« Ce sont, en effet, les confrères les plus âgés qui, de ce fait, vont se trouver sacrifiés. Ils n'ont plus l'agilité des membres, l'activité cérébrale nécessaires pour actionner ces nouveaux engins et alors, avec des larmes dans la voix, mais la plupart du temps sans la moindre compensation, leurs patrons les jetteront brutalement sur le pavé.....

« Grâce au vote des fédérés concernant l'augmentation de la cotisation, il nous sera du moins permis de soulager de pareilles misères et de garantir les courages chancelants; de plus, nous aurons évité bien des défections.

« Or, c'est là, voyez-vous, qu'était le danger. Si nous n'avions pu venir en aide à nos confrères sans travail,

---

(1) VIII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris, 1900. Brochure de 224 pages; pages 53 et suiv.

il en est beaucoup qui, à bout de courage ou de ressources, seraient allés offrir leurs services à n'importe quel prix, aggravant ainsi une situation déjà très troublée. »

Il ajouta qu'il n'y avait pas de meilleur moyen pour amener à la Fédération la presque unanimité ou tout au moins la grosse majorité des typographes, que d'étendre les secours de chômage aux fédérés atteints par la maladie. « Il ne faut pas perdre de vue que les diverses caisses de prévoyance que pourra créer notre Fédération ne seront que des moyens de grouper un plus grand nombre d'adhérents pour arriver à notre but principal : la défense des salaires.

« Cette tactique a toujours procuré d'excellents résultats aux organisations syndicales qui l'ont employée, et chacun sait que si nos confrères américains, anglais, allemands, autrichiens, suisses, alsaciens-lorrains sont dans une situation matérielle supérieure à la nôtre, c'est en grande partie à leurs caisses de chômage et de maladie qu'ils le doivent.

« Et ici nous tenons à affirmer très hautement qu'en instituant ces secours, nous ne prétendons pas supprimer les charges que nos camarades des sections ont à supporter pour subvenir aux caisses locales de maladie. Là n'est pas du tout notre intention. La création des secours fédératifs de chômage et de maladie ne doit être considérée que comme un moyen de propagande, de ralliement, destiné à assurer la fidélité des syndiqués. Les sommes que nous donnerons ne remplaceront pas celles qui sont allouées par d'autres sociétés locales, mais viendront en utile supplément. ....

« ..... Par la force du nombre, nous pourrons alors opposer une digne résistance au flot montant du machinisme et, loin d'être écrasés sous sa formidable poussée, ce sera pour nous l'instrument libérateur grâce auquel sera diminué le long et déprimant effort manuel qui a empêché jusqu'ici les travailleurs d'acquérir la

somme des connaissances générales indispensables à leur amélioration intellectuelle et morale. »

Le projet présenté par le Comité central prévoyait pour tout chômeur ou malade une indemnité de 12 fr. par semaine pendant six semaines avec un maximum de 72 francs, un secours de route de 10 francs, sans préjudice du viaticum, au fédéré en chômage qui quitterait la ville et une indemnité de décès, pour frais funéraires, variant de 25 à 75 francs selon le nombre d'années d'adhésion à la Fédération.

La section de Lille combattit les secours de maladie qui étaient souvent réglementés par des caisses locales. Mais, devant l'insistance des autres délégués, dont la plupart avaient reçu de leur syndicat le mandat de se prononcer pour ces secours, le représentant de Lille se rallia, au moment du vote, au projet qui assimilait la maladie au chômage. Une commission de sept membres fut désignée pour étudier le règlement élaboré par le Comité central et faire un rapport au Congrès.

Cette commission écarta l'indemnité de décès et accepta, sauf quelques modifications de détail, le projet qui lui était soumis; après une longue discussion, les conclusions de son rapport furent votées par le Congrès. En voici les principales dispositions qui sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1901.

Tout chômeur (la maladie étant assimilée au chômage) faisant partie de la Fédération depuis un an au moins, reçoit une indemnité de 12 francs par semaine. La durée des secours est de six semaines par an, soit de 72 francs au maximum. Le fédéré chômeur qui a travaillé, mais dont le gain a été inférieur à 12 francs par semaine, ne peut recevoir que le complément de cette somme. Un secours de 10 francs est immédiatement alloué au chômeur ayant droit aux secours, qui quitte la section où il n'a aucune chance de trouver du travail. Pour être reconnu chômeur, le fédéré doit être

occupé depuis un mois dans la même section (exception faite pour le chômage occasionné par la maladie) et ne pas devoir plus de deux mois de cotisations. Un chômage de moins de quatre jours n'est pas indemnisé (1).

Le succès de ce nouveau service résidait en grande partie dans le contrôle sévère des conditions de délivrance des secours. Aussi une comptabilité très minutieuse a-t-elle été établie par les soins du Comité central qui dispose ainsi de moyens de vérification multiples.

D'autre part, tous les projets de caisse de chômage élaborés depuis le Congrès de 1892 en avaient évalué les dépenses d'une manière très approximative; certains s'étaient basés sur les chiffres fournis par une caisse locale; mais il est évident que le contrôle est beaucoup plus rigoureux dans une section où tous les membres se connaissent et où, par suite, la fraude est presque impossible, que dans une Fédération qui étend son rayon d'action sur tous les points du territoire d'un pays, et dont l'administration est rendue plus difficile en raison même de son étendue.

Il appartenait à l'expérience seule de fournir des renseignements exacts sur ce point. Malheureusement, elle se chargea de donner un éclatant démenti à ceux qui avaient prétendu que l'augmentation de la cotisation, votée en 1900, serait suffisante pour faire face aux nouvelles charges.

Voici, en effet, le tableau des sommes payées par la caisse fédérale, à titre de secours de chômage pendant l'année 1901 (2) :

---

(1) Nous rappelons que le Congrès de 1900 ayant supprimé la répartition trimestrielle des frais de grève et de viaticum et établi une cotisation fédérative unique, les frais résultant des secours de chômage sont supportés intégralement par la caisse fédérale.

(2) Cf. *Histoire d'une caisse de chômage*, monographie professionnelle, 1902. Brochure de 32 pages, citée supra.

Cf. également les rapports de M. Guénard, trésorier de la Fédération, insérés dans *La Typographie Française*.



|                           | SOMMES PAYÉES                 |                     | TOTAL     | Produit de l'augmentation de la cotisation. | DÉFICIT   |
|---------------------------|-------------------------------|---------------------|-----------|---------------------------------------------|-----------|
|                           | chômage par manque de travail | chômage par maladie |           |                                             |           |
| 1 <sup>er</sup> Trimestre | 5.352 75                      | 15.303 95           | 20.656 70 | 14.634 50                                   | 6.022 20  |
| 2 <sup>e</sup> —          | 5.625 90                      | 11.628 75           | 17.254 65 | 14.870 »                                    | 2.384 65  |
| 3 <sup>e</sup> —          | 11.320 40                     | 12.849 75           | 24.170 15 | 14.889 »                                    | 9.281 15  |
| 4 <sup>e</sup> —          | 7.292 70                      | 10.779 20           | 18.071 90 | 15.542 50                                   | 2.529 40  |
| Totaux...                 | 29 591 75                     | 50.561 65           | 80.153 40 | 59.936 »                                    | 20.217 40 |

D'où il ressort une insuffisance de cotisation mensuelle de 0 fr. 168 par fédéré.

Le déficit était donc considérable et une augmentation de cotisation paraissait s'imposer. Heureusement, l'impôt mensuel de 0 fr. 50 versé pendant toute l'année 1900, en exécution du vote de 1899, avait produit un capital de 54,000 francs. Mais, si les fédérés ne consentaient pas de nouveaux sacrifices, cette réserve allait être bientôt engloutie et les déficits, devant alors être soldés par la caisse fédérale, auraient vite fait de la ruiner.

Aussi, dès le commencement de l'année 1902, fut-il proposé aux sections de porter la cotisation fédérative de 1 fr. 25 à 1 fr. 50. Cette augmentation de 0 fr. 25 fut votée et mise en vigueur à dater du 1<sup>er</sup> avril 1902 (1). Le Comité central profita de cette consultation du suffrage universel typographique pour apporter au règlement de la caisse de chômage quelques modifications dont l'expérience avait démontré l'utilité. Ainsi, les fédérés victimes d'accidents du travail qui bénéficiaient des dispositions de la loi de 1898 et avaient été exclus du droit

(1) Voir plus haut la partie de cette étude consacrée à la cotisation fédérative.

aux indemnités, furent assimilés aux chômeurs et soumis au droit commun. De même, les malades ayant épuisé les secours pendant une année, et dont l'état de santé, au bout de ce laps de temps, pouvait les faire considérer comme incurables, furent admis à toucher l'indemnité pendant deux autres années; c'était là une première application, très limitée d'ailleurs, de l'assurance contre l'invalidité : « Etant donné la modicité des ressources, toutes ces branches (assurance contre le chômage, assurance contre l'invalidité) n'ont pas le développement que comportent réellement les risques qu'elles doivent couvrir. Il n'en est pas moins vrai que si l'assurance-vie y figurait, sous forme d'indemnité de décès (et déjà quelques sections sont entrées dans cette voie : Paris, Rouen, etc.), ainsi que l'assurance contre la vieillesse, le cadre serait à peu près complet. Il n'y aurait qu'à l'élargir et qu'à lui donner la force qui lui fait défaut. » (1) D'ailleurs, certaines sections dont les ressources pécuniaires étaient assez importantes, reculaient spontanément la limite des secours prévus par les statuts fédératifs. Ainsi le trésorier de la Fédération constatait, dans un rapport trimestriel sur le fonctionnement de la caisse de chômage (2), que « la section d'Alençon portait à 100 fr. au lieu de 72 francs les secours statutaires, indemnisait ses syndiqués réservistes et territoriaux, allouait 1 franc par jour aux apprentis chômeurs, jusqu'à concurrence de 50 francs, versait une indemnité quotidienne de 1 franc au confrère dont l'épouse était ma-

---

(1) *Histoire d'une caisse de chômage*. Monographie professionnelle, 1902. Brochure de 32 pages, citée supra.

(2) *La Typographie Française*, n° 475, du 16 juillet 1901.

De même la section de Lyon accorde des secours d'invalidité aux malades considérés comme incurables; le chiffre de ces secours varie d'ailleurs suivant le nombre d'années pendant lesquelles le fédéré malade a fait partie du syndicat.

Elle porte également le chiffre annuel maximum des secours à 156 fr. pour les chômeurs et à 90 fr. pour les malades, et seulement pour ceux de ses membres qui font partie du syndicat depuis trois années au moins.

lade et une allocation de 20 francs chaque fois qu'elle lui donnait un rejeton. Mais, ajoutait-il, la Fédération, qui aurait quelque plaisir à offrir tous ces avantages aux fédérés, regrette, faute de moyens, de ne pouvoir le faire. »

Contrairement aux prévisions du Comité central, le déficit ne disparut pas, malgré l'augmentation de la cotisation. Le rapport sur les indemnités de chômage pendant l'année 1902 (1) fournit, en effet, les chiffres suivants :

|               | 1902              | 1901             | Augmentation en 1902 |
|---------------|-------------------|------------------|----------------------|
| Chômage....   | 43.792 »          | 29.591 75        | 14.200 25            |
| Maladie ..... | 64.044 40         | 50.561 65        | 13.482 75            |
| TOTAUX...     | <u>107.836 40</u> | <u>80.153 40</u> | <u>27.683 »</u>      |

D'ailleurs les dépenses totales pour l'année 1902 étant, d'après le tableau ci-dessus, de... 107.836 40

Et les recettes résultant de l'augmentation de la cotisation s'élevant à ..... 87.327 75

Le déficit était donc de..... 20.508 65  
chiffre à peu près égal à celui de l'année 1901. Le rapport attribuait l'augmentation des dépenses, d'abord à l'extension de l'emploi de la machine à composer, ensuite à la plus grande fréquence des maladies et enfin à ce fait qu'après une année de fonctionnement, chacun connaissait mieux le nouveau service et se mettait d'autant plus dans le cas d'y avoir droit.

Quoiqu'il en soit sur ses causes, le déficit existait et la réserve de 54,000 francs constituée en 1900 était réduite, au mois de décembre 1902, à 12,967 fr. 45 qui allaient être absorbés et au-delà en 1903.

En effet, pendant l'année 1903, le déficit s'éleva à 22,431 fr. 20. Le solde de la réserve étant de 12,967 fr. 45, une somme de 9,463 fr. 75 dut être prélevée sur la caisse fédérale (2).

(1) Rapport de M. Guénard, trésorier de la Fédération. *La Typographie Française*, n° 520, du 1<sup>er</sup> juin 1903.

(2) *La Typographie Française*, n° 545, du 16 juin 1904.

Le seul remède susceptible de mettre fin à cette situation, qui aurait eu pour effet, en se prolongeant, de faire disparaître rapidement les ressources de la Fédération, si péniblement amassées au cours d'une gestion de plus de vingt années, paraissait être encore une nouvelle augmentation de la cotisation. Aussi, en janvier 1904, le Comité central invita les fédérés à sanctionner par un vote l'une des deux propositions suivantes :

Y a-t-il lieu d'augmenter la cotisation fédérale de 0 fr. 50 par mois ?

Y a-t-il lieu de supprimer les indemnités de maladie ?

Il expliqua que les résolutions présentées n'étaient que provisoires, qu'elles avaient seulement pour but de placer le prochain Congrès de 1905 en face d'une situation financière satisfaisante, et que, au cas où l'augmentation de la cotisation recevrait l'approbation de la majorité des fédérés, le Comité central verserait une indemnité de 50 francs au décès de chaque fédéré en règle.

Cette augmentation de 0 fr. 50 a été votée et son point de départ fixé au 1<sup>er</sup> avril 1904. Le déficit causé par l'insuffisance de la cotisation va donc commencer à être amorti à partir de cette date. L'année prochaine, le IX<sup>e</sup> Congrès typographique devra prendre des mesures définitives pour garantir l'équilibre entre les recettes et les dépenses du service du chômage.

La caisse de chômage, qui fonctionne normalement depuis 1901 et qui impose de si lourds sacrifices aux fédérés du Livre, a-t-elle produit les résultats espérés ?

« En dehors du soulagement passager que peut apporter la répartition d'une somme de 100,000 francs entre des travailleurs éprouvés (1), il est indéniable..... que le lien unissant les membres de la Fédération est devenu plus étroit; la communauté d'intérêts est

---

(1) *Histoire d'une caisse de chômage*. Op. cit., pages 17 et suiv.

apparue plus évidente aux moins clairvoyants et, du même coup, la preuve a été de nouveau faite que l'élévation de la cotisation n'écarte pas les adhérents des organisations ouvrières, quand des avantages correspondants leur sont offerts. En effet, alors qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1900, le nombre des fédérés était de 9,312, nous le voyons passer à 10,362 au 1<sup>er</sup> janvier 1902 (10,778 au 1<sup>er</sup> janvier 1903 et 11,104 au 1<sup>er</sup> janvier 1904, soit une augmentation de 1,792 fédérés en quatre ans).....

« La Fédération du Livre ne remplirait qu'une partie du programme qui s'impose à son attention si elle se contentait de combattre le chômage dans ses effets. Aussi se préoccupe-t-elle maintenant de l'atteindre dans quelques-unes de ses causes mêmes : d'une part, en organisant systématiquement le placement de ses membres pour corriger, dans la mesure du possible, la mauvaise répartition du travail ; d'autre part, en poursuivant la limitation de la journée de travail et sa réduction progressive, réformes qui, si elles n'endiguent pas la surproduction effrénée qui caractérise notre époque, auront au moins pour résultat de distribuer le travail entre un plus grand nombre d'ouvriers, abaissant par là même le nombre des chômeurs. Pour diminuer le risque de maladie, elle devra également veiller à la stricte exécution des lois sur l'hygiène dans les ateliers, aider à l'éducation des ouvriers relativement à la contagion de certaines affections, telle la tuberculose, et mener une ardente campagne contre le pire des fléaux : l'alcoolisme..... »

Le chômage par manque de travail et par maladie a été prévu et réglé dans les conventions de réciprocité signées avec les Fédérations étrangères et entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1904 (1). Voici la partie de l'article 4 qui le concerne (2) :

---

(1) Voir supra le chapitre consacré au viaticum.

(2) *La Typographie Française*, n° 543, du 16 mai 1904.



b) *Secours de chômage sur place.* — Les membres des deux Fédérations contractantes ont droit à ce secours dans le rayon de la Fédération où ils deviennent chômeurs, à la condition de justifier d'un versement total de 52 cotisations hebdomadaires au moins, sur lesquelles 26 doivent avoir été payées pendant le travail, dans les caisses de la Fédération où les secours sont demandés. Les dispositions statutaires de la Fédération intéressée indiquent la durée et le montant de ces secours.....

c) *Secours de maladie.* — Les membres des deux Fédérations contractantes qui justifient avoir versé au total 52 cotisations au moins, acquièrent tous les droits des propres fédérés au moment où ils ont commencé à travailler. Il n'est pas tenu compte des secours touchés dans la Fédération en réciprocité.

Les sociétaires tombant malades en cours de route et qui peuvent justifier d'un versement total de 52 cotisations hebdomadaires au moins, obtiennent, conformément aux statuts de la Fédération en réciprocité, soit le traitement dans un hôpital, soit les secours de maladie (six semaines en France).....

c) .....En cas de décès d'un sociétaire en voyage, la Fédération en cause se charge des frais d'un enterrement décent.

---

## DEUXIÈME PARTIE

---

**Attitude de la Fédération Française**

**des**

**Travailleurs du Livre**

**à l'égard des**

**Principaux Problèmes de Législation Ouvrière**



## CHAPITRE PREMIER

### La Fédération des Travailleurs du Livre et la réglementation administrative de l'industrie.

---

#### SECTION I

#### La Fédération du Livre et le droit de coalition et de grève.

---

##### § 1. — La réglementation statutaire des grèves.

L'histoire de la typographie, depuis 1881, est remplie d'interventions de la Fédération du Livre dans les conflits entre le capital et le travail. Cela tient à ce que les typographes ont souffert, plus peut-être que les ouvriers des autres métiers, des maux qui accablent l'industrie. L'emploi de la main-d'œuvre féminine, l'exploitation des apprentis, la concurrence acharnée à laquelle se livrent entre eux les maîtres imprimeurs et tout récemment, en ces dernières années, l'introduction de la machine à composer dans les ateliers de composition, toutes ces causes ont obligé la Fédération du Livre à lutter avec énergie pour la défense des salaires.

Les statuts votés par le Congrès de 1881, qui donnaient comme but à la Fédération de maintenir ou

améliorer les prix de main-d'œuvre, avaient prévu la grève et l'allocation de secours aux grévistes. Sauf en cas d'urgence absolue, les sections devaient soumettre les conflits au Comité central qui prenait alors une décision sur la conduite à tenir, la communiquait au syndicat intéressé et pouvait déléguer un de ses membres pour faire partie du comité directeur de la grève. L'article 6 des statuts ajoutait « qu'aucune grève ne pouvait être déclarée qu'après l'épuisement de tous les moyens de conciliation » (1).

Mais le paragraphe des statuts qui autorisait les syndicats à déclarer la grève dans les cas d'urgence absolue fut mal interprété. Certaines sections en profitèrent pour ordonner des mise-bas sans avoir obtenu au préalable l'autorisation du Comité central. D'autres, trop impatientes, cherchèrent à améliorer de suite les salaires de leur localité en soumettant des tarifs aux patrons ; or, la Fédération n'était alors assez puissante ni en nombre d'adhérents ni en ressources pécuniaires pour pouvoir soutenir avec succès des luttes nombreuses. Aussi, il importait de prendre de nouvelles mesures pour préciser et limiter les cas de grève.

Le Congrès de 1885 adopta à cet effet les dispositions suivantes (2) : « Lorsqu'il y aura dissentiment dans une section entre le patron et les ouvriers pour une revision de tarif, le Comité de section devra, avant d'ordonner la mise-bas, en informer le Comité central.

« L'accord étant devenu impossible, le Comité central donnera l'autorisation de mise-bas si la présentation du nouveau tarif a eu lieu avec son assentiment.

---

(1) Nous avons dit, dans la première partie de cette étude, que les frais des grèves autorisées, comme il vient d'être expliqué, étaient répartis trimestriellement entre les sections, au prorata du nombre de leurs membres, en même temps que les frais de viaticum.

(3) *La Typographie Française*, n° 96, du 1<sup>er</sup> octobre 1885.



« Sauf le cas d'abaissement du salaire, toute grève déclarée sans l'autorisation du Comité central restera à la charge de la section.....

« Un impôt exceptionnel pourra être établi pour faire face aux besoins d'une grève. Cet impôt sera déduit de la part de grève pour le trimestre correspondant.

« Une indemnité de 3 fr. 50 par jour sera accordée aux grévistes, le dimanche excepté.

« Un noviciat de trois mois est exigible des nouvelles sections avant qu'elles aient droit aux secours de grève ».

Ainsi donc, à l'avenir, le Comité central devait être consulté sur les présentations de tarifs. C'était là une sage mesure, car si le moment ne paraissait pas opportun ou si les résistances patronales semblaient devoir être trop vives, le Comité central ne manquerait pas d'engager les sections à différer leur projet et éviterait ainsi d'inutiles et stériles conflits.

Ces nouvelles dispositions qui, si elles avaient été appliquées, n'auraient pas manqué, en raison de leur rigueur, de rappeler à la sagesse les sections trop impatientes, furent cependant trop souvent méconnues. C'est ainsi qu'en exposant les péripéties de la lutte entre le Comité de la Chambre syndicale typographique parisienne et le Comité central de la Fédération, nous avons rappelé qu'une grève avait été déclarée à Paris, en 1886 (1), sans autorisation préalable. Pour donner une sanction à cette violation des statuts, le Comité central résolut alors de mettre les frais qu'occasionnerait cette mise-bas à la charge du syndicat qui l'avait décrétée. Mais il ne laissa pas pour cela les grévistes sans secours, et le produit de l'impôt perçu sur tous les fédérés fut mis à la disposition du syndicat parisien.

De même, en 1887 (2), l'installation de femmes dans

---

(1) *La Typographie Française*, n° 112, du 1<sup>er</sup> juin 1886.

(2) *La Typographie Française*, n° 129, du 16 février 1887.

un atelier de composition de Clermont-Ferrand détermina une mise-bas de la part des syndiqués. Ici encore la grève avait été déclarée contrairement aux statuts, qui ne définissaient pas d'une façon précise les droits des fédérés à recevoir l'indemnité de grève lorsqu'ils étaient remplacés par des femmes, et le Comité central se borna à avancer des fonds à la section pour lui permettre de secourir les grévistes. De même encore à Alger, une grève éclata, causée par la non acceptation d'un nouveau tarif par les patrons de cette ville. Le Comité central, qui n'avait pas été consulté préalablement, déclara qu'il ne pouvait soutenir les grévistes de ses deniers et refusa d'envoyer la somme de 1,000fr. qui lui était demandée à titre de subsides. Il se borna à ouvrir une souscription dans *La Typographie Française* (1).

Cependant les conflits se multipliaient, causés surtout par l'envahissement continu de la femme. Il était urgent, en raison des rapides progrès de cet important facteur d'avilissement des salaires, d'étendre les secours de grève. Ce fut l'objet d'une proposition faite au Congrès de 1887 (2) et tendant à reconnaître comme grévistes « les membres des groupes fédérés remplacés par des femmes dans les villes où il n'en existait pas » ; cette proposition n'ayant réuni que la moitié des suffrages des délégués, le Congrès décida de recourir à un vote ultérieur des sections (3).

Puis, en vue de restreindre le nombre des conflits occasionnés par les présentations de tarifs, le Congrès adopta le vœu suivant présenté par la section du Havre :

« Les sections des villes impatientes de faire modifier leurs tarifs ne provoqueront aucun conflit avec

---

(1) *La Typographie Française*, n° 152, du 1<sup>er</sup> février 1888.

(2) IV<sup>e</sup> congrès national typographique, Paris, 1887, Brochure, page 8.

(3) Les sections consultées se prononcèrent en majorité pour son adoption.

leurs maisons tant que durera la crise industrielle qui sévit sur tout le territoire, et aussi pour permettre à la caisse fédérative de former un capital efficace pour la défense de leur cause en temps opportun : le Comité central déclarera qu'il n'appuiera que les grèves suscitées par des tentatives faites contre des droits acquis et préalablement approuvées par lui. » Il fixa également la durée des indemnités de grève à trois mois, le dimanche excepté, avec cette réserve que toute somme gagnée pendant les jours ouvrables devrait être déduite de l'indemnité de grève. Il porta enfin de trois à six mois la durée du noviciat exigé des nouvelles sections avant qu'elles aient droit aux secours de grève.

Mais le nombre des grèves ne diminua pas et les infractions aux statuts fédératifs continuèrent à être fréquentes. Aussi le Congrès de 1889 (1), dans un but d'économie, réduisit à treize semaines la durée des indemnités accordées aux grévistes.

« Une indemnité de 21 francs par semaine sera accordée pendant treize semaines aux grévistes. Si le gréviste donne un coup de main, la somme de 21 francs par semaine lui sera parfaite. Les comptes seront arrêtés par semaine. Le gréviste ne pourra refuser ni abandonner le travail sans s'exposer à être privé de son indemnité de mise-bas.....

« La somme de 3 fr. 50 par jour, après avis du Comité central, pourra être accordée à tout gréviste qui quittera, pour chercher du travail, la localité où a lieu la mise-bas. Une note spéciale sera ajoutée au livret fédératif. Pendant tout le temps que ce voyageur touchera son indemnité de gréviste, il n'aura pas droit au viaticum. »

De son côté, le Comité central, soucieux des deniers fédératifs, prit une délibération aux termes de laquelle chaque fois que des grévistes consentiraient à quitter

---

(1) *La Typographie Française*, n° 190, du 1<sup>er</sup> septembre 1889.

la localité pour chercher du travail dans d'autres villes, il les autoriserait à changer de section en leur conservant le droit à l'indemnité de grève (1). Il avait également engagé les sections, en cas de mise-bas, à convertir l'indemnité de grève en indemnité approximative de départ, calculée d'après les besoins du fédéré qui accepterait de s'éloigner de l'endroit où aurait lieu le conflit (2).

Ces deux décisions avaient un double effet; d'une part celui de restreindre les dépenses pour indemnités de grève, car le fédéré gréviste qui changeait de résidence pouvait plus aisément trouver à se replacer; d'autre part, celui de rendre plus facile la rentrée des grévistes à l'atelier après la cessation de la mise-bas; il arrivait fréquemment, en effet, que les patrons avaient renouvelé pendant la grève une partie de leur personnel grâce au concours d'ouvriers non syndiqués étrangers à la localité et que, lors de la reprise du travail, ils mettaient à la disposition des grévistes toutes les places qui demeuraient inoccupées, s'engageant d'ailleurs, la plupart du temps, à remplacer les non syndiqués par des syndiqués toutes les fois que l'un des premiers quitterait l'atelier; grâce aux mesures adoptées par le Comité central, les ouvriers qui restaient sur le pavé pouvaient chercher et trouver du travail dans d'autres villes, ou bien encore le patron consentait à reprendre tous les grévistes sauf deux ou trois d'entre eux qu'il considérait comme les meneurs. En leur fournissant les moyens de s'éloigner, le Comité central facilitait donc la reprise du travail.

Mais les statuts fédératifs ne prévoyaient pas assez de cas de grève; aussi la fréquence des conflits, causés souvent par des motifs imprévus, ne diminuait-elle pas dans la suite. Un patron, par exemple, mit subitement ses ouvriers syndiqués en demeure de quitter, après quelques heures de réflexion, le syndicat typographique

---

(1) *La Typographie Française*, n° 176, du 1<sup>er</sup> février 1889.

(2) *La Typographie Française*, n° 154, du 1<sup>er</sup> mars 1888.

ou sa maison (1). Les statuts étant muets sur ce point, les ouvriers qui avaient refusé de démissionner du syndicat ne pouvaient être considérés comme grévistes. Nous nous hâtons d'ajouter que le Comité central ne les abandonna pas et décida qu'ils seraient soutenus par la caisse fédérale. Ailleurs, le directeur d'une imprimerie remercia ses ouvriers et les remplaça par des femmes avec diminution de salaire (2). Là encore, le Comité central se trouvait en présence d'une situation non prévue par les statuts.

D'autre part, à l'occasion de quelques conflits qui avaient surgi entre patrons et ouvriers, certaines sections avaient pris des mesures irréfléchies, commis des actes précipités, en contradiction absolue avec l'article 6 des statuts qui recommandait d'user de tous les moyens de conciliation. Désireux de mettre un terme à cette déplorable situation, le Comité central adressa aux sections l'avis suivant : « Ces infractions à la discipline nécessaire ne sont pas seulement préjudiciables aux intérêts de ceux qui les commettent, mais elles portent encore une grave atteinte à l'organisation fédérale. Les syndicats, comme la Fédération, ne peuvent fonctionner sérieusement que par la subordination de tous les associés aux règles adoptées.

« Le Comité central prévient donc les sections qu'il refusera rigoureusement de reconnaître *comme grévistes* les confrères qui auront fait mise-bas avant d'avoir tenté tous les moyens de conciliation et sans avoir obtenu *l'autorisation du Comité central*, à moins que la grève ne soit motivée *par une baisse de salaire bien caractérisée* et qu'il soit nettement prouvé que les confrères étaient dans l'obligation d'abandonner immédiatement le travail. En conséquence, tous ceux qui se seront mis dans une situation antistatutaire se verront privés de tout secours, indemnité ou souscription.

---

(1) *La Typographie Française*, n° 190, du 1<sup>er</sup> septembre 1889.

(2) *La Typographie Française*, n° 199, du 15 janvier 1890.



« Les sections sont informées que le Comité central appliquera avec fermeté cette décision » (1).

Puis, en présence des nouvelles causes de lutte qui surgissaient de tous côtés, le Congrès de 1892 s'efforça de bien préciser, en les augmentant, les cas de grève et de tenter lentement, mais prudemment, de rehausser les salaires ; c'est dans cet esprit qu'il ajouta aux statuts les articles suivants (2) :

« Lorsqu'il y aura dissentiment dans une section entre les patrons et les ouvriers, le comité de section devra, avant de prendre une décision, en informer immédiatement le Comité central et les bureaux régionaux.

« Dans aucun cas, la grève ne devra être autorisée avant d'avoir épuisé tous les moyens de conciliation. Seront considérés comme grévistes :

« 1° Les fédérés occupés dans une maison, auxquels on voudrait faire subir une réduction de salaire, telle que diminution du prix du mille ou du prix de l'heure, suppression des heures gratifiées, surcharges, etc., qui sont prévus par le tarif ou usages de la section et habituellement payés dans la maison ou la localité (3) ;

---

(1) *La Typographie Française*, n° 216, du 1<sup>er</sup> octobre 1890.

(2) VI<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris, 1892. Brochure de 103 pages, cité supra. *La Typographie Française*, nos 260 et 261, des 1<sup>er</sup> et 15 août 1892.

(3) Les typographes travaillent en *conscience*, c'est-à-dire à la journée, à raison d'une somme fixe par heure de travail, ou aux *pièces*, c'est-à-dire à la tâche. Dans ce dernier cas, ils sont rétribués à raison du nombre de mille de lettres qu'ils composent. Le prix du mille varie d'ailleurs suivant les localités. En général, le prix du mille ou celui de l'heure est augmenté d'un certain chiffre lorsque le travail est exécuté en dehors de la durée ordinaire de la journée, pendant des heures *supplémentaires* ; cette augmentation reçoit le nom de *gratification*. Elle varie également d'un lieu à l'autre et presque partout, suivant que le travail s'exécute de jour ou de nuit, avant ou après minuit.

Le prix du mille de lettres étant calculé d'après un ou plusieurs *corps* de caractères types, toutes les fois que l'ouvrage exécuté contient des intercalations de texte d'un caractère plus petit, il y a *surcharge* et supplément de rétribution. Il existe d'ailleurs d'autres cas de surcharges, dont l'exposé, purement technique, ne nous paraît pas devoir entrer dans le cadre de cette étude.

« 2° Les fédérés remplacés par des femmes dans les maisons où il n'en existe pas.

« Dans les maisons où il y a des compositrices, les fédérés ne seront considérés comme grévistes que lorsque leur remplacement par ces dernières aura été précédé d'une proposition d'abaissement de salaires ;

« 3° Les fédérés qui se verraient dans l'obligation de faire grève par suite du refus de l'adoption d'un nouveau tarif dont la présentation aurait été autorisée par le Comité central ;

« 4° Les fédérés qui seraient débauchés et remplacés dans leur travail par des enfants travaillant à un salaire inférieur (1) ;

« 5° Les fédérés qui perdraient leur travail à raison de leur qualité de fédéré, de leurs fonctions syndicales ou fédérales, ou pour avoir exécuté les décisions du bureau de la section ou du Comité central. Ils ne seront considérés comme grévistes que si la preuve est faite qu'ils ont été remerciés pour ces motifs et sur la déclaration signée des membres du bureau ou du receveur et de deux confrères de l'atelier où travaille l'intéressé.

« Les sections où la journée de travail est de onze heures seront soutenues, sur leur demande, pour réduire la journée à dix heures, sans diminution de salaires (2).

« Tous les cas non prévus seront jugés par le Comité central, qui décidera si l'indemnité de grève ou un secours exceptionnel devra être accordé. »

---

(1) La partie finale de cette phrase a été supprimée par le Congrès de 1895 qui a remplacé la rédaction antérieure de ce paragraphe par la suivante : « Les fédérés qui seraient débauchés et remplacés dans leur travail et dans la maison où ils étaient occupés, par des femmes ou des jeunes gens. »

(2) La rédaction de cet alinéa a été modifiée ainsi qu'il suit par le Congrès de 1900 : « Les sections qui demanderont la journée de dix heures, ainsi que la gratification à partir de la onzième heure, après entente avec le Comité central, seront soutenues moralement et financièrement. »

Le Congrès autorisait également les sections dans lesquelles il n'existait pas de tarif, à en présenter un qui serait basé sur le salaire moyen de la localité, mais seulement en cas d'accord à ce sujet avec le Comité central.

Désormais, le Comité central était suffisamment armé pour trancher toutes les difficultés qui pouvaient se présenter. Le Congrès de Marseille de 1895 (1) n'apporta que des modifications de détail aux articles votés en 1892, et le dernier Congrès typographique qui s'est tenu à Paris en 1900 (2) s'est borné, en laissant aux dispositions des statuts qui réglementent les grèves leur physionomie antérieure, à les compléter et à les mettre en harmonie avec la tactique présente de la Fédération à l'égard de certaines questions qu'elle a étudiées et traitées.

Actuellement, lorsqu'il se produit dans un atelier un dissentiment avec le patron, il est interdit aux ouvriers d'abandonner le travail sans avoir obtenu l'autorisation du Comité de la section. Ce dernier doit, de son côté, avant de faire appliquer les décisions qu'il a prises, les soumettre au Comité central avec tous les renseignements de nature à éclairer celui-ci sur les véritables causes du différend. Le Comité central examine l'affaire et indique, avant de prendre une décision, toutes les démarches qui lui paraissent devoir être tentées pour écarter un conflit (délégation d'un de ses membres ou d'un membre du bureau régional). Dans tous les cas, la grève ne peut être déclarée que si tous les moyens de conciliation ont été épuisés sans succès et si le Comité central l'autorise. En dehors des cas énumérés plus haut et dans lesquels les fédérés sont considérés comme grévistes, les statuts fédératifs accordent l'indemnité de grève :

---

(1) VII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Marseille, 1895. Brochure de 208 pages, pages 182 et suiv.

(2) VIII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris, 1900. Brochure de 224 pages, citée *supra*.

« Aux confrères *autorisés* à quitter le travail dans une maison qui ne respecte pas les dispositions du règlement de l'apprentissage (1).

« Aux confrères qui, autorisés par leur section, ayant déjà deux années de travail après leur apprentissage, auront réclamé le salaire minimum fixé par le tarif local ou la moyenne payée aux ouvriers et auront éprouvé un refus de la part du patron. »

De plus, « lorsqu'un syndiqué, qui aura défendu les intérêts professionnels ou aura rempli une mission syndicale, sera frappé soit de renvoi, soit d'amende ou de mise à pied, avec intention bien évidente d'atteindre le syndicat, le personnel de la maison, groupe ou équipe, pourra demander son maintien en place.

« En cas de refus du patron, le bureau prévientra le Comité central qui, après examen, pourra décider la mise-bas. »

L'indemnité de grève est toujours de 3 fr. 50 par jour, dimanche excepté, soit de 21 francs par semaine pendant treize semaines. Les apprentis fédérés reçoivent une indemnité de 1 fr. 75 par jour.

*Les conflits dans la Fédération du Livre et les commissions mixtes.* — Longtemps avant la fondation de la Fédération, la Société typographique parisienne s'était efforcée de soumettre à l'arbitrage d'une commission mixte les contestations qui pouvaient s'élever relativement à l'interprétation de son tarif (2). En fait, cette commission fonctionna pendant un certain nombre d'années (1842-1878), mais, toutefois, à de rares intervalles. La grève de 1878 mit fin à ces relations

---

(1) Ce règlement a été adopté par le Congrès patronal de Bordeaux (1899) et par le Congrès ouvrier de Paris (1900). Voir, à ce sujet, la question de l'apprentissage, *infra*.

(2) Consulter sur ce point Radiguer, *op. cit.*, pages 251 et suiv.

*Associations professionnelles ouvrières typographiques*, *op. cit.* pages 15 et suiv.

entre patrons et ouvriers. Depuis 1881, la plupart des hommes qui ont siégé au Comité central de la Fédération, tout en professant des idées nettement socialistes, n'ont cessé d'appeler, de tous leurs vœux, l'avènement de cette ère de progrès et de paix sociale dont l'organisation des commissions mixtes permettrait de hâter la réalisation. Nous signalerons, dans la suite de cette étude (1), tous les efforts déployés jusqu'à ce jour par la Fédération pour atteindre ce but et les intéressants résultats déjà obtenus. Ce sera pour nous une occasion de démontrer l'inanité des accusations formulées par certains patrons contre les membres du Comité central qu'ils accusent d'exciter les ouvriers à une perpétuelle révolte en leur suggérant tous les jours des exigences nouvelles.

## § II. — La Fédération du Livre et les grèves des autres organisations ouvrières en France et à l'étranger.

La Fédération du Livre a toujours pratiqué la plus large solidarité envers les autres groupements ouvriers français. Chaque fois que les travailleurs organisés ont eu recours à la grève, le Comité central a ouvert en leur faveur la bourse fédérative et leur a adressé des secours. Parfois, l'importance du mouvement nécessitant de plus grandes dépenses, il a organisé des souscriptions dans les colonnes de *La Typographie Française* et a fait appel à la solidarité des sections et des fédérés. L'énumération des grèves que la Fédération du Livre a soutenues par des envois de fonds serait longue. Nous nous bornerons à constater que toujours les typographes ont su faire leur devoir en cas de conflit dans les autres corporations et que les appels qui leur ont été adressés ont toujours été entendus.

---

(1) Nous renvoyons sur ce point à la partie de cette étude (Deuxième partie, chapitre III, infra) consacrée spécialement aux commissions mixtes dans l'imprimerie.



La Fédération a agi de la même manière et a fait preuve de la même solidarité à l'occasion des grèves soutenues par les groupements typographiques étrangers. Pour en donner un exemple, nous citerons les deux prêts, s'élevant à 7,000 francs au total, qu'elle a consentis en 1891 à la Fédération typographique allemande, pour lui venir en aide à l'occasion d'une grève. Il est important d'ajouter que cette somme a été restituée, par les fédérés allemands, très peu de temps après la cessation du conflit.

Depuis que, à la suite du vote de 1903, la *Fédération Française des Travailleurs du Livre* a donné son adhésion au *Secrétariat typographique international*, les frais des grèves autorisées par la majorité absolue des Fédérations adhérentes doivent être couverts par des cotisations exceptionnelles de 0 fr. 05 ou de 0 fr. 10 par semaine, et pendant deux, quatre, six ou huit semaines. En cas de grève considérable, les cotisations peuvent être plus élevées, mais la rigueur des statuts du Secrétariat typographique international et l'état actuel des Fédérations adhérentes ne permet guère d'envisager la proximité d'une grève générale nationale. Quant aux grèves qui n'auraient pas été autorisées comme nous venons de l'indiquer, elles peuvent être secourues par des dons volontaires des Fédérations. Il y a, d'ailleurs, une obligation formelle, pour chaque Fédération, de soutenir toute grève, pendant quinze jours au moins, de ses propres deniers, avant de demander l'appui financier du Secrétariat.

### § III. — La Fédération du Livre et la grève générale.

La grève générale est considérée par une fraction importante du parti ouvrier français, « comme le moyen le plus pratique pour réaliser son émancipation

intégrale » (1), comme l'arme la plus efficace pour vaincre la société capitaliste.

La Fédération du Livre a eu plusieurs fois l'occasion de se prononcer sur cette question de la grève générale. En effet, à la suite des événements qui marquèrent la fermeture de la Bourse du travail de Paris, en 1893, le Comité de la grève générale qui avait été élu, le 14 juillet, par le Congrès des syndicats et groupes corporatifs, adressa au Comité central, en même temps qu'aux autres organisations ouvrières, une circulaire dans laquelle il demandait une réponse aux questions suivantes :

Etes vous partisan de la grève générale immédiate ?

Etes-vous contre la grève générale ?

Etes-vous partisan de la déclaration de la grève générale, si on venait à porter atteinte aux organisations ouvrières ?

Le Comité central soumit ces questions au vote des fédérés. Il fit, à ce sujet, remarquer aux sections qu'il n'approuvait pas les théories émises dans la circulaire; que, d'autre part, la grève générale n'était pas prévue par les statuts fédératifs, et que, par suite, il croyait que personne n'aurait le droit de disposer des fonds de la Fédération, dans le cas où la grève générale se produirait (2).

Cette consultation ne passionna pas les fédérés. Il y eut de nombreux abstentionnistes; 67 sections ne prirent pas part au vote, qui donna les résultats suivants :

|                          |     |       |     |       |
|--------------------------|-----|-------|-----|-------|
| 1 <sup>re</sup> question | oui | 280   | non | 1,859 |
| 2 <sup>e</sup> —         | oui | 823   | non | 1,114 |
| 3 <sup>e</sup> —         | oui | 1,495 | non | 384   |

---

(1) De Seilhac. *Syndicats ouvriers, Fédérations, Bourses du travail*, page 326.

Cf. Pic. *Traité de législation industrielle*, 2<sup>e</sup> édition, 1903, page 204.

(2) *La Typographie Française*, n<sup>o</sup> 288, du 1<sup>er</sup> octobre 1893.

Les fédérés paraissaient donc repousser la grève générale immédiate, tout en se déclarant, en principe, partisans de la grève générale.

En 1894, se tint à Nantes un nouveau Congrès des syndicats et groupes corporatifs. Le délégué du Comité central reçut le mandat de voter le principe de la grève générale, mais avec cette restriction qu'elle ne pourrait être décidée qu'après consultation des groupes intéressés.

La question fut également portée au Congrès typographique de Marseille de 1895 (1). Un délégué, après avoir mentionné les résultats avantageux que la grève générale avait déjà procurés au prolétariat belge, préconisa ce moyen d'action comme le seul qui permit d'arriver à une modification de l'organisation économique présente, et proposa au Congrès de voter la proposition suivante : « Le Congrès typographique siégeant à Marseille, voulant s'associer aux fédérations et chambres syndicales réunies en Congrès, à Paris, en 1893 et à Nantes, en 1894, décide de donner son adhésion au Comité organisateur de la grève générale nommé au dernier Congrès ouvrier. »

Le secrétaire général de la Fédération, M. Keufer, déclara qu'il n'était pas opposé au principe de la grève générale, mais qu'il ne croyait pas du tout à l'efficacité de ce moyen de résistance. Il fit observer que l'opinion publique n'était ni préparée ni favorable à la grève générale et que, si cette mesure était tentée, elle ne manquerait pas de provoquer une terrible action répressive dont le prolétariat ressentirait les effets tout le premier. Et, supposant la réussite de la grève générale : « que feraient, disait-il, les directeurs de la grève le lendemain ? Sont-ils assez unis, assez compétents, plus moraux pour rapidement modifier l'état général de la société ? Et cette société, croit-on qu'elle

---

(1) VII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Marseille, 1895, Brochure, pages 166 et suiv.

sera ainsi malléable du jour au lendemain, que les idées, les habitudes se seront ainsi tout d'un coup transformées ? Quelle funeste erreur ! La vérité rigoureuse, implacable, c'est qu'une transformation matérielle, sérieuse et durable, ne peut se faire d'une manière radicale ni par la violence, mais exclusivement par une préparation et une action persévérantes au point de vue moral et intellectuel, et sur toutes les classes sociales.

« Je ne m'oppose pas à l'organisation ouvrière en vue de la grève toujours possible ; mais cette organisation doit être méthodique, prudente, et avoir pour but l'action générale par métiers, afin de recevoir l'aide des autres professions..... La grève générale provoquerait d'irréparables désastres matériels et moraux, serait une source de funestes déceptions sans profit pour le prolétariat, tandis que les grèves générales de métiers, bien organisées, avec le concours de la masse ouvrière, permettraient plus sûrement d'obtenir les améliorations légitimement poursuivies..... »

Après une longue et chaude discussion, le Congrès adopta l'ordre du jour suivant : « Le Congrès, jugeant que la Fédération n'a pas à se préoccuper de l'éventualité d'une grève générale momentanément irréalisable, passe à l'ordre du jour. »

En 1898, le Syndicat des employés de chemin de fer soumit au Comité central les deux propositions suivantes (1) :

1° Si les chemins de fer se mettent en grève, les syndicats que vous groupez sont-ils résolus, par esprit de solidarité, à supporter sans protestation la grève momentanée qui en résultera ?

2° Sont-ils décidés à se joindre au mouvement des chemins de fer, en cessant eux-mêmes le travail, pour arracher au patronat les réformes qu'ils réclament ?

---

(1) *La Typographie Française*, n° 402, du 1<sup>er</sup> juillet 1898.

Conformément à la décision du Congrès de 1895, le Comité central répondit affirmativement à la première question et négativement à la seconde.

Le Congrès de 1900 s'occupa également de la grève générale.

Le même délégué qui avait, en 1895, proposé l'adhésion de la Fédération au Comité organisateur de la grève générale, revint à la charge et, après avoir de nouveau exposé l'utilité et la puissance de ce moyen d'action, invita le Congrès à adopter la proposition suivante : « Le Congrès, décidé à obtenir la diminution de la durée de la journée de travail, invite le Comité central à poursuivre l'application de la loi du 30 mars 1900, aux échéances de 1902 et 1904.

« A cet effet, si le gouvernement ne tenait pas ses engagements, il donne mandat au Comité central, après entente avec les autres corporations, d'étudier la grève générale pour imposer l'application d'une loi votée par les pouvoirs publics. »

Au sujet de cette proposition, M. Keufer exposa, au nom du Comité central, les raisons qui déterminaient ce dernier à se prononcer contre la grève générale (1) : « Cette tactique révolutionnaire constitue un nouveau plan de combat contre l'état social actuel ; il divise les socialistes en partisans et en adversaires de la grève générale, ce qui indique d'une façon indiscutable une divergence complète d'appréciation sur l'efficacité de ce moyen de lutte. Et cette divergence n'existe pas seulement entre les troupes, les chefs eux-mêmes sont fortement divisés..... Il y a quelque illusion à attribuer à la grève générale la toute puissance rénovatrice qu'on y attache, à y voir le procédé infailible qui fera la Révolution. Il faut admettre que la grève générale sera *méthodiquement organisée* ou qu'elle sera le résultat d'un *mouvement spontané* ; elle pourra donner un

---

(1) VIII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris, 1900. Brochure, pages 179 et suiv.



maximum de résultat suivant que la première manière prévaudra sur la seconde, et alors n'est-il pas illusoire de compter sur la grève générale prochaine et sur son efficacité lorsqu'on sait combien le prolétariat français est insuffisamment organisé?..... N'y a-t-il pas une forte dose de naïveté de croire que, par la seule cessation passagère de tous les services publics, le prolétariat pourra obtenir et réaliser la transformation de l'état social?

« La vérité rigoureuse est que la civilisation générale suit une marche lente, continuelle. Il est impossible que l'état social se transforme prématurément; il est correspondant à la civilisation, il marche parallèlement à elle, sans rétrogradation possible, mais sans la devancer sous peine de retour.....

« D'ailleurs, un des théoriciens les plus écoutés de la doctrine anarchiste, que je lis avec intérêt, Jean Grave, n'a-t-il pas, lui aussi, affirmé que toute transformation sociale devait être précédée de la transformation dans les cerveaux, de la modification des individus? Ce qui revient à dire que, la grève générale se fit-elle, elle ne modifierait pas les hommes mentalement en quelques jours.....

« Certains fougueux socialistes s'imaginent que l'on mesure le degré de dévouement aux intérêts ouvriers à une adhésion plus ou moins complète à l'idée de la grève générale; on passe pour réactionnaire lorsque l'on se montre hostile à cette méthode d'action : c'est ce qui m'est arrivé. Mais je me console, car hier encore, au Congrès socialiste international, l'immense majorité des délégués s'est prononcée contre la grève générale, et on ne songera pas à contester leurs sentiments socialistes.....»

Il se déclara, en terminant, partisan de la grève générale professionnelle, dans une période de crise, de perturbation grave, lorsque de criants abus seraient commis par les patrons. Mais, dit-il, « la grève générale de

toutes les professions, même et surtout comme moyen révolutionnaire, est irréalisable ou dangereuse si l'on n'a pas préalablement converti les individus, si on ne les a pas préparés à l'état social que l'on veut créer».

Après discussion, le Congrès repoussa à une énorme majorité le principe de la grève générale, puis adopta la proposition dont nous avons reproduit plus haut le texte.

Au mois de juillet 1901, au cours d'une réunion tenue à la Bourse du Travail par le Comité fédéral des mineurs, le délégué permanent de la Fédération exposa tous les arguments du Comité central contre la grève générale, mais il assura les mineurs de l'appui moral et financier de la Fédération du Livre (1).

Un peu plus tard, la Fédération des mineurs adressa un referendum aux groupements ouvriers sur la question de la grève générale et leur posa la question suivante : « Êtes-vous partisan d'adhérer au Comité de la grève générale et vous engagez-vous à obéir aux ordres de ce Comité, quelle que soit la raison invoquée ? »

Par 592 oui et 1,491 non, les fédérés parisiens rejetèrent la seconde partie de cette proposition, mais se déclarèrent partisans de l'adhésion de leur Chambre syndicale au Comité de la grève générale (2). Puis, à la fin de l'année 1901, les mineurs ayant décrété la grève générale de leur corporation, le Comité central, tout en refusant de s'associer à ce mouvement, en raison des décisions prises antérieurement, décida qu'il assurerait aux mineurs un minimum de secours par semaine et que des souscriptions seraient ouvertes dans toutes les sections (3).

De même la question de la grève générale devant être discutée au Congrès de la Confédération générale

---

(1) *La Typographie Française*, n° 476, du 1<sup>er</sup> août 1901.

(2) *La Typographie Française*, n° 478, du 1<sup>er</sup> septembre 1901.

(3) *La Typographie Française*, n° 483, du 16 novembre 1901.

du travail de Lyon, en septembre 1901, le Comité central donna à son représentant à ce Congrès le mandat d'affirmer, à ce sujet, l'indépendance absolue de la Fédération du Livre, ce moyen d'action « ne constituant pas un principe général d'une efficacité démontrée » (1). De même encore, en 1902, le Comité central invitait son délégué au Comité confédéral de voter contre toutes les propositions de grève générale et d'appuyer, au contraire, celles qui auraient pour but d'aider moralement et pécuniairement les travailleurs en lutte pour l'amélioration de leurs salaires (2).

Depuis cette époque, l'attitude de la Fédération du Livre n'a pas varié à l'égard de la grève générale, dont elle considère la réussite comme d'autant plus problématique, qu'à l'heure actuelle les organisations syndicales ne groupent encore qu'une faible minorité des ouvriers français.

#### § IV. — La mise à l'index.

Il arrive quelquefois que, malgré toutes les démarches tentées en vue de la conciliation, malgré la mise-bas, le patron a refusé d'une manière formelle de donner satisfaction à ses ouvriers fédérés. Dans ce cas, comme il n'y a plus aucun espoir de le fléchir et de le faire revenir à de meilleurs sentiments, le Comité central décrète la mise à l'index de la maison, qui est alors fermée aux fédérés, sous peine de radiation pour *sarra-sinage* (3). Les exemples de mise à l'index sont mal-

---

(1) *La Typographie Française*, n° 477, du 16 août 1901.

(2) *La Typographie Française*, n° 506, du 1<sup>er</sup> novembre 1902.

(3) Depuis l'abrogation de l'article 416 du Code pénal par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, la mise à l'index ne constitue plus un délit pénal toutes les fois qu'elle n'est accompagnée ni de menaces, ni de violences, ni d'atteintes à la liberté du travail, et qu'elle vise simplement la défense des intérêts professionnels.

Cf. Pic. *Traité de législation industrielle*, 2<sup>e</sup> édition, 1903, pages 194 et suiv.

heureusement assez fréquents dans les annales de la Fédération. Dans les conflits graves, surtout lorsqu'un patron remplace tous ses ouvriers typographes par des femmes, le Comité central agit avec une grande énergie et cherche à intéresser la population étrangère à la corporation à la malheureuse situation créée aux ouvriers renvoyés ; il organise à cet effet des conférences publiques où le délégué qui a été envoyé sur les lieux par le Comité central fait l'historique des événements et engage les assistants à s'associer, dans un ordre du jour de blâme, à sa protestation contre la décision patronale ; il fait placarder, dans la ville où a lieu le conflit, des affiches qui avertissent les habitants de la mise à l'index. Le texte de ces affiches, préparé quelquefois par les sections, est revu avec le plus grand soin par le Comité central et soumis à l'examen de l'avocat-conseil de la Fédération, de manière à ne pas dépasser les limites de la plus stricte légalité.

### § V. — Le Boycottage

« Le boycottage n'est que la systématisation de ce que nous appelons la mise à l'index » (1). Il fut préconisé pour la première fois comme tactique nouvelle, par le parti ouvrier français, au Congrès corporatif de

---

(1) M. Delesalle, cité par M. De Seilhac dans son ouvrage : *Syndicats ouvriers, Fédérations, Bourses du travail*, page 323.

M. de Seilhac rappelle, dans une note, l'origine de ce mot :

« Le capitaine Boycott, régisseur des énormes domaines de lord Erne, en Irlande, s'était rendu tellement impopulaire par ses mesures de rigueur contre les paysans, que ceux-ci le mirent à l'index. Lors de la moisson de 1879, Boycott ne put trouver un seul ouvrier pour couper et rentrer les récoltes. La gouvernemente envoya des ouvriers protégés par la troupe ; mais il était trop tard, les récoltes avaient pourri sur pied. Boycott, vaincu, ruiné, se réfugia en Amérique. »

Cette même origine est mentionnée dans le compte-rendu de M Hamelin, membre du Comité central, du Congrès de Toulouse de 1897. *La Typographie Française*, n° 386, du 1<sup>er</sup> novembre 1897.

Toulouse de 1897. Mais la Fédération du Livre avait depuis longtemps agité cette question. Dès 1887, une série d'articles parus dans *La Typographie Française* démontrait aux fédérés tous les avantages que le boycottage parfaitement organisé procurait aux travailleurs américains (1).

« Le boycottage consiste à excommunier, à mettre à l'index les ouvriers et les patrons récalcitrants, à engager la population à cesser de se fournir chez tout industriel, commerçant, etc., *qui reste en affaires avec un patron dont les ouvriers sont en grève*, et en grève pour des motifs légitimes ou du moins jugés tels par un comité autorisé à connaître du conflit. Ce comité a pour mission de concilier les intérêts des deux parties en présence ; si la conciliation est impossible, il déclare la grève et prend les mesures nécessaires pour assurer son succès. La lutte, dans ce cas, n'est pas circonscrite à la profession directement en jeu, mais elle s'étend et elle est soutenue par toutes les corporations : voilà le boycottage.

« ..... Le prolétariat du nouveau monde sentit, devant le développement immense de l'industrie, la nécessité de s'unir pour défendre ses intérêts. Le mode de groupement prit toutes les formes, mais surtout la forme syndicale ; toutes les nationalités y furent admises. Les *Unions* (syndicats) prirent rapidement un grand essor et toutes les professions eurent leur syndicat, même leur fédération internationale dans laquelle furent comprises les *Unions* de tous les Etats et pour la même profession. Il se créa ainsi une vaste fédération typographique, s'étendant de New-York à San-Francisco. Les bases d'une fédération générale comprenant toutes les corporations ont été posées pour contrebalancer l'influence des *Chevaliers*

---

(1) *La Typographie Française*, n° 135, du 16 mai 1887 ; n° 137, du 16 juin 1887 ; n° 138, du 1<sup>er</sup> juillet 1887.



*du Travail (Knights of Labor)*, puissante association qui compte plusieurs centaines de mille adhérents.....

« Lorsqu'un conflit se produit, les Chevaliers du Travail et les fédérations corporatives se prêtent un mutuel appui.....

« Cette immense organisation corporative, dont les chambres syndicales constituent les mailles serrées et solides, possède une grande action sur l'opinion publique et une grande puissance pour agir dans les conflits qui éclatent entre patrons et ouvriers.....

« .....Grâce au boycottage, 70<sup>o</sup>/o des grèves déclarées en 1886 ont été favorables aux corporations qui les ont soutenues. Un directeur de théâtre a été boycotté par le public pour avoir pris des musiciens qui n'appartenaient pas au syndicat de cette corporation. Il a été obligé de prendre des musiciens syndiqués.....

« .....Les typographes français devraient éviter de lire les journaux qui ne s'exécutent pas dans les conditions de tarif exigées par le syndicat, et non seulement les typographes, mais tous les ouvriers d'une ville ou d'un pays. »

Voici d'autres exemples de boycottage empruntés également à la *Typographie Française*. A Philadelphie, les brasseurs s'étant mis en grève, plusieurs corporations réunies en assemblée générale prirent la résolution de ne plus boire de bière jusqu'au moment où la grève des brasseurs serait terminée par un arrangement (1). La population de New-York a employé le même procédé contre les brasseurs qui avaient refusé de s'entendre avec les ouvriers de cette profession, et les patrons ont été obligés de céder.

« S'il s'agit d'une grève dans un journal, une active propagande est faite partout, signalant la conduite de l'administration de ce journal et invitant les travailleurs à ne plus l'acheter. Si certains commerçants appuient ce journal par des annonces, par des ré-

---

(1) *La Typographie Française*, n° 132, du 1<sup>er</sup> avril 1887.

clames, par des abonnements, les ouvriers cessent de se fournir chez eux et organisent une campagne dans ce sens. Des imprimeurs et des éditeurs ont été ainsi acculés, éprouvant des pertes considérables, obligés ensuite de capituler.

« A Berlin, en 1894, sous la pression gouvernementale, les brasseurs refusaient leurs salles de réunion aux socialistes. Les brasseurs furent boycottés et ils le furent si rigoureusement qu'au bout de quelques mois ils étaient obligés de se soumettre et de rouvrir leurs salles de réunion aux socialistes.

« A Berlin encore, la Compagnie des chemins de fer funiculaires s'étant rendue compte que le public fermait lui-même les portières, décida un jour la suppression des 200 ouvriers fermeurs de portières qu'elle avait employés jusque-là. Aussitôt les socialistes intervinrent ; par leur activité, ils arrivèrent à convaincre le public qu'il fallait laisser les portières ouvertes. Grâce à ce boycottage d'un genre spécial, la Compagnie se vit obligée de reprendre le personnel qu'elle avait remercié » (1).

Il y a quelques années seulement, en Amérique, à propos du renvoi de l'équipe syndiquée du journal *Le Sun*, le boycottage a été organisé contre cette feuille par l'*Union typographique*, avec une telle vigueur que, très peu de temps après, le tirage du journal était diminué de 40 % et ses annonces de moitié. Il s'est même produit, à propos de ce boycottage, un incident assez amusant. *Le Sun* poursuivit l'Union devant le tribunal, qui déclara que le boycottage était illégal. Pour montrer tout son respect envers cette décision judiciaire, l'Union fit aussitôt placarder des affiches qui contenaient la mention : *il est illégal de boycotter « Le Sun »*, mais disposée de la manière suivante (2) :

---

(1) *La Typographie Française*, n° 386, du 1<sup>er</sup> novembre 1897.

(2) *La Typographie Française*, n° 440, du 1<sup>er</sup> février 1900.

Cf. De Seilhac. *Syndicats ouvriers, Fédérations, Bourses du travail*, page 324.

It is illegal to  
Boycott the Sun  
Boycott the Sun.

« Le *Boycott* est l'arme par excellence des Unions. On met en quarantaine toute maison qui emploie des non-unionistes ou refuse d'accéder aux demandes des chefs d'ouvriers.

« Des agents se tiennent en permanence devant les magasins et les ateliers boycottés, informant le public à haute voix qu'il doit s'abstenir d'encourager les « *scabs* » ; des hommes-sandwichs circulent, portant des proclamations unionistes ; des annonces paraissent dans les journaux, et le patron non-unioniste se voit généralement obligé de fermer ses portes. Tel a été dernièrement le cas d'une importante manufacture qui employait 260 ouvriers.

« En ce moment même, une lutte à mort est engagée entre les Unions et le *Los Angeles Times*, un des grands journaux de là-bas, dont le propriétaire, le général Otis, a refusé d'accéder aux demandes des chefs d'ouvriers.

« Les Unions ont déjà dépensé 50,000 livres pour ruiner le *Los Angeles Times*, et elles viennent de demander à M. Hearst, propriétaire du *New-York Journal*, de fonder à Los Angeles un nouveau journal auxquels elles garantissent 10,000 abonnés dès le premier numéro.

« On pourrait citer maints autres exemples de la puissance des Unions et des persécutions implacables qu'elles font subir à leurs adversaires » (1).

Mais si le boycottage a souvent permis aux Unions américaines de faire triompher leurs revendications, il ne semble pas que, à l'heure actuelle, cette tactique puisse produire les mêmes résultats en France, et particulièrement dans l'industrie du livre ; c'est que les

---

(1) Extrait de l'article du journal *Le Canada*, sur la condition des classes ouvrières à San-Francisco, reproduit dans *La Typographie Française*, n° 548, du 1<sup>er</sup> août 1904.

organisations syndicales et fédératives ne sont encore, dans notre pays, ni assez nombreuses, ni assez puissantes. Avant de pouvoir employer efficacement le boycottage comme arme de combat dans la lutte économique, les groupements ouvriers devront s'efforcer d'attirer à eux le grand nombre d'indifférents ou de réfractaires que l'idée syndicale n'a pu encore conquérir.

Pourtant, dans le sein de la Fédération du Livre, plusieurs tentatives de boycottage ont été faites, à différentes reprises. *La Typographie Française* a souvent rappelé que, sans aller aussi loin que les Américains, les travailleurs avaient à leur portée un boycottage bien facile : celui qui consiste à ne pas acheter les journaux non exécutés dans les conditions normales et dont les administrateurs violent les règles syndicales au point de vue du salaire, de même que les prescriptions de l'hygiène (1). Elle n'a cessé de signaler aux fédérés les journaux de toutes nuances confectionnés par des femmes ou des typographes non-syndiqués. De son côté, la Chambre syndicale parisienne a mené plusieurs fois, sur ce point, une vigoureuse campagne. Elle a fait de nombreuses démarches auprès des hommes politiques qui écrivaient dans ces feuilles et les a engagés à user de leur influence pour qu'elles fussent confiées, à l'avenir, à des travailleurs syndiqués. L'organe fédératif rappelait à ce sujet « la conduite loyale des citoyens Anatole de la Forge, Thévenet, Burdeau, etc., qui n'hésitèrent pas, sur la demande de la Chambre syndicale, à cesser leur collaboration à des journaux mis à l'index (2). Quand nous aurons fait notre devoir, ajoutait-il, et si notre tentative n'a pas réussi, tous ceux qui ne se conformeront pas à notre tarif syndical seront signalés, et partout où ils se présenteront pour briguer une fonction électorale, nous serons là pour

---

(1) *La Typographie Française*, n° 132, du 1<sup>er</sup> avril 1887 ; n° 138, du 1<sup>er</sup> juillet 1887 ; n° 179, du 16 mars 1889 ; n° 281, du 16 juin 1893.

(2) *La Typographie Française*, n° 358, du 1<sup>er</sup> septembre 1892.

dévoiler à l'opinion publique leur conduite d'exploiteurs ou de marchandeurs ».

Un fédéré proposait également, à l'approche des élections législatives de 1893, de combattre par la voie de *La Typographie Française* et par tous les autres moyens (interventions dans les réunions publiques électorales, affiches, etc.), les candidats qui promettaient de soutenir les lois ouvrières, d'en proposer même de nouvelles pour la défense des salaires et l'amélioration de la condition économique des travailleurs et qui seraient les auxiliaires de journaux exécutés par des femmes, des non-syndiqués ou des apprentis, ou qui confieraient l'impression de leurs professions de foi, affiches, circulaires, bulletins de vote à des maisons ne se conformant pas aux tarifs syndicaux. L'auteur de la proposition déclarait d'ailleurs qu'il ne visait pas un but politique, mais un but purement « économique et corporatif ».

De son côté, le Comité central n'a jamais cessé d'encourager les fédérés à signaler aux électeurs les hommes politiques qui ne conformeraient pas leur conduite à leurs paroles et à leurs écrits.

Dans son article sur le Congrès de Toulouse et le boycottage, inséré dans *La Typographie Française* du 1<sup>er</sup> novembre 1897, n° 386, M. Hamelin rappelait « la mise à l'index faite publiquement, par voie d'affiches, du journal *Le Peuple* de Lyon, qui n'avait pas hésité à renvoyer son personnel syndiqué pour employer des femmes, et cela malgré son étiquette de socialiste collectiviste. Résultat : les lecteurs ont diminué et l'administration a passé la main aux administrateurs actuels, qui se sont empressés de prendre des syndiqués. Ceux-ci sont même devenus propriétaires du journal ».

Au mois de juin 1897(1), à l'occasion de la mise à l'index du *Rappel* et du *XIX<sup>e</sup> Siècle*, la Chambre syndicale

---

(1) *La Typographie Française*, n° 377, du 15 juin 1897.



typographique parisienne lança un appel aux ouvriers des autres corporations pour les inviter à suivre l'exemple donné par les ouvriers américains et anglais et à n'acheter que des produits fabriqués ou confectionnés par des ouvriers syndiqués. De plus, sur son initiative, une grande réunion organisée par l'*Union des Syndicats* du département de la Seine eut lieu le 30 juin, à la Bourse du travail. Cette manifestation, qui avait pour but d'indiquer aux ouvriers les mesures propres à assurer la solidarité ouvrière et compatibles avec la loi du 21 mars 1884, se termina par le vote d'un ordre du jour engageant les travailleurs à ne plus acheter ces prétendus journaux démocratiques.

La Fédération des Chambres syndicales ouvrières de la Seine-Inférieure, au cours d'une réunion tenue, le 24 juin 1897, à la Bourse du travail de Rouen, avait pris une décision semblable. Mais le Syndicat des typographes parisiens et le Comité central ne bornèrent pas là leur tentative de boycottage. Quelques mois après, un rédacteur du *Rappel*, était candidat aux élections municipales dans un quartier de Paris. Pendant toute la durée de la période électorale, une ardente campagne fut menée contre lui, par voie d'affiches, de circulaires et d'interventions dans toutes les réunions publiques, de manière à ce que les électeurs de la circonscription fussent renseignés sur la conduite du journal *Le Rappel* à l'égard des typographes syndiqués. Ce rédacteur fut battu... (1).

Le Comité central prit, pour l'avenir, la décision de publier dans les colonnes de *La Typographie Française* le nom des journaux à l'index et celui des rédacteurs qui y collaborent.

Dans le cours de cette même année 1897, une grève ayant éclaté dans une imprimerie d'Auxerre, la Fédé-

---

(1) *La Typographie Française*, n° 388, du 1<sup>er</sup> décembre 1897.

La lutte entreprise par la Fédération du Livre contre *Le Rappel* n'a pas encore pris fin à l'heure actuelle.

ration des syndicats auxerrois se réunit et vota l'ordre du jour suivant :

« Les membres de la Fédération des syndicats et groupes ouvriers d'Auxerre, réunis en assemblée plénière le 6 mars 1897, après avoir entendu l'historique de la grève, adressent aux grévistes l'assurance de leur estime et de leur entière approbation ; et, s'unissant dans un pacte d'étroite solidarité, décident le *boycottage* de la maison X..., prennent l'engagement de ne plus se fournir dans cette maison, tant en librairie qu'en travaux d'imprimerie, et déclarent qu'ils retireront leur clientèle aux commerçants qui y feront, à l'avenir, confectionner leurs imprimés, jusqu'au jour où l'index sera levé » (1).

Ces tentatives de boycottage n'ont pas donné tous les résultats espérés par la Fédération du Livre. Les administrateurs de cette dernière attribuent la cause de cet échec à ce fait que le public et la grande masse des travailleurs français demeurent encore indifférents en face des plus importants problèmes économiques et aussi à ce que les idées de solidarité n'ont pas encore pénétré assez profondément dans la classe ouvrière ; ils croient au contraire que, plus tard, quand ces idées y auront établi de profondes racines, quand le prolétariat aura reconnu la nécessité absolue du groupement, alors la tactique qui, depuis de longues années déjà, assure la victoire aux travailleurs américains et anglais dans les conflits économiques, pourra être employée en France avec le même succès.

#### § VI. — Le Sabottage.

Dans son rapport au Congrès corporatif de Toulouse, de 1897, M. Delesalle déclarait que le *boycottage* pouvait donner de bons résultats s'il s'appliquait à un commerçant, mais qu'il était inefficace contre les

---

(1) *La Typographie Française*, n° 371, du 16 mars 1897.

industriels. « Aussi, disait-il, contre l'industriel la tactique devra employer un autre procédé : le *sabotage*. Ce procédé est connu en Angleterre sous le nom de *Go canny*.

« Si deux Ecossais marchent ensemble, et que l'un aille trop vite, l'autre dit : *Go canny* « marche doucement ! » Si quelqu'un veut acheter un chapeau qui vaut 5 francs, il doit payer 5 francs. Mais s'il n'en veut payer que 4, eh bien ! il en aura un de qualité inférieure. Le chapeau est une marchandise. Si quelqu'un veut acheter six chemises de 2 francs chacune, il doit payer 12 francs. S'il ne paie que 10 francs, il n'aura que cinq chemises. La chemise est encore une « marchandise en vente sur le marché ». Eh bien, les patrons déclarent que le travail et l'adresse sont « des marchandises en vente sur le marché ». Parfait, répondrons-nous, nous vous prenons au mot. Si ce sont des marchandises, nous les vendrons, et pour de mauvais salaires, nous donnerons de mauvais travail. Et, suivant les cas, nous sabotterons la quantité pour le travail à prix fixe, et la qualité pour le travail aux pièces. Et alors, non seulement le travailleur ne donnera pas, à l'acheteur de sa force de travail, plus que pour son argent, mais encore il l'atteindra dans sa clientèle.

« Le sabotage peut encore s'exercer sur l'outillage. Et l'on peut, à ce propos, se rappeler l'émotion produite dans le monde bourgeois, il y a trois ans, quand ont sut que les employés de chemins de fer pouvaient, avec deux sous de poudre d'émeri, mettre une locomotive dans l'impossibilité de fonctionner.

« Il faut que les capitalistes le sachent ; le travailleur ne respectera la machine que le jour où elle sera devenue pour lui une amie qui abrège le travail au lieu d'être, comme aujourd'hui, l'ennemie, la voleuse de pain, la tueuse de travailleurs » (1).

---

(1) Ce rapport est reproduit par M. de Seilhac. *Syndicats ouriers, Fédérations, Bourses du travail*, pages 324 et suiv.

Le sabotage, envisagé ainsi comme le complément indispensable du boycottage, n'est pas pratiqué dans la Fédération du Livre. En principe, les fédérés ne sont pas partisans de la généralisation de cette mesure, et ils sont opposés surtout au sabotage de l'outillage, car ils considèrent ce dernier comme excessif, les outils n'étant pas la propriété de l'ouvrier qui les emploie.

### § VII. — Le Label ou marque syndicale (1).

*Le label en Amérique. Ses premières applications en France dans l'industrie du Livre.* — Le label est « une étiquette apposée sur un produit déterminé, et certifiant, par sa présence, que les ouvriers qui l'ont fabriqué sont syndiqués et payés d'après les tarifs » des groupements professionnels. C'est une preuve que tous les règlements de ces groupements, « concernant l'apprentissage, la durée du travail, l'hygiène, etc., sont observés dans les ateliers où ce produit a été manufacturé ».

Le label est donc le complément nécessaire du boycottage ou plutôt sa contre-partie, puisque « celui-ci consiste à mettre un objet en interdit, tandis que celui-là, au contraire, recommande l'usage d'un autre objet aux consommateurs » (2).

La Fédération du Livre peut être considérée comme la promotrice du label en France. C'est elle, en effet, qui s'est efforcée d'en poursuivre les premiers essais d'application. Mais, comme le boycottage, c'est en Amérique que l'institution du label a pris naissance, il y a trente ans environ.

---

(1) Consulter à ce sujet : Radiguer. *Maîtres imprimeurs et ouvriers typographes*, pages 303 et suiv. Vigouroux. *La Concentration des forces ouvrières en Amérique*. Rapport de M. Guénard, trésorier de la Fédération, au Congrès de 1900. VIII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris, 1900. Brochure de 224 pages, pages 104 et suiv. *La Typographie Française*, passim.

(2) Cette définition du label est celle qui figure dans le rapport de M. Guénard, au Congrès de 1900.

Les cigariers eurent, les premiers, l'idée de « marquer d'un signe spécial les cigares fabriqués par les ouvriers unionistes..... Ce fut à San-Francisco, vers 1876, que le premier label, de couleur blanche, fit son apparition. Il eut un très grand succès, ce qui amena les cigariers de Saint Louis à mettre en circulation un label rouge.

« La Convention (Congrès) de 1880, tenue par l'Union internationale des cigariers, qui portait à son ordre du jour l'adoption d'un label unique, discuta longuement sur la couleur qu'on devait lui donner, les deux Unions déjà citées préconisant chacune la leur. Elles furent mises d'accord par le choix de la nuance bleue, qui devint la teinte officielle du label des cigariers.

« Une fois cette décision prise, les cigariers se mirent résolument à l'œuvre pour propager leur nouvelle marque; mais, sentant qu'elle ne pouvait avoir d'effets appréciables que par le concours des ouvriers organisés, ils portèrent tous leurs efforts sur le groupement des travailleurs non encore constitués en Unions. Il ne leur resta plus, ensuite, qu'à user avec adresse de l'influence qui découlait de leur infatigable propagande tant auprès des vieilles organisations qu'auprès de celles qu'ils avaient eux-mêmes créées. Cette tactique fut aussi celle que les typographes américains adoptèrent..... De 1893 à 1896, le nombre des labels délivrés par le président de l'Union internationale s'est élevé à 49,392,000, représentant 2,469,600,000 cigares, soit environ le cinquième de la production totale des Etats-Unis.

« Pour propager leur marque, les cigariers, dans certaines villes, boycottent les débitants de boissons qui ne s'approvisionnent pas de cigares munis du label » (1).

---

(1) Cette citation et la suivante sont extraites du rapport précité de M. Guénard.



Lorsque la *Fédération américaine du Travail* eut été fondée, les cigariers recommandèrent officiellement leur label aux organisations adhérentes. Les typographes (Union internationale typographique) adoptèrent également un label pour l'imprimerie. Depuis cette époque, les différentes corporations ont choisi chacune une marque distinctive, qui fut successivement recommandée au public par les Congrès (conventions) de la Fédération américaine du Travail.

« Aujourd'hui le label est entré complètement dans les mœurs américaines, et tout ouvrier syndiqué, avant d'acheter un objet, s'occupe beaucoup moins de son bon marché que de savoir s'il est porteur de l'estampille fédérative.....

« C'est grâce à une propagande incessante que le label a dû d'être vulgarisé en Amérique jusque dans les plus petites villes et a pu donner des résultats en rapport avec les efforts tentés et les sacrifices consentis. Cette propagande a su prendre les aspects les plus variés : conférences, affiches, circulaires, brochures, articles de journaux, listes des maisons où les ouvriers sont invités à se fournir, etc. Elle se poursuit jusque dans les églises : nous en prenons pour preuve le sermon que fit, un jour, un révérend père pour démontrer à ses auditeurs que le label était un emblème religieux et que l'on péchait certainement en achetant des objets non munis de cette marque bénie par Dieu !....

« L'étiquette fut et est encore le moyen le plus généralement adopté pour organiser le label. Parlant de l'apposition du label, un journal du Texas disait : « L'imprimeur peut le mettre sur les imprimés, le cigariier sur les boîtes de cigares, le chapelier dans la coiffe des chapeaux, le tailleur sur l'envers du col, le cordonnier sur les chaussures, le fondeur sur les marmites, le tonnelier sur les barils, le boulanger sur les pains, le carrossier sur les voitures, le pêcheur sur les boîtes de conserves, le peintre sur les enseignes, le

ferblantier sur la ferblanterie, le blanchisseur sur le carnet de blanchissage, le faiseur de balais et le bourrelier sur les produits qu'ils fabriquent. Le coiffeur peut l'afficher dans sa boutique et le conducteur dans les tramways. Les métiers du bâtiment peuvent le graver à la pierre angulaire d'une construction.... »

S'attachant plus spécialement au label typographique, M. Guénard ajoute : « En résumé, le label, qui marche de pair avec le boycott, a permis aux typographes américains, et grâce au concours des ouvriers organisés, de réduire à merci les journaux les plus puissants et les imprimeurs les plus endurcis. Pendant la dernière élection présidentielle, ils ont réussi à faire retirer les subventions accordées par les différents partis en présence, à des journaux boycottés par eux, et à faire apposer, sur la plupart des publications électorales, le label de l'Union internationale. C'est aussi en période électorale qu'en France nous avons été à même de juger de l'excellence du procédé!.... Toujours avec l'appui des travailleurs syndiqués, ils ont pu atteindre dans la clientèle les patrons qui se refusaient à appliquer les règlements unionistes. L'on vit parfois ce spectacle curieux de commerçants, faisant vivre un journal par leurs annonces, le mettre dans l'obligation d'apposer le label sur ses numéros ! La Fédération américaine du Travail est d'un grand secours pour les typographes dans cette lutte incessante. Continuellement, elle rappelle à ses adhérents qu'ils ne doivent acheter aucun livre, aucun journal, aucun imprimé, de quelque nature qu'il soit, s'il n'est revêtu du label de l'Union internationale typographique. »

La question du label a passionné les Américains. Il y a quelques années, le *Social Reform Club*, de New-York, offrit un prix au meilleur essai littéraire qui serait écrit sur l'*Union label*. Ce prix a été attribué à J. N. Bogert, délégué de la Fédération américaine

du Travail pour l'Etat de New-York. Voici un extrait de la traduction du travail récompensé(1) : « La grande influence que peut avoir l'Union label pour la solution pendante des problèmes sociaux n'est une nouveauté que pour ceux qui ne connaissent rien des organisations ouvrières. Depuis dix-sept ans, les syndiqués imprimeurs, chapeliers, fondeurs en fer, cordonniers, ainsi que ceux du bâtiment sont familiers avec le *bleu label* marqué sur les cigares faits par le syndicat des cigariers, comme le signe distinctif du travail bien rétribué et exécuté dans des conditions hygiéniques. Voilà douze ans que ces travailleurs syndiqués reçoivent le message fraternel qui leur est adressé de la bonne fabrique par leur frère chapelier; six années d'agitation ont assuré pour le syndicat typographique la reconnaissance par les autres travailleurs du moyen sûr à l'aide duquel leur argent peut aller dans la poche d'ouvriers bien payés.

« Les travailleurs organisés connaissent la valeur de ce système d'assistance mutuelle, et ils savent que, par son logique développement, il se recommandera auprès de la classe toujours de plus en plus nombreuse des consommateurs qui, quoique en dehors du syndicat, s'intéresse amicalement à cette question. C'est pourquoi ils font tous leurs efforts pour obtenir la coopération de toutes les classes de la société dans l'extension de ce système de réforme sociale..... »

L'auteur de cette étude indique les avantages suivants comme résultant de la généralisation du label :

« Le label remplace la grève, le lock out et le boycottage; il est la manifestation extérieure de l'harmonie qui règne entre patron et ouvrier; il condamne le travail de l'enfant et humanise la vie de fabrique; il réduit à son minimum la concurrence du travail des prisons avec le travail libre et honnête (l'Etat adoptant, lui aussi, le label comme la marque au moyen de la-

---

(1) Cette traduction a été publiée dans *La Typographie Française*, n° 429, du 16 août 1899.

quelle les citoyens peuvent aisément distinguer le travail public exécuté dans de bonnes conditions) ; il porte un coup fatal au sweating-system (travail à outrance pour un minimum de salaire) et au *tenement* (travail exécuté pour le compte de sous-adjudicataires dans des logements insalubres, sous le régime du sweating-system) ; grâce à lui, la journée de travail diminue et le travailleur a le temps de lire, de penser et de s'occuper du côté social de la vie ; il garantit le salaire nécessaire à l'existence. Il nous met tous en garde contre les tentations du comptoir à bon marché qui rend cher l'objet à bas prix lorsqu'il est tissé avec la vertu, la sueur et le sang de la femme ; il protège le travail de bonne qualité et fait dans des conditions honnêtes ; ce n'est pas une arme pour la guerre industrielle, mais une branche d'olivier pour servir d'emblème de fraternité.»

Ce fut M. Keufer qui, en 1883, dans son rapport sur sa délégation à l'exposition de Boston, signala le premier cette méthode nouvelle de l'action syndicale américaine. Depuis, à différentes reprises, *La Typographie Française* tint les fédérés au courant de ses progrès. Mais il faut arriver jusqu'au Congrès typographique de Marseille, en 1895, pour voir surgir une proposition tendant à une première application de la marque syndicale dans l'industrie du livre. Dans le cours de la discussion relative aux modifications à apporter aux statuts fédératifs, la section de Clermont-Ferrand proposa en effet l'addition, à l'article 1<sup>er</sup>, d'un paragraphe nouveau ainsi conçu : « Obtenir que sur tous les travaux d'impression, en commençant par les journaux, la mention suivante soit imprimée : *Ce journal (ou ce volume) a été composé et imprimé aux conditions du tarif du syndicat des typographes de.....* ( \* section de la Fédération des Travailleurs du Livre). » Cette addition fut votée par le Congrès (1).

---

(1) VII<sup>e</sup>. Congrès national typographique, Marseille, 1895. Brochure, page 179.

L'année suivante, cette disposition reçut un commencement d'exécution. Le syndicat parisien, persuadé qu'au moyen de l'insertion d'une mention identique dans les journaux et sur les livres, à l'endroit désigné par les patrons, les travailleurs et le public s'habitueraient peu à peu à n'acheter que des publications qui leur présenteraient cette garantie sociale, entreprit des démarches auprès des administrateurs de divers journaux, et *Le Radical*, *L'Intransigeant*, *La Libre Parole*, *Le Jour*, etc..., acceptèrent d'insérer à l'avenir, avant le nom d'imprimeur, la mention suivante : « Ce journal est exécuté en commandite par des ouvriers syndiqués. » C'était un premier succès.

La question de la marque syndicale ou label fut portée également par les représentants des typographes aux Congrès de la Confédération générale du travail de Tours (1896), de Toulouse (1897), de Rennes (1898). Mais, à part les typographes qui cherchèrent à en poursuivre l'extension, les coiffeurs qui s'en servirent à Paris et la Verrerie ouvrière qui l'apposa sur ses bouteilles, la marque syndicale fit peu de progrès en France.

Le Congrès typographique de 1900 discuta longuement la création de la marque syndicale. Les conclusions du remarquable rapport de M. Guénard à ce sujet furent adoptées ; voici le texte des principales :

Le Congrès décide :

1° L'adoption du terme : *Marque syndicale* ;

2° La création et la mise en circulation d'une vignette-type, gravée sur plusieurs dimensions et contenant les mots :

..... ° *Section de la Fédération du Livre. — Marque syndicale.*

Le Comité central est chargé de faire l'établissement de cette vignette-type et d'en modifier le libellé si celui adopté par le Congrès n'offrait pas toutes les garanties désirables pour les recours devant les tribunaux ; la confection et l'expédition des marques des sections resteront à leur charge..... ;

4° D'organiser une active propagande auprès de tous les



groupements ouvriers : fédérations de métiers, bourses du travail, unions de syndicats, syndicats isolés, etc., tant pour propager l'emploi de la marque des travailleurs du livre que pour étudier les moyens d'en établir d'analogues pour les autres corporations..... ;

6° La création d'un journal *La Marque syndicale*, consacré entièrement à cette propagande spéciale..... ;

7° D'adresser un appel à la presse sympathique aux revendications ouvrières pour lui demander d'aider à la diffusion des marques syndicales..... ;

9° Que toutes les coopératives de production et de consommation seront invitées à l'apposer sur leurs produits ;

10° Que toutes les sections de la Fédération doivent prendre, auprès des bourses du travail ou unions de syndicats de leurs villes respectives, l'initiative de la création d'un comité spécial chargé d'examiner les moyens pratiques pour arriver à implanter l'usage des marques syndicales dans la localité..... ;

11° De demander l'assimilation légale des marques syndicales aux marques de fabrique.

Ensuite, le Congrès fait un devoir à tous les fédérés de travailler personnellement avec ardeur à l'extension de la marque syndicale, en exigeant son apposition sur les produits qui leur seront signalés et en boycottant sans merci toutes les marchandises mises à l'index par les organisations ouvrières.

Les sections sont juges d'autoriser ou de refuser l'usage de la marque ; il leur est laissé toute latitude à cet effet. Au début de la mise en vigueur d'une mesure aussi nouvelle, il est nécessaire d'apporter dans son application certains tempéraments pour qu'elle puisse se généraliser rapidement. Car si l'emploi de la marque n'était autorisé que dans les maisons où tout le personnel est syndiqué : typographes, correcteurs, conducteurs, margeurs, brocheuses, etc., il serait excessivement rare, bien peu d'imprimeries étant dans ce cas (1).

---

(1) L'usage de la marque syndicale ne peut être accordé qu'aux patrons imprimeurs qui paient le tarif local, en respectent intégralement les dispositions et occupent des syndiqués dans leurs ateliers. *La Typographie Française*, n° 545, du 16 juin 1904.

D'autre part, le rapporteur au Congrès de 1900, en concluant à la création d'une marque *syndicale* et non *fédérale*, était guidé par la question de la *propriété de la marque*. Des membres du Comité central, délégués par lui, avaient, en effet, entrepris des démarches sur ce point particulier, tant auprès du Ministre du Commerce que du Directeur du service des marques de fabrique, et il résultait de ces démarches que, dans l'état de la législation française, aucun texte ne pouvait assurer la propriété des marques à la Fédération, et qu'en attendant une loi spéciale à cette matière, il appartenait aux tribunaux seuls de se prononcer sur les contestations qui pourraient être soulevées et d'établir ainsi une jurisprudence relative à la propriété des marques syndicales. De plus, la Fédération ne pouvant ester en justice, il était préférable, au lieu de créer une marque unique, d'en établir une pour chacun des syndicats adhérents à la Fédération (les vignettes étant identiques et ne différant entre elles que par le numéro de la section). De cette manière, comme les syndicats sont dotés de la personnalité civile, les sections pouvaient, en cas d'emploi frauduleux de la marque, poursuivre devant les tribunaux la réparation du préjudice qui leur était causé, en basant leur action sur l'article 1382 du Code civil (1).

Depuis le Congrès de 1900, le Comité central n'a pas cessé de multiplier ses démarches auprès des fonctionnaires des ministères dans le but d'obtenir des renseignements sur cette question de propriété. La jurisprudence française ne contient encore rien de précis à ce sujet et la législation qui vise les marques de fabrique et les dessins industriels ne peut s'appliquer d'une manière rigoureuse à la marque syndicale. Aussi M. Keufer écrivait-il, il y a quelques mois, dans *La Typographie Française* (2), que la Fédération du Livre devait

(1) Rapport de M. Guénard, page 116 de la brochure du Congrès de 1900.

(2) *La Typographie Française*, n° 545, du 16 juin 1904.

continuer ses efforts pour obtenir du parlement un texte précis, relatif à la propriété de la marque syndicale, ou une disposition destinée à être introduite dans la loi relative aux marques de fabrique et aux dessins industriels (1).

Le Comité central, qui espère voir bientôt sanctionner, par un vote du parlement, l'assimilation de la marque syndicale aux marques de fabrique, a prescrit récemment aux sections de déposer, comme dessin industriel, deux exemplaires de leur marque au Conseil des prud'hommes ou à la mairie (2).

*Le label typographique depuis le Congrès de 1900.* — En exécution des résolutions votées par le Congrès de 1900, le Comité central s'occupa de la création de la vignette-type destinée à servir de marque syndicale aux sections. Il confia la gravure de cette vignette aux élèves de l'Ecole Estienne (3), entre lesquels un concours fut organisé. A la fin de l'année 1903, les sections étaient mises en possession de la marque syndicale.

Pendant ce temps, la campagne se poursuivait, surtout à Paris, pour la propagation du label. Dans les premiers mois de 1902, *La Typographie Française* publiait la liste des journaux parisiens de toutes nuances

---

(1) M. Louis Vigouroux, député, a précisément déposé une proposition de loi tendant à assimiler aux marques de fabrique les marques collectives de fabrique ou de commerce (désignant des produits adoptés par les syndicats, unions de syndicats ou autres groupements). Cette proposition est actuellement soumise à l'étude de la commission compétente.

(2) *La Typographie Française*, n° 543, du 15 mai 1904.

Cf. Egalement *La Typographie Française*, n° 550, du 1<sup>er</sup> septembre 1904, pour l'opinion émise sur ce point particulier par M. Guillermand, de Lyon. Ce dernier déclare que la législation actuelle est suffisante pour établir et faire sanctionner le droit de propriété de la marque syndicale et il conclut : 1° que les syndicats peuvent posséder une marque à titre de propriétaires ; 2° que la marque syndicale constitue non pas un dessin industriel, mais bien une marque de fabrique avec toutes ses conséquences juridiques.

(3) Ecole professionnelle appartenant à la ville de Paris, pour l'étude de toutes les branches composant l'industrie du Livre.

qui étaient exécutés aux conditions syndicales, et engageait les travailleurs à n'acheter que ceux-là (1). Puis, lors des élections législatives qui eurent lieu au mois d'avril de la même année, les typographes parisiens, sous la double impulsion du Comité central et du Comité syndical, exigèrent, souvent avec succès, d'abord, que les candidats à la députation fissent imprimer leurs affiches, circulaires et journaux électoraux dans les maisons payant le tarif de la chambre syndicale et n'employant que des ouvriers syndiqués ; et, en outre, que tous ces imprimés fussent revêtus du label typographique. La même action fut poursuivie dans plusieurs sections de province.

Les élections municipales de 1904 furent une nouvelle occasion, pour la Fédération du Livre, d'exercer une action énergique en faveur de l'extension du label. Le délégué de la Chambre syndicale typographique parisienne adressait, avant l'ouverture de la période électorale, un éloquent et chaleureux appel dont nous extrayons les lignes suivantes (2) : «.....Nombreux seront les compétiteurs briguant les suffrages de la masse ouvrière pour obtenir le mandat municipal.

« A ce moment, les candidats promettent à l'envi tout ce que leurs électeurs demandent; rien ne leur semble irréalisable.

« S'il est impossible aux électeurs d'obtenir l'exécution de toutes les promesses qui leur ont été faites, il est une chose qu'ils peuvent exiger de chaque candidat, c'est un gage immédiat de leur dévouement à la cause ouvrière.

« Les candidats vont avoir besoin, durant cette campagne électorale, d'affiches, de programmes, de bulletins de vote, etc. Il faut que nous exigions de chacun d'eux que ces travaux soient exécutés dans de bonnes conditions, c'est-à-dire que les ouvriers employés à

---

(1) *La Typographie Française*, n° 492, du 1<sup>er</sup> avril 1902.

(2) *La Typographie Française*, n° 540, du 1<sup>er</sup> avril 1904.

leur confection reçoivent un salaire au moins égal au tarif syndical.....

« .....Que chacun de nous fasse dans son milieu la propagande nécessaire pour l'apposition de la marque syndicale.....

« Soixante mille affiches faisant appel aux électeurs vont être apposées sur les murs de la capitale et dans les principales localités de la banlieue (1).

« Cent mille réductions de l'affiche seront mises à la disposition des confrères qui, nous aidant dans cette manifestation, voudront bien en distribuer dans les réunions publiques de leur quartier.

« Il ne faut pas nous borner simplement à ces protestations; que tous nos sociétaires fréquentent les réunions publiques et rappellent à l'ordre les candidats, *sans distinction de nuances*, qui n'auraient pas la marque syndicale sur leurs imprimés.

« Faisons abstraction, dans nos déclarations à la tribune, de toute idée politique; portons-nous exclusivement sur le terrain économique!.....

« Cette action doit être non pas exclusive à Paris et à sa banlieue, mais elle doit s'étendre à toute la France et être renouvelée à toutes les élections futures. »

Le syndicat parisien, pour s'exonérer du droit de timbre qu'aurait entraîné l'affichage, présenta des candidats (candidats du label) dans tous les quartiers de Paris et dans la banlieue. Il put ainsi revêtir les affiches de la mention : *Vu le candidat*, qui entraîne l'exemption du droit. La campagne entreprise donna les résultats suivants. Sur les 300 candidats qui briguerent les 80 sièges de conseillers municipaux à Paris, 133 firent apposer le label sur tous leurs imprimés, 98 sur une partie seulement, 69 refusèrent l'apposition de la marque; il faut d'ailleurs noter que 27 d'entre ces derniers firent exécuter leurs travaux dans des maisons payant le tarif

---

(1) Cinquante mille furent apposées avant le premier tour de scrutin, vingt mille pour le scrutin de ballottage.



syndical, mais ne possédant pas la marque. Sur les 80 élus, 42 eurent le label sur tous leurs imprimés, et 11 sur une partie seulement; 27 ne le firent point apposer. Un autre résultat fut également obtenu, c'est que les affiches recommandant l'emploi du label furent beaucoup plus lues en période électorale qu'elles n'auraient pu l'être en temps ordinaire. La propagande avait donc été, somme toute, très profitable (1).

Quelques sections de province suivirent avec succès l'exemple du syndicat parisien. Ce dernier se promet déjà de recommencer la même campagne, et avec plus de vigueur encore, aux élections législatives de 1906; il a l'intention cette fois, pour bien préparer les typographes fédérés au rôle qu'ils auront à remplir dans cette propagande, d'organiser la lutte dès l'année prochaine et de chercher à créer, à partir de cette époque, un courant d'opinion en faveur du label.

*La Ligue sociale d'acheteurs.* — Mais les périodes électorales ne reviennent qu'à des intervalles assez éloignés, et, pour que le label puisse acquérir droit de cité dans les mœurs françaises, il faut que la propagande en faveur de sa diffusion soit incessante. C'est dans ce but qu'a été fondée à Paris (2), le 27 décembre 1902, la *Ligue sociale d'acheteurs*, à laquelle la Fédération du Livre a adhéré le 14 novembre 1903.

Cette ligue « a pour but de développer chez les consommateurs l'idée de ne plus s'enquérir seulement du bon marché de l'objet acheté, mais aussi des conditions dans lesquelles il a été fabriqué. » Elle se propose de recommander aux acheteurs « les maisons qui respectent les tarifs syndicaux, qui assurent des conditions de travail supportables » (3). Dans ce but, elle publie de temps à autre, pour chaque profession, *des listes blanches* contenant le nom des maisons

---

(1) *La Typographie Française*, n° 544, du 1<sup>er</sup> juin 1904.

(2) Le siège de cette ligue est à Paris, rue Serpente, 28.

(3) *La Typographie Française*, n° 542, du 1<sup>er</sup> mai 1904.

recommandables. Trois listes blanches ont déjà été publiées, se rapportant toutes à des métiers féminins. Une quatrième liste, dont la publication était annoncée pour le mois de juin, devait comprendre les professions de coiffeur et d'imprimeur. Pour dresser cette liste, en ce qui concerne l'imprimerie, la Ligue sociale d'acheteurs a demandé à la Fédération du Livre « de lui indiquer les diverses maisons de Paris ou de la province qui accordent à leurs ouvriers le minimum de revendications réclamées par la Fédération : paiement du tarif syndical et emploi d'ouvriers syndiqués donnant droit au label ».

La liste blanche des imprimeries et des journaux auxquels a été délivré le label contribuera puissamment à la propagation de la marque typographique dans les milieux où elle est encore inconnue.

*Le Label de la Confédération générale du travail.* — La Confédération générale du travail avait mis à l'ordre du jour de divers Congrès corporatifs la création et l'adoption, par tous les syndicats adhérents, d'un monogramme significatif, sorte de signe de ralliement qui constituerait la preuve de l'adhésion complète des syndicats à la grande organisation des travailleurs (1).

Mais c'est seulement le 1<sup>er</sup> avril 1902 qu'elle décida de créer une marque confédérale destinée à devenir le signe de reconnaissance et de solidarité entre tous les syndicats animés de l'esprit de revendication et d'émancipation ouvrière. Cette marque (*label confédéral*) est apposée sur tous les imprimés des syndicats adhérents à la Confédération générale du Travail, directement ou par l'intermédiaire de leur Fédération.

Elle créa également le label *commercial*, qui consiste en une affiche reproduisant la marque confédérale entourée des mots : « Maison recommandée ». Cette

---

(1) Cf. De Seilhac. *Syndicats ouvriers, Fédérations, Bourses du travail*, page 315.

affiche est placée chez les boulangers, coiffeurs et restaurateurs qui emploient des syndiqués.

Enfin, elle fit également graver le label *industriel*, qui peut être employé par toutes les corporations en changeant seulement le titre du syndicat qui le délivre.

Pour seconder l'action de la Confédération générale du travail, la Fédération publia à diverses reprises, dans *La Typographie Française*, la liste des coiffeurs parisiens possédant l'*affiche-label* et engagea les fédérés à n'accorder leur clientèle qu'à des industriels ou commerçants employant des syndiqués.

*Le label doit-il être confédéral ou corporatif?* — Le Comité confédéral qui est, depuis quelques années, en désaccord avec le Comité central de la Fédération du Livre (1) à propos de la méthode d'action employée par celle-ci, s'est montré hostile au label corporatif auquel il prétendait substituer exclusivement le label confédéral. Le Comité central considérant, au contraire, que cette manière de voir portait atteinte à l'autonomie des organisations adhérentes à la Confédération générale du Travail, s'était refusé jusqu'alors à appliquer cette mesure. Pour mettre fin à ce conflit, la question vient d'être portée à l'ordre du jour du Congrès corporatif qui s'est tenu à Bourges du 12 au 17 septembre dernier. Le Congrès s'est prononcé pour l'interprétation donnée par le Comité de la Confédération et a décidé que le label devait être *confédéral* et non *corporatif* (2).

(1) Nous renvoyons, sur les motifs de ce désaccord, à la troisième partie de cette étude, dont une section est consacrée spécialement à ce sujet.

(2) Il semble cependant que l'emploi du label confédéral ne soit nullement exclusif de celui de la marque syndicale ou corporative.

D'ailleurs, les fédérations purement professionnelles paraissent beaucoup mieux placées que la Confédération générale du Travail pour accorder ou refuser aux patrons de leurs branches respectives, le droit de revêtir leurs produits du *label*; en outre, il peut arriver que certaines améliorations dans les conditions du travail, poursuivies par une association professionnelle, soient strictement spéciales à un métier (nous n'en voulons pour preuve que le travail de la femme auquel la Fédération du Livre s'oppose de toutes ses forces, dans l'imprimerie).

Quoi qu'il en soit sur ce point, la généralisation du label, dont l'introduction en France est due à la Fédération du Livre, contribuera certainement, pour une large part, à l'amélioration des conditions du travail dans notre pays.

---

## SECTION II

### La Fédération du Livre et le droit d'association.

A l'époque où fut fondée la Fédération du Livre, les syndicats professionnels vivaient encore sous le régime de la *tolérance administrative*; le projet de loi de M. Waldeck-Rousseau avait été voté par la Chambre des députés, mais l'existence légale des syndicats attendait encore le bon vouloir du Sénat (1).

Lorsque le projet vint devant la haute assemblée, celle-ci repoussa la suppression de l'article 416 du Code pénal, et rejeta l'article 5, qui autorisait les syndicats des divers corps de métiers à former des *unions*. Aussi le Comité central, tant pour hâter le vote de la loi que pour parvenir à faire reviser les modifications apportées par le Sénat au texte voté par la Chambre, engagea les sections à se mettre en rapport avec les sénateurs, députés et conseillers généraux de leur région et à leur faire connaître le sentiment de la classe ouvrière à l'égard du projet en discussion.

De son côté, le Comité central désigna une délégation de trois membres, chargée d'intervenir auprès de la commission de la Chambre des députés qui examinait alors le projet de loi sur les syndicats professionnels. Cette délégation fut entendue par la commission le 21 février 1883 et lui laissa, en se retirant, un rapport

---

(1) Les premières associations ouvrières typographiques remontent à une date assez éloignée. La société de résistance des typographes de Paris fut fondée en 1839.

Consulter à ce sujet : *Associations professionnelles typographiques*, op. cit., pages 7 et suiv. Radiguer. *Maîtres imprimeurs et ouvriers typographes*, op. cit., pages 236 et suiv.



adressé aux députés, dans lequel elle demandait l'abrogation de l'article 416 du Code pénal, et attirait l'attention de la Chambre sur la nécessité d'autoriser les unions ou fédérations, d'abord françaises ensuite internationales.

La loi du 21 mars 1884 donna satisfaction aux desiderata exprimés par la Fédération du Livre, sauf toutefois en ce qui concerne l'internationalisme (1) des unions.

Lors du Congrès typographique de 1885, une proposition fut faite tendant à inviter toutes les sections à remplir les formalités requises par la loi de 1884 sur les syndicats professionnels. Mais cette proposition fut repoussée après avoir rencontré une vive opposition de la part des délégués. Les uns blâmaient ces formalités qu'ils qualifiaient de policières et vexatoires ; d'autres déclaraient qu'il était préférable, pour les syndicats, de ne pas se conformer aux prescriptions de la loi de 1884, parce que ceux qui s'étaient mis en règle étaient tracassés, tandis que l'autorité laissait les autres tranquilles et ne s'occupait pas d'eux.

Puis, lors du renouvellement du Comité central, en 1885, le syndicat parisien qui était chargé de la nomination, d'après les statuts en vigueur à l'époque, raya les typographes étrangers de la liste des candidats, dans le but de se conformer aux prescriptions de l'article 4 de la loi de 1884, sur la nationalité des administrateurs des syndicats (2). Le Comité central et les fédérations étrangères protestèrent contre cette radiation et critiquèrent vivement le syndicat parisien d'avoir pris cette mesure. Le Comité central prétendait

---

(1) La loi du 24 mai 1872, sur *l'Association internationale des Travailleurs*, à l'égard de laquelle les pouvoirs publics usèrent souvent de la plus large tolérance, ne fut définitivement abrogée que par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901.

Cf. Pic. *Traité de législation industrielle*, 2<sup>e</sup> édition, 1903, page 259.

(2) *La Typographie Française*, n° 81, du 15 février 1885.

alors que l'article 4 précité visait exclusivement les syndicats et qu'aucun texte n'interdisait aux étrangers d'être nommés administrateurs des unions ou fédérations (1).

D'autre part, la loi sur les syndicats professionnels avait été mal accueillie par certains patrons ; *La Typographie Française* a cité, à ce sujet, plusieurs maisons dans lesquelles les typographes avaient été mis en demeure de quitter l'atelier s'ils ne démissionnaient pas de leur syndicat. Aussi, dès que la proposition de loi Bovier-Lapierre, tendant à frapper de peines correctionnelles les patrons convaincus d'avoir entravé l'exercice des droits reconnus aux ouvriers par la loi de 1884, eut été mise en discussion, le Comité central adressa un pressant appel aux sections fédérées pour les engager à intervenir activement auprès des députés et sénateurs de leur circonscription respective, dans le but de hâter le vote de cette nouvelle disposition. De son côté, le délégué permanent de la Fédération, M. Keufer, fit connaître par lettre à M. Tirard, ministre du Commerce, les attentats commis par les maîtres imprimeurs contre l'indépendance de leurs ouvriers, afin de lui montrer l'utilité de la proposition Bovier-Lapierre.

Sanctionnée par un vote favorable de la Chambre des députés (13 mai 1890), cette proposition rencontra, au contraire, au Sénat, une opposition très vive. Aussi, le Comité central décida-t-il d'exercer une vigoureuse action auprès de la haute assemblée. Une pétition fut d'abord adressée à toutes les sections pour être remise par chacune d'elles aux sénateurs de leur département. Une délégation du Comité central comparut

---

(1) Cette interprétation était contraire à l'esprit de la loi de 1884. Les unions ou fédérations « ne devant comprendre que des syndicats français, c'est-à-dire ayant leur siège social en France et tous leurs administrateurs français, le but de loi ne serait pas atteint, si ces unions pouvaient placer à leur tête des étrangers. » Pic. *Traité de législation industrielle*, 2<sup>e</sup> édition, 1903, page 311.

ensuite (25 juin 1890) devant la commission sénatoriale et lui fit connaître le sentiment de la Fédération du Livre à l'égard de la proposition en discussion ; puis, une nouvelle délégation se rendit auprès de M. Fallières, ministre de la Justice. Mais toutes ces démarches n'aboutirent pas ; le Sénat refusa de voter la proposition de loi Bovier-Lapierre (1).

Jusqu'en 1893, la Fédération avait négligé de se conformer aux prescriptions de la loi de 1884. Elle n'avait fait qu'imiter en cela la plupart des syndicats ou fédérations des autres métiers qui vivaient encore sous le régime de la tolérance administrative. Mais cette tolérance prit fin lors du conflit qui éclata en 1893 entre la Bourse du travail de Paris et le Préfet de la Seine. A ce moment, le gouvernement paraissant résolu à appliquer rigoureusement la loi et à aller jusqu'à la dissolution des groupements réfractaires, le Comité central examina s'il devait opter pour la résistance préconisée par le Comité général de la Bourse du travail ou pour l'obéissance à la loi. Ce fut ce dernier parti qui prévalut. Le Comité central se refusa à mettre en péril l'existence de la Fédération dont l'organisation avait nécessité tant d'efforts depuis 1881. Il se borna à regretter les dispositions restrictives visant la présence des étrangers parmi les administrateurs des syndicats et unions et déclara qu'il s'associerait à toute proposition ou projet de loi ayant pour but de modifier la loi de 1884 dans un sens plus libéral ; puis,

---

(1) Le Sénat s'est basé sur ce que l'article 1780 du Code civil, modifié par la loi du 28 décembre 1890, est suffisant pour permettre de réparer le préjudice causé à un ouvrier remercié parce qu'il fait partie d'un syndicat.

L'article 11 du projet déposé par M. Waldeck-Rousseau, le 14 novembre 1899, reproduit le fond de la proposition Bovier-Lapierre, mais en y ajoutant la contre-partie. Il punit, en effet, de peines identiques « quiconque, par l'un des moyens énumérés audit article (414 du Code pénal), violences, voies de fait, menaces, manœuvres frauduleuses, aura obligé ou tenté d'obliger une ou plusieurs personnes *soit de sortir du syndicat, soit d'en faire partie* ».

Consulter à ce sujet Pic. Op. cit., pages 234 et suiv., et 401.

il s'empresse de remplir les formalités nécessaires pour assurer son existence légale.

*La Fédération du Livre et le projet de M. Waldeck-Rousseau, tendant à la modification de la loi du 21 mars 1884.* — M. Waldeck-Rousseau déposa, en 1899, un projet de loi, non encore voté à l'heure actuelle, tendant, d'une part, à protéger d'une manière plus énergique tous les droits et toutes les libertés conférées par la loi de 1884, et, d'autre part, à étendre la capacité des syndicats (1).

Ces modifications ne furent pas toutes approuvées par le Comité central. Voici, en effet, les raisons invoquées contre elles.

La première « tend à protéger, d'un côté, les ouvriers qui sont syndiqués contre les menaces et l'hostilité patronales; de l'autre, la liberté des non syndiqués et des patrons qui occupent des non syndiqués. Ce sera là une arme à deux tranchants qui se tournera plus souvent et plus sûrement contre les ouvriers syndiqués et les syndicats que contre les patrons et les non syndiqués; car les patrons, menacés par les sanctions pénales, ne renverront pas les ouvriers à raison de leur qualité de syndiqués, mais ils trouveront toujours des prétextes plus ou moins futiles pour se débarrasser des ouvriers syndiqués..... Il faudra, en tout cas, une grande prudence au législateur pour modifier la loi de 1884, sans la rendre plus dangereuse pour ceux que l'on veut protéger.

« Une autre modification proposée par M. Waldeck-Rousseau consiste à étendre la capacité des syndicats, à leur accorder la faculté de devenir commerçants ou industriels, d'entreprendre des travaux de l'Etat et des autres administrations, en un mot de faire de la coopération de production.

---

(1) Le projet accorde, en outre, aux unions et fédérations de syndicats, le droit qui leur avait été refusé par la loi de 1884, d'ester en justice et celui de posséder les immeubles nécessaires à leur fonctionnement.

« Certes, les syndicats seront libres de se livrer à ces opérations ; mais, leur en accorder la faculté, c'est les inciter à en faire la tentative, c'est exciter les espérances illusoires et dangereuses que ce genre d'opérations pourra faire naître. Il est absolument nécessaire de tenir nos syndicats professionnels en garde contre les alléchantes perspectives du nouvel horizon ouvert aux travailleurs. Formés déjà avec tant de peines, fonctionnant au prix de persévérants efforts et de lourds sacrifices, les syndicats ouvriers, en devenant industriels et commerçants, seraient fatalement voués aux plus funestes divisions, à la désagrégation rapide, par la poursuite exclusive d'intérêts matériels, par les inévitables soucis, les rivalités, les difficultés d'argent et d'administration. Les syndicats devenus de simples sociétés de production, absorberaient les efforts des hommes les plus actifs et les plus dévoués pour des résultats douteux, et, enfin, on détournerait les syndicats de leur véritable et normale destination : la défense des intérêts généraux corporatifs du prolétariat, pour en faire des sociétés mercantiles, capables seulement de satisfaire les intérêts d'un tout petit nombre d'ouvriers. Telles sont les observations qu'il y aurait lieu de soumettre à M. le Ministre de l'Intérieur » (1).

Le Comité central, se rangeant à cet avis, donna pour mission à son délégué permanent de se rendre auprès de M. Waldeck-Rousseau, afin de lui soumettre les observations qui viennent d'être reproduites.

Dans les premiers mois de l'année 1901, invité par la Bourse du travail à se faire représenter à une réunion organisée en vue d'examiner le projet de loi de M. Waldeck-Rousseau, le Comité central y renouvela l'opinion qu'il avait déjà exprimée, à savoir que le rôle des syndicats résidait dans la stricte défense des intérêts pro-

---

(1) *La Typographie Française*, n° 434, du 1<sup>er</sup> novembre 1899.



fessionnels et que la concession de la capacité civile et commerciale les détournerait de leur but (1).

L'attitude de la Fédération du Livre, à l'égard de ces deux points du projet Waldeck-Rousseau, semble assez répandue dans les groupements syndicaux. Tous espèrent, d'ailleurs, que le parlement apportera le plus grand soin dans les retouches qui pourront être apportées à la loi de 1884.

*L'action syndicale et l'action politique.* — Au lieu de prendre la forme de fédérations professionnelles, le mouvement fédéral ouvrier s'est surtout orienté depuis 1884 vers les groupements locaux ou régionaux (bourses du travail) comprenant les travailleurs de toutes les professions (2), et a permis de créer, en 1895, la Confédération générale du travail qui englobe, en principe, toutes les organisations ouvrières. Il en est résulté que les problèmes purement techniques, propres à chaque corporation, ont été, en général, relégués au second plan et ont cédé souvent le pas aux questions politiques.

La Fédération du Livre, au contraire, s'est efforcée de demeurer toujours sur le terrain strictement syndical et professionnel et a combattu, en toutes circonstances, l'intrusion de la politique dans son sein.

*La Typographie Française* du 16 novembre 1895 (n° 339) a publié la traduction d'un article intitulé *Socialisme et Syndicat* et écrit par M. Chrelfall, avocat du trade-unionisme anglais. Nous en extrayons le passage suivant : « Le socialisme et le travail sont choses tout à fait différentes. Le premier ne représente qu'une théorie, le second est le résultat de l'expérience..... En un mot, le socialisme est un manteau que peuvent porter le millionnaire et le paysan, mais

---

(1) Le Congrès corporatif des organisations adhérentes à la Bourse du travail, tenu à Lyon en septembre 1901, s'est prononcé également contre le projet Waldeck-Rousseau.

(2) Cf. Pic. Op. cit., pages 381 et suiv.

la représentation du travail est l'habit de l'expérience qui ne peut convenir qu'aux vrais travailleurs. Un grand effort sera fait de la part des organisations ouvrières pour empêcher la représentation du travail d'être la risée du public.» A quoi l'organe fédératif ajoutait : « Immiscer les doctrines socialistes ou politiques dans les organisations ouvrières, c'est vouer ces dernières à l'impuissance. L'expérience s'en fait chaque jour plus concluante en France. »

En 1896 (1), le Comité central désigna un délégué pour le représenter au Congrès international ouvrier de Londres, avec mission de déclarer que la Fédération du Livre entendait demeurer sur le terrain économique, et qu'il était de l'intérêt des corporations ouvrières de ne pas s'engager dans la voie politique, cette tactique n'empêchant pas d'ailleurs leurs membres de s'occuper de politique dans d'autres groupements. Ce Congrès fut très mouvementé. Les représentants du parti socialiste au parlement français déposèrent une proposition tendant à faire exclure du Congrès tout délégué d'une organisation ouvrière qui ne se déclarerait pas partisan de l'action politique et parlementaire et de la conquête du pouvoir politique pour assurer le triomphe des revendications du prolétariat. Le représentant de la Fédération du Livre s'éleva contre cette proposition qui fut repoussée. Le Congrès vota au contraire une résolution d'après laquelle « l'organisation des ouvriers en syndicats est de première nécessité pour la lutte émancipatrice du prolétariat. C'est un devoir pour tous les ouvriers d'appartenir au syndicat de leur profession. Pour faciliter une action économique efficace, les organisations syndicales doivent se réunir en fédérations, s'étendant sur tous les pays ». « En me conformant au mandat que m'avait donné le Comité central, écrivait le délégué dans *La Typographie Française*, je n'ai fait que suivre la tradition de

---

(1) *La Typographie Française*, n° 354, du 1<sup>er</sup> juillet 1896.

notre corporation, qui se refuse à introduire la politique dans son sein, tout en s'attachant avec persévérance à la défense des intérêts professionnels aussi bien qu'à la poursuite des intérêts généraux du prolétariat (1).

Depuis cette époque, le Comité central n'a pas modifié son opinion sur ce point; il considère la politique comme la principale cause de la faiblesse et de l'impuissance d'un grand nombre de syndicats, car chaque école ayant à cœur de faire prévaloir les théories qui lui sont chères, les dissensions intestines qui en résultent engendrent fatalement la désagrégation des forces dont l'union est indispensable. De plus, les patrons s'habituent à ne voir dans les syndicats qu'une machine de guerre dirigée contre eux, et, pourtant, les associations professionnelles sont aussi utiles aux employeurs qu'aux salariés, car si les syndicats étaient assez puissants pour maintenir le respect des tarifs de la main-d'œuvre, ils mettraient obstacle par là même à la concurrence ruineuse que les patrons se font entre eux.

Il est intéressant de rapprocher de l'opinion professée sur cette question par la Fédération du Livre, l'ordre du jour suivant, voté par le Congrès national tenu en 1900, par les Bourses du travail de France et des colonies (2) : « Le Congrès, considérant que toute immixtion de la Fédération des Bourses du travail dans le domaine de la politique serait un sujet de division et détournerait certainement les organisations syndicales du seul but qu'elles doivent poursuivre : l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes, décide qu'en aucun cas la Fédération des Bourses du travail ne devra adhérer à un groupement politique » (3).

---

(1) *La Typographie Française*, n° 359, du 15 septembre 1896

(2) *La Typographie Française*, n° 463, du 16 janvier 1901.

(3) Cf. Également la décision prise à ce sujet par le Congrès corporatif tenu à Lyon en septembre 1901.

### SECTION III

#### La Fédération du Livre et l'hygiène des ateliers typographiques.

---

La question de l'hygiène de leurs ateliers préoccupe depuis longtemps les typographes. C'est que leur profession est malsaine entre toutes. Debout toute la journée devant sa *casse*, le compositeur est obligé d'apporter la plus grande attention dans l'exécution de son travail; souvent, le manuscrit qui lui est remis (la *copie*, en argot typographique) est mal écrit, surchargé, raturé. Le typo doit donc parfois déchiffrer avant de composer et il est, la plupart du temps, intéressé à laisser passer dans son travail le moins de fautes possible, car les *piécards* (typographes à la tâche ou aux pièces) doivent exécuter sans rémunération les *corrections* qu'a révélées la *lecture en première* (1). Le travail typographique fatigue donc beaucoup la vue et on a constaté que très peu de compositeurs jouissent d'une vue normale (2).

---

(1) La *lecture en première* a pour but d'identifier le texte composé par le typographe avec le manuscrit. Elle précède l'envoi des épreuves à l'auteur.

(2) M. le docteur Motais, au cours d'une conférence faite à Angers, en 1883, sur l'hygiène de la vue chez les typographes, a déclaré que sur 97 compositeurs dont il avait examiné les yeux,

|    |                                          |
|----|------------------------------------------|
| 31 | étaient myopes,                          |
| 21 | — hypermétropes,                         |
| 30 | — astigmates,                            |
| 5  | — atteints de diverses lésions des yeux, |

soit au total 87, sur 97, avaient les yeux irrégulièrement conformés et 10 seulement les avaient entièrement normaux.

*La Typographie Française*, n° 36, du 1<sup>er</sup> avril 1883.

D'autre part, le frottement continu des caractères les uns contre les autres détermine, par l'usure, la production d'une poussière métallique (poussière de *plomb*, les caractères d'imprimerie étant composés de plomb et d'antimoine) qui non seulement adhère aux mains et aux vêtements des ouvriers, mais encore se répand dans l'atmosphère de l'atelier, qu'elle vicie, et pénètre dans l'organisme, provoquant des accidents saturnins. Le balayage ne fait que déplacer cette poussière toxique dont des mesures rationnelles de nettoyage pourraient seules diminuer la quantité.

Il ne faut donc pas s'étonner si, depuis de longues années, les typographes réclament l'application des règles de l'hygiène la plus stricte dans leurs ateliers. Sous le titre : *Le Compositeur typographe*, parut, en 1881, une brochure de M. le docteur Choquet. Le Comité central s'empressa d'en donner une analyse dans *La Typographie Française*, sachant bien que cette communication recevrait auprès des fédérés un accueil empressé (1). Voici un résumé des principales mesures hygiéniques que recommandait M. Choquet. « Le local où travaillent les typographes doit être largement aéré et pourvu à sa partie supérieure d'ouvertures permettant l'enlèvement permanent des poussières métalliques au moyen du courant d'air ainsi établi; il doit être aussi suffisamment éclairé par la lumière naturelle. Si cela est possible, il faut faire venir la lumière par la partie supérieure de l'atelier sans pour cela recourir au vitrage total, à cause des inconvénients qui pourraient en résulter à l'époque des grandes chaleurs. L'éclairage artificiel (gaz, électricité) doit être évité comme nuisible à la vue.

« D'autre part, la poussière métallique constituant pour le compositeur l'agent principal de l'intoxication plombique, il faut pour l'éviter, dans la mesure du possible, pratiquer de fréquents arrosages, le balayage

---

(1) *La Typographie Française*, n° 6, du 1<sup>er</sup> janvier 1882.



quotidien, le nettoyage répété des casses où les poussières se déposent, et munir l'atelier de lavabos pour permettre aux ouvriers de prendre les soins de propreté nécessaires. Les cas de colique saturnine sont également moins fréquents parmi les typographes si on proscriit tout excès dans la durée du travail. Le patron doit aussi, dans le même but, interdire au personnel de prendre ses repas et de fumer dans l'atelier de composition.

« L'ouvrier, de son côté, doit observer la plus grande propreté corporelle, recourir fréquemment, surtout avant les repas, au savonnage et au lavage minutieux du visage, de la bouche et des mains, éviter d'exposer, pendant le travail, ses bras et sa poitrine au contact des poussières de plomb et, enfin, s'abstenir des excès de toute nature. »

Ces diverses prescriptions contribueraient, certes, si elles étaient appliquées, à améliorer la condition hygiénique des typographes. Mais, combien d'ouvriers et de patrons n'en tiennent aucun cas ?

Dans un article paru dans *La Typographie Française*, et intitulé *Les professions et les ateliers insalubres*, le délégué permanent de la Fédération écrivait (1) : « Le nombre des ateliers malsains, trop étroits, mal éclairés est très grand à Paris. Il est des maisons où compositeurs, clicheurs, machines sont réunis dans un même local, au grand détriment de la santé des ouvriers. Dans toutes les parties de l'imprimerie, il n'y a pas dix ateliers qui soient dans les conditions voulues par l'hygiène.

« N'est-il pas déjà assez pénible d'être obligé de demeurer dans de petits logements, sous les combles, et faut-il encore, pendant dix ou douze heures, respirer un air vicié, travailler dans des ateliers sales, en contact permanent avec la poussière de plomb et quel-

---

(1) *La Typographie Française*, n° 23, du 15 septembre 1882.

quefois l'odeur des latrines, souvent sans une goutte d'eau propre pour se laver ? »

Cette plainte, qui ne faisait que traduire tout haut ce que les typographes pensaient tout bas, avait pour objet d'attirer l'attention des hygiénistes, car l'intoxication saturnine est plus redoutable dans l'imprimerie qu'on ne semble généralement le croire. L'extrait suivant d'un rapport médical adressé au Préfet de la Seine et inséré au *Bulletin municipal* de la ville de Paris (novembre 1888) en fournit la preuve : « Les faits de ce genre (intoxication saturnine) ne sont, d'ailleurs, pas rares et, pour s'en convaincre, il suffit de rechercher le genre de mort des compositeurs d'imprimerie. On ne tardera pas à reconnaître, comme cela m'est arrivé pour un grand nombre d'employés de l'Imprimerie Nationale et d'autres imprimeries que, bien que rarement atteints de coliques de plomb, ils succombent à des accidents d'intoxication urémique liés à une néphrite toute spéciale ou encore à une hémorragie cérébrale coexistant elle-même avec cette lésion rénale.

« En résumé, les conclusions que nous devons tirer de ce fait, c'est que les travaux dans lesquels les ouvriers sont mis en rapport constant avec des objets de plomb, sont des travaux des plus dangereux. En effet, indépendamment des accidents d'intoxication aiguë auxquels les ouvriers peuvent succomber, il se produit fréquemment des lésions chroniques des organes (des reins, notamment) qui finissent tôt ou tard par amener la mort. » Le rapport conclut en proposant la surveillance des industries dans lesquelles les ouvriers se trouvent constamment en contact avec des objets de plomb.

La publication de l'Office du Travail, intitulée *Poisons industriels* (1901), consacre les lignes suivantes aux typographes dans la partie relative à l'étude des industries saturnines (1) : « Parmi les ouvriers qui

---

(1) Office du travail, *Poisons industriels*, 1901, pages 28.

sont soumis aux dangers de l'intoxication saturnine, par le fait du maniement direct du plomb-métal, il faut classer les typographes, et l'on est en droit de considérer l'absorption plombique comme un facteur important dans la fréquence et la gravité des maladies de poitrine, de la phthisie en particulier, et des affections nerveuses, chez ces ouvriers.

« Il est certain que les ateliers de typographie sont presque tous des plus insalubres, qu'on peut y relever de nombreuses causes de viciation de l'atmosphère et parmi elles la diffusion des poussières plombiques.

« Dans un atelier de 40 ouvriers, l'inspecteur des fabriques de Lemberg, en Autriche, a reconnu que la poussière d'un casier contenait 16 % de plomb, que la poussière recueillie sur des objets déposés à une hauteur assez considérable, 2 à 5 mètres, contenait 0,24 à 0,37 % de plomb.

« L'analyse des poussières de l'air dans les imprimeries de Berlin a donné les résultats suivants : dans l'imprimerie de l'Etat, l'échantillon prélevé à une hauteur de 10 centimètres au-dessus du plancher a donné 0,89 % de plomb ; sur le composteur, à 52 centimètres au-dessus du plancher, il y en avait 1,73 % ; sur un autre meuble, à 2<sup>m</sup>25 du plancher, 0,62 %. En moyenne, la poussière d'imprimerie contient 1,6 % de plomb.

« Ces poussières proviennent du maniement et du frottement des lignes. Les mains des ouvriers en sont donc imprégnées et on comprend que s'ils n'ont pas la précaution de se laver les mains et de se nettoyer les ongles après leur travail, avant de prendre leurs repas, s'ils négligent de quitter leurs blouses de travail à la sortie de l'atelier, ils courent les plus sérieux dangers d'intoxication. Beaucoup d'entre eux ont l'habitude de déposer leurs cigarettes sur le bord des casses et peuvent, de cette façon, absorber une certaine quantité de poussière plombique.

« Mais les ouvriers les plus exposés sont ceux qui sont préposés au nettoyage des casses.

« Dans une brochure qu'il a publiée sur l'hygiène professionnelle des compositeurs typographes, M. le docteur Choquet a signalé chez eux, au bout d'un temps généralement assez long, un affaiblissement de la sensibilité digitale quelquefois accompagné de tremblements musculaires limités aux parties agissantes et qui s'exaspèrent par la fatigue à la fin de la journée. A un degré plus avancé, surviennent des fourmillements dans les doigts, précurseurs de la paralysie des extenseurs » (1).

L'intoxication plombique est donc très fréquente et très dangereuse chez les typographes. Aussi ceux-ci ont-ils réclamé à différentes reprises, sans l'obtenir d'ailleurs, le classement de leur profession dans la catégorie des industries insalubres. Ils se sont adressés également aux commissions d'hygiène pour attirer leur attention sur les mauvaises conditions hygiéniques de la plupart des ateliers, mais ces commissions n'ont aucun pouvoir sérieux; aussi les nombreuses démarches faites auprès d'elles n'ont abouti à aucun résultat pratique.

D'autre part, les mesures d'hygiène prescrites par la loi du 12 juin 1893 et par le décret du 10 mars 1894, n'ont presque jamais été mises à exécution dans la généralité des ateliers typographiques. Et cependant, l'application rigoureuse des prescriptions légales s'imposait peut-être autant dans l'imprimerie que dans toutes les autres industries considérées comme dangereuses pour la santé des ouvriers. Il ne faut donc

---

(1) Cf. *Instruction relative aux précautions à prendre dans les usines, ateliers, chantiers, etc., où l'on se livre soit à la fabrication, soit à la manipulation du plomb et de ses divers composés*, adoptée par le Conseil d'hygiène publique et de salubrité du département de la Seine, dans sa séance du 23 décembre 1881.

Cette instruction est reproduite dans l'ouvrage publié par l'Office du Travail en 1901. *Poisons industriels*, pages 297 et suiv.

pas blâmer trop sévèrement les typographes de leurs plaintes incessantes au sujet de l'insalubrité de leur profession (1).

---

(1) Malheureusement, si les patrons sont coupables de ne pas chercher à améliorer les conditions hygiéniques de leurs ateliers, les ouvriers, de leur côté, négligent trop souvent de prendre les plus élémentaires précautions. Or, l'initiative des intéressés peut contribuer très efficacement à l'application et au perfectionnement des dispositions légales. Aussi, est-ce dans le but de provoquer cette initiative qu'un *Congrès de l'hygiène des travailleurs et des ateliers* vient de se tenir à Paris, au grand palais des Champs-Élysées, dans la deuxième quinzaine du mois d'octobre 1904.

D'autre part dans sa session du 27 mai 1899, la commission mixte nationale a adopté le vœu suivant: « La question de l'hygiène et de la salubrité des ateliers étant de celles qui intéressent au premier chef la situation des ouvriers, la commission mixte invite les patrons, membres de l'*Union syndicale des Maîtres imprimeurs*, à porter toute leur attention sur ce point, conformément aux prescriptions de la loi et des décrets relatifs à l'hygiène et à la sécurité des ateliers (loi du 12 juin 1893), et les ouvriers eux-mêmes seront également invités à suivre rigoureusement les prescriptions qui sont formulées par la loi et que les patrons veulent appliquer.

*La Typographie Française*, n° 426, du 1<sup>er</sup> juillet 1899.



## SECTION IV

### La Fédération du Livre et la réglementation du travail des femmes, des enfants et des hommes adultes.

---

#### § I. — La femme dans l'imprimerie.

Les typographes se sont toujours montrés hostiles à l'introduction de la femme dans les ateliers de composition et ils n'ont cessé de la considérer comme un instrument d'avilissement des salaires (1). La grande grève de 1878, à la suite de laquelle le syndicat parisien conçut le projet de fonder la Fédération des Travailleurs du Livre, fut un nouvel enseignement pour la corporation. En effet, pour vaincre les prétentions de leurs ouvriers, les patrons n'hésitèrent pas à recourir à la main-d'œuvre féminine et cette mesure, jointe à d'autres causes que nous avons déjà indiquées, obligea les typographes à abandonner la lutte. On ne doit donc pas s'étonner si le Congrès de 1881 qui dressa les statuts de la Fédération, inséra dans l'article premier un paragraphe donnant pour mission à la nouvelle organisation « de s'opposer, par tous les moyens légaux, au travail de la femme dans la composition ».

*Arguments invoqués en faveur de l'emploi de la femme.*

— Les partisans du travail de la femme dans la typographie, déclarent tout d'abord que la femme, comme

---

(1) Pour l'étude des difficultés soulevées par l'introduction de la femme dans l'imprimerie antérieurement à la fondation de la Fédération du Livre, consulter Radiguer. Op. cit., pages 447 et suiv.

l'homme, a droit au travail, qu'elle a les mêmes charges sociales que lui, qu'elle est admise aujourd'hui dans un grand nombre d'industries et que la prétention des typographes de lui interdire l'accès de l'atelier de composition est injustifiable et porte une grave atteinte au principe de la liberté du travail.

Ils ajoutent, d'ailleurs, que le métier de typographe n'est pas assez pénible pour être incompatible avec les aptitudes physiques et la santé délicate de la femme. Napoléon n'a-t-il pas dit un jour, lors d'une visite à l'Imprimerie Nationale, et en regardant travailler un compositeur : « C'est là un travail de femme ? ».

D'autre part, à l'objection que les patrons préfèrent employer des femmes parce qu'ils leur donnent une rémunération inférieure à celle des hommes, ils répondent : « Non ; là n'est pas le motif qui nous guide. Ce que nous voulons, c'est obtenir la sécurité, une régularité certaine dans la production. Là femme est *disciplinée*, et c'est là le grand point ; nous pouvons avec elle compter sur le lendemain et ne pas craindre, dans un moment de presse, de voir nos ateliers désertés d'une heure à l'autre » (1). Quelques-uns avouent plus franchement qu'ils sont poussés par les nécessités de la concurrence, à employer la main-d'œuvre féminine.

Enfin, ils invoquent l'obligation pour la femme d'abandonner les genres de travaux spéciaux à son sexe, parce qu'il ne sont plus assez rémunérateurs, pour embrasser des professions où elle obtient un salaire plus élevé.

M. Léon Bigot a résumé dans *Le Voltaire* (1895) la plupart de ces arguments (2) : « L'ouvrier mâle, voyant un danger, s'est mis à protester. Et voilà les femmes menacées de perdre une carrière, une profession hono-

---

(1) Réponse de M. Storck, imprimeur à Lyon, dans le *Bulletin des Maîtres imprimeurs*, à un rapport présenté sur cette question par M. Keufer, au Conseil supérieur du travail.

*La Typographie Française*, n° 264, du 1<sup>er</sup> octobre 1892.

(2) Article reproduit par *La Typographie Française*, n° 328, du 1<sup>er</sup> juin 1895.

nable et rémunératrice. ....Pauvres femmes; dit le chœur des syndiqués, pauvres exploitées ! Vous qui êtes faites pour être aimées, choyées, bénies et pour nous donner des enfants, vous vous mettez à travailler ! Et on ne vous paie pas, on vous paie moins que nous ! Vous enrichissez le capital ! N'enrichissez pas le capital !

« Quand j'entends des antiennes de ce genre, j'ai toujours envie de rire. Je suis aussi socialiste que tous ces gens-là, et je trouve la société pitoyable. Mais ils finiront par se faire des rentes avec leur misère.... C'est faux, archi-faux, ce que disent les syndiqués. Les femmes, dans les maisons qui se respectent, gagnent autant que les hommes ; dans les autres, elles n'ont qu'à se mettre en grève ; on les augmentera. C'est simple. Elle viennent à Gutenberg parce que Gutenberg les paie 4,5 et 6 francs et qu'elles ne gagneraient que 30 sous en faisant des robes. Ensuite, Gutenberg les accueille parce qu'elles se montrent d'ordinaire exactes, laborieuses, fort dociles et qu'elles ne coupent pas le travail pour aller au cabaret. Et puis, en somme, dans la lutte pour la vie, elles sont autant que nous, et elles font bien de prendre les métiers que leurs forces leur permettent d'affronter. »

*Arguments invoqués par les typographes contre l'emploi de la femme.* — De son côté, la Fédération du Livre invoque contre l'emploi de la femme quatre sortes d'arguments que nous allons successivement passer en revue.

a) *Insalubrité de la profession.* — Si la profession typographique est considérée comme dangereuse pour la santé des hommes, à cause de l'intoxication saturnine, combien ne l'est-elle pas davantage encore pour la femme ? (1) « Un fait qu'on n'a peut-être pas mis assez

---

(1) Consulter sur ce point la brochure de M. Alary, membre du Comité central de la Fédération, aujourd'hui décédé : *Le travail de la femme dans l'imprimerie typographique : ses conséquences physiques et morales*, Paris, 1883.

en lumière, disait M. Alary, membre du Comité central dans une conférence sur ce sujet (1), c'est là mortalité des femmes employées dans l'imprimerie lorsqu'elles deviennent mères. D'après une statistique de 1873, il en meurt 75 % à l'hôpital.

« Au point de vue médical, il est barbare d'offrir aux femmes la position de compositrice, dans laquelle, par suite de l'intoxication des molécules de plomb, de graves perturbations s'opèrent dans l'organisme, les exposant à l'avortement... M. le docteur de Luys a déclaré que l'intoxication saturnine, qui se fait lentement, engendre une espèce d'état chronique dans lequel le produit de la conception ne peut plus se développer et meurt en général pendant la vie utérine. Quand, par hasard, il a échappé à ce danger, le petit être chétif, maladif, d'une constitution déjà ruinée en naissant, succombe lentement aux progrès du mal qu'il avait contracté dans le sein de sa mère et meurt presque toujours dans les trois premières années. » M. Alary rapporte également, dans la brochure que nous citons en note, que, d'après les constatations médicales, 31 femmes examinées ont eu 141 grossesses pendant qu'elles étaient exposées au contact du plomb par le toucher et par l'absorption des poussières de l'imprimerie et de la fonderie; sur ces 141 grossesses constatées, il y a eu 82 avortements, 4 accouchements prématurés, 5 mort-nés; sur les enfants vivants, 20 sont morts pendant la première année, 8 dans la deuxième, 7 dans la troisième, 14 seulement ont pu parvenir au delà de trois ans. Les autres ont presque tous succombé à des affections cérébrales et à des convulsions » (2).

---

(1) *La Typographie Française*, n° 58, du 1<sup>er</sup> mars 1884.

(2) *La Typographie Française*, n° 41, du 15 juin 1883.

Cf. *Poisons industriels*, volume publié par l'*Office du Travail*, 1901, page 6.

Cf. Également *Revue socialiste*, du 9 janvier 1897.

*La Revue blanche*, n° 209, du 15 février 1902, et 221 du 15 août 1902, qui contient deux études de M. Henri Dagan intitulées: *La femme ouvrière et Conséquences du travail féminin*.

En résumé, concluait M. Alary, l'exercice par la femme du métier de compositrice produit les conséquences suivantes : métrorrhagies ou pertes abondantes, fausses couches de trois à six mois, accouchements prématurés dans lesquels les enfants sont morts ou mourants, mortalité fort au-dessus de la moyenne dans les trois premières années de la vie de l'enfant.

En outre, il est faux de prétendre que la profession de typographe peut être aussi bien exercée par la femme que par l'homme, car le compositeur est appelé souvent à exécuter des travaux de force ; par exemple, le transport des formes et la correction sous presse, qui oblige l'ouvrier à se tenir plié en deux, quelquefois pendant plusieurs heures.

b) *Point de vue moral.* — Les typographes repoussent également, au nom de la morale, l'admission de la femme dans les ateliers de composition ; ils basent leur opinion sur la promiscuité des sexes dans un local souvent surchauffé, où le personnel, à demi-dévetu, échange des propos trop libres, où les nécessités du travail lui-même obligent « à la lecture de livres orduriers et licencieux » (1). « Faut-il nommer le journal, est-il dit dans *La Typographie Française*, dont le directeur, ayant voulu employer des femmes, fut forcé de s'en débarrasser parce que la metteuse en pages passait tout son temps dans le cabinet du rédacteur en chef, cependant que toutes les compositrices, par rang de beauté, flirtaient avec les rédacteurs par rang d'appointements, jusqu'à l'apprentie qui avait des rendez-vous avec le groom » (2). « Que diriez-vous, mesdames, disait un membre de la Fédération, au cours d'une conférence publique au Havre, motivée par l'installation de femmes dans une imprimerie de la ville, si le soir, en rentrant au logis, votre enfant vous apprenait que

---

(1) Radiguer. Op. cit., page 458.

(2) *La Typographie Française*, n° 20, du 1<sup>er</sup> août 1882.



sa journée a été employée à composer des ouvrages dont vous ne lui permettriez pas la lecture ; que, pendant des heures, elle a pu examiner des gravures représentant des scènes dont la seule pensée vous fait monter le rouge au visage ? Et que l'on ne dise pas que je charge ce tableau ; les faits que je vous signale se sont passés, et, malheureusement, ils ne sont pas isolés. Je pourrais citer des maisons où des actes révoltants d'immoralité ont été la conséquence du travail de la femme dans l'imprimerie. Mères de famille, et vous messieurs, vous nous aiderez à épargner à la femme un travail qui lui empêche de conserver, jeune fille, son innocence, jeune femme, sa grâce et sa beauté, jeune mère, sa progéniture. Si vous prêtez la main à cette exploitation éhontée que l'on veut faire de vos filles, un jour viendra où vous verrez revenir de l'atelier votre enfant étiolée, ternie, flétrie au printemps de son existence ; déjà vieille avant même d'avoir été jeune, désillusionnée sans avoir jamais mordu à la délicieuse grappe des illusions, elle n'apportera au malheureux qui l'épousera qu'une âme pervertie, un esprit blasé, un corps incapable de procréer » (1). De même encore un délégué du Comité central déclarait, lors d'une réunion contradictoire qu'il avait organisée à La Roche-sur-Yon pour protester contre l'introduction de femmes dans l'imprimerie d'un journal : « Qu'on juge de la moralité du travail confié aux jeunes compositrices de la maison X.... Voici un extrait du catalogue des ouvrages qui sont composés par elles : *La Coupe du désir, Le Démon de la chair, Vénus magique, Contes indécents et moraux, Secrets d'alcove, Les Déséquilibrés de l'amour, Les Femmes eunuques, Lourdes amoureuse et mystique, Baisers défendus*, etc. »

c) *Défense du salaire.* — L'argument principal que la Fédération du Livre ne cesse d'opposer aux patrons

---

(1) *La Typographie Française*, n° 49, du 15 octobre 1883.

partisans de l'emploi des femmes comme compositrices, est celui qui consiste à considérer la femme comme un instrument d'avilissement des salaires. Et, malgré les protestations répétées d'industriels qui se retranchent derrière un but philanthropique et humanitaire, et qui ne cessent d'invoquer le principe du droit au travail de la femme aussi bien dans l'imprimerie que dans les autres métiers, il faut bien avouer que la Fédération du Livre n'a pas tort. L'histoire de la typographie, depuis 1881 jusqu'à ce jour, fourmille d'exemples de compositeurs remerciés et remplacés par des femmes payées à un salaire inférieur. Les patrons invoquent, il est vrai, les nécessités de la concurrence qui les obligent à chercher une diminution dans les prix de main-d'œuvre. Mais pourquoi ne s'efforcent-ils pas de se syndiquer, comme leurs ouvriers, de manière à pouvoir opposer une digue aux exigences de leurs clients ?

Ne semble-t-il pas très logique de voir les typographes combattre avec énergie les imprimeurs qui n'occupent la femme que pour l'exploiter, en la payant 30, 40 et 50 % moins cher que l'homme, et les fédérés se fâcher toutes les fois que l'introduction des femmes dans une maison les jette sur le pavé ? Le contraire seul aurait dû étonner les patrons, puisque la Fédération du Livre a été fondée dans le but d'améliorer les salaires typographiques ou tout au moins de les empêcher de baisser.

d) *Intérêt social.* — L'intérêt social s'oppose, lui aussi, à l'envahissement indéfini de l'imprimerie par la femme. Il y a, dans cette tendance à substituer les femmes aux hommes dans les diverses branches d'industrie, un danger qui, pour ne pas être immédiat, n'en est pas moins réel. On méconnaît ainsi, au grand préjudice de l'avenir de la race, le rôle véritable de la femme, qui est celui de mère et d'éducatrice. « La femme à l'atelier est trop souvent en butte à des obses-

sions auxquelles il ne lui est pas toujours possible de résister ; elle est sujette à des tentations, soumise à des intimidations de la part du patron, du contremaître ou d'ouvriers. L'homme, de son côté, trouve en rentrant sa compagne fatiguée, énervée par un long labeur, sans repas de prêt ; les enfants, courant les rues, ne peuvent que prendre de mauvaises habitudes. Je le répète, le travail de la femme à l'atelier est néfaste autant pour la moralité que pour la santé publique ; car, quelle peut être la vigueur physique d'enfants nés de mères anémiées par le travail ? » (1).

« Est-il naturel de voir la femme travailler et l'homme voué au chômage, à la misère ? Cette absorption de la femme par l'industrie, dans tous les métiers, ne tardera pas à produire des fruits et on peut prévoir la belle société que nous réservera la prochaine génération. La femme sera obligée de nourrir l'homme, ou bien l'homme et la femme travailleront tous les deux. Belle et douce existence pour la femme ! Heureuse perspective pour les enfants ! Et c'est de cette manière, avec la vie quotidienne passée dans un atelier malsain, la nuit, que nous voulons régénérer notre race, que nous voulons avoir de beaux et solides enfants ? » (2).

Dans un éloquent discours (3), M. Alary, que la question de la femme passionnait, citait les lignes suivantes d'Emile de Girardin : « La première et la suprême fonction de la femme est de mettre au monde des enfants fortement constitués, sains, robustes, de les nourrir, de les élever. A la femme d'administrer son ménage. Elle ne doit faire que ce qu'elle peut sans quitter le toit paternel quand elle est fille, la maison

---

(1) Extrait du rapport de M. Victor Breton sur la XIII<sup>e</sup> Exposition de Bordeaux.

*La Typographie Française*, n° 369, du 16 février 1897.

(2) *La Typographie Française*, n° 328, du 1<sup>er</sup> juin 1895, article de M. Keufer.

(3) Reproduit dans *La Typographie Française*, n° 58, du 1<sup>er</sup> mars 1884.

conjugale quand elle est femme ; ses bras, berceau naturel de ses enfants, ne sont pas faits pour servir aux fonctions industrielles. Pour cela, l'homme doit la nourrir ; tel est le devoir sévère que manifeste même la plus grossière sociabilité. Chez tous les peuples, la femme, traitée à l'origine comme une esclave, voit sa position s'améliorer successivement ; ainsi le veut la loi du progrès » (1).

L'opinion dominante dans la corporation typographique, considérant que les classes aisées de notre société traitent la femme comme une idole, comme un objet de luxe qu'on pare, qu'on est fier de montrer, qu'on entoure des soins les plus délicats et qu'on tient soigneusement à l'abri du travail dont on redoute pour elle la flétrissure, s'étonne alors de voir blâmer l'ouvrier typographe qui, en refusant à la femme l'entrée de son atelier, cherche uniquement à maintenir le salaire suffisant pour faire vivre sa famille et s'efforce par suite d'empêcher son épouse de désertir le foyer conjugal pour l'usine.

*La question de la femme et les différents Congrès typographiques nationaux.* — Le premier Congrès typographique (1881) donna pour mission à la Fédération de « s'opposer, par tous les moyens légaux, au travail de la femme dans la composition ». Cependant, cette disposition ne fut pas votée sans discussion et plusieurs délégués se déclarèrent partisans de l'admission, dans la Fédération, des femmes travaillant à un tarif égal à celui des hommes.

---

(1) Nous devons ajouter que l'opinion des Fédérés du Livre n'a pas varié sur ce point ; ils sont, en principe, au nom de l'intérêt social, opposés au travail industriel de la femme. Mais ils ne lui contestent pas pour cela le *droit de travailler*, surtout dans l'état économique actuel ; ils réclament surtout pour elle *un salaire égal à celui de l'homme* toutes les fois qu'elle fait le même travail que lui.

Consulter à ce sujet le rapport de M. Keufer au Conseil supérieur du travail, reproduit dans *La Typographie Française*, n° 262, du 1<sup>er</sup> septembre 1892.

En 1883, le Congrès précisa bien ses intentions sur ce point. Il adopta à cet effet la proposition suivante : « Ecarter par tous les moyens légaux, *même à salaire égal*, la femme de l'atelier, et particulièrement de l'atelier de composition, sa présence constituant un danger permanent d'avilissement des prix de main-d'œuvre dans ces derniers ateliers, où elle entre non point comme auxiliaire, mais bien comme concurrente » (1). Cependant les partisans de l'admission de la femme dans les syndicats, lorsqu'elles sont payées à salaire égal, ne désarmèrent pas. La commission de contrôle du syndicat parisien, après avoir autorisé les typographes à travailler à côté des femmes payées au tarif, se déclara partisan de l'admission de ces dernières dans le sein du syndicat et décida de porter cette question à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale de la section parisienne (2).

Quelle attitude allait prendre la Fédération à l'égard de ce vote ? Le Comité central déclara que les sections, étant autonomes, pouvaient discuter et décider toutes les mesures qu'elles jugeraient convenables, mais que, cependant, celles d'entre ces dernières qui seraient contraires aux statuts fédératifs ne pourraient être appliquées qu'après avoir été adoptées par un Congrès typographique. Or, une assemblée de ce genre allait précisément se tenir à Paris, au mois de septembre 1885. Le Comité central, dans le but de permettre aux sections de donner à leurs délégués au Congrès un mandat ferme sur cette question de l'admission ou de la non admission de la femme dans la Fédération, publia désormais, dans chaque numéro de *La Typographie Française*, deux articles d'opinion opposée, traitant cet important sujet (3).

Le Congrès de 1885 se prononça contre l'admission

---

(1) *La Typographie Française*, n° 46, du 1<sup>er</sup> septembre 1883.

(2) *La Typographie Française*, n° 81, du 15 février 1885.

(3) *La Typographie Française*, n° 82, du 1<sup>er</sup> mars 1885.



de la femme dans le syndicat, même à salaire égal. Il compléta seulement la disposition votée en 1883, par l'adjonction du paragraphe suivant : « Cependant, toute femme admise dans un syndicat similaire sera reçue dans la Fédération au même titre que l'homme, c'est-à-dire avec les mêmes devoirs et les mêmes droits » (2).

Cependant l'attitude nettement hostile prise par la Fédération à l'égard de la femme n'empêchait pas celle-ci de pénétrer de plus en plus dans la typographie. Le Comité central, constatant que la tactique employée jusqu'alors n'avait pas produit les résultats espérés, résolut de la modifier. Il proposa alors, au Congrès de 1887, d'adopter une proposition ainsi conçue : « Chercher tous les moyens propres à empêcher la femme de devenir un instrument d'avilissement des salaires, *en suscitant la création de syndicats féminins* destinés à maintenir le tarif et à arrêter la décadence de notre industrie, en se plaçant au point de vue le plus réel des intérêts que nous avons mission de défendre. » Les partisans de cette nouvelle tactique expliquèrent qu'ils n'en demeuraient pas moins, au point de vue social, les adversaires du travail de la femme dans l'industrie, mais que la lutte menée jusqu'alors ayant été inutile, le seul moyen efficace de combat semblait être la création de syndicats féminins sur le principe de l'égalité de salaire; par 49 voix contre 18, le Congrès repoussa cette proposition. La seule modification apportée au paragraphe des statuts réglant l'attitude de la Fédération à l'égard de la femme, fut la suppression des mots *même à salaire égal* (3).

La création de syndicats féminins fut proposée de nouveau au Congrès de 1889. Elle fut repoussée et le *statu quo* maintenu.

---

(2) *La Typographie Française*, n° 96, du 1<sup>er</sup> octobre 1885.

(3) IV<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris, 1887. Brochure, pages 8 et suiv.

Les modifications apportées dans la suite aux statuts fédératifs eurent simplement pour but d'indemniser les confrères victimes de l'emploi de la main-d'œuvre féminine.

Au cours du Congrès de 1900, un membre du Comité central soutint de nouveau le principe de l'admission de la femme dans la Fédération, lorsqu'elle est payée au tarif syndical. Il rappela que la lutte soutenue depuis cinquante ans par les travailleurs du Livre contre l'emploi de la femme dans l'imprimerie n'avait pas empêché cette concurrence de s'établir, et qu'il valait mieux, pour la protection des intérêts typographiques, accepter la femme à salaire égal que lui opposer une résistance aveugle. Cette proposition souleva de vives protestations. Le délégué permanent de la Fédération déclara qu'il demeurerait, comme toujours, l'adversaire du travail industriel des femmes, car il le considérait comme la source la plus redoutable de la désagrégation de la famille, de la société. Mais, ajouta-t-il, « quelles que soient les raisons qui justifient la résistance contre le travail des femmes, ce dernier n'existe pas moins et s'étend d'une façon inquiétante, au grand préjudice des ouvriers, des employés. Dans ces conditions il semble impossible, pour les représentants de la Fédération, de ne pas faire la part du feu et de se maintenir immobile sur le même et exclusif terrain de combat : écarter la femme de l'imprimerie, même à salaire égal. Je tiens à dire que la Fédération aura une force beaucoup plus grande pour lutter contre l'exploitation de la femme si nous décidons de ne la combattre que si elle travaille à salaire inférieur au tarif syndical ». Puis, comme la question n'avait pas été posée et étudiée par les sections avant le Congrès, il proposa de la soumettre à l'appréciation des fédérés. Cette proposition fut adoptée. D'autre part, le Congrès émit le vœu suivant : « . . . . que la Fédération du Livre accepte, dans ses rangs, la femme à salaire égal pour travail égal. Et,

dans le cas où les femmes voudraient agir vigoureusement pour obtenir le tarif syndical, la Fédération leur viendra en aide moralement et financièrement » (1).

En exécution des décisions prises par le Congrès, le Comité central consulta les fédérés sur l'admission de la femme et leur demanda de se prononcer sur la question suivante : « Etes-vous partisan de la femme compositrice dans les syndicats adhérents à la Fédération du Livre, si elle est payée au salaire syndical? » (2).

Le vote donna les résultats suivants : pour l'admission 1,850, contre 5,633 (3).

En se prononçant contre l'admission de la femme, les fédérés n'ont fait que se défendre contre un péril qui les menace sans trêve et dont ils souffrent quotidiennement dans leur lutte pour la défense du salaire.

Les événements semblent d'ailleurs avoir justifié la conduite des typographes. En effet, en 1899, s'était fondée, à Paris, une chambre syndicale des femmes compositrices, organisée par les ouvrières du journal *La Fronde*. Ce syndicat, qui n'a d'ailleurs cessé de violer la loi de 1892 sur le travail des femmes dans l'industrie, en permettant à ses adhérentes de travailler pendant la nuit à la composition de *La Fronde* et dont les membres ont toujours été payés à un salaire inférieur au tarif de la Chambre syndicale des typographes parisiens, a donné raison aux craintes manifestées depuis si longtemps par les fédérés. A la fin de l'année 1901, une grève ayant éclaté à Nancy, dans une importante maison de cette ville, par suite du refus d'acceptation d'un tarif présenté par la section, le syndicat des femmes typographes de Paris, sollicité par le patron, envoya des compositrices pour remplacer les grévistes. Il se conduisit ainsi, à l'égard de la Fédération du Livre,

---

(1) VIII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris, 1900. Brochure, pages 37 et suiv.

(2) *La Typographie Française*, n° 469, du 16 avril 1901.

(3) *La Typographie Française*, n° 473, du 16 juin 1901.

« comme un véritable syndicat jaune ». Ce syndicat étant affilié à la Bourse du travail, le Comité central porta une plainte contre lui à la commission administrative de la Bourse du travail et à l'Union des syndicats, et obtint son exclusion. A l'heure actuelle, ce syndicat n'existe plus ; ses archives et son emblème sont allés dernièrement échouer, rapprochement bizarre, à la rue de Savoie, au siège du Comité central de cette même Fédération du Livre qui l'avait tant combattu.

## § II. — La Fédération du Livre et la durée du travail.

a) *Le travail de nuit des femmes et des enfants.* — Les typographes n'ont pas à lutter que contre l'envahissement de la femme, il leur faut aussi résister à la concurrence des enfants. En effet, dans certains orphelinats et dans d'autres maisons qui ont pour but avoué la bienfaisance, de jeunes enfants des deux sexes sont exploités de la manière la plus rude. On leur enseigne pendant quelques mois le métier de typographe ; puis, dès qu'ils ont acquis assez d'habileté pour composer, on leur fait *bourrer des lignes*, non pas pour leur permettre d'acquérir une parfaite connaissance de la profession, mais uniquement pour les faire *produire*. Il va sans dire que la rémunération est loin d'être proportionnelle au travail exécuté. De même, certains imprimeurs occupent un nombre d'apprentis considérable relativement à celui de leurs ouvriers ; eux aussi ne visent qu'un but de lucre, car ils ne poursuivent que la recherche d'une main-d'œuvre avilie. Dans tous les cas que nous venons de citer, il se produit ce fait remarquable, c'est que les industriels, particuliers ou collectivités qui se livrent à ce genre d'exploitation, peuvent vendre le travail de composition à la clientèle à un prix souvent inférieur à celui payé à leurs ouvriers

par les imprimeurs qui emploient des typographes syndiqués (1).

Il ne faut donc pas s'étonner si les fédérés du Livre ont réclamé avec insistance l'interdiction du travail de nuit, en ce qui concerne les femmes et les enfants.

La loi du 2 novembre 1892, qui fut bien accueillie par la Fédération du Livre, aurait pu amener une certaine amélioration dans la condition des typographes, si elle avait été appliquée (2); mais, si on parcourt la collection de *La Typographie Française*, on constate que dans l'imprimerie cette loi a été trop souvent violée. Certains journaux parisiens, qui paraissaient le matin et qui étaient exécutés par des femmes et des enfants, ne changèrent pas pour cela leur personnel. Ils continuèrent à le faire travailler pendant la nuit comme auparavant. Puis ils protestèrent auprès des pouvoirs publics, organisèrent des pétitionnements, toujours au nom de la liberté du travail à laquelle la loi de 1892 avait, disaient-ils, porté atteinte. Nombre de journaux du matin étant composés par des femmes, le législateur obligeait ces dernières à renoncer à leur gagne-pain, ce

---

(1) Il n'est pas rare de trouver des maisons où les femmes et les enfants sont payés à raison de 0 fr. 25 du mille de lettres; ce tarif très modeste de main-d'œuvre permet aux patrons de ces imprimeries d'offrir la composition à leur clientèle au prix de 0 fr. 50 ou 0 fr. 60  $\frac{0}{100}$ , tandis que dans certaines villes, à Paris par exemple, le tarif syndical payé aux ouvriers est de 0 fr. 65  $\frac{0}{100}$ .

(2) *La Revue des Arts graphiques* prétendait que, par l'effet de cette loi, les périodiques allaient éprouver un retard, que les revues péricliteraient et subiraient de nombreux désabonnements au point d'être obligées de disparaître. A quoi *La Typographie Française* répondait : « Jusque-là, les exigences de la clientèle rendent intolérable la situation de l'ouvrier et de l'ouvrière, les obligent à passer quelquefois quinze et vingt heures à l'atelier pour rester inoccupés le lendemain; le travailleur ne compte plus dans les préoccupations du patron et du client. .... Il importe donc de mieux régler la production. C'est pourquoi nous approuvons les mesures qui viennent d'être prises, persuadés qu'elles ne feront disparaître aucune publication, mais qu'elles ramèneront un peu plus de calme et de régularité dans un métier où l'on ne travaille plus que par à-coup, où une désespérante accalmie succède à une épuisante et fébrile activité. »

*La Typographie Française*, n° 281, du 16 juin 1893.



qui constituait une injustice. Naturellement, les compositrices employées dans ces journaux signèrent toutes les pétitions qu'on leur présenta.

De son côté, le Comité central de la Fédération du Livre ne resta pas inactif. Il fit des démarches auprès du Ministre de la Justice, lui signala les nombreuses infractions qui se commettaient à Paris et en province et la résistance rencontrée par la loi auprès de certains magistrats qui annulaient les procès-verbaux des inspecteurs (1). Il porta les mêmes faits à la connaissance de la commission parlementaire du travail. Le Congrès d'hygiène, tenu à Lyon en 1894, auquel la Fédération du Livre prit part, joignit sa protestation à celles que les typographes avaient déjà fait entendre.

Depuis quelques années, les plaintes sont moins fréquentes; l'attention des fédérés s'est d'ailleurs tournée davantage vers la situation créée à l'imprimerie par la loi du 30 mars 1900 sur la durée de la journée de travail dans les ateliers mixtes.

Les typographes s'associent cependant à l'opinion de ceux qui demandent la suppression des exceptions, admises par la loi française, au principe de l'interdiction du travail de nuit des femmes dans l'industrie, sauf en ce qui concerne quelques travaux spéciaux, tels que le pliage des journaux (2).

b) *La Fédération du Livre et la réduction de la durée de la journée de travail.* — Depuis sa fondation, la Fédération, pour remédier au chômage qui sévit presque périodiquement dans l'imprimerie, a réclamé la réduction de la journée de travail. Elle n'a pas manqué de signaler aux fédérés tous les progrès réalisés à ce

---

(1) *La Typographie Française*, n° 297, du 16 février 1894.

(2) Consulter à ce sujet : *Le travail de nuit des femmes dans l'industrie*, 1903 (publication de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs). Rapport de M. Pic, pages 202 et suiv.

sujet dans les pays étrangers, soit au moyen de l'intervention du législateur, soit par la seule influence des groupements ouvriers (les Trades Unions, par exemple, en Angleterre).

Malheureusement, le travail n'est pas régulier dans l'imprimerie. Si on laisse de côté les équipes des journaux quotidiens, on constate que les maîtres imprimeurs dont la clientèle est constituée principalement par les éditeurs ont, au cours de l'année, de longues périodes de morte-saison, auxquelles succèdent brusquement des moments de presse nécessitant des heures supplémentaires. L'industrie du Livre est, en général, saisonnière. Cette situation doit naturellement provoquer des protestations de la part des patrons, dès l'instant où le législateur entreprend de réduire la durée de la journée de travail.

La plupart des Congrès typographiques ont porté cette question à leur ordre du jour. C'est ainsi que le Congrès de 1885 émettait le vœu « de lutter contre le chômage, en demandant que la durée légale de la journée de travail soit réduite à huit heures pour le travail de jour, à six heures pour le travail de nuit » (1).

Au Congrès de Marseille, en 1895, un délégué présenta sur ce point un très long et très intéressant rapport, à la suite duquel fut adopté un vœu tendant à l'établissement de la journée de huit heures (2).

La promulgation de la loi du 30 mars 1900 réduisant progressivement la durée de la journée de travail, dans les établissements mixtes, jusqu'à dix heures (à partir du 1<sup>er</sup> avril 1904), reçut des fédérés un accueil favorable. Elle fut seulement critiquée parce qu'elle ne s'appliquait pas aux ateliers n'employant que des hommes adultes; la situation de ces adultes, en effet, se trou-

---

(1) *La Typographie Française*, n° 96, du 1<sup>er</sup> octobre 1885.

Le Congrès de 1892 émit un vœu analogue. *La Typographie Française*, n° 266, du 1<sup>er</sup> novembre 1892.

(2) VII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Marseille, 1895. Brochure, pages 40 et suiv.

vait régie par le décret du 17 mai 1851, qui exceptait les ouvriers employés dans l'imprimerie des dispositions protectrices de la loi de 1848, fixant à douze heures la durée de la journée légale de travail. Aussi, le Comité central prit la résolution de demander au Ministre du Commerce l'abrogation du décret de 1851, de manière à faire bénéficier les adultes des prescriptions nouvelles de la loi du 30 mars 1900. Le secrétaire général de la Fédération, M. Keufer, avait émis un avis quelque peu différent. Tout en se déclarant partisan de l'application intégrale de la loi de 1900 aux hommes adultes, il avait proposé au Comité central de demander que les patrons pussent obtenir l'autorisation de faire veiller leurs ouvriers adultes seuls pendant un mois ou deux de l'année. Cette proposition était inspirée par les exigences spéciales de l'imprimerie à certaines époques et par la difficulté de recruter le personnel pour les coups de main dans les petites localités. Le Comité central ayant refusé de se ranger à cet avis, il fut décidé que la question serait portée devant le Congrès de 1900.

Celui-ci, après une longue discussion, adopta une proposition ainsi conçue (1) : « Considérant que les soixante dérogations par an accordées par la loi sont largement suffisantes pour assurer l'exécution de tous travaux ;

« Que, d'autre part, l'application stricte de la loi permettra à beaucoup de chômeurs de travailler ;

« Le Congrès décide de demander l'abrogation du décret de 1851 et l'application pure et simple de la loi de mars 1900. »

Mais le vote de cette disposition pouvait être gros de conséquences ; les patrons n'allaient pas manquer en effet de relever l'intransigeance des fédérés ; le mécontentement pouvait les gagner et provoquer une rupture

---

(1) VIII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris, 1900. Brochure, pages 91 et suiv.

des relations, cordiales jusqu'alors, entre les membres ouvriers et patrons de la Commission mixte (1). Aussi, pour atténuer la rigueur de son vote, le Congrès adopta l'addition suivante : « Toutefois, le Comité central pourra apporter des tempéraments, si les intérêts supérieurs de la Fédération l'exigent. »

Le Comité central, pour dégager sa responsabilité, décida de recourir au suffrage universel typographique. En conséquence, il pria les fédérés de se prononcer sur les deux questions ci-après :

1<sup>o</sup> Etes-vous partisan de l'application rigoureuse de la loi du 30 mars 1900, en limitant les dérogations à celles prévues par le décret de 1893 ?

2<sup>o</sup> Etes-vous partisan d'accorder des dérogations à la loi du 30 mars 1900 (en dehors de celles prévues par le décret du 15 juillet 1893), c'est-à-dire des dérogations pendant trente jours par an pour les adultes seulement, jusqu'à 11 heures du soir ?

Sur 5,345 votants, la première question réunit 3,047 oui, contre 1,512 non, et la deuxième 3,215 oui et 1,908 non. La section parisienne avait, à une grosse majorité, répondu *non* à la deuxième question (1,104 non et 406 oui).

Le décret du 28 mars 1902, qui abrogea celui du 17 mai 1851, a placé les ateliers typographiques où travaillent les adultes seuls, sous le régime de la loi de 1848, et a accordé en outre, à titre de dérogation à cette loi, deux heures supplémentaires par jour avec maximum de cent heures par an.

Les fédérés du Livre n'ont pas perdu l'espoir de voir réduire encore la durée de la journée de travail. Ils demeurent persuadés que les lois votées jusqu'à ce jour ne sont que des étapes dans la voie de la réduction, conduisant progressivement vers le but : l'établissement de la journée de huit heures.

---

(1) Pour les commissions mixtes dans l'imprimerie, voir chapitre III, infra.

Le premier pas vient d'être fait tout récemment. Pour remédier au chômage qui sévissait à l'Imprimerie Nationale, les compositeurs de cet établissement avaient demandé la réduction de la journée à neuf heures avec majoration équivalente des salaires. Le Ministre de la Justice a fait droit à cette requête ; il a même étendu la mesure à tous les ouvriers de l'Imprimerie Nationale. La journée de neuf heures est entrée en vigueur le 10 avril 1904.

§ III. — **La Fédération du Livre et la concurrence causée à l'imprimerie par le travail des prisonniers et celui des militaires.**

a) *Travail des prisonniers.* — La Fédération du Livre n'a jamais cessé de protester contre l'exécution des travaux d'impression dans les prisons. En 1887, un député de Paris ayant, dans un rapport sur le travail pénitentiaire, conclu à l'exécution, dans les maisons de détention, de tous les imprimés nécessaires aux divers services de l'Etat, *La Typographie Française* jeta un cri d'alarme : « Faisons-nous voleurs et nous aurons de la copie ! Est-ce là la seule perspective qui nous reste ? Pauvres typos ! Ecoles d'apprentis des deux sexes, machines à composer et émigration des travaux administratifs dans les prisons ! ; *Finis typographie !* » (1). L'idée fut reprise un peu plus tard, dans un sens plus restreint, par M. Millerand. En effet, dans un rapport relatif au budget des postes et télégraphes, il prétendit qu'il serait désirable, dans l'intérêt du Trésor, que, pour les imprimés courants dont elle fait une si grande consommation, l'administration des postes pût, comme l'administration pénitentiaire, faire appel à l'imprimerie de la maison centrale de Melun,

---

(1) *La Typographie Française*, n° 148, du 1<sup>er</sup> décembre 1887.



au lieu de s'adresser, comme le décret du 29 août 1889 lui en impose l'obligation, à l'Imprimerie Nationale.

Le Comité central s'éleva avec énergie contre cette proposition : « Nous n'admettons pas, est-il dit à ce sujet dans *La Typographie Française*, cette théorie facile et menaçante qui consiste à considérer les criminels seulement comme des malades subissant involontairement des suggestions, des impulsions, des obsessions, au détriment de ceux qui résistent au mal, qui ont au cœur le sentiment de la loyauté, le goût du travail volontaire et supportent courageusement les dures conditions économiques pour satisfaire dignement aux croissantes exigences sociales. Si la société doit tenter la réhabilitation des premiers, essayer de les ramener au bien, les seconds ont aussi quelque droit, il nous semble, à la protection, à la sécurité ; c'est pourquoi nous estimons que les travaux destinés aux prisonniers doivent être choisis surtout parmi ceux qui sont les moins faciles, les moins agréables, les moins sains » (1).

S'inspirant des considérations présentées par les administrateurs de la Fédération, le Congrès de 1892 émit un vœu aux termes duquel il invitait « le Comité central, aidé des groupes régionaux, à user de tous les moyens dont il pouvait disposer pour parvenir à la suppression de l'exécution des travaux typographiques dans les prisons, couvents, orphelinats et régiments ». Malheureusement, ce vœu n'eut aucun effet.

Il y a quelques années, l'administration des postes décida de retirer à l'imprimeur parisien qui l'exécutait, le *Bulletin hebdomadaire des Téléphones*, pour le confier à la maison centrale de Melun. Cette mesure émut profondément les fédérés du Livre ; le Comité central entreprit aussitôt des démarches auprès du ministre et fit appel au concours de la chambre syndicale patro-

---

(1) *La Typographie Française*, n° 240, du 1<sup>er</sup> octobre 1891.  
Cf. Pic. Op. cit., pages 610 et 611.

nale de Paris. A la suite de cette intervention, le ministre donna l'assurance que le *Bulletin* ne serait pas exécuté à la prison (1).

Tout récemment encore, le Comité central rappelait aux fédérés que l'imprimerie centrale de Melun prenait d'inquiétantes proportions au détriment de l'industrie libre et qu'elle occupait plus de 150 prisonniers. « N'est-il pas déplorable, ajoutait-il, de penser que tant de travaux sont exécutés dans de telles conditions, alors que notre profession est déjà si éprouvée par une crise intense et par la pénétration de la machine ? Il est de notre devoir de nous inquiéter de la situation créée par cet abus pour y remédier, et nous n'y faillirons pas » (2).

Tout le monde est à peu près d'accord aujourd'hui pour reconnaître le préjudice causé à l'industrie libre par le travail des prisonniers et l'exploitation à laquelle il donne lieu : « Le travail dans les prisons n'a pas l'influence moralisatrice qu'on lui suppose. On a essayé de récupérer les frais que nécessite l'incarcération des criminels, et, au lieu de relever ceux-ci à leurs propres yeux par un travail approprié à leurs aptitudes et honnêtement payé, on les exploite de telle sorte qu'ils peuvent dire que la société agit vis-à-vis d'eux de la façon la plus immorale ; sauf pour ceux qui sont des brutes incapables de réflexion, le traitement en vigueur dans les prisons ne peut que déterminer un désir de vengeance. En outre, le travail dans les prisons est une concurrence déloyale pour le travail libre, et, rien qu'à ce titre-là, il devrait être entièrement supprimé ; on sait que cette opinion est partagée par un grand nombre de criminalistes » (3).

---

(1) *La Typographie Française*, n° 385, du 16 octobre 1897.

(2) *La Typographie Française*, n° 535, du 16 janvier 1904.

(3) Article sur *le travail dans les prisons*, paru dans *Le Monde économique* et reproduit dans *La Typographie Française*, n° 374, du 1<sup>er</sup> mai 1897.

Mais on se heurte à une difficulté qui n'est malheureusement pas près d'être aplanie ; il faudrait, en effet, trouver le meilleur mode d'occupation des incarcérés (1).

b) *Travail des militaires.* — La concurrence de la main-d'œuvre militaire s'est exercée, dans l'industrie du Livre, de deux manières différentes : d'abord par l'introduction de soldats dans les imprimeries privées ; puis, par l'établissement de *presses* régimentaires dans les casernes.

Les typographes ont souvent réclamé, contre l'emploi des soldats comme compositeurs, et l'organe fédératif a enregistré de nombreuses plaintes à ce sujet. Au Congrès de 1889, la section de Nevers signala le cas de militaires travaillant huit heures par jour dans une imprimerie de cette ville et gagnant 0 fr. 25 par heure de travail. Bien plus, ces militaires ne touchaient pas de salaire, ce dernier étant destiné à compenser les fournitures d'imprimés faites à leur régiment. Ce cas n'était d'ailleurs pas isolé ; l'enquête effectuée sur ce point par la section avait démontré que des faits analogues se produisaient dans d'autres villes de garnison. Le Comité central s'émut de ces révélations et entreprit des démarches auprès du Ministre de la Guerre pour mettre fin à cette concurrence, désastreuse pour la main-d'œuvre ouvrière. Plus

---

(1) Cf. Conclusions du rapport de M. Keufer sur le travail dans les prisons, adoptées par la commission mixte nationale, dans sa session de mai 1897.

Il faudrait : 1° Que les travaux confiés aux prisonniers et destinés à être vendus en dehors fussent taxés à un prix équivalent à celui des produits extérieurs, ou tout au moins qu'ils s'en rapprochassent sensiblement.

2° Interdire l'entreprise de travaux pour la clientèle privée.

3° Rechercher les travaux pénibles et dangereux dont l'installation et la réussite n'offriraient aucune difficulté ni charge trop élevée.

« La commission mixte exprime le vœu que les prisonniers soient exclusivement employés à des œuvres d'intérêt public où ils ne puissent faire concurrence à l'ouvrier honnête. »

*La Typographie Française*, n° 377, du 15 juin 1897.

récemment, les sections de Béziers et de Verdun signalèrent la présence de soldats dans des imprimeries de ces localités (1). A la suite d'une nouvelle plainte du Comité central, le Ministre de la Guerre prescrivit une enquête sur les faits qui lui étaient dénoncés et promit de prendre des mesures pour en prévenir le renouvellement. Il y a quelques mois à peine, M. Keufer s'est encore rendu auprès du Ministre de la Marine pour lui demander « d'interdire aux ouvriers des arsenaux de travailler dans les imprimeries à l'issue de leur journée normale » (2).

Les *presses* régimentaires provoquèrent également de nombreuses réclamations, parce qu'elles étaient employées non seulement à des imprimés d'ordre purement militaire, mais encore à exécuter des travaux particuliers, tels que cartes de visite ou autres menus imprimés. Ces *presses* ayant pris, dans un certain nombre de corps de troupe, une importance tout à fait exagérée par rapport à leur destination normale, le Ministre de la Guerre a décidé, l'année dernière, que dans chaque corps il ne devrait être employé, au service de la presse régimentaire, qu'un sous-officier et un soldat, que ce service n'occuperait qu'une pièce et serait exclusivement réservé à l'exécution des travaux concernant le commandement et l'instruction.

Toutes ces démarches, toutes ces interventions de la Fédération du Livre, critiquées souvent par des industriels qui ne considèrent dans la main-d'œuvre que son bon marché, méritent d'être louées au point de vue professionnel, car elles tendent à limiter la concurrence et à maintenir, dans la corporation, un salaire que la femme et l'enfant ont malheureusement déjà trop déprécié.

---

(1) *La Typographie Française*, n° 371, du 16 mars 1897.

(2) *La Typographie Française*, n° 548, du 1<sup>er</sup> avril 1904.

§ IV. — La Fédération du Livre et les critiques adressées par les maîtres imprimeurs à l'Imprimerie Nationale (1).

Les maîtres imprimeurs combattent, depuis de longues années, le monopole concédé par l'Etat à l'Imprimerie Nationale, relativement à certaines catégories de travaux. Ils prétendent que le préjudice causé de ce chef à l'industrie privée est considérable et que d'ailleurs il en résulte un surcroît notable de charges pour les finances publiques; ils affirment en effet que l'Etat réaliserait d'importantes économies s'il concédait ses travaux à des particuliers soit par traité de gré à gré, soit par voie d'adjudication. L'Imprimerie Nationale devrait être uniquement, d'après eux, une institution destinée à entretenir le goût, à développer les perfectionnements professionnels dans l'industrie du Livre et à exécuter les travaux d'art, trop coûteux pour être confiés à des établissements privés.

La Fédération du Livre, au contraire, s'est efforcée de combattre les prétentions des imprimeurs, parce qu'elle a toujours redouté de voir l'Etat s'adresser, pour l'exécution de ses impressions, à des maisons où le tarif syndical est méconnu et où l'on spéculé sur la main-d'œuvre avilie de la femme.

Emu par les nombreuses plaintes que ne cessaient d'exhaler les imprimeurs, M. Sarrien, ministre de la Justice (1887) adressa au Président de la République un rapport concluant à la nomination d'une commission extra-parlementaire chargée de s'enquérir des conditions d'existence de l'Imprimerie Nationale, de son fonctionnement, de ses prix de revient comparativement à ceux de l'industrie privée et des avantages ou des inconvénients que l'Etat pouvait attendre du

---

(1) Pour la partie historique, consulter Radiguer. Op. cit., pages 227 et suiv.



maintien de cet établissement ou de son abandon. A la suite de ce rapport, une commission fut nommée par décret (1).

De leur côté, les ouvriers de l'Imprimerie Nationale ne restèrent pas inactifs. Mécontents de ces attaques qui les atteignaient par ricochet, inquiets de voir les efforts des maîtres imprimeurs couronnés de succès, puisque la campagne avait eu pour résultat de faire confier certains travaux de l'Etat à l'industrie privée, ils organisèrent, le 30 octobre 1887, une réunion de tout le personnel de l'imprimerie (2). L'ordre du jour suivant fut alors voté : « Au nom de l'économie qui doit présider à la confection des travaux de l'Etat, au nom des droits du personnel de l'Imprimerie Nationale, l'assemblée réunie, salle Rivoli, demande la nomination d'une commission parlementaire qui aura pour mission de faire cesser les abus, en introduisant dans la loi de finances de 1888 une clause imposant aux ministères de faire exécuter les travaux de l'Etat à l'imprimerie gouvernementale. »

Cependant, les maîtres imprimeurs poursuivaient activement l'œuvre qu'ils avaient entreprise. Ils essayèrent même d'associer à leurs efforts ceux de leurs ouvriers et firent à cet effet circuler une pétition dans les ateliers (3).

La Fédération du Livre prit résolument la défense de l'Imprimerie Nationale, dont l'existence paraissait menacée, et elle essaya de réfuter les arguments souvent produits par les maîtres imprimeurs : « Pour nous, l'imprimerie est un instrument que l'Etat doit posséder, non pas pour faire concurrence à l'industrie privée, mais pour alimenter exclusivement ses différents services et surtout pour l'exécution de travaux qui ont un caractère confidentiel et qui exigent des garanties que

---

(1) *La Typographie Française*, n° 135, du 16 mai 1887.

(2) *La Typographie Française*, n° 147, du 16 novembre 1887.

(3) *La Typographie Française*, n° 163, du 16 juillet 1888.

l'on pourrait peut-être trouver dans d'autres imprimeries, mais qui sont plus assurées dans un établissement spécial, où le personnel est stable et se considère par habitude comme obligé à être discret....

« Un des griefs les plus souvent invoqués par ceux qui critiquent le monopole de l'Imprimerie Nationale, est de prétendre que cet établissement coûte beaucoup d'argent à l'Etat et partant aux contribuables. Ce reproche est fondé dans une certaine mesure. Mais cela tient sans doute à un vice d'organisation; selon nous, la plaie de cet établissement comme de tant d'autres, c'est le fonctionnarisme, la bureaucratie, qui absorbent les bénéfices. Si l'on voulait tenter une épuration, avec la clientèle officielle assurée, il serait impossible alors que l'Imprimerie Nationale ne fit pas des économies » (1). D'autre part, les ouvriers de l'établissement, qui voyaient à chaque instant des travaux émigrer dans des maisons employant un personnel féminin, nommèrent une commission chargée de faire les démarches nécessaires pour mettre un terme à ce nouvel état de choses, dont l'une des conséquences était de réduire au chômage un certain nombre d'entre eux.

C'est alors que le Ministre de la Justice, M. Thévenet, prit un décret aux termes duquel l'Imprimerie Nationale continuerait à être chargée exclusivement d'exécuter toutes les impressions nécessaires au service des divers départements ministériels ou ordonnées par les administrations centrales à Paris, et dont la dépense serait imputable au budget de l'Etat. Il ne pouvait être apporté de dérogation sur ce point qu'à titre exceptionnel, avec l'autorisation du Garde des Sceaux et après avis de la commission consultative établie près le ministère de la Justice pour examiner les demandes d'exceptions (2).

Ce décret eut pour effet immédiat d'envenimer la

---

(1) *La Typographie Française*, n° 160, du 1<sup>er</sup> juin 1888.

(2) *La Typographie Française*, n° 190, du 1<sup>er</sup> septembre 1889.

querelle et la lutte continua, plus ardente, plus âpre qu'auparavant : « Si vous ruinez l'industrie privée, écrivait un imprimeur dans le journal *Le Paris*, les patrons seront obligés ou de diminuer les salaires, ou d'employer des femmes, et la bataille gagnée par les prolétaires sera une victoire à la Pyrrhus. Il y aura cent ouvriers de plus à l'Imprimerie Nationale, mais cinq cents de moins dans les ateliers privés. » A quoi le Comité central répondit avec beaucoup d'à-propos que nombre d'imprimeurs n'avaient pas attendu la publication du décret Thévenet pour introduire des femmes dans leurs ateliers. Il ajouta, d'ailleurs, qu'il s'opposerait de toutes ses forces à la suppression du monopole accordé à l'Imprimerie Nationale, chaque fois que les attaques dirigées contre cet établissement émaneraient de patrons employant des femmes ou violant les tarifs syndicaux (1).

Mais les patrons étaient parvenus à intéresser à leur cause des membres influents du parlement. En 1896, M. Bozérian, rapporteur du budget de l'Imprimerie Nationale, fit adopter par la commission du budget de la Chambre, un projet de résolution ainsi conçu : « La Chambre invite le gouvernement à nommer une commission chargée d'examiner dans quelles conditions pourrait s'effectuer la réorganisation ou la liquidation de l'Imprimerie Nationale. Le rapport de cette commission et la décision du gouvernement devront être portés à la connaissance des Chambres avant le 1<sup>er</sup> juillet 1897. A l'exception des documents présentant un caractère secret, les ministres pourront faire exécuter les impressions de leurs administrations soit par l'Imprimerie Nationale, soit par l'industrie privée. »

---

(1) *La Typographie Française*, n° 283, du 16 juillet 1890.

A ce sujet, M. Radiguer rappelle que l'un des patrons les plus acharnés contre l'Imprimerie Nationale employait quatre-vingts femmes, dont vingt-six apprenties payées 0 fr. 50 par jour. Radiguer. Op. cit., page 235.

La situation était grave. Le Comité central de la Fédération du Livre exprima de nouveau, dans *La Typographie Française*, ses craintes de voir confier, à la suite d'adjudications, les travaux de l'Imprimerie Nationale à des imprimeurs employant la main-d'œuvre féminine : « Sous prétexte d'économies apparentes, disait-il, le législateur aura jeté le trouble dans une industrie déjà très compromise; voilà la tâche à laquelle vont s'atteler la commission du budget et M. Bozérian. A Washington, à Berlin, à Vienne, à Bucarest, à Saint-Petersbourg existent des imprimeries nationales, et nous ne pouvons pas conserver la nôtre?..... Nous ne cesserons d'élever la voix contre l'iniquité qui est sur le point de se commettre. Si les finances nationales ont besoin d'être protégées, les intérêts ouvriers doivent l'être aussi; tous, nous serons unanimes à protester contre l'éparpillement des travaux d'impression de l'Etat, qui seront confiés aussi bien aux patrons occupant des femmes et des enfants, ou violant les prix de main-d'œuvre, même lorsqu'ils occupent des hommes. Si nous avions la certitude que les prix de main-d'œuvre seront respectés, que le salaire normal sera payé dans les maisons où se feront les travaux, il nous serait indifférent que les typographes et autres ouvriers travaillent rue Vieille-du-Temple ou ailleurs. Mais nous sommes sûrs du contraire » (1). Le Comité central envoya une délégation auprès de M. Darlan, ministre de la Justice. La commission du budget consentit alors à retirer la partie du projet de résolution qui autorisait les ministres à donner leurs travaux d'impression à l'industrie libre ou à l'Imprimerie Nationale, mais elle maintint le surplus. D'autre part, le Ministre de la Justice fit nommer, par décret, une commission spéciale chargée de faire une enquête complète sur les diverses questions intéressant l'Imprimerie Na-

---

(1) *La Typographie Française*, n° 361, du 16 octobre 1896; n° 362, du 1<sup>er</sup> novembre 1896.

tionale. Un membre du Comité central se présenta devant cette commission pour lui soumettre les doléances de la Fédération. Puis, les maîtres imprimeurs ayant fait une démarche auprès du Président du Conseil des ministres pour demander la remise des travaux d'impression des ministères à l'industrie privée par voie d'adjudication, le Comité central désigna une délégation qui se rendit également auprès du Président du Conseil, pour réclamer le maintien du *statu quo* (1).

Enfin, la Chambre des députés se prononça au mois de mars 1898 et, en votant le budget de l'Imprimerie Nationale, donna gain de cause à la Fédération.

La question a été portée, à différentes reprises, à l'ordre du jour de la commission mixte nationale qui fonctionne, depuis quelques années, dans l'industrie du Livre et une convention est intervenue entre le Comité central de l'Union des maîtres imprimeurs et celui de la Fédération; elle a pour basé le maintien du *statu quo* et est opposée à l'extension du monopole dont jouit l'Imprimerie Nationale (2).

Tout récemment, une nouvelle effervescence s'est manifestée dans le monde de l'imprimerie, aussi bien du côté patronal que du côté ouvrier. En effet, à la suite de l'envoi par le Garde des Sceaux, à ses collègues des autres ministères, d'une circulaire leur rappelant les termes du décret du 28 août 1889, on avait craint un moment de voir monopoliser, par l'Imprimerie Nationale, les travaux administratifs que les chefs de service font actuellement exécuter dans les imprimeries de province. Ces impressions étant payées sur le budget de l'Etat, semblaient avoir été visées par le ministre dans sa circulaire. Le Comité central, considérant que le retrait de ces travaux aggraverait le chômage dans les imprimeries des départements et

---

(1) *La Typographie Française*, n° 371, du 16 mars 1897; n° 388, du 1<sup>er</sup> décembre 1897.

(2) *La Typographie Française*, n° 426, du 1<sup>er</sup> juillet 1899.



porterait préjudice aux intérêts des fédérés employés dans ces maisons, fidèle d'ailleurs à la décision antérieurement prise de s'opposer à l'extension du monopole conféré à l'imprimerie gouvernementale, fit plusieurs démarches auprès des pouvoirs publics pour demander le maintien du *statu quo*. Le Ministre de la Justice a fait connaître, il y a quelques mois, que tous les bruits de réforme mis en circulation étaient jusqu'alors dénués de tout fondement (1). Ajoutons cependant qu'une nouvelle commission extra-parlementaire, chargée d'examiner les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter au fonctionnement de l'Imprimerie Nationale, a été dernièrement nommée par décret (2).

---

---

(1) *La Typographie Française*, n<sup>os</sup> 534, 538, 539, des 1<sup>er</sup> janvier 1904, 1<sup>er</sup> mars 1904, 16 mars 1904.

(2) *La Typographie Française*, n<sup>o</sup> 545, du 16 juin 1904.



## CHAPITRE II

# La Fédération des Travailleurs du Livre et les contrats industriels

---

### SECTION I

#### La Fédération du Livre et le contrat de travail.

---

#### § I. -- Les tarifs dans l'imprimerie. — Application du contrat collectif de travail.

« L'industrie typographique, dit M. Raynaud, est une de celles où le contrat collectif est le plus répandu sous le nom de *tarif* » (1). Le premier établissement d'un tarif dans l'imprimerie remonte à une époque assez éloignée. C'est en 1843, en effet, qu'après de très longs pourparlers entre la Chambre syndicale des maîtres imprimeurs et la Société des typographes parisiens, un tarif élaboré par une commission mixte fut mis en vigueur (2). « Jusqu'à présent, était-il dit dans le préambule de ce tarif, dans l'imprimerie comme dans la

---

(1) Raynaud. *Contrat collectif de travail*, pages 91 et suiv.

Le tarif a pour but de substituer le contrat collectif au contrat individuel de travail.

(2) Pour l'étude des tarifs avant la fondation de la Fédération du Livre, consulter Radiguer. *Op. cit.*, pages 343 et suiv.

Raynaud. *Op. cit.*, pages 38 et suiv.

plupart des autres professions, aucune base, aucune règle certaine ne présidait à la fixation des salaires; tout, à cet égard, reposait sur des traditions dont rien ne garantissait l'authenticité et que la mémoire plus ou moins fidèle, plus ou moins désintéressée de l'une ou l'autre des parties contractantes reproduisait d'une manière souvent bien différente, quelquefois diamétralement opposée. Aussi combien de discussions, de luttes s'élevaient entre le maître et l'ouvrier et n'avaient d'autre cause que l'absence d'un taux équitablement établi, auquel on aurait pu se reporter pour résoudre des difficultés, futiles d'abord, mais devenues insolubles parce que chacun prétendait avoir raison!..... »

Ces constatations n'avaient rien perdu de leur valeur ni de leur actualité au moment où fut fondée la Fédération du Livre. Il y avait encore à cette époque une diversité extrême dans les conditions du travail typographique. Ces conditions variaient de ville à ville, et souvent de maison à maison dans la même localité. Les travaux s'exécutaient *en conscience* ou *aux pièces*. Le prix de l'heure de conscience était loin d'être uniforme. Quant au travail aux pièces, il était rémunéré, tantôt à tant le paquet de composition, tantôt à tant la ligne, tantôt en proportion du nombre de mille de lettres composées, et, dans ce dernier cas, le calibrage<sup>(1)</sup> était calculé, ici d'après le nombre d'*n* entrant dans une ligne, là d'après le nombre d'*m*, ailleurs encore d'après le nombre de lettres dans leur ordre alphabétique; le prix du mille était en outre très variable. D'autre part, certains patrons accordaient une surcharge du prix de composition à raison de l'intercalation d'italique ou de caractères plus petits dans le travail de l'ouvrier.

---

(1) Nombre de lettres contenues dans une ligne de composition d'une *justification* (dimension) déterminée.

On conçoit facilement que le nombre de lettres qui entrent dans une ligne est plus ou moins élevé suivant que le calibrage est calculé à l'*n*, à l'*m* ou d'après l'ordre alphabétique.

D'autres refusaient cette *surcharge*. Dans telle maison, la durée de la journée habituelle de travail était de dix heures, et tout travail prolongé au delà de cette limite était *gratifié* d'une rémunération supplémentaire; dans telle autre, au contraire, cette gratification était inconnue; bien plus, quelques imprimeurs obligeaient leurs ouvriers à se présenter à l'atelier le dimanche matin, soit pour ranger le matériel, soit pour exécuter quelques menus travaux commandés ce jour-là, et refusaient de leur allouer en échange aucune rétribution.

Il paraissait donc urgent aux typographes de déployer tous leurs efforts pour essayer d'uniformiser, dans la mesure du possible, ces conditions de travail, si diverses et d'une inégalité si choquante. Le Congrès de 1881, qui vota la charte de la Fédération, s'attela résolument à cette besogne; l'article 1<sup>er</sup> des statuts, qui définit le but de la Fédération, contient en effet le paragraphe suivant : « 3<sup>o</sup> D'établir un tarif aussi uniforme que possible pour toute la France, afin d'éviter l'émigration du travail d'une ville à une autre, émigration produite par les énormes différences des tarifs existants ». Secondées par le Comité central, certaines sections se mirent aussitôt à l'œuvre et furent assez heureuses pour obtenir des patrons de leur localité la reconnaissance d'un tarif. Malheureusement, pendant les premières années de son fonctionnement, la Fédération du Livre était vue d'un très mauvais œil par les imprimeurs qui, très souvent, refusaient d'entamer des pourparlers avec ses représentants. La loi de 1884 sur les syndicats professionnels n'étant pas encore votée, les typographes qui, dans une ville, prenaient la tête du mouvement et se chargeaient de transmettre les revendications de leurs camarades, s'exposaient à être renvoyés par leurs patrons. De plus, les finances fédérales n'étaient pas assez riches pour soutenir des grèves sur tous les points du territoire, et le



Comité central entendait réserver surtout les ressources dont il disposait pour résister aux tentatives d'abaissement des salaires qui se produisaient fréquemment.

Les sections devaient donc agir avec beaucoup de tact, de prudence et de modération dans la présentation de leurs tarifs et éviter autant que possible les conflits.

Le Congrès de 1885 modifia la texte voté en 1881 relativement aux tarifs. Voici le paragraphe qui fut substitué à l'ancien : « 3° D'établir un tarif type pour toute la France avec une différence de tant pour cent pour chaque section, différence basée sur le prix de revient des objets de première nécessité, afin d'éviter l'émigration du travail d'une ville à une autre, émigration produite par les énormes différences des tarifs existants ».

En 1892, la rédaction ci-après a remplacé la précédente : « 3° D'établir un tarif type pour toute la France, en laissant aux sections, d'accord avec le Comité central, le soin d'établir le prix de base sur *la moyenne des salaires de la section*, afin d'éviter, etc., etc..... ».

Les fédérés du Livre ont déployé une grande activité afin d'obtenir la reconnaissance de tarifs dans toutes les villes de France sur lesquelles la Fédération étend son rayon d'action, et nous devons constater que les résultats obtenus sont intéressants et font le plus grand honneur à la corporation typographique. Voici, dans la pratique actuelle, comment les choses se passent. La section établit un projet de tarif qui vise en général les principaux points suivants : fixation du prix de l'heure de conscience; reconnaissance du mode de calibrage (alphabétique autant que possible); détermination du prix du mille de lettres d'après le mode de calibrage réclamé et suivant qu'il s'agit de manuscrit ou de réimpression; indication des surcharges comportant rémunération supplémentaire; gratification des heures de travail faites en dehors de la journée

ordinaire (dix heures en général), ou effectuées soit le dimanche, soit l'un des jours de fêtes légales reconnues par l'Etat; montant de cette gratification, etc., etc. Lorsque ce projet de tarif est établi, la section le soumet au Comité central qui l'examine, le modifie s'il y a lieu et décide ensuite si la présentation doit en être différée ou si elle doit être autorisée. Dans ce dernier cas, le Comité central recommande au bureau de la section d'agir avec la plus grande prudence; la section entreprend alors des démarches auprès des différents imprimeurs de la localité et soumet le projet de tarif à leur approbation; si tous acceptent, le tarif est signé et mis en vigueur à partir d'une date fixée d'un commun accord par les patrons et par les ouvriers; si, au contraire, la section éprouve des refus, elle doit, conformément aux statuts fédératifs, épuiser tous les moyens de conciliation. Lorsque, malgré toutes les démarches effectuées, malgré l'abandon, dans un but de transaction, de quelques-unes des revendications formulées, un ou plusieurs patrons s'obstinent dans leur résistance, alors la section rend compte au Comité central des difficultés qu'elle n'a pu parvenir à surmonter; celui-ci délègue aussitôt, pour se rendre sur les lieux, soit un membre du bureau régional, soit un membre pris dans son sein. Le délégué s'efforce de vaincre, par des arguments, la résistance patronale. S'il n'y parvient pas, la mise-bas, devenue inévitable, est ordonnée, et les syndiqués employés chez ce ou ces patrons cessent le travail; après quoi la mise à l'index des maisons réfractaires est ordonnée.

Grâce à cette procédure, empreinte du désir de la conciliation la plus large, nombre de sections ont réussi à faire signer un tarif par les patrons de leur localité respective, sans avoir été obligées de recourir à la grève, arme toujours redoutable pour la classe ouvrière. D'ailleurs, l'établissement de commissions mixtes dans l'industrie du Livre a déjà montré toute l'utilité que maîtres et ouvriers imprimeurs pouvaient

retirer de cette institution relativement aux tarifs. Les commissions mixtes empêchent, en effet, la concurrence de s'exercer entre les patrons d'une localité et peuvent, par là même, aider au relèvement des salaires ouvriers ou tout au moins mettre obstacle à leur abaissement. Dans les villes où il existe des commissions mixtes, le Comité central prescrit toujours aux sections, en cas de désaccord survenu par suite de la présentation d'un tarif, de soumettre le différend à la commission mixte locale.

Mais, malgré les résultats déjà obtenus par la Fédération du Livre, résultats presque uniques dans l'histoire des groupements professionnels ouvriers français, il reste encore beaucoup à faire en ce qui concerne les tarifs. A la différence de ce qui s'est passé dans d'autres pays, aucun tarif général n'a pu encore être établi par l'entente des organisations patronale et ouvrière ; et, en dépit des efforts continus tentés sur ce point depuis vingt-trois années, c'est à peine si une trentaine de sections sont parvenues à améliorer les conditions du travail dans leurs circonscriptions. La Fédération a dû surtout employer toute la puissance que lui donnait le nombre de ses adhérents à s'opposer à l'abaissement des salaires. L'emploi de la main-d'œuvre féminine, l'exploitation des apprentis dans un grand nombre d'imprimeries et des enfants des deux sexes dans les couvents et orphelinats, l'introduction de la machine à composer, toutes ces causes de dépréciation des salaires ont presque totalement absorbé, jusqu'ici, l'activité des administrateurs de la Fédération ; aussi, un grand nombre de tarifs ont-ils seulement consolidé les salaires ouvriers au lieu de les améliorer.

D'autre part, la concurrence effrénée à laquelle se livrent entre eux les imprimeurs, constitue un très grand obstacle au relèvement des tarifs déjà existants, ou même à leur établissement dans les villes où aucun accord n'est encore intervenu entre le syndicat local et les patrons. Le remède serait, comme nous l'avons dit

plus haut, dans la création de commissions mixtes ; mais il faudrait d'abord que les imprimeurs consentent à adhérer à des syndicats patronaux, locaux ou régionaux. A notre avis, le jour est encore lointain où la grande masse des maîtres imprimeurs, comprenant enfin les dangers que cette concurrence fait courir aussi bien à leur industrie qu'aux salaires ouvriers, consentiront à s'unir pour mettre un frein aux exigences de la clientèle (1).

Trop nombreux sont encore les patrons qui ne recherchent dans la main-d'œuvre que son bon marché et qui traitent les affaires à tout prix, persuadés qu'ils trouveront toujours des bras pour faire exécuter leurs travaux. De plus, pour parvenir au relèvement des salaires dans la corporation typographique, la Fédération du Livre devra s'efforcer, et elle s'y emploie activement en ce moment, d'attirer à elle et de grouper sous son égide tous les ouvriers qui sont encore indifférents ou hostiles à l'idée syndicale.

## § II. — Les tarifs et la machine à composer.

Dès l'introduction en France de la machine à composer, la Fédération du Livre s'est ingéniée à enrayer

---

(1) Nous pourrions citer telle petite localité où les conditions du travail sont les suivantes dans les quatre maisons principales : l'une emploie des syndiqués qu'elle paie à raison de 0 fr. 45 ou 0 fr. 50 le mille de lettres et 0 fr. 45 ou 0 fr. 50 l'heure de conscience ; la seconde possède un personnel non syndiqué, mais exclusivement masculin, qu'elle paie à raison de 0 fr. 40 le mille de lettres et 0 fr. 45 l'heure de conscience ; la troisième emploie des typographes en conscience, payés 3 fr. 50 par jour, pour dix heures de travail et des compositrices aux pièces payées à raison de 0 fr. 25 le mille de lettres ou 2 fr. 50 par jour, à condition que la production quotidienne atteigne 10,000 lettres ; si cette production est inférieure à 10,000, l'ouvrière est payée au prorata de sa production ; si elle est, au contraire, supérieure à ce chiffre, le patron empoche l'excédent ; la quatrième, enfin, qui appartient à une œuvre pieuse, n'occupe que des compositrices, qu'elle recrute à l'étranger et qui sont logées et nourries en compensation de leur travail. Comment l'union de ces quatre maisons serait-elle possible ?

les désastreux effets que son emploi ne pouvait manquer de causer dans l'industrie typographique; dans ce but, chaque fois que la machine a fait son apparition dans une maison, elle a cherché à obtenir du patron l'établissement d'un tarif sauvegardant les intérêts des ouvriers syndiqués. Là encore, le contrat collectif de travail a reçu une application intéressante.

Depuis de longues années déjà, le problème menaçant de la machine à composer préoccupe les typographes, et les administrateurs de la Fédération, par la voie de *La Typographie Française*, n'ont cessé de tenir les fédérés au courant des progrès et des perfectionnements successifs du *compagnon en fer* qui, bien avant son apparition en France, fonctionnait dans de nombreuses maisons à l'étranger. Le plus grand danger que ce nouveau concurrent paraissait devoir faire subir à la typographie, déjà si éprouvée, était une recrudescence du chômage.

L'organe fédératif rappelait en effet, en 1895 (1), qu'à New-York, où presque tous les journaux étaient composés à la machine, le nombre des typographes employés à la confection de sept grands journaux était descendu à 303 au lieu de 555, chiffre auquel il s'élevait auparavant, soit une réduction de personnel de 60 %.

Cependant, les typographes français avaient longtemps considéré la machine à composer comme une invention presque utopique et peu dangereuse pour leur corporation, et il n'y a guère plus d'une quinzaine d'années que les perfectionnements apportés à cet engin ont pu le faire considérer comme menaçant dans un avenir assez rapproché.

La machine la plus répandue est la *Linotype*. « C'est, écrit M. de Seilhac (2), une sorte de clavier dominé par

---

(1) *La Typographie Française*, n° 321, du 16 février 1895.

(2) De Seilhac. *Syndicats ouvriers, Fédérations, Bourses du travail*, pages 184 et suiv.



un jeu d'orgue qui fournit les lettres. L'ouvrier n'a qu'à appuyer sur la lettre du clavier pour que cette lettre, ou plutôt la matrice de cette lettre, tombe dans un tube et vienne s'aligner devant lui. Puis, la ligne terminée, une griffe s'en empare et place cette ligne de matrices en face d'un creuset où se trouve du plomb en fusion. La matière bouillante, poussée par une pompe, se projette sur la ligne et forme le cliché qui va servir à l'impression. » L'inconvénient qu'offre le travail exécuté à l'aide de cette machine, c'est que, si une faute s'est glissée dans la ligne, l'opérateur est obligé de recommencer en entier cette dernière qui forme un tout compact. Mais, malgré cela, la vitesse de composition est telle qu'il y a encore économie de temps sur l'ancien système. La personne qui fait fonctionner la Linotype ne quitte pas la copie des yeux pendant que ses doigts appuyent légèrement sur les touches où sont gravés tous les signes et lettres de l'alphabet. Un mouvement mécanique lui indique que la ligne est terminée et la machine se charge alors de répartir les blancs entre chaque mot. La ligne toute clichée vient ensuite se poser, par suite d'un mécanisme assez compliqué, dans une sorte de *galée* qui se trouve à côté de l'opérateur.

Le Comité central, pour ne pas se laisser surprendre par l'irruption soudaine de ce nouveau concurrent dans l'industrie française, s'entoura de bonne heure de tous les renseignements relatifs au fonctionnement de la machine, à son rendement, à tous les avantages et inconvénients qu'elle pouvait présenter. Il s'adressa également au président de l'Union typographique ouvrière des Etats-Unis pour connaître les mesures qui avaient été prises dans ce pays, par les sociétés de compositeurs, lors de l'introduction des machines à composer dans les ateliers.

Au Congrès de 1895 (1), un rapport fut déposé sur

---

(1) VII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Marseille, 1895. Brochure, pages 131 et suiv.

cette question au nom du Comité central. Il s'agissait de savoir quelle attitude les fédérés français prendraient à l'égard de la machine, le jour où elle ferait son apparition en France. Le rapport, dans lequel il était dit : « Pour notre compte personnel, nous ne croyons pas que la machine à composer puisse être pour notre travail un danger sérieux actuellement, car il n'est pas possible que les maîtres imprimeurs français, avec leurs journaux à petit format, les articles parsemés de titres et les caractères divers qui en font l'originalité, puissent se résoudre à employer une machine très coûteuse, qui aurait pour effet d'annihiler leur matériel et qui ne leur procurerait aucune économie », et qui ne croyait pas davantage à l'introduction de la machine dans les imprimeries de labeur, à cause de la variété de caractères en usage dans les brochures et publications françaises, se terminait par les résolutions suivantes, que le Congrès adopta :

« 1<sup>o</sup> Aussitôt qu'une machine à composer sera signalée dans une localité, le bureau de la section devra en aviser de suite le Comité central, qui se mettra immédiatement en rapport avec le patron pour obtenir que la machine soit conduite par des ouvriers typographes syndiqués et arrêter avec lui les prix de la main-d'œuvre (prix qui restent à fixer) ;

« 2<sup>o</sup> En aucun cas, les apprentis n'ayant pas terminé leur apprentissage ne pourront être employés à la machine à composer ;

« 3<sup>o</sup> Si le patron refusait d'accepter les propositions indiquées plus haut, les fédérés devront quitter le travail et seront considérés comme grévistes ;

« 4<sup>o</sup> Les fédérés qui perdraient leur travail par suite de l'adoption de la machine, acceptée dans les conditions régulières ci-dessus indiquées, ne pourront être considérés comme grévistes ; ils bénéficieront de l'indemnité de la caisse de chômage. »

Le délégué de Toulouse avait déposé, au nom de sa

section, la proposition suivante, qui fut repoussée :  
« Sitôt que la machine à composer fera son apparition en France, l'on devra faire mise-bas dans les ateliers où elle sera introduite, et les consciences devront quitter le travail. »

La tactique adoptée par la Fédération du Livre à l'égard de la machine à composer, dans le cas où celle-ci serait employée en France, consistait donc à s'efforcer de réserver à des typographes fédérés les emplois d'opérateurs et à établir un tarif, d'accord avec les patrons. Notons d'ailleurs que cette tactique n'a pas varié depuis et qu'elle a produit d'assez bons résultats.

En 1898, le danger devint plus pressant. Certains directeurs de journaux parisiens étaient sur le point d'acquérir des machines, déjà même *Le Petit Bleu* était composé mécaniquement. Le Comité syndical de Paris nomma une commission, dont faisaient partie quatre membres du Comité central, chargée d'étudier la question avec le plus grand soin ; à partir de ce moment, l'invasion de la machine fit de rapides progrès. L'année suivante, en 1899, un projet de tarif en douze articles, élaboré par M. Keufer, fut adopté par le Comité central qui décida de le faire insérer dans *La Typographie Française* et d'adresser le numéro du journal à tous les patrons. Voici le texte de ce projet :

Article premier. — Les compositeurs qui ont fait un apprentissage régulier seront seuls admis à la machine à composer.

Art. 2. — Le journal ou l'imprimerie qui exploitera la machine à composer devra choisir les opérateurs dans le personnel de l'équipe du journal ou de l'imprimerie.

Art. 3. — La durée de l'apprentissage est fixée à douze semaines, durant lesquelles la rétribution sera ainsi établie : les quatre premières semaines, 7 francs par jour, huit heures de travail ; les quatre semaines suivantes, 7 fr. 50 par jour ; les quatre dernières semaines, 8 francs par jour, même durée de travail, avec une production de 3,000 à 4,000 lettres par

heure. Pour le travail de nuit, au labeur, la gratification sera payée en plus.

Art. 4. — La durée du travail à la machine est de huit heures au labeur, de sept heures aux journaux de jour, et de sept heures aux journaux de nuit. Si le nettoyage et le chauffage de la machine incombent à l'opérateur, ce service se fera pendant les heures ci-dessus indiquées.

Art. 5. — La composition à la machine ne peut être faite qu'en conscience, mais avec une production de 5,000 lettres par heure.

Art. 6. — Le salaire est ainsi fixé : labeur, 9 francs, huit heures de travail ; journal de jour, 9 francs, sept heures de travail ; journal de nuit, 11 francs, sept heures de travail.

Art. 7. — Pour les heures supplémentaires avant ou après les heures normales, la gratification sera, au labeur, de 0 fr. 50 par heure ou 0 fr. 25 pour une demi-heure. Les dimanches et jours fériés, la gratification ordinaire sera de 0 fr. 25 pendant les huit heures. Aux journaux, les heures supplémentaires seront payées à raison de 1 franc par demi-heure.

Art. 8. — Les opérateurs chargés momentanément de passer de la machine à la casse, ou composition mobile, seront payés comme s'ils étaient occupés en permanence à la machine.

Art. 9. — Un ouvrier embauché à la machine ne pourra y être occupé moins d'une semaine.

Art. 10. — Un opérateur remis temporairement en conscience touchera le salaire payé aux ouvriers de conscience.

Art. 11. — Les conditions de travail, les différentes attributions des compositeurs aux journaux devront être fixées par un règlement spécial.

Les ouvriers chargés de la composition à la casse devront être traités sur le pied d'égalité pour la copie à composer. Les opérateurs ne devront pas être favorisés au détriment des hommes aux pièces.

Art. 12. — Toute contestation pour la durée du travail, le salaire, le minimum de production, sera soumise à l'arbitrage d'une commission mixte.

Ce tarif est applicable pour tout le département de la

Seine. Pour la province, les sections établiront les salaires avec une augmentation maximum de 25 % sur les salaires actuels.

« Le tarif établi sur ces bases, ajoutait le Comité central, il sera impossible de méconnaître combien sont raisonnables nos propositions, et malgré cela, nous devons nous attendre à des contestations. C'est dans les négociations que nous aurons à soutenir qu'il faudra, en même temps que nous nous résignerons à subir la machine à composer, affirmer notre intention de demander à en bénéficier, car elle ne doit pas être la source d'un profit exclusif pour les patrons, de ruine et de misère pour les travailleurs. Si l'on ne veut pas nous entendre, si l'on ne veut pas se montrer équitable, c'est à nous d'obtenir, par une résistance vigoureuse, ce que l'on ne nous aura pas accordé de bonne volonté, au nom de la plus élémentaire justice » (1).

De plus, le Secrétaire général de la Fédération du Livre s'adressa au Comité central de l'Union des maîtres imprimeurs de France, pour appeler son attention sur la nécessité qu'il y avait, de porter le projet de tarif que nous venons de reproduire à l'ordre du jour de la commission mixte nationale. Or, le Congrès patronal tenu à Bordeaux en 1899, ayant décidé que l'étude de la question de la machine à composer ne serait pas entreprise l'année suivante par la commission mixte, en raison du manque d'éléments nécessaires à l'élaboration d'un règlement sérieux et ayant des chances de durée, le Comité central de l'Union des maîtres imprimeurs déclara qu'il était lié par cette décision, mais qu'il mettrait la question à l'ordre du jour du prochain Congrès patronal qui devait se tenir à Paris en 1900.

Au Congrès typographique de 1900 (2), M. Keufer

---

(1) *La Typographie Française*, n° 436, du 1<sup>er</sup> décembre 1899.

(2) VIII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris, 1900. Brochure, pages 18 et suiv.



donna lecture d'un très long et très remarquable rapport sur la machine à composer. Il signala le fonctionnement en France, à cette date, de 84 machines, dont 50 à Paris et 34 dans les départements, et soumit aux délégués le projet de tarif qu'il avait élaboré et qui avait été adopté par le Comité central de la Fédération. Il expliqua qu'il s'était efforcé de respecter, dans ce projet, trois conditions essentielles pour les travailleurs du Livre :

- a) Le choix des opérateurs dans le personnel de la maison qui prendrait des machines ;
- b) La réduction des heures de travail ;
- c) La rétribution en conscience des opérateurs (à un taux plus élevé).

Il proposa enfin au Congrès d'adopter les conclusions suivantes :

1° Apprentissage des opérateurs et leur rétribution durant cette période ;

2° Acceptation du projet de tarif ; mission donnée aux représentants ouvriers de s'entendre avec la commission mixte pour l'élaboration d'un tarif qui aurait pour base les trois conditions ci-dessus.

Le projet de tarif présenté par M. Keufer fut voté par le Congrès avec quelques modifications de détail. L'année suivante, au Congrès des maîtres imprimeurs tenu à Dijon du 17 au 19 juin 1901, M. Hérissésey présenta un rapport sur la valeur technique de la machine à composer. Ce rapport est d'autant plus intéressant qu'il indique à peu près la limite d'application de la Linotype. M. Hérissésey déclara, en effet, qu'il ne croyait pas à la diffusion rapide de cet engin dans les villes de province où les salaires sont relativement bas. A l'appui de son opinion, il communiqua au Congrès le prix de revient minimum, d'après lui, du mille de lettres composé mécaniquement, en tenant compte des frais généraux inévitables, amortissement, intérêts du capital engagé, de la main-d'œuvre à raison de 45,000 lettres pour dix heures de travail, de l'entretien

de la machine, des déchets, du graissage, de la détérioration des matrices, il arriva exactement à 0 fr. 548 ou, en chiffres ronds, 0 fr. 55 par mille de lettres. Il affirma donc que partout où le mille de lettres était payé aux ouvriers moins de 0 fr. 55, le remplacement de la main-d'œuvre des typographes par la Linotype deviendrait onéreux pour le patron.

Au point de vue du choix des opérateurs, il se prononça en faveur des typographes qui, ayant l'habitude de lire les manuscrits, ne tardent pas à acquérir une très grande dextérité et peuvent être remis à la *casse* au cas où le travail à la machine viendrait à manquer(1).

Mais la commission mixte n'avait pas encore été saisie de la question. Jusqu'alors les patrons, nous l'avons dit plus haut, avaient décliné l'offre que leur avait faite le Comité central de la Fédération du Livre, en prétextant que l'expérience de la machine était encore trop récente et trop imparfaite pour que l'on puisse utilement en fixer les conditions de travail. D'autre part, les séances de la commission mixte furent complètement suspendues à la suite de la grève qui éclata, à la fin de l'année 1901, dans une grande imprimerie de Nancy. Et cependant il était urgent d'agir au plus vite, car la machine à composer continuait à pénétrer rapidement dans les plus importantes maisons françaises.

Enfin, dès que le conflit de Nancy fut en voie d'apaisement, la commission mixte se réunit. Les membres patrons déclarèrent, lors de la première réunion, qu'ils consentaient à discuter un projet de tarif pour la machine à composer, mais que ce projet ne deviendrait définitif qu'après avoir été approuvé par le Comité central de l'Union des maîtres imprimeurs et par le Congrès patronal qui devait se tenir à Rennes au mois de juillet 1902. Les membres ouvriers, de leur côté, se

---

(1) *La Typographie Française*, n° 475, du 16 juillet 1901.

réservaient de soumettre le projet qui serait adopté au vote des sections fédérées.

Puis la commission mixte permanente, composée de huit membres, dont quatre patrons et quatre ouvriers, élaborait un projet de tarif destiné à être porté ensuite devant la commission mixte plénière(1). Elle éprouva beaucoup de difficultés à se mettre d'accord sur un texte précis ; les patrons entendaient admettre, en effet, comme opérateurs, les compositeurs et *compositrices* ayant fait un apprentissage régulier ; de plus, il se déclaraient partisans du *travail aux pièces* effectué à la machine, concurremment avec le travail en *conscience*. Les ouvriers acceptèrent comme base de discussion l'article relatif au travail aux pièces bien qu'ils y fussent tous opposés, et ne consentirent à admettre la femme qu'à salaire égal, dans les maisons seulement où il y aurait déjà des *compositrices* travaillant à la main et avec cette autre réserve qu'elles seraient remplacées par des opérateurs au fur et à mesure des vacances.

Le projet fut alors porté devant la commission mixte plénière ; l'article qui prévoyait l'emploi de la femme fut adopté avec la restriction que nous venons d'indiquer ; quant à celui qui réglait les conditions du travail aux pièces, il fut repoussé à l'unanimité par les membres ouvriers ; les membres patrons se montrant, d'autre part, irréductibles sur ce point, les négociations furent rompues (8 juillet 1902). Le Congrès patronal de Rennes, réuni le 10 juillet, refusa d'ailleurs de reconnaître à ses délégués à la commission mixte les pouvoirs suffisants pour trancher, dans la discussion du tarif de la machine à composer, les points suivants :

- Egalité du salaire de l'homme et de la femme ;
- Réduction du temps de présence à l'atelier ;

---

(1) Pour le fonctionnement de la Commission mixte nationale, voir chapitre III infra.

Suppression d'un tarif basé sur le travail aux pièces (1).

Les nombreux efforts tentés par la Fédération du Livre dans le but de faire adopter aux maîtres imprimeurs un tarif général pour la machine à composer ont donc abouti à un échec. Le seul remède capable de pallier, dans la mesure du possible, les mauvais effets de ce défaut d'entente entre les organisations centrales, patronale et ouvrière, réside dans la création de commissions mixtes locales chargées d'élaborer des tarifs pour chaque ville où les machines à composer seront substituées à la main-d'œuvre ouvrière. D'ailleurs, pendant tout le temps employé à ces longs pourparlers, le Comité central n'a cessé de déployer une grande activité chaque fois que la machine a été introduite dans un atelier, et il est parvenu à faire signer de nombreux tarifs locaux (Clermont-Ferrand, Lille, Marseille, Nice, Grenoble, etc.) (2).

Les dangers qui menaçaient les typographes fédérés dès l'apparition de la machine à composer n'ont donc pas disparu ; le Comité central, dont il convient de louer la haute prévoyance, s'est efforcé de les conjurer ; mais toutes ses démarches, toutes ses tentatives de conciliation, toute la bonne volonté dont il a fait preuve pour trouver un terrain d'entente, se sont heurtées à une résistance obstinée de la part des patrons ; ceux-ci n'ont voulu voir, dans la demande d'établissement du

---

(1) Lettre de M. Renouard, secrétaire général de l'Union des maîtres imprimeurs, à M. Keufer, président de la commission mixte, du 17 juillet 1902.

*La Typographie Française*, n° 500, du 1<sup>er</sup> août 1902, et n° 503, du 16 septembre 1902.

(2) Un tarif général de la machine à composer a été adopté en Italie par les délégués de l'Association typographique italienne (groupement patronal) et le Syndicat (groupement ouvrier). Il est applicable depuis le 7 septembre 1903 jusqu'au 31 décembre 1907. Il prévoit l'emploi exclusif d'ouvriers comme opérateurs et le travail en conscience. Il est à souhaiter que les maîtres imprimeurs français consentent à suivre cet exemple.

*La Typographie Française*, n° 531, du 16 novembre 1903.

travail en conscience à la machine, qu'une première tentative faite par les ouvriers dans la voie de la suppression du travail aux pièces, et leur entêtement n'a pas d'autre motif que le refus de paraître approuver un principe qu'ils repoussent. Et pourtant, les typographes avaient consenti un grand sacrifice en acceptant l'emploi de la femme comme opératrice, à salaire égal, dans les maisons occupant déjà des compositrices. Il était donc du devoir des maîtres imprimeurs de faire, de leur côté, une concession qui n'avait rien d'excessif. Il est profondément regrettable que la commission mixte nationale, dont le fonctionnement avait déjà produit antérieurement des résultats si satisfaisants, ne soit pas parvenue à amener l'entente entre ouvriers et patrons sur cette importante question de la machine à composer.

L'avenir est donc encore gros de périls pour la corporation typographique. Cependant, l'application de la machine ne semble pas actuellement susceptible d'un progrès indéfini. Nombre de travaux lui échappent encore et ne paraissent pas pouvoir être exécutés par elle dans un avenir prochain. Tous les ouvrages de sciences, parsemés de formules ou d'opérations algébriques, tous les catalogues industriels ou commerciaux dans lesquels les caractères les plus divers alternent à chaque page, et d'autres travaux encore qui présentent de grandes difficultés dans l'exécution, demeurent en dehors du domaine de la machine.

Néanmoins, la grande quantité de journaux et de labours qui peuvent être confectionnés par la machine à composer, font de cette dernière une concurrente redoutable pour la main-d'œuvre typographique. Il est donc du devoir du Comité central de la Fédération de tenter d'établir des tarifs partout où les patrons entreprendront de substituer la composition mécanique à celle de leurs ouvriers. Les fédérés du Livre ont, heureusement, à leur tête des administrateurs vigilants dont l'intervention, relativement à la machine à composer,



s'est déjà manifestée avec succès en maintes circonstances et dont le dévouement désintéressé aux intérêts professionnels est la plus sûre garantie pour l'avenir.

### § III. — La Commandite.

*Définition de la commandite. Ses avantages.* — « La commandite est un contrat spécial qui se distingue du contrat de travail ordinairement employé en ce que le patron traite avec un groupe au lieu de conclure avec un seul individu; et, d'autre part, en ce que les obligations des parties, au lieu de consister en un échange d'un certain salaire contre de la main-d'œuvre que le patron dirigera et ordonnera à son gré, accordent aux ouvriers, outre leurs salaires, le droit d'organiser leur travail à leur guise, le groupe commanditaire étant tenu de fournir au patron l'exécution d'un travail déterminé. A ce dernier point de vue, la commandite se rapproche du contrat qui intervient entre un patron et un façonnier, d'après lequel l'ouvrier reçoit les matières premières et s'engage, pour un prix fixé, à fournir le produit demandé. A côté de ce premier contrat, il en intervient un autre entre les ouvriers membres du groupe commanditaire : ils forment entre eux une véritable société dans laquelle les apports de chacun des associés consistent en travail » (1).

M. Radiguer donne de la commandite la définition suivante : « La commandite est un contrat par lequel un groupe de compositeurs s'engage envers un patron à exécuter un travail déterminé, rémunéré selon les tarifs en usage, et dont ils se répartissent le prix, soit par parts égales (*commandite égalitaire*), soit en proportion de la besogne effectuée par chacun d'eux (*commandite au prorata*) » (2).

---

(1) Radiguer. Op. cit., page 405.

(2) Radiguer. Op. cit., page 383.

Depuis longtemps, les typographes préconisent la généralisation du système commanditaire dans l'imprimerie (1). Ils y voient d'abord un moyen pratique d'obtenir la suppression du travail *aux pièces*, qui se prête à tant d'injustices et d'inégalités. En effet, le *metteur en pages*, qui est chargé de distribuer la copie aux *piégards* (typographes à la tâche ou aux pièces), peut se montrer partial dans l'accomplissement de cette fonction; s'il a des préférences, il lui est loisible d'avantager un ou plusieurs ouvriers au détriment des autres, en leur donnant à exécuter les travaux les plus rémunérateurs; en outre, s'il n'a pas suffisamment de manuscrit pour occuper tout le personnel pendant la durée normale de la journée, il peut favoriser quelques protégés en leur distribuant le peu de travail qu'il a en sa possession pendant que les autres typographes sont condamnés à la *calence* (chômage).

D'autre part, ce qui charme surtout les ouvriers dans la commandite, c'est la plus grande dépendance dont jouissent ses membres par rapport à l'autorité patronale. En effet, dans un groupe commanditaire, les typographes sont placés sous l'autorité directe des fonctionnaires qu'ils ont choisis. S'ils ont besoin, pour un motif quelconque, de s'absenter de l'atelier pendant quelques heures, ils ne sont pas obligés d'aller demander l'autorisation au patron. Le groupe étant responsable de l'exécution du travail, c'est au chef de l'équipe à prendre ses précautions pour remplir les engagements contractés avec l'imprimeur.

Enfin, dans la plupart des maisons, le metteur en pages bénéficie d'un boni souvent considérable sur le travail de composition. Il lui est attribué un prix global pour chaque ouvrage ou pour chaque feuille d'un ouvrage. Comme les typographes ne sont payés

---

(1) La première application de la commandite remonte à 1853. *La Typographie Française*, n° 229, du 16 avril 1891; n° 434, du 1<sup>er</sup> novembre 1899.

que sur le nombre de lignes réellement composées, toute la différence de prix, représentée surtout par les *blancs*, vient grossir la part du metteur en pages au détriment des ouvriers. Dans le système commanditaire, au contraire, ce boni se trouve entièrement réparti entre tous les membres de l'équipe, qui reçoivent par suite un salaire supérieur à celui des typographes travaillant aux pièces ou en conscience.

Si les ouvriers trouvent des avantages dans l'établissement de la commandite, ce mode de travail n'est pas moins profitable aux patrons. En effet, la commandite garantit à ceux-ci l'exécution rapide et irréprochable de leurs travaux. Les imprimeurs obtiennent la certitude que la tâche confiée à l'équipe sera prête au moment convenu, puisque le contrat commanditaire prévoit la responsabilité du groupe en cas de retard.

De plus, le fardeau de la direction, qui pèse si lourdement sur les patrons possesseurs d'ateliers importants, est diminué d'autant lorsque les travaux sont confiés à des équipes distinctes constituées en commandite, la responsabilité étant dans ce cas transférée à l'équipe dont les membres sont intéressés à fournir vite et bien. Cet argument a une valeur si grande que les adversaires de la commandite s'en sont servi pour prétendre, ce qui est faux d'ailleurs, que ce mode d'organisation du travail enlevait toute autorité aux patrons sur les membres des groupes. La vérité est que l'imprimeur n'a pas pour ainsi dire, l'occasion d'intervenir pour réprimander un ouvrier commanditaire; ce dernier, en effet, qui est lié ainsi que ses confrères, vis-à-vis du patron, par un contrat de commandite, doit obéir, en outre, à un règlement intérieur en vigueur dans la plupart des équipes.

Enfin, l'ouvrier qui est occupé aux pièces à la manière ordinaire, ne cherche qu'à produire dans sa journée le plus de lignes possible sans s'inquiéter du matériel mis à sa disposition; si on lui donne un paquet à distribuer, il extrait de ce paquet tout ce qui

peut lui servir pour la composition qu'il va effectuer, puis cache le surplus dans le but d'éviter une perte de temps, guidé uniquement par le désir d'obtenir un salaire plus élevé. Peu lui importe si le matériel ainsi détourné est nécessaire, au même instant, à un autre ouvrier occupé à un autre travail ! Le typographe aux pièces n'est guidé que par l'égoïsme. Aussi n'est-il pas rare de voir le personnel de certaines maisons abondamment pourvues de matériel, se plaindre qu'il y a des *sortes manquantes*, alors qu'en réalité ces sortes sont enfouies dans un coin reculé de l'atelier, condamnées, par suite, à l'improductivité.

Dans la commandite, au contraire, l'égoïsme humain fléchit pour faire place aux sentiments de solidarité. Ce qui était contraire aux intérêts d'un seul devient utile aux intérêts de tous. Aussi les membres du groupe s'efforcent-ils d'apporter tous leurs soins au matériel affecté aux travaux qui sont confiés à l'équipe; car ce matériel étant utilisé chaque jour, la production sera d'autant plus rapide qu'il aura été rangé avec plus de minutie (1).

Comparé au travail aux pièces ou en conscience, le système commanditaire constitue donc un progrès sensible aussi bien pour les patrons que pour les ouvriers. Nombre d'imprimeurs sont cependant hostiles à l'établissement, dans leurs ateliers, de ce mode de travail; leur principal grief consiste, nous venons de le dire, à prétendre que l'autorité patronale sur les ouvriers membres des groupes, est ruinée au profit des fonctionnaires de l'équipe commanditaire. Mais ce grief est exagéré; d'ailleurs, l'indépendance acquise par l'ouvrier à l'égard de son patron est la contre-partie exacte de la part de responsabilité qui se trouve trans-

---

(1) Il importe d'ajouter aux avantages résultant, pour les patrons, de l'installation de commandites dans leurs ateliers, que les groupes commanditaires consentent, à leurs administrations, un certain chiffre de *pour cent* de réduction sur le prix de la composition des journaux ou publications périodiques.

férée collectivement aux membres de l'équipe. L'ouvrier qui travaille en commandite est moins soumis à la tutelle patronale que l'ouvrier travaillant aux conditions ordinaires, parce que les liens de solidarité qui l'unissent à ses confrères lui confèrent une responsabilité incomparablement supérieure à celle qui pèse sur un collègue travaillant sous l'autorité immédiate du maître ou de son représentant direct.

*Différents systèmes de commandite.* — Les deux systèmes de commandite les plus usités sont : la *commandite à égalité de salaire ou égalitaire* et la *commandite au prorata* (1).

La commandite égalitaire est pratiquée surtout pour l'exécution des journaux quotidiens. Chaque commanditaire touche la même rétribution pour la même durée de travail. Mais ce système suppose que chaque membre de l'équipe fournit la même quantité de travail. Pour cela on fixe un minimum de production horaire, appelé *pige* (1,600 lettres, par exemple) et lors de la paie, chaque ouvrier reçoit un salaire proportionnel au nombre d'heures pendant lesquelles il a fait la pige. Les fonctionnaires du groupe qui ne prennent pas part à la pige sont rétribués d'après leur nombre d'heures de travail. Mais ce système suppose un choix, un groupement de forces équivalentes qu'il est presque impossible de réaliser lorsqu'il s'agit d'exécuter des travaux de nature aussi diverse que ceux qui s'accomplissent dans les maisons de labeur (2). De plus, il sacrifie les typographes âgés ou infirmes qui n'ont plus l'agilité nécessaire pour atteindre le chiffre de production fixé pour la pige et qui se trouvent par suite évincés.

La commandite au prorata (3) apporte un remède à

---

(1) Cf. *Propagation des commandites*. Brochure éditée par la Chambre syndicale typographique parisienne.

(2) *La Typographie Française*, n° 17, du 15 juin 1882.

(3) *La Typographie Française*, n° 119, du 15 septembre 1886; n° 229, du 16 avril 1891; n° 245, du 16 décembre 1891.



ces divers inconvénients. C'est le moyen de faire participer tous ceux qui exécutent un travail à une part proportionnelle dans la somme qui représente le prix de ce travail. Cette part se détermine par la quotité de besogne accomplie par chaque ouvrier, selon ses forces et ses aptitudes. Ce n'est pas autre chose que le travail aux pièces transformé, exécuté par des groupes responsables dont les membres profiteront tous du *boni* de l'ouvrage, au lieu de voir ce boni aller grossir la part déjà léonine de quelques privilégiés. On établit d'abord un prix d'heure, sorte d'étalon qui sert à déterminer le gain des fonctionnaires et qui constitue la clef de voûte du système; autant de fois un ouvrier aura produit, en lignes comptées au prix du mille, la somme à laquelle s'élève l'étalon, autant d'heures lui seront attribuées lors de la répartition du boni. Si, par exemple, le taux de l'étalon heure est fixé à 0 fr. 80, les typographes de l'équipe établissent le décompte du nombre de lignes qu'ils ont composées, tout comme s'ils étaient aux pièces; le produit de ce bordereau, divisé par 0 fr. 80, indique le nombre d'heures pour lesquelles ils seront compris dans la répartition du boni. « Lorsque l'étalon aura été fixé, il arrivera que quelques membres du groupe n'atteindront pas ce chiffre en une heure de travail; mais il arrivera aussi que quelques-uns l'atteindront et que plusieurs le dépasseront. Toute l'économie du système de la commandite au prorata est contenue dans ces trois termes de la production : rester en dessous du minimum, l'atteindre, le dépasser. Il est équitable que celui qui ne l'atteint pas reçoive moins que celui qui l'atteint, et que celui qui le dépasse reçoive plus que les deux premiers. En payant chacun selon sa production, augmentée d'autant de parts de boni que l'on a réalisé de fois le prix de l'heure; et cela pour les fonctionnaires comme pour tout le monde, vous aurez créé une émulation, un stimulant qui profitera même aux plus faibles; le travail, accompli en moins de temps, deviendra plus fruc-

tueux, fera monter le prix des heures; les faibles et les moyens, comme les forts, profiteront de cette rapidité d'exécution » (1).

Notons que chaque groupe commanditaire procède à la désignation de ses fonctionnaires, metteur en pages, correcteur, comptable, etc.

La Chambre syndicale typographique parisienne préconise surtout la commandite égalitaire, qu'elle considère comme la plus juste et la plus équitable, tandis qu'elle accuse la commandite au prorata de n'être qu'une légère variante du travail aux pièces et de se prêter, comme ce dernier, au favoritisme. La commandite au prorata compte cependant encore de nombreux partisans qui voient dans ce système le moyen le plus pratique de sauvegarder les intérêts des typographes faibles, peu habiles ou âgés, incapables par suite d'atteindre le chiffre élevé de la pigne exigée dans les commandites égalitaires.

*Tendance des typographes à réclamer la suppression du travail aux pièces.* — En présence des nombreuses améliorations que l'application de la commandite réalise dans les conditions du travail typographique, il n'y a pas lieu de s'étonner si les fédérés du Livre appellent de tous leurs vœux la généralisation de ce système. Dans ce but, le congrès de 1885 a ajouté à l'article premier des statuts le paragraphe suivant qui est toujours en vigueur : « 4° De combattre l'avilissement des salaires en favorisant l'application du système *commanditaire* et, à son défaut, en cherchant à faire prévaloir le mode de travail *en conscience*, de préférence au travail *aux pièces* » (2). Cette tendance à la suppression du travail aux pièces, si souvent décrié, n'a cessé de se manifester jusqu'à ce jour. C'est ainsi que le Congrès de 1900 a voté dans ce sens une résolution

---

(1) *La Typographie Française*, n° 17, du 15 juin 1882.

(2) *La Typographie Française*, n° 96, du 1<sup>er</sup> octobre 1885.

« demandant qu'une propagande soutenue soit faite par le Comité central afin que le système commanditaire ou le travail à la journée soit établi partout où il sera possible » (1). C'est ainsi encore que l'assemblée générale de la section parisienne (compositeurs), du 17 décembre 1901, a voté l'ordre du jour suivant : « Considérant que le *système du travail aux pièces* est une source de conflits perpétuels entre les confrères d'un même atelier; qu'il est en outre nuisible à la répartition équitable du travail parmi tous les membres de la corporation; qu'un nouveau système s'impose qui doit tendre à la diminution du nombre des chômeurs en égalisant pour tous les chances d'accès audit travail et en limitant la durée.....

« ....L'assemblée donne mandat à son Comité de faire les démarches nécessaires auprès de la Chambre syndicale des maîtres imprimeurs, à l'effet de s'entendre avec elle sur la nomination d'une commission mixte ayant pour mission d'étudier la question de la généralisation, dans les ateliers parisiens, du *travail en conscience*, à l'exclusion du travail aux pièces..... » (2).

Actuellement, une campagne active se poursuit dans *La Typographie Française* en faveur de la suppression du travail aux pièces (3). Un certain nombre de fédérés demeurent cependant partisans de ce mode de travail parce qu'ils le considèrent comme accordant à l'ouvrier une liberté relative, tandis que le travail en conscience place, au contraire, le typographe sous la surveillance continuelle du patron ou de ses représentants et le maintient dans une étroite dépendance (4).

---

(1) VIII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris, 1900. Brochure, pages 88 et suiv.

(2) *La Typographie Française*, n° 487, du 16 janvier 1902.

(3) Consulter notamment : *La Typographie Française*, n° 520, du 1<sup>er</sup> juin 1903; n° 524, du 1<sup>er</sup> août 1903; n° 525, du 16 août 1903; n° 533, du 16 décembre 1903; n° 535, du 16 janvier 1904; n° 543, du 15 mai 1904, etc., etc.

(4) *La Typographie Française*, n° 517, du 16 avril 1903.

Signalons en terminant qu'un grand nombre de journaux parisiens et provinciaux sont exécutés depuis longtemps déjà en commandite et que ce mode de travail est également pratiqué dans certaines imprimeries de labeurs ; d'autre part, la question de l'application du système commanditaire à l'Imprimerie Nationale a provoqué à la Chambre des députés, en 1899, 1900 et 1901, des débats très intéressants auxquels ont pris part MM. Bénézech, Dumont et Mesureur, et à la suite desquels plusieurs groupes de commandite ont été formés dans cet établissement. De même la confection du *Journal Officiel* est confiée, depuis 1881, à une Société d'ouvriers typographes, qui n'est en réalité qu'une commandite généralisée.

Voici, à titre documentaire, le texte du règlement des commandites actuellement en vigueur dans la section parisienne.

## RÈGLEMENT DES COMMANDES

*Adopté dans les Assemblées générales des 3 Mars  
et 20 Décembre 1895.*

---

### I. Organisation des groupes.

Article premier. — La formation des groupes pour l'exécution du travail en commandite est faite par l'administration d'une imprimerie ou, sur son invitation, par les intéressés appelés à participer à l'exécution de l'ouvrage.

Art. 2. — Les groupes commanditaires seront exclusivement composés de syndiqués.

Nul ne doit être admis à prêter son concours — à titre d'*aide* ou de *remplaçant* — s'il ne présente au receveur sa quittance en règle ou portant le timbre « sursis ».

Quand un sociétaire appelé à faire partie d'une commandite devra une somme quelconque au syndicat, l'équipe sera responsable des versements à effectuer, selon le mode de paiement décidé par la chambre syndicale.

Dans tout groupe en commandite, les cotisations syndicales devront être retenues sur la banque.

Art. 3.— Les équipes se composent d'un nombre d'ouvriers déterminé par les besoins du service, basé sur la valeur totale de la production hebdomadaire, et produisant un salaire conforme au tarif.

Art. 4. — Les commandites devront pourvoir, autant que possible, aux exigences du travail éventuel par l'adjonction d'aides en nombre suffisant pour la prompte exécution des ouvrages.

Art. 5. — Dans le délai de huit jours au plus après la formation d'une équipe — laps de temps parfois nécessaire pour connaître les aptitudes particulières de ses membres — il sera procédé à une réunion des commanditaires, ayant pour but :

1° De choisir par un vote le commanditaire appelé à remplir les fonctions de metteur en pages ;

2° De nommer le commanditaire chargé de faire le bordereau des travaux exécutés par le groupe et la répartition de la somme produite. Le bordereau doit être communiqué aux intéressés ;

3° De désigner le confrère qui, pendant la durée du travail, tient la pige, c'est-à-dire inscrit l'ouvrage produit et annoncé par chacun et note exactement les heures de présence effectives des commanditaires ;

4° De déterminer le nombre de lignes ou de mille de production par heure, nécessaires pour effectuer le travail dans la limite de temps prescrit. Ce nombre ne pourra excéder 1,600 lettres pour les journaux et 1,500 lettres pour les labeurs ;

5° De fixer le nombre de minutes de retard accordé aux commanditaires avant qu'ils ne perdent le droit d'occuper leur place. Toutefois, dans les journaux quotidiens, le maximum de cinq minutes de retard ne saurait être dépassé ;

6° De nommer les confrères appelés à remplir diverses fonctions : correcteurs, annonceurs, boursiers, receveur du syndicat, etc.

Les nominations et les décisions mentionnées dans le présent article doivent être faites ou prises à la majorité absolue par un premier vote, à la majorité relative si un deuxième scrutin est nécessaire.



Art. 6. — Afin de maintenir ou de modifier les résolutions antérieures, des réunions ordinaires devront avoir lieu au moins deux fois par an, sans préjudice des réunions extraordinaires motivées par une demande écrite et signée par le quart des commanditaires.

Art. 7. — Afin d'éviter toute contestation ultérieure, le procès-verbal des résolutions adoptées doit être fait séance tenante, et une copie transmise à la chambre syndicale pour être conservée aux archives.

Art. 8. — Le premier bordereau établi par le comptable d'une commandite sera communiqué, avec pièces à l'appui, à la chambre syndicale, qui appréciera la justesse du compte et sa concordance avec les prix spécifiés par le tarif.

## II. Fonctionnement des commandites.

Art. 9. — Les commandites sont solidairement responsables :

1° Vis-à-vis de l'administration, pour tout ce qui concerne l'exécution des travaux qui leur sont confiés ;

2° Envers la chambre syndicale, pour toute infraction aux prescriptions réglementaires.

Art. 10. — Nul commanditaire ne peut être déchu de ses droits sans un vote motivé et signé — en réunion extraordinaire — par les deux tiers du groupe et après en avoir soumis les raisons au Comité, qui juge si le commanditaire est passible d'une peine aussi rigoureuse.

Art. 11. — Afin d'éviter qu'il soit porté atteinte à la lettre ou à l'esprit des articles précédents, il est spécifié que, dans le cas où une équipe serait remerciée par l'administration, aucun des membres sortants ne pourra concourir, sans l'autorisation de la chambre syndicale, à la formation du nouveau groupe appelé à exécuter le même travail.

Art. 12. — Les camarades des journaux quotidiens détermineront le nombre de remplaçants à appeler pour servir spécialement aux besoins de l'équipe. Toute place vacante sera occupée par le premier remplaçant, le second deviendra premier, et ainsi de suite.

Art. 13. — La répartition de la somme totale portée sur le bordereau se fera, pour les quotidiens, à égalité de salaire.

Art. 14. — La durée maxima de travail, dans un journal quotidien, est fixée à sept heures de composition. La gratification est due pour les heures supplémentaires.

Après sept heures de composition, le temps employé sera compté au prorata des heures de la semaine, sans préjudice de la gratification.

Les heures d'attente sans copie, notées exactement par le comptable de la commandite, seront totalisées par fraction de cinq minutes. Le taux en sera réglé à 0 fr. 70 l'heure, conformément aux prescriptions du tarif.

Art. 15. — Toute équipe formée pour l'exécution d'un journal quotidien ne pourra effectuer la composition d'un autre ouvrage sans autorisation de la chambre syndicale, qui déterminera l'adjonction d'un certain nombre d'aides, selon la valeur du travail supplémentaire.

Art. 16. — Les groupes formés en commandite pour l'exécution de travaux divers : journaux périodiques, labours, catalogues, etc., pourront, à leur choix, appliquer le système de la commandite égalitaire ou au prorata.

Art. 17. — Tout commanditaire quittant un groupe, par suite de diminution de travail ou autre motif, a droit à une quote-part des travaux en cours d'exécution sur lesquels il n'aura pas été perçu d'acomptes proportionnels.

Art. 18. — Le prix du remplacement dans les journaux de jour, les dimanches ou jours fériés, sera de 8 francs au minimum, non compris la gratification.

Dans les journaux de nuit, quelle qu'en soit la durée, le prix du remplacement ne pourra être inférieur à 9 fr. 50, gratification comprise.

### III. Dispositions générales.

Art. 19. — Les diverses contestations pouvant se produire entre les commanditaires et les administrations, pour des faits non prévus par le règlement, seront soumises, par les intéressés, à l'appréciation de la chambre syndicale qui, seule, a qualité pour rendre une décision arbitrale.

Art. 20. — Nul ne devra abandonner son travail, pour une cause quelconque, sans avoir pris l'avis de la chambre syndicale.

Art. 21. — ~~2~~ Aucun congé ne pourra être accordé à un commanditaire qui voudrait essayer un autre travail en typographie. La chambre syndicale seule peut autoriser, pour des cas spéciaux, une commandite à accorder un congé à un de ses membres.

Art. 22. — Lorsqu'un groupe en commandite est débauché par une administration, il doit en prévenir immédiatement la chambre syndicale, en indiquant strictement les motifs allégués.

Art. 23. — Aucun sociétaire ne doit prendre place dans une équipe destinée à remplacer des syndiqués remerciés, sans autorisation du comité.

Art. 24. — Les commandites de journaux quotidiens ne peuvent avoir d'apprentis à leur disposition.

Art. 25. — Les prescriptions contenues dans le présent règlement pourront être amplifiées par des mesures d'ordre intérieur, sous la réserve expresse qu'elles ne porteront pas atteinte à la teneur des articles ci-inclus.

Art. 26. — Toute réglementation intérieure des groupes doit être sanctionnée par la chambre syndicale, qui en conservera copie.

Art. 27. — Sont déclarés nuls et abrogés tous règlements de commandite contenant des clauses contraires aux présentes prescriptions.

#### § IV. — La Fédération du Livre et les sociétés coopératives de production.

Les typographes ont tenté de bonne heure de réaliser la suppression du patronat par la création de sociétés coopératives de production (1).

---

(1) Sur les premières applications de la coopération de production dans l'imprimerie, consulter notamment : *Associations professionnelles ouvrières*. Op. cit., pages 10 et suiv.

Radiguer. Op. cit., pages 407 et suiv.

A l'époque où fut fondée la Fédération du Livre, l'*Imprimerie Nouvelle*, association ouvrière créée à Paris, en 1865, par des typographes syndiqués, était très florissante et avait pris une extension assez considérable. Aussi l'exemple de cette société avait fait de la plupart des ouvriers du Livre d'ardents coopérateurs : « Fondée en 1865 par un nombre restreint d'adhérents, était-il dit dans un discours prononcé au banquet typographique qui clôtura le Congrès de 1881, l'Imprimerie Nouvelle fut ouverte en 1869. Il avait fallu cinq années de persévérants sacrifices pour accumuler un capital de 30,000 francs. Mais aussi, qu'il fut harmonieux le bruit de la première machine mise en mouvement; avec quelle extase, quelle félicité on portait les regards au bas de la première feuille imprimée, sur cette ligne, récompense de tant d'efforts, objet de tant d'espérances, « Imprimerie Nouvelle, association ouvrière » !

« Depuis 1870, la marche ascendante n'a pas eu de temps d'arrêt. Au début, on était quelques-uns; nous sommes aujourd'hui plus de mille. La société, constituée au premier capital de 30,000 francs, l'est actuellement à celui de 200,000, et l'association possède un matériel d'une valeur supérieure à 500,000 francs. Ces chiffres peuvent se passer de commentaires.

« Le but qu'elle poursuit, c'est le rachat par l'épargne de l'outil qui doit sceller notre affranchissement..... » (1).

Un autre typographe affirmait en ces termes sa confiance en la coopération, en laquelle il voyait la solution de la question sociale : «..... Et maintenant que le rôle des chambres syndicales va commencer, que leur existence légale ne peut longtemps se faire attendre, de quelle force ne serons-nous pas armés? L'idée de créer une épargne suffisante pour racheter notre

---

(1) *La Typographie Française*, n° 3, du 15 novembre 1881.

outil n'est plus une fiction. Les financiers nous montrent assez tous les jours la puissance du groupement des petits capitaux. Quelles richesses ne pourra-t-on accumuler sous forme de cotisations ! Que d'ateliers on pourra monter en peu de temps si l'on veut centraliser l'épargne par les chambres syndicales !

Plus de grèves, dans lesquelles succombent les travailleurs sous la puissante coalition des capitaux ! Plus de grèves, qui ruinent les travailleurs et appauvrissent la nation !

Une ère de dignité, de responsabilité et de prospérité va s'ouvrir. Elle sera l'œuvre de plusieurs générations, mais elle sera ! Nous en sommes encore à la période des sacrifices, mais nous fondons l'avenir !..... » (1).

Aussi, pour marquer sa foi en la coopération, le Congrès de 1881 donna comme but à la Fédération du Livre « de rechercher les moyens d'augmenter les sociétés de production, en créant des associations coopératives » et stipula que « l'organe de la Fédération, sauf le cas de force majeure, serait exécuté dans une imprimerie coopérative » (2).

En outre, une proposition fut faite au Congrès de 1883, tendant à établir un versement supplémentaire de cotisation destiné à la fondation d'imprimeries coopératives. Elle fut ajournée et renvoyée au prochain Congrès (3).

Mais le krach financier de 1883 causa la ruine de l'Imprimerie Nouvelle et l'accula à la faillite. Elle obtint, il est vrai, un concordat en 1885, et remplit scrupuleusement, depuis cette époque, tous les engagements qu'elle avait contractés. Pourtant cette crise traversée par l'Imprimerie Nouvelle eut pour effet de refroidir l'ardeur des plus zélés coopératistes et sembla

---

(1) *La Typographie Française*, n° 2, du 25 octobre 1881.

(2) *La Typographie Française*, n° 1, du 16 septembre 1881.

(3) *La Typographie Française*, n° 46, du 1<sup>er</sup> septembre 1883.



donner raison à ceux des fédérés qui ne voyaient pas dans la coopération un moyen efficace d'émancipation pour le travailleur. Aussi, lors du Congrès de 1885, le Comité central tenta de supprimer des statuts fédératifs tout ce qui était relatif aux sociétés typographiques de production. Le Congrès refusa cependant de se ranger à son avis et laissa subsister les textes précédemment votés sur ce point (1).

En 1892, l'Imprimerie Nouvelle, se basant sur le paragraphe des statuts relatif à la coopération, sollicita des prêts de la caisse fédérale. Le Congrès, qui se tint dans le cours de cette même année, ne se borna pas alors à refuser d'autoriser ces prêts, il retranscha même de l'article premier des statuts tout ce qui concernait les associations de production; la disposition qui visait l'exécution de *La Typographie Française* dans une imprimerie coopérative fut également supprimée et remplacée par une autre ainsi conçue : « L'organe de la Fédération sera exécuté dans une imprimerie payant le tarif et occupant des syndiqués » (2). Le Congrès de 1900 est revenu cependant sur ce dernier point et a décidé « que l'organe fédératif, ainsi que les imprimés du Comité central et des sections parisiennes seraient exécutés par une *association ouvrière*, composée exclusivement de fédérés » (3). L'article 87 des statuts, qui semble, jusqu'à un certain point, être en opposition avec la disposition précédente, ajoute : « Sauf le cas de force majeure, l'organe de la Fédération sera exécuté dans une *imprimerie travaillant en commandite* ». En fait, *La Typographie Française* n'a pas cessé d'être confectionnée à l'Imprimerie Nouvelle de Paris.

---

(1) *La Typographie Française*, n° 96, du 1<sup>er</sup> octobre 1885.

(2) VI<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris, 1892. Brochure, citée supra.

*La Typographie Française*, nos 260-261, des 1<sup>er</sup> et 16 août 1892.

(3) VIII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris, 1900. Brochure, page 205.

Les fédérés du Livre paraissent donc avoir perdu beaucoup de leur foi en l'idée coopérative. C'est que le plus grand nombre des expériences tentées jusqu'à ce jour n'ont pas été très concluantes ; plusieurs même ont abouti à des échecs. Cependant, outre l'Imprimerie Nouvelle de Paris qui fonctionne encore à l'heure actuelle sans avoir pu reconquérir, depuis 1885, malgré tout le zèle déployé par ses administrateurs, l'importance qu'elle avait prise antérieurement à cette date, plusieurs imprimeries coopératives ouvrières ont subsisté ; citons notamment l'Imprimerie Nouvelle de Lyon qui a été fondée en 1882. Depuis le 31 mai 1903, Marseille possède également une imprimerie coopérative, fondée sous le nom d'Imprimerie Nouvelle de Marseille, à la suite d'une grève qui avait laissé sans travail un certain nombre de fédérés.

#### **§ V. — La Fédération du Livre et les conditions du travail dans les adjudications de travaux publics.**

Cette question est une de celles dont la Fédération du Livre a le plus énergiquement poursuivi la solution ; et, en vue de parvenir à la faire résoudre dans un sens favorable à la protection des salaires ouvriers, le distingué secrétaire général de la Fédération, M. Keufer, a déployé une activité vraiment remarquable et dépensé une somme prodigieuse d'efforts. Aussi, sans méconnaître la courageuse intervention de M. Millerand, auquel revient l'honneur d'avoir réalisé la réforme par les décrets du 10 août 1899, les fédérés attribuent-ils à M. Keufer le grand mérite d'avoir rendu nécessaire, par ses heureuses démarches, la modification du système des adjudications. Certains d'entre eux vont plus loin encore et, pour montrer toute l'importance de la part que leur délégué permanent a prise à cette réforme, ils désignent les décrets Millerand sous le nom de décrets Keufer.

En parcourant la collection de *La Typographie Française*, depuis 1881, on constate que la question des abus provoqués par le système des adjudications n'a pas cessé d'être à l'ordre du jour dans la corporation typographique et de provoquer d'incessantes protestations de la part des syndicats adhérents à la Fédération. Cela tient à ce que les ouvriers du Livre ont beaucoup souffert de la concurrence acharnée à laquelle se livraient entre eux les maîtres imprimeurs pour obtenir de l'Etat, du département et des communes les travaux d'impression confiés à l'industrie privée par voie d'adjudication.

En effet, même encore depuis la promulgation des décrets du 10 août 1899, les exemples de rabais exagérés fourmillent, consentis par des imprimeurs peu scrupuleux, qui déconsidèrent ainsi leur profession, car ils laissent supposer que les bénéfices procurés par le travail d'impression sont énormes, presque scandaleux, puisqu'ils permettent de faire de semblables réductions sur des prix établis dans un cahier des charges. La vérité est que ces imprimeurs, par les conditions ridicules de bon marché qu'ils accordent, poursuivent la recherche du travail à n'importe quel prix, sans se soucier de la main-d'œuvre ouvrière, bien décidés, s'ils parviennent à être déclarés adjudicataires, à faire subir une diminution de salaire à leur personnel ou à remplacer leurs typographes par des femmes, payées 50 % moins cher, sous le prétexte, aussi faux que fréquemment invoqué, que les nécessités de la concurrence les obligent à prendre ces mesures.

De plus, les prix portés dans les cahiers des charges étant établis par l'autorité administrative, il est incompréhensible qu'ils puissent donner lieu à des rabais aussi considérables ; de deux choses l'une, en effet : ou bien le cahier des charges a été dressé en l'absence de toute base sérieuse, avec des données quelconques, et alors l'autorité administrative qui a été chargée de sa rédaction mérite d'être sévèrement

blâmée ; ou bien les chiffres qu'il contient représentent réellement le prix moyen de chaque catégorie d'imprimés, et alors il n'y a plus qu'une supposition possible, c'est que les fonctionnaires préposés à la réception des travaux d'impression tolèrent des fournitures très inférieures comme qualité à celles que l'adjudicataire s'est engagé à livrer, ce qui est inique.

Aussi, les maîtres imprimeurs sérieux joignent, sur ce point, leurs réclamations à celles des ouvriers et demandent que les stipulations du cahier des charges soient strictement appliquées ; ils considèrent que si le système des adjudications a été instauré dans le but de diminuer les charges des contribuables, la façon dont il fonctionne le plus généralement engendre une concurrence déloyale dont souffrent à la fois les patrons honnêtes, les ouvriers et les contribuables eux-mêmes, dont l'argent sert ainsi à payer des bénéfices illicites. On nous taxera certainement d'exagération, on nous accusera d'avoir noirci le tableau à plaisir ! Pourtant, sans aller jusqu'à prétendre que toutes les adjudications ont donné lieu à des abus semblables, nous croyons pouvoir affirmer que les plaintes incessantes enregistrées par *La Typographie Française* n'ont été que l'écho de l'exacte vérité.

Nous pourrions citer tel département dans lequel le conseil général, sous prétexte de libéralisme, s'est refusé jusqu'ici, malgré la demande du syndicat typographique du chef-lieu, à insérer dans le cahier des charges des adjudications d'imprimés, les dispositions protectrices des décrets de 1899, et où l'heureux adjudicataire des impressions départementales, pour se dédommager du rabais formidable qu'il a consenti, livre, sous l'œil tolérant des fonctionnaires de la préfecture, des fournitures exécutées sur un papier de qualité tellement inférieure qu'il est presque impossible de l'utiliser pour écrire. Un imprimeur s'étant étonné de voir accepter de semblables imprimés, il lui fut répondu : « Que voulez-vous ? Nous ne pouvons pas, en vérité,

nous montrer exigeants ; l'adjudicataire a fait un rabais tellement grand qu'il ne lui est pas loisible de fournir mieux ! » Si c'est là du libéralisme, on conçoit facilement que les fédérés n'hésitent pas à s'en déclarer les irréductibles adversaires.

*Les défauts du système des adjudications, d'après la Fédération du Livre* — « Le système des adjudications, dit M. Keufer (1), a eu constamment pour base l'exécution des travaux, transports ou fournitures à des prix aussi peu élevés que possible, au moyen de rabais offerts par les adjudicataires, en vue de sauvegarder les intérêts des contribuables. »

Avant les décrets de 1899, les textes qui réglaient la matière étaient les ordonnances du 4 décembre 1836 (2) et du 14 novembre 1837, prescrivant la concurrence et la publicité dans les marchés de travaux ou de fournitures passés au nom de l'Etat, des départements, des communes et des établissements de bienfaisance. Quels étaient les résultats produits par ce système ? « Dans un contrat, dans un marché quelconque, dit M. Keufer dans le rapport cité en note, il y a le client et le fournisseur et, comme dans toute opération commerciale ou industrielle, l'un et l'autre ont pour but : le premier, de faire exécuter un travail de bonne qualité, à un prix avantageux ; le deuxième, de prélever un certain bénéfice sur les fournitures à livrer, malgré des rabais obligés de par la loi, puisque la concurrence et la publicité sont imposées précisément pour provoquer les rabais offerts par les nombreux concurrents qui convoitent l'exécution des travaux de l'Etat, des départements, des communes.....

« Personne ne songera à reprocher aux représentants des intérêts des contribuables de sauvegarder les deniers publics — et le système des adjudications est

---

(1) Rapport présenté au VII<sup>e</sup> Congrès national typographique de Marseille, 1895. Brochure, pages 94 et suiv.

(2) Abrogée et remplacée par un décret du 14 novembre 1882.



un des procédés de sauvegarde employés — mais nous nous élevons précisément contre l'efficacité de ce procédé, contre ce système tel qu'il est appliqué actuellement; nous prétendons même qu'il va contre le but que l'on voudrait atteindre.

« Les travaux, au moins dans notre profession, sont estimés déjà à leur valeur propre avant l'adjudication; l'adjudication terminée..... les fournitures d'imprimerie sont adjugées avec des rabais énormes variant de 15 et 20 % à 50 et 60 %; il y en a eu de plus forts encore à Paris et dans d'autres villes de France (1).

« Ce fait est la conséquence fatale du nombre considérable d'imprimeurs appelés à concourir, en vertu des ordonnances de 1836 et de 1837, car elles interdisent l'éviction de tout patron, quelles que soient les conditions dans lesquelles il fait travailler; peu importe les moyens plus ou moins avouables qu'il emploie pour fabriquer ses fournitures.

« Ce qui est vrai pour l'imprimerie doit l'être également pour les autres professions, où les rabais offerts sont aussi élevés.....

« Or, puisqu'il existe, dans toutes les administrations, des experts chargés de faire les devis de tous les travaux, de toutes les fournitures que ces administrations confient à l'industrie privée, devis établis au moins sur la moyenne des tarifs ordinaires, il devrait rester peu de marge pour laisser de grands profits aux fournisseurs.

« Aux bénéfices limités que peuvent espérer les fournisseurs, il faut ajouter..... les rabais consentis, qui, d'une affaire d'apparence avantageuse, font une affaire préjudiciable, ou dans laquelle le patron ne fait

---

(1) Adjudication passée au ministère de la Guerre pour les impressions à fournir aux magasins d'habillement et de campement, pendant les années 1887 à 1889 (montant approximatif des travaux: 50,000 francs). Rabais consenti par l'adjudicataire: 80 %.

*La Typographie Française*, n° 130, du 1<sup>er</sup> mars 1887.

qu'échanger ses produits, sans aucune rétribution personnelle, sans profit possible.

« Dans l'état actuel de l'industrie..... conçoit-on qu'un patron se décide à travailler à perte, pour le seul plaisir d'être fournisseur d'une administration quelconque?.....

« Nous n'admettons pas qu'un patron consente délibérément à travailler à perte, à exposer ses capitaux, ses intérêts, son nom pour devenir adjudicataire de travaux au moyen de rabais ruineux. Il faut qu'il y ait — et il y en a — des combinaisons qui permettent de couvrir le déficit que ne manquent pas de produire les rabais offerts.....

« .....Pour l'industrie du Livre, ces combinaisons se font avec certaines complicités intéressées; sur la qualité, sur la quantité des fournitures, sur la main-d'œuvre, exécutée par des femmes ou des enfants, au grand préjudice des ouvriers dont les salaires sont avilis, et des patrons scrupuleux qui se voient écartés des adjudications.....

« .....Les malfaçons, les travaux défectueux s'expliquent aisément : recherchant une main-d'œuvre à bon marché, les adjudicataires appliquent dans leurs chantiers ou dans leurs ateliers le système du travail à la tâche ou aux pièces. Les ouvriers qui travaillent ainsi n'ont plus le souci de consacrer le temps nécessaire pour faire bien, ils se préoccupent surtout de gagner un maigre salaire, quelles qu'en soient les conséquences pour la clientèle et le public. Nous constatons les mêmes conséquences pour les travaux confiés aux femmes et aux enfants, plus particulièrement exploités, qu'ils soient occupés à la tâche ou à la journée, avec une rétribution sensiblement inférieure à celle de l'ouvrier.

« Pour préciser, le système actuel des adjudications, qui invite indistinctement tous les patrons à soumissionner, est une excitation scandaleuse faite par l'Etat, les départements et les communes à porter atteinte aux

intérêts des contribuables sous prétexte de les défendre, et une faveur non moins scandaleuse accordée aux patrons qui offrent des rabais couverts par l'abaissement du prix de la main-d'œuvre, par l'exploitation des enfants et des femmes, par la violation dissimulée des conditions requises par le cahier des charges. C'est favoriser, dans la plupart des cas, la concurrence contagieuse des mauvais patrons contre ceux qui paient consciencieusement leurs ouvriers. Voilà l'œuvre du système des adjudications. »

Cet exposé des abus révélés par la pratique des adjudications ne concluait pas d'ailleurs à la suppression pure et simple du système. « Ce que nous voulons signaler..... c'est que les intérêts des ouvriers et ceux des patrons sont impitoyablement sacrifiés, et nous estimons qu'il est très légitime de demander que ces rabais ne puissent porter atteinte aux salaires ni aux conditions normales du travail. L'Etat, les départements et les communes doivent tenir à honneur que ceux qui travaillent pour eux soient rétribués convenablement » (1).

Cette thèse a été soutenue par un grand nombre d'auteurs : « L'Etat et la commune, écrit M. Bazire (2), possèdent un domaine privé ; à ce point de vue, ils sont bailleurs, locataires, patrons, comme de simples particuliers. Ils sont aussi — au sens à la fois très compréhensif et très strict du terme — propriétaires du domaine public. Toutes les fois qu'ils font exécuter des travaux sur l'un ou l'autre de ces domaines, ils sont réellement patrons et maîtres d'ouvrages ; dès lors, comme tout patron, ils ont le droit d'imposer telles

---

(1) Rapport précité de M. Keufer.

(2) Bazire. *Des conditions du travail imposées aux entrepreneurs dans les adjudications de travaux publics*, 1898, pages 7 et suiv.

Cf. Pic. *Traité élémentaire de législation industrielle*. 2<sup>e</sup> édition, 1903, pages 676 et suiv.

Oubert. *Des conditions du travail dans les adjudications de travaux publics*, 1900.

conditions qu'il leur plaît aux exécuteurs de ces travaux, sans faire intervenir en rien la puissance publique. Mais l'Etat, la commune ne sont pas seulement des patrons ordinaires, tenus comme tous au respect des principes de justice et de moralité, ils personnifient en eux l'intérêt général et jouissent même pour cette raison, dans l'exécution de leurs travaux, de privilèges exorbitants du droit commun; — ils doivent donc, dans leurs travaux, se montrer *patrons modèles*, se préoccuper avant tout de l'intérêt public, c'est-à-dire non seulement de la bonne gestion financière, mais aussi des conditions humaines du travail, conditions qui, d'ailleurs, importent à la bonne exécution de l'ouvrage même.

« Jusqu'à présent l'Etat et les communes visent au meilleur marché possible et, par l'adjudication, ils excitent l'entrepreneur au rabais. Pour être sûrs de la bonne qualité des matériaux employés, ils en fixent la provenance, parfois le prix, dans des devis et bordereaux; le rabais ne peut donc porter que sur la main-d'œuvre et c'est à ce point de vue surtout que s'exerce la concurrence entre soumissionnaires. Ainsi l'Etat, les communes, par une économie mal comprise, aggravent la situation des ouvriers et cela d'autant plus que l'abaissement des prix, pour des ouvrages aussi considérables que les travaux publics, réagit puissamment sur le marché. Le seul moyen d'éviter ce résultat funeste est de stipuler un minimum de salaire, un maximum d'heures de travail et d'autres conditions de même sorte dans les cahiers des charges des adjudications. »

*Tentatives faites dans le sein de la Fédération du Livre pour remédier aux abus engendrés par le système des adjudications.* — Les premières tentatives faites, par les divers syndicats typographiques adhérents à la Fédération du Livre, pour sauvegarder les salaires ouvriers dans les adjudications d'imprimés

administratifs, remontent à une date assez éloignée ; certaines même sont contemporaines de l'époque où fut fondée la Fédération. Nous n'en relaterons que quelques unes, car l'énumération complète en serait trop longue et ne présenterait d'ailleurs qu'un intérêt secondaire. Dès 1882, *La Typographie Française* annonçait que l'arrêté relatif à l'adjudication pour la fourniture des imprimés au département du Rhône contenait les conditions suivantes : les imprimeurs typographes exerçant cette profession à Lyon seront seuls admis à concourir, après avoir prouvé qu'ils possèdent un matériel suffisant pour la bonne exécution des divers travaux susceptibles d'être commandés par l'administration, et qu'ils ont *adhéré aux conditions des tarifs de la Chambre syndicale des ouvriers typographes*. A cet effet, pour permettre à l'administration d'examiner si les soumissionnaires remplissent les conditions requises, chaque concurrent devra déposer au secrétariat général de la préfecture : 1° sa patente ; 2° *un certificat de M. le Président de la Chambre syndicale des ouvrierstypographes, constatant qu'il a adhéré aux conditions des tarifs de ladite Chambre* (1).

Mais, à la suite de réclamations faites par divers maîtres imprimeurs, le préfet rapporta cet arrêté (2).

En 1886, la section de Troyes demanda au conseil municipal de cette ville de n'admettre à concourir à l'adjudication des imprimés nécessaires aux services municipaux que les imprimeurs ayant adhéré aux conditions du tarif du syndicat (3). Cette demande, prise en considération par l'assemblée communale, fut renvoyée simplement à la commission compétente. D'autres pétitions analogues furent adressées, sans plus

---

(1) *La Typographie Française*, n° 7, du 16 janvier 1882.

(2) *La Typographie Française*, n° 13, du 16 avril 1882.

(3) *La Typographie Française*, n° 115, du 16 juillet 1886.



de succès, par les sections de Montauban, de Cahors, de Grenoble, aux conseils municipaux de ces localités (1).

Toutes ces tentatives se heurtaient à la même impossibilité d'aboutir, leur esprit étant contraire aux dispositions des ordonnances de 1836 et 1837, autorisant la libre concurrence dans les adjudications. C'est ce que le Ministre de l'Intérieur rappelait au préfet de l'Isère dans une lettre du 23 novembre 1888 : « Ainsi que vous le savez, Monsieur le Préfet, les ordonnances de 1836-1837 et les décrets subséquents qui ont prescrit, sauf les exceptions limitativement prévues, la mise en adjudication des travaux de l'Etat, des départements et des communes ont été inspirées par des considérations tirées de l'intérêt des finances publiques et par le désir de voir exécuter ces travaux dans les meilleures conditions d'économie.

« C'est dans cet ordre d'idées que les règlements sur la matière prescrivent une publicité aussi large que possible et une concurrence de nature à assurer *les plus forts rabais*. Les clauses contraires aux dispositions essentielles de ces règlements doivent donc être écartées de la rédaction du cahier des charges. Celle qui a été proposée par la Chambre syndicale des ouvriers typographes de Grenoble me paraît être de ce nombre en ce qu'elle aurait pour conséquence de réduire, dans une certaine proportion, le taux des rabais, à raison de l'augmentation des salaires ouvriers imposés aux entrepreneurs. Je crois, en conséquence, devoir vous faire connaître que la proposition de la chambre syndicale ne me paraît pas pouvoir être accueillie » (2).

C'est alors que le Comité central envoya une délégation auprès de M. Bourgeois, sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur, dans le but de savoir si le

---

(1) *La Typographie Française*, n° 172, du 1<sup>er</sup> décembre 1888; n° 173, du 16 décembre 1888; n° 178, du 1<sup>er</sup> mars 1889.

(2) *La Typographie Française*, n° 178, du 1<sup>er</sup> mars 1889.

gouvernement se montrerait disposé à modifier les ordonnances de 1836-1837, dans le sens réclamé par les syndicats typographiques. M. Bourgeois ne cacha pas aux délégués toutes les difficultés auxquelles se heurterait la réforme réclamée, et les engagea à créer un mouvement d'opinion sur ce point (1).

Ce conseil fut suivi et, à dater de ce moment, des démarches incessantes furent effectuées par le plus grand nombre des sections de province auprès des assemblées départementales et communales, ainsi qu'auprès des membres du parlement (2). Des succès partiels furent obtenus, purement théoriques d'ailleurs et bientôt détruits par l'interprétation restrictive de l'autorité administrative. C'est ainsi qu'en 1894, le conseil général des Pyrénées-Orientales ayant prescrit l'insertion, dans le cahier des charges relatif à l'adjudication des imprimés du département, d'une clause fixant à 4 francs le salaire minimum quotidien des ouvriers, le Conseil d'Etat annula cette disposition comme entachée d'illégalité; il déclara, en effet, que l'insertion de cette clause aurait pour effet de dénaturer le contrat d'adjudication en restreignant la concurrence et de porter atteinte à la liberté du travail (3).

---

(1) *La Typographie Française*, n° 179, du 16 mars 1889.

(2) Pétitions des sections de Béziers, Lyon, Dijon, de la Bourse du travail d'Angers, et vœu du Conseil des Prud'hommes de Bourges.

*La Typographie Française*, n° 202, du 1<sup>er</sup> mars 1890; n° 282, du 1<sup>er</sup> juillet 1893; n° 291, du 16 novembre 1893; n° 359, du 15 septembre 1896.

(3) *La Typographie Française*, n° 307, du 16 juillet 1894.

Il convient de rapprocher de cette tentative, celle très ingénieuse faite par les imprimeurs de Grenoble qui, pour éviter de tomber sous le coup de la nullité pour atteinte à la liberté du travail, se constituèrent en syndicat, et après avoir conclu un accord avec le syndicat ouvrier auquel ils avaient promis de payer les salaires suivant le tarif en vigueur, proposèrent au conseil municipal, qui accepta, de passer à l'amiable et non par adjudication un traité pour la fourniture des imprimés communaux, avec un rabais de 21 % sur les prix du bordereau. Ils se chargèrent ensuite de répartir les imprimés entre les membres du syndicat.

*La Typographie Française*, n° 359, du 15 septembre 1896.

Les Congrès typographiques s'étaient également occupés de la réforme du système des adjudications et avaient émis des vœux à ce sujet. Mais c'est seulement au Congrès de 1895 que cette importante question a été traitée avec une ampleur remarquable par M. Keufer dans un long rapport, très documenté, dont nous avons reproduit plus haut quelques extraits. Après avoir rappelé les mesures prises à l'étranger pour faire cesser les mauvais effets des adjudications, après avoir insisté surtout sur l'exemple de l'Angleterre, « le pays classique de la non intervention de l'Etat, de la liberté du travail, le berceau de l'école de Manchester », M. Keufer s'exprimait ainsi : « D'où vient donc, en France, cet incorrigible, cet aveugle ostracisme contre tout ce qui a un caractère protecteur des intérêts des faibles, des exploités?..... Une des causes, nous l'avons montré, est la préoccupation des intérêts des contribuables ; mais une autre cause, qui explique la coalition de tous les patrons désireux de spéculer sur la main-d'œuvre, de tous les hauts fonctionnaires, de tous les corps constitués, c'est ce dogme tyrannique de la liberté du travail enseigné par nos économistes, au nom duquel se commettent tant d'abominables abus et qui permet toutes les iniquités, l'écrasement du faible par les forts, le triomphe des individus (patrons et ouvriers) sans foi ni loi sur ceux qui se reconnaissent des devoirs et qui font des sacrifices dans l'intérêt général. Nous voulons aussi la liberté, mais nous ne voulons pas que, sous le couvert de la liberté et de la loi, se commettent tant de méfaits et d'exploitation.

« En résumé, la question qui se pose ici est nette, précise : en présence de la situation créée aux travailleurs et à un certain nombre de patrons par les abus actuels du système des adjudications, y a-t-il lieu de faire intervenir les pouvoirs publics pour faire cesser ces abus, en modifiant les ordonnances de 1836 et de

1837? Ces modifications sont-elles du ressort du pouvoir législatif ou du pouvoir exécutif?

« L'ensemble de ce rapport est, croyons-nous, une réponse affirmative à la première question, et tout ce que nous avons cité sur ce qui se fait à l'étranger vient, d'une manière éclatante, confirmer notre opinion.

« Si nous ne craignons pas de donner à ce rapport une étendue démesurée et fatigante, nous reproduirions quelques passages du savant discours de M. Hector Denis, le sociologue belge si distingué, discours prononcé au Conseil provincial du Brabant, au moment de la discussion du minimum de salaire.

« Il conclut à l'intervention de l'Etat dans une telle question, en se plaçant au triple point de vue économique, juridique et moral.....

« Est-ce le législateur qui devra imposer cette réforme, ou l'intervention du pouvoir exécutif, c'est-à-dire du ministre compétent, sera-t-elle suffisante pour modifier le texte des ordonnances qui font autorité?

« Dans le premier cas, ce sera une tâche longue et difficile qui nous sera dévolue; il nous faudra obtenir le concours du monde parlementaire et produire un mouvement d'opinion favorable à notre cause. C'est un travail extrêmement pénible et d'un aboutissement douteux, surtout si l'action restait limitée à une seule corporation. C'est pourquoi nous estimons que tous les travailleurs, toutes les professions sont intéressées et devront intervenir auprès des membres du parlement.....

*« Mais, malgré toutes les déclarations officielles, malgré toutes les interprétations qui ont été faites, malgré la résistance qui a été opposée à toutes les tentatives, nous avons la conviction que les ordonnances de 1836-1837 pourront être modifiées dans le sens que nous avons indiqué, avec le concours spontané, volontaire du gouvernement et du Conseil d'Etat. La preuve la plus indiscutable, c'est que l'ordonnance du 4 décem-*

*bre 1836 a été abrogée et remplacée par un décret du 18 novembre 1882, et cela sans aucune intervention du parlement. »*

Les conclusions de ce rapport limitaient la demande de réforme, pour en faciliter la réalisation, à l'ordonnance de 1836 et au décret de 1882 visant les marchés de l'Etat et des départements. Les voici telles qu'elles furent adoptées par le Congrès. Demander aux pouvoirs publics :

1° Modification des ordonnances de 1836-1882 décidant l'introduction, dans les cahiers des charges, de clauses fixant les conditions de travail et de salaires établies de concert entre les patrons et les syndicats ; dans les localités ou professions où il n'existe pas de syndicat, ces conditions seront établies sur la moyenne du salaire courant local ;

2° Seront également prévues les dispositions relatives à la loi du 2 novembre 1892 ;

3° Les cahiers des charges seront communiqués aux syndicats patronaux et ouvriers qui en feront la demande ; ils pourront en signaler les lacunes ou les abus et surveiller l'exécution des clauses desdits cahiers dans l'intérêt des contribuables ;

4° Dans toutes les élections municipales, départementales, législatives, les membres de toutes les organisations ouvrières soumettront les clauses qui précèdent à l'acceptation des candidats, sans distinction d'opinion. Le refus d'accepter ces propositions dictera la conduite des travailleurs ;

5° Ces propositions, après avoir été déposées entre les mains du pouvoir exécutif, et si elles ne sont pas prises en considération, seront l'objet d'un pétitionnement dans tout le pays, et avec le concours de tous les syndicats ouvriers, nous agirons dans le sens indiqué au 4° auprès de nos représentants politiques.

Pour mettre à exécution les dispositions votées par le Congrès, le Comité central rédigea le texte d'une



pétition destinée à être adressée par les sections à tous les députés de leur département respectif (1). Puis, en 1897, M. Keufer porta la question devant la commission permanente du Conseil supérieur du travail, à laquelle il parvint à faire partager son opinion, et qui le chargea de présenter en son nom un rapport sur ce sujet à la prochaine session du Conseil (2). Cette session eut lieu du 8 au 10 décembre 1897. A la presque unanimité de ses membres, le Conseil vota le vœu suivant qui lui fut présenté par M. Keufer, comme conclusion de son rapport :

Le Conseil supérieur du travail émet le vœu :

Que les décrets et ordonnances concernant les adjudications des travaux publics soient modifiés en vue d'introduire dans les cahiers des charges les clauses suivantes relatives aux conditions du travail :

1° Obligation pour l'entrepreneur de se conformer au taux des salaires et à la durée du travail considérés comme normaux et courants dans la ville ou la région où le travail est exécuté, et fixés dans le cahier des charges. Ces conditions de salaire et de durée de travail seront constatées par les administrations intéressées qui devront s'entourer de tous les renseignements nécessaires et prendre l'avis de commissions mixtes composées, en nombre égal, de patrons et d'ouvriers.....

2° Repos hebdomadaire.....

L'introduction de ces clauses sera obligatoire dans les cahiers des charges des travaux de l'Etat et des départements. Elle sera facultative pour les travaux des communes et ceux des établissements publics, dont les adjudications sont actuellement soumises aux règles de l'ordonnance du 14 novembre 1837 (3).

Pendant ce temps, la commission du travail de la Chambre des députés s'occupait également de la question. Elle avait même déjà émis un vote favorable à

---

(1) *La Typographie Française*, n° 365, du 16 décembre 1896.

(2) *La Typographie Française*, n° 380, du 1<sup>er</sup> août 1897.

(3) *La Typographie Française*, n° 389, du 16 décembre 1897.

l'introduction, dans les cahiers des charges des adjudications de travaux publics, de clauses favorables à la fixation du salaire et de la durée de la journée de travail (1).

D'autre part, à l'approche des élections législatives de 1898, le Comité central de la Fédération adressa un appel aux sections et les engagea à faire adopter, par les candidats, les conclusions du rapport de M. Keufer votées par le Congrès de Marseille de 1895. A la fin de l'année 1898, MM. Charles Dupuy, président du Conseil des ministres, et Delombre, ministre du Commerce, entendus par la commission du travail de la Chambre, se déclarèrent favorables aux mesures proposées en 1897 par le Conseil supérieur du travail. La commission chargea alors M. Pierre Baudin de préparer un projet sur la base indiquée par le gouvernement. Ce projet avait déjà fait l'objet d'une première délibération à la Chambre, lorsque le nouveau Ministre du Commerce, M. Millerand, en demanda et obtint le renvoi à la commission ; après quoi il prit la résolution de réaliser la réforme par voie de décrets, « entrant ainsi dans la voie indiquée dès 1895 au Congrès typographique par M. Keufer, dont le nom est désormais attaché à cette réforme d'un si grand prix pour les travailleurs » (2).

En effet, le 10 août 1899, furent promulgués trois décrets, dont l'un faisait une obligation pour l'Etat et dont les deux autres laissaient la faculté aux départements et aux communes d'introduire, dans les cahiers

---

(1) *La Typographie Française*, n° 364, du 1<sup>er</sup> décembre 1896.

(2) *La Typographie Française*, n° 428, du 1<sup>er</sup> août 1899.

« A la suite de Keufer, qui en fut l'initiateur véritable, le Congrès de Marseille et les sections de la Fédération avaient organisé une active propagande sur la question des adjudications. Cette tactique a porté ses fruits; la publication des décrets Millerand est venue couronner les efforts de chacun. Ce succès est tout à l'honneur de notre corporation. »

*La Typographie Française*, n° 432, du 1<sup>er</sup> octobre 1899. Article de M. Guénard.

des charges des adjudications de travaux administratifs, des clauses protégeant les conditions du travail : salaire minimum, durée de la journée, repos hebdomadaire, etc.

Depuis cette date, les décrets ont été appliqués dans un certain nombre de départements et de communes (1). Mais il reste encore beaucoup à faire pour étendre leur domaine. Voici ce qu'écrivait à ce sujet M. Keufer, en 1902, dans *La Typographie Française* (2) : « Je n'ai jamais été un fanatique partisan de la constante intervention légale comme procédé d'amélioration sociale ; cette intervention entretient souvent des espérances que les plus grands efforts ne permettent pas toujours de réaliser. Les décrets Millerand, relatifs aux adjudications, donnent la mesure de la distance qui sépare le principe de la réalité.....

« Depuis que les décrets ont été promulgués, on pouvait croire que les abus révélés par le système des adjudications allaient disparaître, surtout pour les travaux de l'Etat.

« Mais nombre de ces derniers sont exécutés sans que les prescriptions des décrets soient respectées, à cause de l'indifférence des fonctionnaires supérieurs des ministères et de l'hostilité patronale. Partout on répète les vieilles rengaines de la liberté qui permettent l'hypocrite écrasement du faible par le fort.

« De même, nombre de conseils généraux et municipaux ont ouvert des discussions dans lesquelles les adversaires des décrets Millerand ont renouvelé les arguments invoqués autrefois contre toutes les mesures de protection proposées en faveur des travailleurs.....

« La lutte n'est donc pas close ; à toutes les sessions des conseils généraux, d'arrondissement et

---

(1) Voir à ce sujet une nomenclature contenue dans le *Bulletin de l'Office du Travail*, avril 1903.

(2) *La Typographie Française*, n° 492, du 1<sup>er</sup> avril 1902.

municipaux, à toutes les élections de ces représentants, il faut intervenir et réclamer sans relâche un vote en faveur de l'application des décrets aux travaux administratifs. »

La tactique préconisée par M. Keufer a déjà été suivie par la plupart des sections. De nombreuses pétitions ont été adressées aux membres des assemblées départementales et communales et aux candidats, lors du renouvellement des conseils généraux et municipaux ; des démarches répétées ont été faites par les bureaux des sections auprès des autorités administratives de leurs circonscriptions ; bref, tous les moyens ont été mis en œuvre pour réussir. Cette active campagne, qui a déjà produit des résultats très satisfaisants, continue encore à l'heure actuelle et, grâce à cette incessante intervention de la Fédération sur tous les points de la France, on peut espérer, dans un avenir prochain, une très large application des décrets de 1899 aux adjudications de travaux départementaux et communaux. Sur ce point encore, le développement des groupements professionnels ouvriers sera un puissant élément de succès.

---

## SECTION II

### La Fédération du Livre et le contrat d'apprentissage.

---

#### *La décadence de l'apprentissage dans l'imprimerie.*—

La décadence de l'apprentissage s'est fait sentir plus peut-être dans l'imprimerie que dans les autres industries, et le contrat d'apprentissage n'y a reçu que de trop rares applications. La plupart des patrons n'ont voulu voir dans l'apprenti que l'emploi d'une main-d'œuvre peu coûteuse et, sans s'inquiéter d'enseigner la pratique complète du métier aux enfants qui leur étaient confiés (1), n'ont trop souvent cherché en eux qu'un moyen de produire à bon marché. Aussi l'apprenti est-il devenu pour le typographe, avant la femme et la machine, un élément redoutable de concurrence.

Avant la création de la Fédération du Livre, certaines maisons occupaient un nombre d'apprentis hors de

---

(1) « Chez certains patrons, les conditions de l'apprentissage sont déplorables; l'apprenti, livré à lui-même, sans surveillance, employé à faire des courses et au nettoyage de l'atelier, ne peut acquérir, pendant les trois ou quatre années qu'il consacre à ce prétendu apprentissage, les notions nécessaires à l'exercice de son métier, et il est navrant de constater qu'arrivé à l'âge d'homme, au moment où il entre dans la mêlée sociale, il lui est impossible de faire face aux exigences matérielles de l'existence. » Rapport de M. Broichot, au Congrès typographique de 1900. Brochure, page 144.

Cf. Egalement l'extrait suivant du *Bulletin Municipal de la ville de Paris*, reproduit dans *La Typographie Française*, n° 201, du 15 février 1890 : « Nous avons remarqué que, là où l'on emploie des enfants, ce n'est nullement pour leur apprendre à travailler, mais parce que le patron y trouve son intérêt, si on compare les travaux qu'on leur fait faire avec la modeste rémunération qu'on leur accorde. En un mot, on ne fait plus d'apprentis ».



proportion avec celui de leurs ouvriers ; aussi ces derniers ne manquèrent pas de critiquer ce qu'ils appelaient « un nouveau genre d'exploitation », car ils estimaient que l'industrie typographique n'était pas assez prospère pour justifier l'embauchage d'un si grand nombre d'enfants, et que la persistance de cette mauvaise organisation du travail aurait pour double effet, d'abord d'aggraver le chômage qui sévissait si lourdement sur la corporation, ensuite, de faire de la plupart des apprentis de véritables déclassés ne connaissant que très imparfaitement leur métier et condamnés à leur tour à subir la concurrence de la main-d'œuvre infantine.

De leur côté, les maîtres imprimeurs répétaient depuis longtemps que le niveau de la capacité typographique suivait une dégression constante. Ils se plaignaient du manque d'ouvriers capables, déclarant sans cesse que le recrutement des typographes en conscience était devenu très difficile, alors que le nombre des *piécards*, des bourreurs de lignes, était tellement considérable que tous ne pouvaient être occupés.

Pour remédier à cette fâcheuse situation, les fédérés du Livre ont préconisé deux mesures : la limitation du nombre des apprentis et la réglementation de l'apprentissage. Après une longue période de tentatives infructueuses, l'entente a fini par s'établir sur ce point entre les organisations ouvrière et patronale et, tout récemment (1899-1900), l'Union des maîtres imprimeurs de France et la Fédération française des Travailleurs du Livre sont tombées d'accord sur un texte de règlement qui est actuellement en vigueur.

Dès 1881, le Congrès typographique inséra dans les statuts une disposition relative à l'apprentissage : « Relever le niveau de l'art par une limitation raisonnable du nombre des apprentis, c'est-à-dire un apprenti au maximum pour dix ouvriers ; exiger qu'ils aient au moins 12 ans et obtenu leur certificat d'études ;

veiller à ce que leur éducation typographique soit sérieusement dirigée, pour les mettre à même de vivre de leur salaire après leur apprentissage » (1).

En 1883, pour suppléer au défaut d'instruction technique d'un grand nombre de typographes, le Congrès adopta la proposition suivante : « En présence de la situation actuelle faite par les maîtres imprimeurs aux enfants qui leur sont confiés comme apprentis, et dont ils ne font que des manœuvres spécialistes, il y a lieu de provoquer, dans toutes les sections qui peuvent le faire, la création de cours professionnels de perfectionnement pour tous les syndiqués qui veulent y prendre part » (2). Les Congrès suivants de 1885, 1887, 1889, 1892 s'occupèrent également de la question de l'apprentissage. Mais toutes les décisions prises et les vœux émis ne pouvaient avoir une bien grande portée; les moyens manquaient pour les faire passer dans la pratique; d'ailleurs, en raison des maigres ressources de la caisse fédérale, la réglementation du droit de grève ne prévoyait pas les conflits soulevés par des difficultés relatives aux apprentis.

Quelques essais intéressants furent tentés dans certaines sections pour faire accepter par les patrons un règlement de l'apprentissage, et la section de Nantes réussit même à faire signer une convention à ce sujet (3). Puis, la question fut portée devant le Congrès de Marseille de 1895 (4) et, là, elle donna lieu à une longue et importante discussion. Le nombre des apprentis fut fixé à 1 pour un chiffre d'ouvriers allant de 1 à 5; à 2, de 5 à 10; à 3, de 10 à 15; à 4, de 15 à 20; à partir de

---

(1) *La Typographie Française*, n° 1, du 16 septembre 1881.

(2) *La Typographie Française*, n° 46, du 1<sup>er</sup> septembre 1883.

(3) *La Typographie Française*, n° 225, du 16 février 1891; n° 289, du 16 octobre 1893.

Cf. Office du Travail. *Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie*, 1902.

(4) VII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Marseille, 1895. Brochure, pages 27 et suiv. et 57.

20 ouvriers, à 1 apprenti par 10 ouvriers occupés ; en outre, pour faire aboutir les demandes de réglementation, il fut décidé qu'elles seraient liées à une présentation de tarif et que les sections possédant déjà un tarif en feraient l'objet d'un paragraphe additionnel à celui-ci.

De toute façon, il fallait donc, pour réussir, obtenir l'assentiment des patrons. La création de la commission mixte nationale fournit l'occasion d'entrer en relations avec les maîtres imprimeurs et de leur soumettre la question de l'apprentissage. La commission permanente de la commission mixte la porta aussitôt à son ordre du jour et décida d'établir un questionnaire destiné à être adressé à tous les imprimeurs de France et à toutes les sections de la Fédération du Livre. Ce questionnaire était spécial à l'apprentissage des compositeurs typographes et comprenait 21 questions. 270 maîtres imprimeurs et 51 sections ouvrières répondirent aux 21 questions posées. L'opinion qui se dégagait de ces réponses fut que la plupart des maîtres imprimeurs et la presque totalité des sections acceptaient :

- 1° La création du contrat d'apprentissage ;
- 2° Une nouvelle limitation du nombre des apprentis ;
- 3° La durée uniforme de l'apprentissage pour toute la France (1).

A la suite de cette consultation, la commission permanente élaborait un projet de règlement type qui fut adopté par la réunion plénière de la commission mixte nationale.

Ce projet, soumis au Congrès des maîtres imprimeurs tenu à Limoges en 1898, subit quelques modifications que la commission mixte accepta. Enfin, la nouvelle rédaction, définitivement adoptée par le

---

(1) Rapport présenté par M. Broichot au Congrès de 1900.

VIII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris, 1900. Brochure, pages 144 et suiv.

Congrès patronal de Bordeaux, en 1899, a été également votée en 1900 par le VIII<sup>e</sup> Congrès national typographique tenu à Paris. Voici le texte de ce règlement :

### RÈGLEMENT D'APPRENTISSAGE

Article premier. — Pour être admis en apprentissage comme compositeur typographe, les enfants devront avoir 13 ans révolus et être munis du certificat d'études primaires, conformément aux lois du 23 février 1851 et du 2 novembre 1892.

Art. 2. — Deux mois après l'entrée de l'enfant en apprentissage (ces deux mois considérés comme période d'essai), si le patron ne juge pas les dispositions de l'apprenti suffisantes, ou si l'enfant ne se reconnaît pas d'aptitudes pour la profession, les parties pourront se dégager, sans qu'aucune d'elles puisse prétendre à une indemnité; au contraire, si le patron accepte définitivement de se charger de l'éducation professionnelle de l'enfant, un contrat d'apprentissage interviendra entre le chef de l'établissement et les parents, tuteur ou représentant de l'enfant.

La rédaction du contrat est uniforme pour toute la France, en tant que contrat d'engagement; le chiffre du dédit, qui sera facultatif, restera subordonné aux usages locaux ou d'atelier et à une entente préalable entre les parties contractantes.

Art. 3. — Le nombre des apprentis (ceux à l'essai exceptés), dans chaque atelier, ne devra pas être supérieur à la proportion de un apprenti sur cinq compositeurs.

Les apprentis de 4<sup>e</sup> et de 5<sup>e</sup> année, dits petits ouvriers, comptent comme ouvriers dans la proportion sus-indiquée.

Dans le cas où la population ouvrière d'un atelier serait diminuée, les vacances qui se produiraient parmi les apprentis ne seraient comblées qu'une fois que le nombre des ouvriers serait ramené à sa proportion normale.

Art. 4. — La durée de l'apprentissage complet, uniforme pour toute la France, est fixée à cinq années divisées en deux périodes : 1<sup>o</sup> trois années effectives d'apprentissage

réal; 2<sup>e</sup> deux années (la quatrième et la cinquième) durant lesquelles l'apprenti sera considéré comme petit ouvrier.

La période d'essai de deux mois dont il est parlé à l'article 5 du contrat d'apprentissage, sera comprise dans la durée effective des trois premières années dites d'apprentissage réel.

Art. 5. — La journée de travail des apprentis sera la même que celle des ouvriers, dans la limite de la durée légale.

Art. 6. — Les apprentis seront tenus, à l'expiration des trois premières années, de compléter la durée effective de l'apprentissage réel, en fournissant une période de temps égale à celle perdue par suite d'absences, de maladie ou de toute autre cause.

Art. 7. — Les apprentis doivent se montrer polis, respectueux et prévenants envers leurs patrons et tout le personnel de la maison où ils travaillent.

Pendant les trois premières années seulement, indépendamment de l'étude technique, l'apprenti pourra être employé à faire les nettoyages d'atelier, les courses nécessaires, sans qu'il puisse, de ce chef, élever aucune réclamation.

Toutefois, le temps pris par ces nettoyages et courses ne pourra excéder la quantité de douze heures par semaine.

Art. 8. — Durant la période d'essai de deux mois prescrite par l'article 4 du contrat d'apprentissage, les apprentis ne recevront aucune gratification.

Passé ce délai, et jusqu'à la fin de la troisième année, ils seront récompensés au fur et à mesure des services rendus; cette gratification, accordée à titre de récompense, n'impliquera aucun droit de quotité pour l'apprenti.

Cette gratification est laissée à l'appréciation du patron, qui restera seul juge pour en fixer le taux.

La quatrième année et la cinquième année, l'apprenti sera considéré comme petit ouvrier et sera rétribué en conscience : la quatrième année au demi-tarif, la cinquième année aux deux tiers du tarif.

Pendant toute la durée de l'apprentissage (cinq années), l'apprenti ne pourra être rétribué au tarif des pièces.



Art. 9. — L'apprenti, à moins de cas de force majeure, doit faire entièrement les cinq années stipulées à l'article 5, dans la même maison; l'inobservation de cette clause exposerait les parents, tuteur ou représentant de l'enfant, au paiement du dédit facultatif dont il est parlé à l'article 2.

De plus, les apprentis qui, sans motif plausible, quitteraient leur patron avant l'expiration des cinq années, ne pourraient être embauchés, pendant une durée de deux années, dans aucune des maisons adhérant au présent règlement.

Par contre, les maîtres imprimeurs s'obligent à leur faire enseigner, dans la mesure de leurs moyens, les divers travaux exécutés dans leur maison pendant la durée des cinq années, durant lesquelles le patron devra agir, vis-à-vis d'eux, en bon père de famille.

Art. 10. — Les apprentis qui se rendront coupables de paresse, grossièreté ou mauvaise conduite systématique, pourront être renvoyés après avis aux parents, tuteur ou représentant.

Les parents, tuteur ou représentant de l'enfant pourront être, dans ce cas, passibles du paiement du dédit facultatif stipulé à l'article 2.

Les apprentis reconnus notoirement incapables pourront être renvoyés, mais sans que le patron puisse réclamer pour ce fait le paiement du dédit facultatif.

Par contre, les patrons qui ne rempliraient pas les obligations énoncées dans l'article précédent, seraient eux-mêmes passibles du paiement du dédit.

En cas de préjudice matériel volontairement causé par un apprenti, les répondants seront civilement responsables du dommage causé.

Art. 11. — En garantie du paiement du dédit facultatif qui pourra être stipulé et prévu par l'article 2, le patron exercera une retenue du quart de la gratification des trois premières années. Cette retenue, non productive d'intérêts, sera rendue aux ayants droit à l'expiration de la cinquième année effective de l'apprentissage.

Art. 12. — A la fin de l'apprentissage, c'est-à-dire à la fin de la cinquième année, le patron délivrera à l'apprenti, et sur sa demande, un certificat constatant que ce dernier a rempli ses engagements et terminé son apprentissage.

Art. 13. — Les patrons faisant partie de l'Union syndicale des maîtres imprimeurs de France sont instamment priés d'accepter de préférence, parmi les jeunes ouvriers, ceux qui, n'étant pas conservés par le patron éducateur, seront porteurs du certificat patronal.

Art. 14. — Ne sont pas considérés comme apprentis les jeunes gens dont les occupations consistent exclusivement en courses, nettoyages et appropriation de matériel et d'atelier; ils ne pourront être employés et considérés que comme aides-manœuvres.

Art. 15. — Pour toutes les autres questions de droit, d'hygiène, les patrons et les apprentis sont dans l'obligation de se conformer aux lois et règlements en vigueur, notamment aux lois du 23 février 1851 et du 2 décembre 1892, ainsi qu'aux usages de la profession et de l'atelier.

Art. 16. — L'Union syndicale des maîtres imprimeurs de France fournira à tous ses adhérents une copie du nouveau règlement en les invitant à l'afficher dans leurs ateliers.

Art. 17. — Les dispositions de ce règlement pourront être modifiées après entente des deux organisations patronale et ouvrière.

En application de ce règlement, le Congrès de l'Union syndicale des maîtres imprimeurs de France, tenu à Bordeaux en 1899, a adopté une formule de contrat d'apprentissage qui est obligatoire pour tous les patrons faisant partie de l'Union. Malheureusement, le vote du Congrès patronal n'a aucune action sur le grand nombre des imprimeurs qui demeurent en dehors de l'Union syndicale et qui peuvent continuer à se livrer, comme par le passé, à l'exploitation des apprentis. Il en résulte que le règlement n'aurait pu avoir, dans la plupart des maisons, qu'un effet purement moral si la Fédération du Livre, qui dispose de puissants moyens d'action, n'avait déployé tous ses efforts pour en étendre le champ d'application. Le Congrès ouvrier de 1900, qui sanctionna les décisions prises au sujet de l'apprentissage par la commission mixte et par le Congrès patronal, inséra dans les statuts fédératifs plusieurs

dispositions tendant à la diffusion de la nouvelle réglementation. C'est ainsi qu'il modifia et compléta, de manière à le mettre en harmonie avec le degré d'avancement de la question, le paragraphe 7 de l'article 1<sup>er</sup> des statuts qui donne actuellement pour mission à la Fédération « d'obtenir une limitation raisonnable du nombre des apprentis, c'est-à-dire un apprenti, au maximum, *par cinq ouvriers*, en exigeant qu'ils aient au moins 13 ans et obtenu leur certificat d'études ; de veiller, par l'intervention éventuelle des chambres syndicales et, au besoin, de celle des prud'hommes, à ce que leur éducation professionnelle soit sérieusement dirigée, grâce à l'établissement du contrat légal d'apprentissage et de cours professionnels syndicaux, de façon à ce qu'ils soient à même de vivre de leur travail *après un apprentissage dont la durée sera conforme à la réglementation adoptée par le Congrès patronal de Bordeaux (1899) et par le Congrès ouvrier de Paris (1900).* » C'est ainsi encore que l'article 17, qui réglemente les cas de grève statutaires, reconnaît la qualité de grévistes « aux confrères *autorisés* à quitter le travail dans une maison qui ne respecte pas les dispositions du règlement de l'apprentissage (Bordeaux, 1899.—Paris, 1900) ».

Cette réglementation est encore trop récente pour qu'on puisse porter un jugement certain sur ses effets.

Il appartient en tout cas au Comité central de la Fédération du Livre, aidé des nombreux syndicats adhérents, de la répandre par une propagande incessante et d'en surveiller rigoureusement l'exécution. Mais ce n'est qu'avec le temps que des résultats appréciables pourront être obtenus. Un grand nombre de petites maisons, hostiles aux fédérés, se livrent maintenant encore à une honteuse exploitation de l'enfance, au grand détriment des imprimeries qui paient le tarif syndical. En présence de cette situation et pour détruire l'effet des promesses trompeuses que certains patrons ne manquent pas de faire aux parents dans le

but de s'assurer le recrutement facile des apprentis, le Comité central a rédigé une affiche intitulée « *Conseils aux familles* », qui est destinée à être placardée tous les ans, à l'époque des grandes vacances, par les soins des diverses sections, et qui fait connaître aux instituteurs et aux parents l'exacte vérité sur la situation actuelle de l'imprimerie. Cette mesure, qui a été l'objet de bienveillants commentaires dans la presse de Paris et des départements, a déjà produit d'heureux effets.

Le Comité central espère, en outre, que la création de commissions mixtes locales dans les nombreuses villes qui en sont encore dépourvues contribuera puissamment à la stricte application du règlement de l'apprentissage dans les maisons où il est encore méconnu et violé. Il serait également désirable que les maîtres imprimeurs, prenant enfin conscience de leurs véritables intérêts, cessent de se livrer à la concurrence effrénée dont la main-d'œuvre ouvrière fait la plupart du temps tous les frais, et consentent à chercher dans l'union le moyen de mettre un terme à la déplorable situation dans laquelle se débat actuellement l'imprimerie. Ce jour-là, la question de l'apprentissage serait bien près d'être définitivement résolue.

*Cours professionnels et écoles professionnelles.* — L'insuffisance professionnelle d'un grand nombre d'ouvriers typographes a été constatée et reconnue aussi bien par la Fédération du Livre que par les imprimeurs. Aussi la création d'écoles et de cours professionnels est-elle depuis longtemps à l'ordre du jour dans la corporation. Nous n'entrerons pas dans de longs détails sur cette question, qui a été complètement traitée par l'*Office du Travail* dans le *Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie* (1902).

Les fédérés se sont montrés hostiles, en principe, aux écoles professionnelles fondées par les patrons dans leurs ateliers. L'exploitation éhontée de l'enfance, sous le couvert de la philanthropie, dans certains

orphelinats et couvents, leur faisait craindre que l'enseignement technique ne servit de prétexte à un but de lucre. Aussi ont-ils toujours marqué leur préférence pour les cours professionnels organisés sous le patronage des syndicats typographiques.

La ville de Paris a créé, en 1889, une école spéciale aux industries du Livre, qui reçut le nom d'*école Estienne*. Cet établissement a été très décrié, tant du côté patronal que du côté ouvrier. Il forme cependant d'excellents sujets et n'a qu'un tort, à notre avis, celui d'être à peu près unique en France (1).

En outre de l'*école Gutenberg*, qui a été fondée à Paris en 1890, par la Chambre syndicale des maîtres imprimeurs, quelques grandes maisons ont organisé des cours professionnels dans leurs ateliers (2).

De leur côté, les plus importantes sections de la Fédération du Livre ont créé des cours professionnels typographiques, qui fonctionnent d'une manière satisfaisante; citons les sections de Paris (compositeurs), Lyon (école Jean-de-Tournes), Toulouse, Bordeaux, Nantes, le Havre, etc.

Mais, malgré les services considérables que sont appelées à rendre ces diverses institutions au point de vue du relèvement de la capacité professionnelle, la Fédération du Livre ne perd pas de vue son principal objectif, qui est la restauration de l'apprentissage à l'atelier par la généralisation du contrat et l'application sans cesse plus étendue du règlement adopté par les organisations centrales patronale et ouvrière.

---

(1) Il existe, pour les industries du Livre, trois autres écoles d'institution publique : à Montévrain, Lille et Nîmes.

*Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie*. Op. cit., page 91.

(2) Les imprimeries Chaix, à Paris; Courbe-Rouzet, à Dôle (lithographie); Blais et Roy, à Poitiers; Lemâle, au Havre (apprentis et apprenties compositrices).

*Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie*. Op. cit., page 91.





## CHAPITRE III

### La Fédération des Travailleurs du Livre et les conflits collectifs entre patrons et ouvriers.

---

#### Les commissions mixtes dans l'imprimerie.

Sur ce point, comme sur tant d'autres, les typographes ont été des initiateurs et, les premiers, en France, ont conçu et réalisé le projet de constituer des commissions mixtes, composées en nombre égal d'ouvriers et de patrons régulièrement élus par leurs pairs. Le tarif parisien de 1843 fut, en effet, l'œuvre d'une commission mixte. Nous avons dit plus haut que cette commission fonctionna jusqu'en 1878, époque à laquelle, l'accord n'ayant pu s'établir lors de la révision du tarif, éclata une grande grève qui entraîna la rupture des relations entre patrons et ouvriers.

L'idée de soumettre les différends à l'appréciation d'une organisation arbitrale mixte ne fut pas abandonnée pour cela; nous la trouvons très souvent émise dans *La Typographie Française* (1). « Nous sommes de ceux, écrivait M. Keufer, qui croient que, par les fatalités économiques et, malgré les fautes commises par

---

(1) *La Typographie Française*, n° 5, du 16 décembre 1881; n° 109, du 16 avril 1886; n° 164, du 1<sup>er</sup> août 1888; n° 296, du 1<sup>er</sup> février 1894, etc.

les patrons et par les ouvriers, l'entente entre les entrepreneurs et les travailleurs devra se faire » et, rappelant les paroles suivantes de M. Champenois, vice-président de la Chambre syndicale des imprimeurs lithographes de Paris : « Il serait à désirer que les chambres patronales et les chambres ouvrières pussent avoir aussi parfois des réunions communes dans lesquelles d'importantes questions pourraient être étudiées », il ajoutait : « Nous ne cachons pas notre satisfaction d'entendre ces paroles dans la bouche d'un des plus importants patrons de Paris. Ces chambres mixtes d'arbitrage existent depuis quelques années en Angleterre et produisent d'excellents résultats... . Nous pourrions alors, avec une modération exempte de servilité, défendre nos intérêts, sachant à l'occasion témoigner avec fermeté notre réprobation contre des actes qui déshonorent le patron qui les commet et le travailleur qui les subit..... Ce jour-là, les grèves, toujours si désastreuses, seraient devenues bien moins fréquentes, et la haine entre les classes aurait diminué d'intensité » (1).

En 1888, le président de la section de Marseille proposa à tous les maîtres imprimeurs de cette ville la création d'une commission arbitrale professionnelle chargée de trancher les différends qui pourraient s'élever relativement à l'interprétation du tarif, « de façon à prouver que le patron et l'ouvrier ne sont pas aussi en désaccord que l'on voudrait le faire croire » (2). Quelques années plus tard, en 1894, des démarches analogues furent faites par les sections de Lille et d'Alger (3). Mais la plupart de ces tentatives échouèrent et, d'ailleurs, eussent-elles abouti, que le problème n'aurait pas été résolu pour cela, car elles ne constituaient que des manifestations isolées, sans résultat

---

(1) *La Typographie Française*, n° 109, du 16 avril 1886.

(2) *La Typographie Française*, n° 164, du 1<sup>er</sup> août 1888.

(3) *La Typographie Française*, n° 296, du 1<sup>er</sup> février 1894.

appréciable pour l'ensemble de la corporation. Quoi qu'il en soit, elles prouvent que la question des commissions mixtes préoccupait vivement les fédérés.

En 1894, se produisit un incident d'une extrême gravité qui fit craindre, au premier abord, une déclaration de guerre entre fédérés et maîtres imprimeurs. Un Congrès patronal devant se tenir à Lyon au mois de septembre, une invitation fut adressée au représentant du journal *La Typographie française*. M. Keufer, qui était depuis longtemps, en même temps que secrétaire général de la Fédération, gérant de l'organe fédératif, se rendit au Congrès. A la première séance, un imprimeur protesta contre sa présence. M. Keufer montra l'invitation qui lui avait été adressée, mais ajouta qu'en présence de l'attitude qui venait d'être prise à son égard, et pour sauvegarder sa dignité et celle de la corporation qu'il représentait, il demandait au Congrès de se prononcer sur son admission.

L'auteur de la proposition d'exclusion déclara alors qu'au-dessus du journaliste de circonstance, il y avait le représentant des ouvriers typographes, le leader de la rue de Savoie, le commis-voyageur de la Fédération et que, comme la question des femmes allait être mise en délibération, il était inadmissible de tolérer que M. Keufer, dont tout le monde connaissait les idées sur ce point, assistât à la discussion. Se rangeant à cet avis, le Congrès, à une forte majorité, se prononça pour l'exclusion de M. Keufer, qui se retira.

Le Comité central de la Fédération, dans un ordre du jour d'indignation, « rendit les patrons responsables des conséquences déplorables que pourrait avoir cette inqualifiable inconvenance qui atteignait la corporation tout entière » (1).

Cet incident, qui aurait pu engendrer un état d'hostilité regrettable et provoquer des représailles, n'eut

---

(1) *La Typographie Française*, n<sup>os</sup> 311-312, des 16 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 1894.

heureusement aucune suite fâcheuse. M. Keufer sut faire taire, dans cette circonstance, son ressentiment personnel et, continuant à n'avoir en vue que l'intérêt exclusif de la Fédération, demeura fidèle à sa tactique et préconisa comme par le passé, avec la plupart de ses collègues du Comité central, la création de commissions mixtes : « Le capital et le travail, est-il dit dans *La Typographie Française* à propos du Congrès de Lyon, sont les deux facteurs indispensables de toute industrie. L'un et l'autre ont des droits, des devoirs et des intérêts égaux. Il est donc utile, pour le bon fonctionnement social, de concilier ces devoirs et ces intérêts au lieu de les disjoindre. Si, contrairement, les plus autorisés des ouvriers avaient l'occasion, dans les Congrès, de discuter avec les plus autorisés des patrons, on pourrait s'expliquer et, s'expliquant de bonne foi, faire cesser bien des malentendus » (1).

D'ailleurs, à la séance du Congrès qui avait suivi l'exclusion de M. Keufer, un maître imprimeur s'était empressé de rendre hommage au talent et au dévouement du secrétaire général de la Fédération : « M. Keufer, avait-il dit, est l'un des exemples les plus probants du degré intellectuel et moral auquel peut aujourd'hui aspirer tout ouvrier, grâce aux moyens d'instruction générale et professionnelle qui sont mis à profusion à sa portée. Il consacre son talent à la défense des ouvriers, dont il s'honore de faire partie ; c'est une conduite pour laquelle nous ne pouvons avoir que la plus haute estime, et nous sommes heureux de rencontrer des adversaires comme lui, adversaires, toutefois, non autant qu'on pourrait le croire, car, somme toute, nous tendons au même but, bien que par des moyens différents ; ce but, c'est le bien-être de la classe ouvrière par la sécurité et la prospérité de l'industrie » (2).

---

(1) *La Typographie Française*, n° 326, du 1<sup>er</sup> mai 1895.

(2) Ce qui n'avait pas empêché ce même imprimeur d'écrire dans un journal, pour justifier la mesure prise par le Congrès patronal contre le représentant de la Fédération du Livre : « M. Keufer est



Nous avons relaté cet incident pour montrer combien certains patrons se montraient hostiles à toute idée de discussion contradictoire avec les représentants de la Fédération. Ils craignaient, en acceptant la création de commissions mixtes, de voir ces nouveaux rouages s'immiscer dans l'organisation intérieure de leurs ateliers et de perdre ainsi une partie de leur liberté d'action. La question des commissions mixtes paraissait donc loin d'être résolue.

Cependant, les maîtres imprimeurs organisaient pour l'année suivante (1895), à Marseille, un Congrès ayant pour but la fondation d'une fédération patronale destinée à rayonner sur toute la France (*Union syndicale des maîtres imprimeurs de France*). De son côté, la Fédération française des Travailleurs du Livre devait tenir au même moment et dans la même ville, son VII<sup>e</sup> Congrès national. L'occasion paraissait propice pour tenter la création d'une commission mixte nationale. La section de Toulouse adressa au Comité central un ordre du jour l'invitant à demander au Congrès patronal une ou plusieurs séances mixtes. Le Comité central s'empressa de soumettre cette proposition au comité d'organisation du Congrès patronal, qui la porta en tête de l'ordre du jour.

---

considéré comme un commis-voyageur en grève, comme un employé créé et mis au monde uniquement pour porter le désordre dans les imprimeries et chercher à semer la zizanie entre ouvriers et patrons..... Il est même étonnant que M. Keufer n'ait pas compris tout de suite qu'il était de sa dignité de ne pas s'introduire dans une assemblée dont tous les membres étaient en droit de le considérer comme un irréconciliable adversaire. »

A quoi le délégué permanent de la Fédération répondit, dans *La Typographie Française*, en protestant de ses idées de conciliation dans les rapports entre patrons et ouvriers, et il reproduisit la lettre qui lui avait été adressée par un patron de Lille, à la suite de son intervention dans un conflit qui avait éclaté dans cette ville, lettre dont le paragraphe final était ainsi conçu : « En terminant, je crois devoir, Monsieur, vous témoigner que vous agissez avec la plus grande courtoisie dans la défense des intérêts que vous soutenez, et que cela augmente l'estime que j'ai pour vous. »

*La Typographie Française*, n° 312, du 1<sup>er</sup> octobre 1894.

L'idée de faire des réunions mixtes plénières fut abandonnée, et il parut bien préférable de nommer de chaque côté un nombre égal de délégués. Le Congrès ouvrier et le Congrès patronal désignèrent chacun une délégation de sept membres, et ces deux délégations se réunirent pour la première fois le 13 septembre. La Commission mixte nationale était fondée (1).

Voici le mode de fonctionnement qui fut adopté. La commission composée de neuf patrons et de neuf ouvriers (nombre augmenté plus tard), devait se réunir au moins une fois par an, à Paris. Elle désignerait dans son sein une sous-commission (commission permanente), qui s'assemblerait suivant la périodicité fixée par un règlement à élaborer et qui serait chargée de préparer le travail de la commission mixte et d'établir l'ordre du jour de ses réunions. A chaque session, les fonctions de président, vice-président, secrétaire seraient remplies alternativement par les membres de chaque groupe qui auraient droit à un nombre égal de sièges au bureau, de sorte que, quand le président serait un délégué ouvrier, le vice-président devrait être un délégué patron, et réciproquement pour toutes les fonctions (2).

La commission mixte nationale tint sa première session le 20 mai 1896. Elle procéda à l'élection des membres composant la commission permanente (3 patrons et 3 ouvriers). Depuis cette époque, elle a fonctionné normalement jusqu'en 1902.

Mais, d'après l'esprit qui avait présidé à sa création du côté patronal, la commission mixte ne devait se livrer qu'à l'étude des questions d'ordre général intéressant la profession et à la recherche des meilleures solutions susceptibles de les résoudre; elle n'avait, par conséquent, aucune attribution d'ordre arbitral. Du

---

(1) VII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Marseille, 1895. Brochure, pages 17 et suiv.

(2) *La Typographie Française*, n<sup>o</sup> 326, du 1<sup>er</sup> octobre 1895.

côté ouvrier, au contraire, les fédérés estimaient qu'une organisation inverse eût été préférable, c'est-à-dire qu'il eût mieux valu commencer par créer dans chaque ville de France une commission mixte locale et établir seulement ensuite une commission mixte nationale et arbitrale (1). D'ailleurs, le but final poursuivi par la Fédération du Livre était de voir la commission nationale se transformer en conseil d'arbitrage supérieur.

Pour aider à la réalisation de ce projet, le secrétaire général de la Fédération déposa, à la session de 1897, la proposition suivante, qui fut adoptée :

« La commission mixte, dans le but de diminuer le plus possible les causes de conflits entre les patrons et les ouvriers du Livre, émet le vœu qu'il soit créé, dans les villes où existent des chambres patronales et ouvrières, des comités mixtes permanents.

Ces comités, formés par les délégués des syndicats respectifs, seraient composés en parties égales de patrons et d'ouvriers et élaboreraient leur règlement qui serait soumis aux deux syndicats contractants.

Ils tiendraient des réunions périodiques et se réuniraient d'urgence chaque fois que les circonstances l'exigeraient. Ils auraient pour mission de s'occuper des intérêts généraux de la corporation, de l'organisation du travail, de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient se produire et rendraient des décisions arbitrales sans préjudice d'appel, en dernier ressort, devant la commission mixte permanente de Paris.

Dans cette même session, la commission mixte décida « que les conflits qui pourraient surgir avant la création définitive des commissions mixtes de province, seraient soumis, dans chaque localité, à une commission mixte provisoire et, en cas de non entente, portés devant la commission permanente siégeant à Paris » (2).

---

(1) *La Typographie Française*, n° 350, du 1<sup>er</sup> mai 1896.

(2) *La Typographie Française*, n° 377, du 15 juin 1897.

La question de l'organisation des commissions régionales mixtes fut portée également à l'ordre du jour de la séance du 26 mai 1898. Mais le nombre des membres patrons présents étant insuffisant pour délibérer, la commission s'ajourna à l'année suivante et, le 27 mai 1899, le projet de création de commissions de conciliation et d'arbitrage fut adopté.

Voici le texte de cet intéressant document :

En cas de conflit entre un ou plusieurs patrons et leurs ouvriers, la conciliation sera tentée entre les deux parties dans les conditions prévues par les articles 1 à 6 de la loi sur la conciliation et l'arbitrage du 27 décembre 1892. Si l'accord ne se produit pas, le conflit sera soumis à l'arbitrage d'une commission dont le mode de recrutement et de fonctionnement est indiqué ci-après.

#### FORMATION DES COMMISSIONS D'ARBITRAGE.

La délégation permanente de la commission mixte prendra l'initiative de la formation des commissions d'arbitrage, partout où cela sera possible. Chaque commission sera composée de six membres titulaires et de quatre membres suppléants appelés à siéger en cas d'absence des membres titulaires et nommés au vote secret, moitié par les patrons et moitié par les ouvriers, pour une durée de trois années.

#### CONDITIONS D'ÉLECTORAT ET D'ÉLIGIBILITÉ.

Seront électeurs les patrons et les ouvriers français de la corporation, quelle que soit leur spécialité, âgés de 21 ans au moins, ayant six mois de résidence dans la localité et qui auront déclaré se soumettre au présent règlement.

Seront éligibles les patrons et les ouvriers âgés de 25 ans au moins, jouissant des droits civils et politiques et habitant la localité depuis plus d'une année. A la fin de leur mandat, les membres sortants seront rééligibles.

La convocation des électeurs sera faite sur l'initiative des maîtres imprimeurs pour les patrons et du syndicat typographique pour les ouvriers.

En cas de décès, de démission, de départ ou de déchéance d'un membre de la commission, il sera procédé à son remplacement dans le cours de l'année.

#### FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION.

Lorsque l'accord n'aura pas pu se faire en conciliation, dans les conditions stipulées par les articles 1 à 6 inclus de la loi du 27 décembre 1892, les parties intéressées indiqueront au juge de paix, pour faire fonction d'arbitres, conformément à l'article 7 de la loi, les membres des commissions ci-dessus désignées.

Lorsqu'un conflit surgira dans une localité où il n'existe pas de commission d'arbitrage, les parties intéressées devront appeler comme arbitre la commission de la ville la plus rapprochée.

Lorsque la commission d'arbitrage aura été convoquée par le juge de paix, si l'un des membres, d'un côté ou de l'autre, est absent ou empêché, il sera remplacé par l'un des membres suppléants.

En cas d'absence de deux des membres, patrons ou ouvriers, le sort désignera celui de la partie au complet qui devra se retirer. Les parties en cause ne pourront siéger dans la commission.

Si l'accord s'établit dans cette commission sur les conditions de l'arbitrage, ces conditions seront consignées dans un procès-verbal dressé par le juge de paix et signé par les parties ou leurs mandataires.

Les mandataires des parties en cause devront appartenir eux-mêmes à la corporation, sous peine de ne pas être entendus.

Si l'accord ne s'établit pas, la commission d'arbitrage désignera la délégation permanente de la commission mixte qui siège à Paris, à qui il appartiendra de juger en dernier ressort. Les rapports de la commission d'arbitrage et des deux parties en cause seront soumis à la délégation permanente, à moins que les intéressés ne soient directement entendus.

La délégation permanente est composée de quatre membres patrons et de quatre membres ouvriers. Pour assurer la représentation complète de cette délégation, il sera nommé un suppléant pour chaque membre patron et ouvrier. Dans le cas où la délégation ne pourra se prononcer, les deux parties auront le droit de reprendre leur liberté d'action.



#### DISPOSITIONS SPÉCIALES.

Dans le but de faciliter le règlement amiable des conflits, il est nécessaire que le travail ne soit pas suspendu et qu'aucun renvoi ne soit prononcé au sujet de ces conflits.

Si un conflit porte sur une modification de tarif, il reste entendu que les labeurs en cours seront achevés aux conditions auxquelles ils ont été commencés et que les modifications à apporter au tarif des publications périodiques ne pourront avoir lieu qu'au bout de six mois à partir du jour de la sentence arbitrale.

Les frais de déplacement et de séjour des membres des commissions d'arbitrage seront à la charge des deux parties lorsqu'il n'y aura pas eu jugement rendu et à la charge de la partie perdante quand il y aura eu arbitrage.

#### SANCTION.

Si la discussion de la commission d'arbitrage ou celle de la commission permanente a donné raison aux ouvriers contre le patron, et si ce dernier ne veut pas se soumettre à cette décision, les autres patrons et ouvriers électeurs, ayant déclaré se soumettre au présent règlement, lui refuseront leur concours pour l'exécution de ses travaux en souffrance.

Au contraire, si la décision de la commission d'arbitrage ou celle de la commission permanente a donné raison au patron contre les ouvriers, et si ces derniers ne veulent pas se soumettre à cette décision, les autres patrons seront autorisés et leurs ouvriers ne pourront pas se refuser à exécuter les travaux en souffrance du patron chez lequel aura lieu le conflit.

*Proposition additionnelle.* — En dehors des cas d'arbitrage prévus par la loi, il sera toujours loisible aux membres des syndicats patronaux et ouvriers de recourir aux commissions créées par le présent règlement pour avoir leur avis sur les questions qu'ils jugeraient devoir leur soumettre. Dans ce cas, la présidence sera confiée alternativement à un patron et à un ouvrier. La convocation de la commission ne pourra avoir lieu que sur la proposition du

bureau d'un des syndicats auquel, en premier lieu, les réclamants devront s'adresser (1).

Ce projet fut adopté par le Congrès patronal de Bordeaux (1899) dont une décision, sanctionnée par le Comité central de la Fédération du Livre, donna mandat à la commission mixte permanente de provoquer la création de commissions locales d'arbitrage. En conformité de cette décision, la commission permanente adressa en mars 1900, à tous les syndicats typographiques patronaux et ouvriers, une circulaire les invitant à procéder à l'élection des membres qui devaient composer les commissions mixtes.

Malheureusement, cette circulaire ne produisit pas les effets qu'en attendaient les auteurs et, lors du Congrès typographique ouvrier de 1900, une seule commission mixte locale, celle de Dijon, avait été organisée et fonctionnait régulièrement. Le Congrès vota néanmoins sans modification, et à l'unanimité moins une voix, le projet que les maîtres imprimeurs avaient déjà adopté.

Depuis 1900, quelques commissions mixtes ont pu être créées, notamment à Toulouse, Bordeaux, Amiens, et il est probable que cet exemple ne tardera pas à être suivi dans d'autres villes. Néanmoins, ce mouvement de diffusion semble devoir être très lent et rencontrer de sérieux obstacles que nous allons essayer d'énumérer.

Tout d'abord, ainsi que le déclarait l'organe fédératif dès 1896, malgré l'analogie apparente des deux organisations nationales ouvrière et patronale, l'Union syndicale des maîtres imprimeurs de France est loin de présenter la même étendue et la même homogénéité que la Fédération des Travailleurs du Livre (2). La plupart des patrons demeurent, en effet, en dehors de

---

(1) *La Typographie Française*, n° 426, du 1<sup>er</sup> juillet 1899.

(2) *La Typographie Française*, n° 350, du 1<sup>er</sup> mai 1896.

tout groupement; il faudrait donc que les syndicats patronaux grossissent leur nombre ainsi que celui de leurs adhérents; si cette condition était réalisée, il y aurait alors en face l'une de l'autre deux organisations centrales parallèles, possédant une autorité équivalente, pouvant traiter au nom de leurs adhérents et faire appliquer par eux les décisions prises.

Mais les syndicats patronaux sont rares, et il y a trop de défiance, trop d'intérêts opposés entre les imprimeurs pour qu'on puisse envisager comme prochain le jour où l'idée du groupement sera parvenue à gagner la grande majorité d'entre eux.

D'autre part, les sentiments d'hostilité nourris contre la Fédération du Livre par certains patrons sont encore trop vivaces pour permettre un rapprochement quelconque avec les syndicats typographes. Il est vrai que les plus irréductibles adversaires de la Fédération sont précisément les industriels qui emploient, dans la production et dans l'organisation du travail, les moyens contre lesquels s'élèvent depuis longtemps non seulement les fédérés, mais encore de nombreux maîtres imprimeurs. N'est-il pas naturel alors de voir ceux qui exploitent la main-d'œuvre féminine et enfantine, qui paient à leurs ouvriers des salaires dérisoires, refuser de soumettre leurs procédés à l'examen et à l'appréciation d'une commission mixte?

A notre époque, la concurrence à outrance est plus que jamais à l'ordre du jour dans l'imprimerie. La chasse au client, à coup de rabais, devient de plus en plus ardente, et naturellement ce sont presque toujours les salaires qui en font les frais. Malgré cela, certains patrons paraissent tout étonnés d'entendre les protestations d'ouvriers qu'ils sont habitués à ne considérer que comme des instruments de production; ils fulminent alors contre le syndicat, contre la Fédération, dans lesquels ils ne veulent voir que des associations de révoltés, dirigées par des énergumènes dont le rôle

consiste à prêcher la discorde et dont les prétentions sont telles qu'il est impossible de discuter avec eux.

Certes, nous devons reconnaître que les patrons qui ont adhéré à l'Union syndicale des maîtres imprimeurs de France ont abandonné cette manière de voir égoïste et étroite, et cette constatation est toute à leur honneur ; mais, combien d'autres demeurent encore imbus du vieux principe autocratique qui les empêche, sous peine de s'abaisser à leurs propres yeux, d'entamer des pourparlers avec leurs ouvriers ?

Il ne faut donc pas s'étonner si les commissions mixtes n'entrent que très lentement dans la pratique.

De leur côté, la majeure partie des fédérés ne s'illusionnent pas sur la valeur de l'institution, et ne la considèrent pas comme la panacée universelle ; ils savent bien qu'elle ne peut résoudre à elle seule la question sociale ; « mais, en attendant que les partisans de la révolution sociale réalisent leur idéal ou atteignent leur but, il est raisonnable de chercher à obtenir des améliorations sans conflit, par l'intermédiaire des commissions mixtes. Si modestes que soient les avantages qu'elles procurent, il est du devoir des fédérés de ne pas les laisser échapper sans abandonner pour cela une parcelle de leur autonomie, de leur indépendance et sans négliger l'organisation de plus en plus solide de la Fédération (1).

A notre avis, les commissions mixtes sont appelées à rendre de grands services dans l'imprimerie. D'une part, elles faciliteront l'étude et la solution des questions générales intéressant la profession ; les résultats acquis, grâce au fonctionnement de la commission mixte nationale, sont probants à cet égard. Nous avons vu, en effet, la réglementation de l'apprentissage sortir de ses travaux ; malheureusement, l'entente n'a pu

---

(1) M. Keufer au Congrès de 1900.

VIII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris, 1900. Brochure, page 140.

s'établir en 1902 sur le projet de tarif général pour la machine à composer et, depuis cette époque, les séances de la commission mixte nationale ont été interrompues.

Est-ce là une preuve d'impuissance assez concluante pour faire condamner l'institution ? Nous ne le croyons pas. L'expérience ne nous semble pas avoir été assez longue pour permettre de formuler un jugement certain.

A la suite de cet échec, le Comité central a d'ailleurs déclaré que, malgré tout, il demeurerait partisan de l'intervention des commissions mixtes pour régler les rapports entre patrons et ouvriers (1).

D'autre part, les commissions mixtes peuvent, en se développant, mettre un frein à la concurrence entre imprimeurs et contribuer, dans une large mesure, au relèvement de la profession.

Enfin, elles nous paraissent d'une grande utilité dans la solution des conflits (2), et c'est là que leur rôle se fera le plus utilement sentir : « Il y a loin, disait le rapporteur de cette question au Congrès typographique de 1900, des conseils préconisés par nous aux conseils d'arbitrage prévus par la loi, constitués en période troublée, et dont les membres sont souvent choisis, de part et d'autre, de façon à rendre impossible toute transaction.

« C'est dans la période de calme, alors qu'aucun conflit ne point à l'horizon, que nous sommes appelés à rechercher, parmi les patrons, comme parmi nos camarades, des hommes conciliants, mais fermes, d'une loyauté éprouvée, et qui seront appelés à nous mettre d'accord si la discorde vient à éclater entre nous » (3).

---

(1) *La Typographie Française*, n° 503, du 16 septembre 1902.

(2) Compte rendu de la réunion mixte du Havre, du 16 octobre 1902.

*Du rôle des Commissions mixtes*, causerie faite par M. Clavel, membre du Comité central de la Fédération du Livre. Brochure, pages 12 et suiv.

(3) VIII<sup>e</sup> Congrès national typographique, Paris, 1900. Brochure, page 137.



Combien ne semble-t-il pas préférable de soumettre les conflits, dès leur naissance, à une commission mixte qui peut parvenir à concilier les intérêts en présence, au lieu de déclarer d'abord la grève et d'accepter un arbitrage après une lutte de plusieurs mois, alors que des sommes d'argent considérables ont été englouties et que la misère est venue s'asseoir au foyer d'un grand nombre d'ouvriers.

En réclamant la création de commissions mixtes, la Fédération du Livre, dont la majorité des adhérents ne croit pas, nous l'avons vu, à la réussite d'une grève générale actuelle, ne fait que commencer par où les autres organisations ouvrières finissent, et tous les socialistes qui prétendent que l'état social actuel ne peut se transformer que progressivement et non au moyen d'une révolution immédiate, ne peuvent qu'approuver et louer sa tactique. Signalons en terminant que M. Millerand, ministre du Commerce, en présidant la première séance du Congrès des maîtres imprimeurs de 1900, a vivement félicité les imprimeurs « d'avoir su, les premiers, réaliser l'établissement de commissions mixtes d'arbitrage, qui sont appelées à rendre de grands services », et annoncé « qu'il s'en inspirerait et déposerait un projet de loi, afin qu'il y ait de ces commissions dans toutes les industries » (1).

---

(1) Ce projet a été déposé, au nom du gouvernement, par MM. Millerand et Waldeck-Rousseau, le 15 novembre 1900; le texte en a d'ailleurs été modifié par M. Millerand, qui l'a déposé de nouveau en son personnel, le 14 octobre 1902.

La Confédération générale du travail s'est montrée hostile à ce projet. Congrès corporatif de Lyon, septembre 1901.

*La Typographie Française*, n° 484, 1<sup>er</sup> décembre 1901.

Cf. Également le vœu émis au Congrès des maîtres imprimeurs de 1901 : « L'Union des maîtres imprimeurs de France, soucieuse tout à la fois de ses intérêts propres et de ceux des syndicats ouvriers, dont les comités seraient annihilés, demande que le projet de loi sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail, déposé le 15 novembre 1900, soit repoussé et que les tentatives de conciliation, facultatives d'après la loi du 27 décembre 1892, soient rendues obligatoires. »

*La Typographie Française*, n° 475, du 16 juillet 1901.



## TROISIÈME PARTIE

---

**Les Rapports de la Fédération Française**  
des  
**Travailleurs du Livre**  
avec la  
**Confédération générale du Travail**  
et les  
**Organisations Typographiques Étrangères**

---



## CHAPITRE UNIQUE

---

### SECTION I

#### La Fédération du Livre et la Confédération générale du Travail.

---

La Fédération du Livre, qui est adhérente à la Confédération générale du travail, se trouve, depuis quelques années, en butte aux attaques de certains membres de cette organisation. La raison en est que les administrateurs de la Fédération ne conçoivent pas l'action syndicale de la même manière que la plupart des membres du Comité général de la Confédération. La majorité de ces derniers sont des libertaires, partisans convaincus de l'*action directe et révolutionnaire*, tandis que l'opinion qui domine dans la Fédération du Livre est hostile à l'action directe et préconise, au contraire, la *tactique réformiste*. Le désaccord provient donc d'une question de méthode.

Ce désaccord n'aurait pas présenté d'inconvénients sérieux si les délégués de la Confédération, au cours de leurs tournées de propagande en province, s'étaient abstenus de porter des jugements sur la Fédération du Livre, en décriant sa tactique. Cette attitude a, d'ailleurs, soulevé de vives protestations de la part des fédérés, qui soutiennent que chaque organisation professionnelle adhérente à la Confédération, conserve son



entière autonomie et que la Fédération a le droit de réclamer sa liberté et son indépendance pour agir au mieux des intérêts généraux de la corporation typographique.

Toutes ces attaques ne peuvent qu'affaiblir l'unité ouvrière ; le groupement du Livre fait partie de la Confédération au même titre que les autres associations professionnelles et à remplir, dans toutes les circonstances, les obligations qui lui incombent de ce chef ; il est donc profondément regrettable que certains délégués du Comité confédéral se soient livrés à son égard à des appréciations désobligeantes et injustifiées. Il est vrai que, de leur côté, ces délégués se sont toujours défendus d'avoir attaqué l'organisation du Livre et ont prétendu, au contraire, qu'ils avaient simplement établi des comparaisons entre deux méthodes d'action, en affirmant leurs préférences (1).

Quoi qu'il en soit sur ce point, le Comité central de la Fédération a formulé, à diverses reprises, des plaintes amères au Comité confédéral. Dans sa séance du 4 janvier 1904, après une longue et chaude discussion, ce dernier a repoussé un ordre du jour *blâmant les attaques menées contre une organisation adhérente à la Confédération générale du travail* et a adopté l'ordre du jour pur et simple (2). Ces plaintes n'ont pas eu pour effet de faire cesser la campagne poursuivie contre la Fédération du Livre (3). Et, tout récemment, la question a été portée par M. Keufer au Congrès corporatif qui s'est tenu à Bourges dans le courant de septembre 1904.

Nous allons examiner les critiques relatives à l'orientation générale donnée à la Fédération du Livre.

---

(1) *La Voix du Peuple*, organe de la Confédération générale du travail, n° 190, du 5 juin 1904.

(2) *La Voix du Peuple*, n° du 5 juin 1904, précité.

(3) *La Typographie Française*, n° 539, du 16 mars 1904 ; n° 542, du 1<sup>er</sup> mai 1904 ; n° 544, du 1<sup>er</sup> juin 1904 ; n° 546, du 1<sup>er</sup> juillet 1904 ; n° 547, du 16 juillet 1904, etc.

On accuse cette organisation : 1° d'avoir dévié du terrain purement syndical pour tomber dans la mutualité; 2° d'avoir été impuissante, depuis trente ans, à faire augmenter les salaires et diminuer les heures de travail, ce qui prouve l'inefficacité de sa méthode; 3° de n'être pas révolutionnaire. Qu'y a-t-il de vrai dans ces critiques? M. Hamelin, membre du Comité central, a répondu à ces trois points dans un discours prononcé au Congrès du chômage, tenu à Saint-Nazaire, les 2 et 3 avril 1904 (1).

Voici, en substance, ses principaux arguments. Tout d'abord, si la Fédération du Livre a créé des services mutualistes, c'est surtout dans le but d'attirer à elle le plus grand nombre possible d'adhérents et d'augmenter par suite sa puissance corporative; d'ailleurs « il ne faut pas confondre la mutualité des caisses de maladies ayant un capital réservé et une caisse de retraites avec une caisse syndicale ou fédérale attribuant des secours de chômage et de maladie. » De l'aveu même des libertaires, il y a d'une part mutualité et de l'autre solidarité.

En outre, la Fédération du Livre est parvenue à mettre en vigueur, dans certaines villes, des tarifs qui ont eu pour effet d'augmenter les salaires et de réduire la durée du travail. L'introduction de la machine à composer lui a même permis d'établir, dans de nombreux ateliers, la journée de huit heures avec un salaire supérieur à celui qui était payé auparavant : « La durée du travail de nuit n'est que de sept heures. C'est le cas pour les journaux de Paris », et pourtant le gain y est de 1 franc plus fort que dans les journaux composés à la main : « Quelle est donc l'organisation ouvrière qui aurait pu résister à cette révolution d'une corporation et quelle est donc celle qui a fait autant

---

(1) *La Typographie Française*, n° 542, du 1<sup>er</sup> mai 1904.

Premier Congrès régional des syndicats ouvriers de la région de l'ouest, Saint-Nazaire, 2 et 3 avril 1904, Brochure de 40 pages.

pour ses membres ? Malheureusement pour le monde du travail, je n'en connais pas d'autre que la Fédération du Livre. »

Le troisième grief concerne spécialement la question de méthode. Certes, il est vrai que la Fédération du Livre repousse l'action directe, car elle croit que, dans l'état social actuel, la révolution violente produirait des conséquences fatales pour les travailleurs. Mais les partisans de l'action directe eux-mêmes sont obligés, par la force des choses, d'adopter la tactique réformiste dans leurs conflits. Et M. Hamelin rappelait à ce sujet que les grévistes d'Hennebont, après avoir réclamé une augmentation de 50 centimes par jour, avaient consenti à reprendre le travail après avoir réduit leurs prétentions à 25 centimes : « Tout à l'heure, a-t-il dit, on vous parlait de la modération de la Fédération du Livre, eh bien ! savez-vous comment est arrivée cette transaction ? Voici ce qu'écrivait à ce sujet un libertaire et partisan acharné de l'action directe, en s'adressant aux patrons :

« Il y a, à la Compagnie des Cirages français, des administrateurs qui ont un cœur humain et qui doivent, comme nous, être anxieux et redouter le terrible malheur d'une hécatombe.

« Nous restons persuadés que les revendications des grévistes sont légitimes et *qu'en tout cas elles peuvent être discutées et examinées.*

« Il nous paraît que l'entente pourrait s'établir et, avec une part égale de modération et de bonne volonté, il serait possible de rétablir dans les foyers d'Hennebont, *l'harmonie entre la direction et les travailleurs, condition essentielle pour la bonne marche d'une industrie.*

« Voilà une épître qui n'a rien de révolutionnaire et qui sent son économiste bourgeois de loin. Qu'aurait-on dit si jamais une adresse semblable avait paru sous la plume d'un délégué du Comité central du

Livre !..... En somme, on revient toujours à la tactique préconisée par la Fédération des Travailleurs du Livre, parce qu'elle est la bonne, la seule raisonnable et qui produise des résultats. »

Nous avons déjà fait observer, dans le chapitre précédent, que les grèves des autres corporations se terminaient souvent par un arbitrage. Pourquoi donc, disent les fédérés du Livre, trouver mauvaise au début d'un conflit la mesure qu'on accepte et qu'on sollicite même après plusieurs semaines de lutte ? On nous accuse de pactiser avec nos patrons et d'être tout simplement des *réactionnaires*, parce que nous poursuivons la création de commissions mixtes, et pourtant la nécessité oblige les plus intransigeants des libertaires à adopter tôt ou tard la même tactique.

Il est à désirer que toutes ces querelles de méthode prennent fin et que les délégués du Comité confédéral pratiquent, dans l'accomplissement de leur mission de propagande, la plus large tolérance. Ce sera le moyen le plus sûr d'éviter des divisions désastreuses dans le sein du prolétariat français et de réaliser l'unité ouvrière.

En ce qui nous concerne, nous ne pouvons qu'approuver la tactique employée par la Fédération du Livre ; les résultats qu'elle a procurés et que nous avons eu l'occasion de signaler chemin faisant, dans le cours de cette étude, en démontrent surabondamment l'efficacité.

---

## SECTION II

### La Fédération du Livre et le Secrétariat typographique international.

---

Longtemps avant la fondation de la Fédération des Travailleurs du Livre, les typographes français ont entretenu des relations cordiales avec leurs confrères des autres pays. Ces relations se sont traduites, dans la pratique, par la présence des représentants des groupements similaires étrangers aux banquets de la Société typographique parisienne et par des envois réciproques de subsides en cas de grève.

Lorsque se réunit le Congrès de 1881, des délégués de Bruxelles, Genève et Milan assistèrent à ses séances et, dans l'esprit de la plupart des hommes qui prirent part aux travaux de ce Congrès, la création de la Fédération française du Livre n'était qu'une étape dans la voie de la formation d'une *Fédération typographique européenne*; certains allaient même jusqu'à entrevoir, dans l'avenir, la possibilité de l'établissement d'une *Fédération typographique universelle*.

En l'absence de toute organisation internationale officielle, des relations suivies s'établirent entre les fédérations similaires qui avaient été créées dans les différents pays. Elles eurent la plupart du temps pour but de garantir aux typographes étrangers les avantages qui étaient accordés aux fédérés nationaux, surtout en ce qui concernait le viaticum. D'autre part, la Fédération française ne manqua pas de tenir ses adhérents au courant de tous les progrès réalisés, au point de vue professionnel, par les organisations typographiques étrangères, et elle sut remplir tout son devoir chaque fois



qu'à l'occasion d'une grève il fut fait appel à la solidarité des fédérés français.

En 1885, la Fédération de la Suisse romande proposa au Comité central la fondation d'une caisse européenne de résistance. L'idée fut trouvée excellente; malheureusement, la situation peu prospère de la caisse fédérale à cette époque obligea la Fédération française à différer son concours. De plus, certaines fédérations étrangères, sur l'invitation du Comité central, désignèrent des représentants pour assister aux divers Congrès typographiques français, ce qui contribua à maintenir et à améliorer les relations internationales.

Au Congrès national français de 1887, la proposition de la tenue d'un Congrès typographique international en 1889, à l'occasion du centenaire de la Révolution, fut votée avec enthousiasme.

Ce Congrès se tint à Paris, à la Bourse du Travail, les 18, 19, 20 et 21 juillet. Il eut une très grande importance; quatorze organisations étrangères y prirent part, représentant un total de 73,500 sociétaires (1), et le principe de la nécessité d'une Fédération internationale des Travailleurs du Livre sortit triomphant de ses travaux. La Fédération de la Suisse romande fut chargée, de concert avec celle de la Suisse allemande, de préparer, dans le délai d'une année, le projet de création d'une caisse internationale de résistance, projet sur lequel le prochain Congrès international, qui devait avoir lieu à Berne, serait appelé à se prononcer.

Ce deuxième Congrès (25 août 1892) (2) se déclara partisan de la fondation d'une Fédération internationale, sur la base du projet de statuts qui avait été élaboré; mais, en présence de la législation restrictive de certains pays, qui interdisait les associations inter-

---

(1) *La Typographie Française*, nos 188 et 190, des 1<sup>er</sup> août et 1<sup>er</sup> septembre 1889.

(2) *La Typographie Française*, n° 263, du 16 septembre 1892; n° 274, du 1<sup>er</sup> mars 1893.

nationales, il décida la création d'un Secrétariat typographique international permanent, siégeant à Berne, et chargé d'entretenir des relations avec tous les groupements adhérents ; les frais de cette institution devaient être répartis entre les différentes fédérations, au prorata du nombre de leurs membres. Au sujet du viaticum, le Congrès reconnut le droit de tous les typographes fédérés, quelle que soit leur nationalité. En ce qui concerne les grèves, le règlement du Secrétariat international prévoyait qu'elles ne pourraient être secourues que si les deux tiers des fédérations adhérentes se déclaraient favorables au mouvement projeté ; dans ce cas, le Secrétariat décréterait immédiatement une cotisation unique pour tous les membres des fédérations adhérentes.

Le 1<sup>er</sup> mars 1893, le Comité central demanda aux sections de se prononcer par un vote : 1<sup>o</sup> pour ou contre l'adhésion de la Fédération au Secrétariat typographique international institué par le Congrès de Berne ; 2<sup>o</sup> sur le chiffre de la cotisation mensuelle (5 ou 10 centimes) que devraient verser les fédérés pour constituer le capital sur lequel serait prélevé l'indemnité à fournir par la Fédération française en cas de grève dans un autre pays adhérent au Secrétariat international (1).

Dès les premiers mois de l'année 1895, les typographes d'Allemagne, d'Alsace-Lorraine, d'Autriche, de Belgique, d'Espagne, de Hollande, du Danemark, de la Suisse allemande, de la Suisse romande, de la Hongrie et du duché de Luxembourg adhèrent à la nouvelle organisation.

Au contraire, l'enthousiasme des fédérés français s'était considérablement refroidi et un grand nombre d'entre eux s'abstinrent de prendre part au vote sur les deux questions que nous venons de reproduire.

---

(1) *La Typographie Française*, n<sup>o</sup> 274, du 1<sup>er</sup> mars 1893.

Sur 4,125 votants, 3,136 se prononcèrent pourtant pour l'adhésion de la Fédération française et 1,706 pour la cotisation mensuelle de 10 centimes (1).

Le Comité central ne se considéra pas comme suffisamment armé par ce vote ; aussi décida-t-il de remplir scrupuleusement, par des prélèvements effectués sur la caisse fédérale, les engagements qu'il avait contractés au Congrès international de 1892, mais de laisser au Congrès national de 1895 le soin de statuer définitivement.

Dans un long rapport présenté au Congrès, au nom du Comité central, M. Keufer s'efforça d'appeler l'attention des délégués sur la nécessité qu'il y avait pour la Fédération du Livre d'adhérer au Secrétariat, mais il ne leur cacha pas qu'à son avis les sacrifices qu'entraînerait cette adhésion seraient très lourds. Il fit également observer que la loi Dufaure, de 1872, sur l'internationale n'était pas abrogée et que, si un gouvernement de réaction venait à s'emparer du pouvoir, elle pourrait être invoquée et appliquée de nouveau. Néanmoins, il engagea le Congrès à sanctionner les mesures prises par les précédentes assemblées internationales.

Par 56 voix contre 25, le Congrès se prononça pour le maintien de l'adhésion de la Fédération du Livre au Secrétariat typographique international, mais décida que cette adhésion serait renvoyée au vote des sections et ne deviendrait définitive que si elle réunissait au moins les deux tiers des votants. Ce vote eut lieu au mois de mars 1896 et la majorité requise n'ayant pas été atteinte, la Fédération française se vit dans l'obligation de donner sa démission du Secrétariat international et de renier ainsi ce qu'elle avait préparé de ses propres mains en 1887 et sanctionné en 1889.

En dépit de ce vote, le Comité central continua à envoyer régulièrement des secours aux grévistes étran-

---

(1) *La Typographie Française*, n° 278, du 1<sup>er</sup> mai 1893.

gers (7,000 francs de 1895 à 1900). D'autre part, M. Keufer assista également aux divers Congrès internationaux (Genève, Munich, Neuchâtel, Lucerne, etc.).

La question de l'adhésion de la Fédération du Livre au Secrétariat typographique international fut portée de nouveau à l'ordre du jour du Congrès national de Paris de 1900. Le Comité central démontra, avec chiffres à l'appui, que les calculs auxquels on s'était livré en 1895 pour établir les sacrifices probables que les fédérés devaient consentir, avaient été exagérés et étaient bien supérieurs à la réalité. Puis M. Pierre Stautner, délégué du Secrétariat international, affirma que la Fédération du Livre était le seul groupement typographique autonome de l'Europe centrale qui ne fût pas affilié au Secrétariat.

Après discussion, le Congrès adopta le principe de l'adhésion, mais renvoya au vote des sections la sanction définitive. Pendant les années 1901 et 1902, le Comité central s'efforça de convaincre les fédérés par une active campagne menée dans *La Typographie Française*, et ce fut seulement le 1<sup>er</sup> mars 1903 qu'il soumit au vote des sections l'adhésion au Secrétariat international (1).

Nous avons eu l'occasion, dans la partie de cette étude consacrée aux grèves, d'exposer que le règlement du Secrétariat international, en vigueur à l'époque de cette consultation, exigeait, pour qu'un conflit pût être soutenu financièrement, qu'il eût été préalablement approuvé par la majorité absolue des fédérations adhérentes. Alors seulement le Secrétariat pouvait décréter une cotisation exceptionnelle uniforme, payable par tous les fédérés, pouvant s'élever à cinq ou dix centimes par semaine et être exigée pendant deux, quatre, six ou huit semaines. D'après les documents fournis par le secrétaire international, le total des cotisations payées pendant les huit dernières années

---

(1) *La Typographie Française*, n° 514, du 1<sup>er</sup> mars 1903.

n'avait pas été supérieur à 0 fr. 25 par fédéré et par an. En outre, le Comité central de la Fédération du Livre ayant décidé que la caisse fédérative prendrait à sa charge la part qui lui incomberait dans les frais administratifs du Secrétariat (0 fr. 10 environ par fédéré et par an), les sacrifices à consentir par les typographes français n'étaient donc pas au-dessus de leurs forces.

Sur 11,484 fédérés inscrits, 9,081 prirent part au vote qui donna les résultats suivants : pour l'adhésion, 8,177 ; contre, 784 ; bulletins blancs, 120. En conséquence de ce vote, le Comité central demanda l'admission de la Fédération française dans le Secrétariat international à partir du 1<sup>er</sup> avril 1903 (1).

Une conférence typographique internationale s'est tenue à Strasbourg en avril 1903. Elle a eu pour objet principal de fixer sur de nouvelles bases les contrats de réciprocité entre les fédérations adhérentes au Secrétariat (2). Les délégués sont tombés d'accord sur une formule de contrat d'après laquelle chaque fédération doit conclure, avec les autres organisations étrangères qui font partie du groupement international, une convention de réciprocité pour les diverses institutions qui fonctionnent dans son sein. C'est ainsi que la Fédération française a signé, avec dix-neuf associations typographiques étrangères, des contrats qui sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1904, et aux termes desquels elle a institué la réciprocité pour les services du viaticum, de la résistance, du chômage et de la maladie.

Par suite des secours nouveaux qu'il faut maintenant payer aux voyageurs étrangers en règle, les charges, déjà lourdes, que supportait la Fédération française vont être encore augmentées. Si elles les a acceptées allègrement, c'est dans l'espoir que ses adhérents, qui sont assurés à leur tour de jouir des mêmes

---

(1) *La Typographie Française*, n° 518, du 1<sup>er</sup> mai 1903.

(2) *La Typographie Française*, nos 519, 520, 521, des 16 mai, 1<sup>er</sup> juin, 16 juin 1903 ; n° 532, du 1<sup>er</sup> décembre 1903 ; n° 543, du 15 mai 1904.



avantages à l'étranger, passeront plus souvent les frontières et iront compléter, dans les autres pays, leur éducation professionnelle.

C'est là une œuvre internationale pratique, utile, bien préférable aux théories encore irréalisées de ceux qui, nous l'avons vu dans le chapitre précédent, combattent aveuglément la Fédération du Livre et ne cherchent qu'à la discréditer, ainsi que ses administrateurs, dans l'opinion du prolétariat français.

L'existence d'un groupement international dans l'industrie du Livre est incontestablement d'une grande utilité. Il peut aider les typographes des pays adhérents à triompher dans leurs revendications, soit en leur permettant de prolonger la lutte, grâce aux secours de grève, soit en empêchant les patrons de recruter leur main-d'œuvre à l'étranger en cas de conflit, comme cela s'est pratiqué au cours de la grève parisienne de 1878.

La solidarité internationale qui tend à amener la suppression de la concurrence entre travailleurs de nationalités différentes, peut être également un puissant auxiliaire pour le relèvement des salaires et la réduction de la durée du travail, car ces réformes auront d'autant plus de chances d'être réalisées qu'elles seront réclamées par le prolétariat d'un plus grand nombre de pays.

Malheureusement, elle n'est encore ni assez développée ni assez pratiquée pour produire de tels résultats. Même dans le sein de l'industrie du Livre, il y a encore beaucoup d'ouvriers qui sont réfractaires à l'idée de groupement; quant aux patrons, la plupart s'obstinent à demeurer en dehors des syndicats de leur profession. Et cependant, l'entente internationale entre patrons d'une part et ouvriers de l'autre serait le procédé le plus pratique permettant de mettre un frein à la ruineuse concurrence actuelle, en égalisant mieux que ne peuvent le faire les droits de douane, les conditions de production de chaque côté des frontières.

---

## CONCLUSION

---

Nous sommes arrivés au terme de notre étude. Il nous reste à résumer, en quelques lignes, tous les maux qui accablent l'industrie du Livre et à examiner l'efficacité des remèdes que cette triste situation a suggérés à la Fédération.

Avant la proclamation de la liberté de l'imprimerie, lorsque l'industrie typographique était concentrée entre les mains de quelques patrons, le travail était régulier et l'ouvrier, ayant plus de sécurité qu'aujourd'hui, faisait preuve, en général, d'une habileté plus grande. La liberté de l'imprimerie, au contraire, a donné naissance à une concurrence désastreuse aussi bien pour les maîtres imprimeurs eux-mêmes que pour leurs ouvriers. Elle a permis aux éditeurs, qui sont les principaux pourvoyeurs de travail, de se montrer plus exigeants sur le bon marché de la main-d'œuvre, et comme, d'autre part, la profession a été envahie par un grand nombre d'industriels n'ayant aucune connaissance du métier, la décadence de l'art typographique n'a pas tardé à se manifester.

L'invasion progressive et ininterrompue de la femme dans les ateliers de composition, l'exploitation des apprentis ont entraîné, dans une foule d'imprimeries, une dépréciation énorme des salaires et réduit au chômage une fraction importante des ouvriers typographes. Plus récemment, l'introduction de la machine à

composer dans les ateliers est venue aggraver encore cette situation déjà si malheureuse.

Depuis vingt-trois ans, les fédérés du Livre se sont efforcés de réagir et de ramener un peu de prospérité dans leur industrie autrefois si florissante. Nous les avons vus préconiser d'abord la création de sociétés coopératives de production comme un moyen pratique d'arriver à la suppression du patronat; puis, en présence des résultats peu satisfaisants procurés sur ce point par l'expérience, ils ont mis toute leur confiance dans la puissance de leur association professionnelle. Grâce à une propagande active, grâce à de lourds sacrifices pécuniaires ils sont parvenus à créer une forte caisse de résistance et à soulager les infortunes de toutes sortes, maladie, manque de travail, etc., dont souffraient un grand nombre d'entre eux, par l'organisation et la réglementation des grands services dont nous avons exposé le fonctionnement : viaticum, chômage, placement, etc.; depuis peu, enfin, ils ont donné leur adhésion au Secrétariat typographique international, ce qui a contribué encore à augmenter l'autorité et le prestige dont un groupement professionnel, aussi important que celui des typographes, a besoin pour pouvoir agir, à l'occasion, d'une manière efficace. Les nombreux avantages offerts à ses membres par la Fédération des Travailleurs du Livre lui ont amené de nouvelles recrues et, à l'heure actuelle, elle englobe près de 54 % des ouvriers typographes français (1).

De plus, la création de la commission mixte nationale a permis à la Fédération du Livre de résoudre, de concert avec l'Union syndicale des maîtres imprimeurs de France, la question de l'apprentissage, et si elle n'a pas réussi en ce qui concerne le tarif général de la machine à composer, elle peut espérer quand même

---

(1) *Les organisations ouvrières dans l'industrie du Livre. Informations statistiques de l'année 1902.* Publication du Secrétariat typographique international. Brochure, page 176.

arriver, grâce à l'esprit conciliateur qui l'anime et qu'elle manifeste en toutes circonstances, à donner une solution avantageuse aux divers problèmes, d'ordre général, qui intéressent la profession.

Tous ces résultats, acquis au prix de si persévérants efforts, et dignes d'être donnés en exemple aux ouvriers français des autres corporations, sont-ils assez importants et assez concluants pour que les typographes puissent envisager l'avenir avec confiance? Nous ne le croyons pas; l'horizon typographique est encore gros de menaces. D'ailleurs, la question de la femme est toujours aussi pressante; à notre époque d'âpre concurrence où domine le seul souci de la production à bon marché, elle est plus que jamais à l'ordre du jour et il est difficile de prévoir la solution qu'elle recevra. Quant à celle des apprentis, qui a été tranchée grâce à l'accord des organisations patronale et ouvrière, nous avons dit plus haut que la réglementation adoptée ne pouvait se répandre que très lentement, en raison du petit nombre d'imprimeurs qui font partie des syndicats patronaux.

Il faudrait donc, nous le répétons, que les imprimeurs, comprenant enfin que la concurrence acharnée à laquelle ils se livrent pour s'arracher les faveurs de la clientèle leur est aussi préjudiciable qu'aux ouvriers et qu'elle doit aboutir fatalement à la ruine d'un grand nombre d'entre eux, en même temps qu'à réduire leurs ouvriers à la misère et à accélérer la décadence de l'art typographique, consentent à former, dans toutes les villes de France, des syndicats dont l'entente serait rendue facile avec les sections de la Fédération, par l'établissement de commissions mixtes locales; alors les conflits deviendraient rares et l'amélioration des conditions du travail dans l'imprimerie ne tarderait pas à se réaliser.

Est-ce trop demander aux patrons que de les inviter à une discussion amiable, empreinte du désir de la

conciliation la plus large, et ne porteront-ils pas une lourde part de responsabilité si leur obstination intraitable finit par rejeter les typographes dans la masse déjà grande des ouvriers qui rêvent de tout bouleverser par une révolution violente ?

Nous voulons espérer que les efforts déployés par les fédérés du Livre pour le relèvement de leur profession ne seront pas vains et que les maîtres imprimeurs ne demeureront pas sourds à ces appels répétés aussi bien à leurs sentiments d'humanité qu'aux intérêts de leur propre industrie. C'est là le vœu que nous formons.

Vu :

Lyon, le 24 octobre 1904.

*Le Président du Jury de la Thèse,*

P. PIC.

Vu :

Lyon, le 24 octobre 1904.

Pour le Doyen empêché,

*L'Assesseur,*

FLURER.

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 25 octobre 1904.

*Le Recteur de l'Académie,*

*Président du Conseil de l'Université,*

GABRIEL COMPAYRÉ.

---



# BIBLIOGRAPHIE

---

## PÉRIODIQUES

### 1° PÉRIODIQUES INTÉRESSANT L'IMPRIMERIE.

#### a) *Périodiques paraissant actuellement.*

Les Archives de l'Imprimerie, recueil de la Typographie et des arts qui s'y rattachent.

Mensuel, Genève.

Bulletin de l'Union des maîtres imprimeurs de France.

Mensuel, Paris.

Bulletin officiel de la Chambre syndicale des Ouvriers typographes de Marseille.

Trimestriel, Marseille.

Bulletin de la Chambre syndicale des maîtres imprimeurs typographes et lithographes de Lyon.

Mensuel, Lyon.

Le Courrier du Livre, organe du Syndicat ouvrier des industries du Livre.

Bi-mensuel, Paris.

L'Intermédiaire des Imprimeurs, revue technique des industries du Livre.

Mensuel, Lyon.

Le Journal de l'Imprimerie.

Mensuel, Paris.

Revue des Arts graphiques (Gutenberg-Journal), organe hebdomadaire des arts graphiques et industries similaires.

Paris.

La Typographie Française, organe officiel de la Fédération française des Travailleurs du Livre.

Bi-mensuel, Paris.

b) *Périodiques ayant cessé de paraître.*

Le Ralliement typographique.

Mensuel, Paris.

Le Réveil typographique, organe du Cercle d'études.

Mensuel, Paris.

2° AUTRES PÉRIODIQUES.

Bulletin de l'Office du Travail, passim.

Economiste français, passim.

Musée social, passim (voir surtout la circulaire n° 15, série B, du 25 novembre 1897).

Questions pratiques, passim.

Réforme sociale, passim.

Revue blanche, passim.

Revue d'économie politique, passim.

Revue politique et parlementaire, passim.

Revue pratique de droit industriel, passim.

Revue socialiste, passim.

Société pour l'éducation sociale, passim.

La Voix du Peuple, organe de la Confédération générale du travail, passim.

**Ouvrages généraux et autres documents.**

ALARY. — Le travail de la femme dans l'imprimerie typographique, ses conséquences physiques et morales.

Paris, 1883.

ANNUAIRE DES SYNDICATS PROFESSIONNELS (depuis 1893),

ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS. — Le travail de nuit des femmes dans l'industrie. 1903.

BARBERET. — Le travail en France.

BAZIRE. — Des conditions du travail imposées aux entrepreneurs dans les adjudications de travaux publics.

Paris, 1898.

BOUTMY. — Dictionnaire de l'argot des typographes.

Paris, 1883.

BUREAU. — Le Contrat de travail ; le rôle des syndicats professionnels.

CHAMBRE SYNDICALE TYPOGRAPHIQUE LYONNAISE :

Congrès régional de Lyon. Compte rendu, 1902.

Brochure de 40 pages.

CHAMBRE SYNDICALE TYPOGRAPHIQUE PARISIENNE :

Propagation des commandites.

Paris, 1898. Brochure de 16 pages.

Rapport sur la linotype.

Paris, 1902. Brochure de 24 pages.

CHOQUET (docteur). — Hygiène des compositeurs typographes.

Paris, 1881.

CLAVEL. — Du rôle des commissions mixtes.

Le Havre, 1902. Brochure de 20 pages.

DÉJEAN. — Etude et exposé des conditions du travail dans l'industrie du Livre et des devoirs des ouvriers, des patrons et de l'Etat.

Toulouse, 1899. Brochure de 102 pages.

DE SEILHAC. — Les Congrès ouvriers en France, 1876-1897.

Syndicats ouvriers, Fédérations, Bourses du Travail.

Paris, 1902.

DUPONT. — Histoire de l'imprimerie.

Paris, 1854.

FAGNOT. — Les attributions des syndicats ouvriers.

Paris, 1897. Brochure.

De la réduction des heures de travail.

Brochure.

FÉDÉRATION FRANÇAISE DES TRAVAILLEURS DU LIVRE :

IV<sup>e</sup> Congrès national, Paris, 1887.

Brochure de 32 pages.

VI<sup>e</sup> Congrès national, Paris, 1892.

Brochure de 103 pages.

VII<sup>e</sup> Congrès national, Marseille, 1895.

Brochure de 208 pages.

VIII<sup>e</sup> Congrès national, Paris, 1900.

Brochure de 224 pages.

Histoire d'une caisse de chômage. Monographie professionnelle.

Paris, 1902. Brochure de 32 pages.

Statuts, modifiés par le Congrès de 1900.

Paris, 1901. Brochure de 20 pages.

FINANCE. — Des chambres syndicales ouvrières et des associations coopératives.

Les syndicats ouvriers aux Etats-Unis.

GUÉNARD. — Rapport au Comité central sur l'économie sociale à l'Exposition de 1900.

Paris, 1901. Brochure de 138 pages.

GUÉNÉE. — L'hygiène du typographe à l'atelier et dans le ménage.

Lausanne, 1896.

HAMELIN. — Note sur l'Imprimerie Nationale et son monopole.

Paris, 1879.

KEUFER. — Conférence faite aux Travailleurs du Livre de Marseille. (Le but de la Fédération du Livre.)

Brochure. Marseille, 1892.

Rapport du délégué de l'imprimerie à l'Exposition de Boston.

Paris, 1884.

Rapport tendant à rechercher les moyens de parer aux funestes conséquences du système actuel des adjudications.

Paris, 1896. Brochure.

Rapport tendant à l'application des décrets du 10 août 1899 dans les cahiers des charges des adjudications.

Paris. Brochure.

MOTAIS (docteur). — Hygiène professionnelle; hygiène de la vue chez les typographes.

Paris, 1883.

OFFICE DU TRAVAIL. — Hygiène et sécurité des travailleurs.

Paris, 1896.

Documents sur la question du chômage.

Paris, 1896.

Les Associations ouvrières de production en France.

Paris, 1897.

Les Associations professionnelles ouvrières.

Tome I. Paris, 1899.

(La partie de cet ouvrage concernant la typographie a été publiée par la Fédération des Travailleurs du Livre, sous le titre : « Les Associations professionnelles ouvrières typographiques ». Brochure de 196 pages. Paris, 1900.)

Poisons industriels.

Paris, 1901.

- Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie, 1899-1901.  
Paris, 1902.
- OUBERT. — Des conditions du travail dans les adjudications  
de travaux publics.  
Paris, 1900.
- PALLETAN. — Rapport sur l'hygiène et la sécurité des  
travailleurs, présenté à la commission départementale du  
travail.  
Moulins, 1902.
- PIC. — Traité élémentaire de législation industrielle. Les  
lois ouvrières.  
2<sup>e</sup> édition. Paris, 1903.
- RADIGUER. — Maîtres imprimeurs et ouvriers typographes  
(1470-1903).  
Paris, 1903.
- RAYNAUD. — Le contrat collectif de travail.  
Paris, 1901.
- SECRÉTARIAT TYPOGRAPHIQUE INTERNATIONAL (Berne). — Les  
organisations ouvrières dans l'industrie du Livre. — In-  
formations statistiques de l'année 1902.  
Bâle, 1903.
- SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE DE LAUSANNE. — Historique publié à  
l'occasion du cinquantième de sa fondation (1852-1902).  
Lausanne, 1902.
- SYNDICAT TYPOGRAPHIQUE DIJONNAIS. — De l'emploi de la  
femme comme compositrice d'imprimerie; ses consé-  
quences et ses dangers.  
Brochure. Dijon, 1890.
- VIGOUROUX. — La concentration des forces ouvrières dans  
l'Amérique du Nord, 1899.
-



# TABLE DES MATIÈRES

---

|                   |   |
|-------------------|---|
| INTRODUCTION..... | I |
|-------------------|---|

## PREMIÈRE PARTIE

### **L'organisation administrative de la Fédération française des Travailleurs du Livre.**

#### CHAPITRE PREMIER

#### **Fondation et organisation de la Fédération des Travailleurs du Livre.**

##### SECTION I.

|                                                    |   |
|----------------------------------------------------|---|
| <i>La fondation de la Fédération du Livre.....</i> | 3 |
|----------------------------------------------------|---|

##### SECTION II.

|                                                                                                                                                                                                                      |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <i>L'organisation de la Fédération du Livre .....</i>                                                                                                                                                                | 9  |
| § I. — Conditions d'admission. — Radiations. — Le livret<br>fédératif.....                                                                                                                                           | 9  |
| § II. — Administration de la Fédération. — Le Comité<br>central. — Sa composition. — Son mode de nomination.<br>— Ses attributions. — Délégations des membres du<br>Comité central. — La commission de contrôle..... | 11 |
| § III. — La cotisation fédérative .....                                                                                                                                                                              | 17 |
| § IV. — L'organe de la Fédération : <i>La Typographie<br/>Française</i> .....                                                                                                                                        | 23 |
| § V. — Les bureaux régionaux.....                                                                                                                                                                                    | 24 |
| § VI. — Le placement des fédérés chômeurs.....                                                                                                                                                                       | 28 |
| § VII. — Les Congrès typographiques nationaux.....                                                                                                                                                                   | 33 |
| § VIII. — La gestion financière de la Fédération du<br>Livre.....                                                                                                                                                    | 38 |
| § IX. — Les progrès de la Fédération du Livre depuis<br>sa fondation.....                                                                                                                                            | 40 |

## CHAPITRE II

### Les grands services mutualistes de la Fédération des Travailleurs du Livre.

#### SECTION I.

|                          |    |
|--------------------------|----|
| <i>Le viaticum</i> ..... | 49 |
|--------------------------|----|

#### SECTION II.

|                                              |    |
|----------------------------------------------|----|
| <i>La caisse fédérative de chômage</i> ..... | 70 |
|----------------------------------------------|----|

## DEUXIÈME PARTIE

### Attitude de la Fédération française des Travailleurs du Livre à l'égard des principaux problèmes de législa- tion ouvrière.

#### CHAPITRE PREMIER

### La Fédération des Travailleurs du Livre et la réglementation administrative de l'industrie.

#### SECTION I.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>La Fédération du Livre et le droit de coalition et de grève</i> ..                                                                                                                                                                                                                                                                          | 93  |
| § I. — La réglementation statutaire des grèves. — Les<br>conflits dans la Fédération du Livre et les commissions<br>mixtes.....                                                                                                                                                                                                                | 93  |
| § II. — La Fédération du Livre et les grèves des autres<br>organisations ouvrières en France et à l'étranger.....                                                                                                                                                                                                                              | 104 |
| § III. — La Fédération du Livre et la grève générale...                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 105 |
| § IV. — La mise à l'index.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 112 |
| § V. — Le boycottage.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 113 |
| § VI. — Le sabotage.....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 121 |
| § VII. — Le label ou marque syndicale. — Le label en<br>Amérique et ses premières applications en France dans<br>l'industrie du Livre. — Le label typographique depuis<br>le Congrès de 1900. — La ligue sociale d'acheteurs. —<br>Le label de la Confédération générale du travail. —<br>Le label doit-il être confédéral ou corporatif?..... | 123 |

#### SECTION II.

|                                                                                                                                                                            |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>La Fédération du Livre et le droit d'association</i> .....                                                                                                              | 139 |
| La Fédération du Livre et le projet de M. Waldeck-<br>Rousseau, tendant à la modification de la loi du<br>21 mars 1884. — L'action syndicale et l'action poli-<br>tique .. | 139 |

SECTION III.

|                                                                             |     |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>La Fédération du Livre et l'hygiène des ateliers typographiques.....</i> | 148 |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----|

SECTION IV.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>La Fédération du Livre et la réglementation du travail des femmes, des enfants et des hommes adultes.....</i>                                                                                                                                                                                                                                                                 | 155 |
| § I. — La femme dans l'imprimerie. — Arguments invoqués en faveur de l'emploi de la femme. — Arguments invoqués par les typographes contre l'emploi de la femme: <i>a)</i> insalubrité de la profession; <i>b)</i> point de vue moral; <i>c)</i> défense du salaire; <i>d)</i> intérêt social. — La question de la femme et les différents Congrès typographiques nationaux..... | 155 |
| § II. — La Fédération du Livre et la durée du travail: <i>a)</i> le travail de nuit des femmes et des enfants; <i>b)</i> la réduction de la durée de la journée de travail.....                                                                                                                                                                                                  | 168 |
| § III. — La Fédération du Livre et la concurrence causée à l'imprimerie par le travail des prisonniers et des militaires: <i>a)</i> travail des prisonniers; <i>b)</i> travail des militaires.....                                                                                                                                                                               | 171 |
| § IV. — La Fédération du Livre et les critiques adressées par les maîtres imprimeurs à l'Imprimerie Nationale.....                                                                                                                                                                                                                                                               | 179 |

CHAPITRE II

**La Fédération des Travailleurs du Livre et les  
contrats industriels.**

SECTION I.

|                                                                                                                                                                                                                                             |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>La Fédération du Livre et le contrat de travail.....</i>                                                                                                                                                                                 | 187 |
| § I. — Les tarifs dans l'imprimerie. — Application du contrat collectif de travail.....                                                                                                                                                     | 187 |
| § II. — Les tarifs et la machine à composer.....                                                                                                                                                                                            | 193 |
| § III. — La commandite. — Définition de la commandite, ses avantages. — Différents systèmes de commandite : commandite égalitaire et commandite au prorata. — Tendance des typographes à réclamer la suppression du travail aux pièces..... | 205 |
| § IV. — La Fédération du Livre et les sociétés coopératives de production.....                                                                                                                                                              | 217 |
| § V. — La Fédération du Livre et les conditions du travail dans les adjudications de travaux publics. — Tentatives faites dans le sein de la Fédération du Livre pour remédier aux abus engendrés par le système des adjudications.....     | 221 |

SECTION II.

|                                                                  |     |
|------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>La Fédération du Livre et le contrat d'apprentissage.....</i> | 239 |
| La décadence de l'apprentissage dans l'imprimerie. —             |     |
| Cours professionnels et écoles professionnelles.....             | 239 |

CHAPITRE III

**La Fédération du Livre et les conflits collectifs entre  
patrons et ouvriers.**

|                                                      |     |
|------------------------------------------------------|-----|
| <i>Les commissions mixtes dans l'imprimerie.....</i> | 251 |
|------------------------------------------------------|-----|

TROISIÈME PARTIE

**Les rapports de la Fédération française des Travailleurs  
du Livre avec la Confédération générale du travail  
et les organisations typographiques étrangères.**

CHAPITRE UNIQUE

SECTION I.

|                                                                                |     |
|--------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>La Fédération du Livre et la Confédération générale du<br/>travail.....</i> | 269 |
|--------------------------------------------------------------------------------|-----|

SECTION II.

|                                                                                      |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>La Fédération du Livre et le Secrétariat typographique<br/>international.....</i> | 274 |
| CONCLUSION.....                                                                      | 281 |
| BIBLIOGRAPHIE.....                                                                   | 285 |
| TABLE DES MATIÈRES.....                                                              | 290 |



Imp. Nouvelle Lyonnaise, 3, rue Sainte-Catherine — Lyon  
(Coopérative ouvrière de production)















---

**LYON**  
**Imprimerie Nouvelle Lyonnaise**

(COOPÉRATIVE OUVRIÈRE DE PRODUCTION)

3, RUE SAINTE-CATHERINE, 3

---

